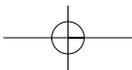
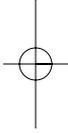
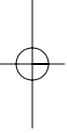




Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
tel/fax : 01 48 06 48 86
diffusion@eclm.fr
www.eclm.fr

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables,
à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.

100 propositions du forum social mondial



A. Blin
L. Bouguerra
A.D. Cattani
E. Granet
P.-Y. Guihéneuf
Y. Hardy
A. Hernandez
V. Kleck
C. MacKenzie
P.F. Vizentini
M.A. Weissheimer

100 propositions du Forum social mondial

Éditions Ganndal
BP 542, Conakry (Guinée)

Éditions Jamana
Avenue Cheik Zahed, porte 2694,
Hamdalaye, BP 2043 Bamako (Mali)

Éditions du Silence
292, avenue du Colonel Parent,
BP 13822, Libreville (Gabon)

Éditions Tarik
321, route d'El Jadida, Casablanca (Maroc)

Éditions Tropiques
Avenue Germaine Ahidjo,
20819 Yaoundé (Cameroun)

Éditions Charles Léopold Mayer
38, rue Saint-Sabin 75011 Paris (France)

Les Éditions Charles Léopold Mayer, fondées en 1995, ont pour objectif d'aider à l'échange et à la diffusion des idées et des expériences de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH) et de ses partenaires. On trouvera en fin d'ouvrage un descriptif sommaire de cette Fondation, ainsi que les conditions d'acquisition de quelques centaines d'ouvrages et de dossiers édités et coproduits.

Alliance des éditeurs indépendants *pour une autre mondialisation*

Par la mise en place progressive d'un réseau international d'éditeurs indépendants des grands groupes, qui se rencontrent régulièrement et travaillent ensemble à des projets éditoriaux, **l'Alliance des éditeurs indépendants** (www.alliance-editeurs.org) participe à la circulation des idées et à la construction d'une société civile internationale.

Vous trouverez en dernière page de cet ouvrage une présentation des coéditeurs.

© Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer, 2006

Dépôt légal, 1^{er} trimestre 2006

Essai collectif n° DD 151 * ISBN : 2-84377-114-5

© Éditions Ganndal, 2006

Ganndal * ISBN : 2-35045-008-2

© Éditions Jamana, 2006

Jamana * ISBN : 2-915032-62-9

© Éditions du Silence, 2006

Silence * ISBN : 2-912123-39-9

© Éditions Tarik, 2006

Tarik * ISBN : 2-9954-419-35-7

© Éditions Tropiques, 2006

Graphisme et mise en page : Madeleine Racimor

Maquette de couverture : Vincent Collin

Sommaire

Introduction, <i>Michel Sauquet</i>	9
1. La question des savoirs, <i>Pierre-Yves Guihéneuf (France)</i>	13
2. La construction d'une autre économie, <i>Antonio David Cattani (Brésil)</i>	35
3. Lutttes sociales et alternatives démocratiques, <i>Estelle Granet (France)</i>	57
4. Vers une participation des peuples à la construction d'un ordre démocratique international, <i>Paulo Fagundes Vizentini (Brésil)</i>	81
5. Paix et démilitarisation, <i>Arnaud Blin (France/États-Unis)</i> ..	105
6. Art et création, <i>Marco Aurelio Weissheimer (Brésil)</i>	135
7. Les biens communs, <i>Larbi Bouguerra (Tunisie/France)</i>	157
8. Diversité, pluralité et identités, <i>Caroline MacKenzie (Royaume-Uni/France)</i>	179
9. La communication, droits et alternatives, <i>Véronique Kleck (France)</i>	205
10. Éthique, cosmovisions et spiritualités, <i>Andreas Hernandez (États-Unis)</i>	229
11. Les droits de l'Homme, une référence centrale, <i>Yves Hardy (France)</i>	253

Introduction

*Michel Sauquet,
président de l'Alliance des éditeurs indépendants*

Créé en 2001 à Porto Alegre pour venir en contrepoint du Forum économique mondial de Davos, le Forum social mondial n'a cessé, depuis, d'étonner, de fasciner, d'irriter. Et de faire des petits, avec notamment les forums sociaux régionaux ou nationaux qui se sont, depuis, multipliés en Europe, en Asie, en Afrique et ailleurs. D'édition en édition (Porto Alegre 2001, 2002 et 2003, Mumbai 2004 puis à nouveau Porto Alegre en 2005), le Forum social mondial s'est remarquablement étoffé, internationalisé, organisé, mais il n'a jamais vraiment réussi à convaincre les médias, l'opinion, les politiques de sa force «proposante». On a salué, certes, l'émergence visible d'une société civile mondiale, on a décrit non sans condescendance le bouillonnement, la jeunesse, la vitalité de cette nouvelle agora du XXI^e siècle... On a rapporté la fougue des débats, mais ce n'est que fort rarement que l'on a informé sur le contenu même de ces débats, et bien malin qui, n'y ayant pas participé lui-même, aurait été capable de donner une idée des propositions qui en ont émergé.

Or, ces propositions sont légion, particulièrement lors des dernières sessions de Mumbai et de Porto Alegre. L'Alliance des éditeurs indépendants, soutenue dans cette entreprise par la Fondation Charles Léopold Mayer et par la Fondation Ford, a voulu en savoir plus. Une fois connue la structuration du Forum 2005 au Brésil, elle a décidé de dépêcher sur place onze rédacteurs pour « couvrir » les débats et recueillir les propositions des onze espaces thématiques proposés (droits de l'Homme, construction de la paix, économie solidaire, etc.). Les membres de cette équipe pluriculturelle, composée de femmes et d'hommes de plume et de réflexion, originaires d'Amérique latine, d'Europe, du monde arabe et du monde anglo-saxon, déjà familiarisés à la thématique de l'espace qu'ils prenaient en charge, avaient, avant même de faire le voyage de Porto Alegre, pris connaissance de l'acquis des forums précédents en termes d'analyses et de scénarios proposés, pour mieux appréhender, sur place, la nouveauté des propositions.

Dans la chaleur intenable des tentes et des chapiteaux de Porto Alegre, se retrouvant tous les soirs pour mettre en commun leurs découvertes, leurs perplexités et leurs méthodes d'investigation, les onze rédacteurs ont réussi à relever un pari qui n'était pas sans difficulté, et à montrer ce dont les pages qui suivent témoignent : le Forum social mondial est autre chose qu'un joyeux bazar, qu'un rassemblement internationaliste sympathique ; il est même davantage qu'un lieu de ressourcement bien nécessaire pour des militants qui ont besoin, de temps en temps, de prendre conscience qu'ils ne sont pas seuls dans leur combat. Il est un véritable espace de construction d'une communauté mondiale et il produit en abondance des percées intellectuelles et des propositions concrètes fondées sur la conviction que, oui, « un autre monde est possible ».

Cet ouvrage, qui n'est nullement un document officiel – rien n'est d'ailleurs officiel dans le fonctionnement du FSM – est édité presque simultanément dans plusieurs pays et dans plusieurs langues. Espérons qu'il pourra éclairer le public citoyen

INTRODUCTION

sur le caractère concret de l'aventure FSM et donner aux futurs participants des futurs forums encore davantage de confiance dans leurs capacités à contribuer à une mondialisation à visage humain.



1.

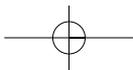
La question des savoirs

Pierre-Yves Guihéneuf (France)

Les enjeux de la maîtrise des connaissances dans un monde global

Si la critique de la pensée dominante et de la maîtrise des connaissances accompagne le mouvement social depuis de nombreuses décennies, la question des savoirs occupe une place encore modeste parmi les revendications du mouvement altermondialiste. Cependant, elle gagne en importance au travers de questions comme celles de la préservation des savoirs indigènes et populaires, des orientations de la recherche scientifique ou de l'accès à l'enseignement, autant de débats désormais abordés dans divers forums. Au sein du Forum social mondial (FSM), elles acquièrent un relief particulier car elles sont examinées dans le contexte plus global du développement du libéralisme et de la mondialisation.

En effet, la mondialisation libérale dépasse largement le champ traditionnel de l'économie et a gagné celui des connaissances. Ou plutôt, la production et l'échange de connaissances



sont entrés de plain-pied dans le monde des logiques marchandes. Ce qui est en cause désormais, ce n'est pas seulement la diffusion d'un mode de pensée scientifique et utilitariste dont la fausse universalité est dénoncée depuis fort longtemps, mais aussi et surtout la montée en puissance des stratégies libérales en matière de production et d'échange de savoirs. Cette évolution se manifeste par un double mouvement : d'une part, le retrait de l'État dans un certain nombre de secteurs comme celui de la recherche et de l'enseignement public qui, depuis plusieurs décennies déjà, voient leurs budgets se réduire ; d'autre part, l'irruption concomitante des logiques marchandes, voire des investissements privés, dans le contexte mondial d'une libéralisation des services.

On a parfois pensé que, maintenues à l'écart des pressions partisans, les institutions responsables de la production et de la diffusion de connaissances continueraient d'être animées par des valeurs de gratuité et d'égalité, inspirées par la recherche de l'intérêt général, soucieuses de préserver leur autonomie et de développer une pensée critique. Mais la marchandisation des services de formation et de recherche apporte avec elle le renforcement des motivations économiques : recherche de rentabilité, choix d'axes de recherche ou de formation définis par les opportunités commerciales et les besoins des entreprises, entraves à la diffusion des connaissances, sélectivité des politiques de formation, développement de la concurrence entre établissements aux dépens de la coordination et des échanges.

Institutions emblématiques, les universités de la plupart des pays du monde vivent une crise qui s'est accentuée depuis les années 1980. L'essor des politiques libérales dans les pays du Nord et les programmes d'ajustement structurel dans ceux du Sud se sont traduits par des restrictions imposées aux politiques d'éducation. Lorsqu'elles voient se réduire la part des subventions publiques dans leur budget, les universités sont contraintes de vendre leurs formations, d'augmenter les frais d'inscription, de réduire les coûts – notamment par une

LA QUESTION DES SAVOIRS

pression sur les salaires – d’orienter leurs axes de recherche vers des secteurs supposés porteurs de débouchés et de rechercher des financements privés, notamment auprès des grandes entreprises. Dans le même temps, la concurrence se développe avec la multiplication d’organismes privés de formation supérieure, orientés vers la satisfaction des besoins du marché. Avec la mise en place, en 2000, de l’Accord général sur le commerce des services par l’Organisation mondiale du commerce, l’éducation entre dans la liste des secteurs qui doivent faire l’objet par les États nationaux d’une diminution des entraves au commerce et à la mobilité des personnes, ce qui incite les universités à se positionner sur un marché mondial de l’éducation dont on ne perçoit pour le moment que les prémices mais qui s’avère déjà concurrentiel.

La recherche vit une évolution similaire. Autrefois principalement sous tutelle des États, elle est aujourd’hui majoritairement privée car l’innovation, moteur du changement, se trouve au centre des stratégies concurrentielles des firmes. Prétendre que les préférences des citoyens sélectionneront, par le biais de leur libre choix, les innovations pertinentes de celles qui ne le sont pas, est une simplification dangereuse. D’une part parce que le marché n’exprime que les demandes solvables et ignore les autres, d’autre part parce que l’offre technologique contribue largement à façonner les besoins et les attentes des citoyens. S’impose donc la nécessité d’une réflexion collective sur les orientations de la recherche et d’une relation renouvelée entre recherche et société.

Au-delà de ce qui peut apparaître comme un simple signe de l’expansion du libéralisme, le processus est profond. Bien qu’elles fassent l’objet d’échanges marchands, les connaissances ne sont pas seulement des marchandises et leur maîtrise revêt un caractère hautement stratégique dans un monde où l’innovation technologique, la propriété intellectuelle, la formation des cadres mais également le débat d’idées sur les conditions du changement technique et social, la définition même du sens du

progrès et le maintien d'espaces de pensée critiques constituent des enjeux cruciaux.

L'opportunité financière que constitue la privatisation de secteurs jusqu'alors largement déterminés par l'investissement public s'avère donc une motivation insuffisante pour comprendre la portée des évolutions en cours. L'enjeu est aussi dans la maîtrise des savoirs eux-mêmes, leur orientation, leur mise à disposition, la formation des responsables de demain et la définition des futurs paradigmes scientifiques et sociaux.

Quelles connaissances pour quel changement social ?

Les échanges qui se sont déroulés dans les quelque 200 conférences et ateliers de cet espace thématique peuvent être regroupés autour de deux pôles principaux. Le premier est celui de la production de connaissances, c'est-à-dire essentiellement de la recherche et de l'innovation technologique, ainsi que de la reconnaissance des savoirs populaires et de la mobilisation des technologies par les entreprises et les agriculteurs. Le second pôle est celui de la transmission formelle de connaissances, principalement à travers l'enseignement, et des relations entre le monde de la formation et les mouvements sociaux.

La recherche et l'innovation technologique

Le débat sur la recherche et l'innovation technologique a été abordé incidemment au cours des précédents FSM, notamment par le biais de questions particulières comme celle des organismes génétiquement modifiés. Ces discussions avaient montré que l'examen critique des impacts de ces technologies sur la vie quotidienne de la population (le bien-être, la santé, l'environnement...) ne peut pas être isolé d'une analyse sur les enjeux économiques des firmes et les visées géostratégiques des États,

LA QUESTION DES SAVOIRS

ni sur les paradigmes scientifiques tels qu'ils sont présentés aux citoyens ou sur les discours sur le sens du progrès...

Les débats sur les OGM ont été évoqués dans divers ateliers lors du FSM de 2005, mais dans une perspective plus vaste incluant les biotechnologies et les sciences du vivant. Quelles sont les dérives possibles des recherches sur le génome, des manipulations génétiques ou du clonage et à quelles questions renvoient-elles ? Dans le domaine agricole et alimentaire, ces techniques posent la question des risques pour la santé et l'environnement mais également de la dépendance technologique des producteurs vis-à-vis de firmes qui cherchent à contrôler des marchés encore dominés par l'autoapprovisionnement et les échanges locaux. Dans le champ de la reproduction humaine, c'est la question de l'éthique qui s'est imposée au travers de débats sur l'eugénisme et l'appropriation privée d'éléments biologiques.

Plusieurs ateliers ont été centrés sur la question des nanotechnologies¹. Ce secteur en plein développement fait l'objet de financements considérables, aussi bien publics que privés. Comme lors de l'apparition des manipulations génétiques, les débouchés semblent immenses et les risques très mal connus, ce qui donne lieu à de vives polémiques. Plusieurs associations insistent sur les risques environnementaux et sanitaires de ces nouveaux procédés.

Autre question, celle de la mobilisation des technologies par leurs usagers, comme les agriculteurs ou les industriels. Au-delà des anciens débats sur les technologies appropriées, comment assurer une connexion efficace entre la demande et l'offre technologiques, voire développer des technologies plus adaptées aux besoins ? La façon d'aborder cette question a fait l'objet de controverses. Par exemple, en matière de choix de technologies

1. Les nanotechnologies sont des techniques visant à manipuler des éléments de la taille de l'atome afin de produire de nouveaux outils ou de nouveaux matériaux. Les applications concernent la médecine, l'industrie, l'électronique, les sciences du vivant...

à faible impact environnemental par les entreprises, faut-il dénoncer la logique économique qui conduit les entreprises à réduire leurs coûts à tout prix et à négliger les conséquences de leurs choix sur l'environnement, faut-il tenter de corriger leurs critères de choix en intégrant les coûts environnementaux dans leur calcul (par exemple, par l'intermédiaire de taxes), faut-il mettre l'accent sur l'information des industriels ou faut-il prendre acte des logiques économiques existantes pour tenter de développer des solutions à la fois intéressantes pour l'entreprise et pour l'environnement ? Jusqu'où cette dernière approche permettra-t-elle des gains significatifs ?

Ces questions controversées se retrouvent également dans d'autres débats, notamment ceux qui portent sur les contradictions entre les stratégies professionnelles des chercheurs (qui les conduisent à s'adapter à la concurrence, à se spécialiser, à rechercher une certaine visibilité de leurs travaux, etc.) et les demandes sans cesse réitérées d'interdisciplinarité, de collaboration et d'utilité sociale de la recherche. Faut-il dénoncer le cadre général qui façonne ce contexte ou en prendre acte et tenter d'avancer de façon pragmatique ? Entre une critique idéologique qui court le risque de rester incantatoire et une position pragmatique qui peut conduire à une stratégie minimaliste sans effet significatif, quel équilibre trouver ?

En amont de la recherche appliquée ou de la vulgarisation, peut-on assurer une maîtrise sociale de la recherche ? Ces questions ne sont-elles pas trop complexes pour faire l'objet d'un débat public ? Des expériences montrent qu'il est possible de renforcer la capacité d'expertise des citoyens, comme cela s'est fait lors de conférences de consensus. L'objectif n'est pas de remettre en cause la recherche, mais de l'orienter vers une meilleure réponse aux besoins sociaux : cette précision n'est pas superflue dans les pays qui considèrent avoir un important retard technologique à rattraper et qui comprennent mal les réticences de certains citoyens envers les acquis de la science. Plusieurs organismes en appellent aux alliances entre cher-

LA QUESTION DES SAVOIRS

cheurs, État et organisations sociales. La mise en place de débats publics et, plus largement, de nouveaux modes de décision collective en matière de gouvernance de la recherche sont pour eux des priorités.

Enfin peut-on encore croire en la recherche publique ou celle-ci est-elle définitivement engagée sur la voie des logiques mercantiles de la recherche privée ? Peut-on parler de recherche publique dans des pays où le niveau moyen des salaires des chercheurs est égal à celui d'un employé et où les entreprises privées offrent des prix substantiels pour couronner leurs travaux ? Même dans les pays riches, la recherche publique a-t-elle les moyens de ses ambitions ?

La diffusion et le partage des connaissances

Les débats sur l'enseignement font l'objet d'un événement spécifique qui se tient à Porto Alegre depuis 2001, le Forum mondial de l'éducation. Ils ont également accompagné les FSM depuis leur création. Relativement marginaux au départ, ils ont progressivement acquis de l'importance et structurent aujourd'hui les échanges de plusieurs réseaux internationaux.

L'association Viva la Ciudadania (Colombie) assure le secrétariat d'un réseau hispanique et lusophone d'universités et d'organismes d'éducation populaire dont l'objectif est de constituer une Université populaire des mouvements sociaux ou un Réseau international de la connaissance, c'est-à-dire une coordination d'organismes de formation et de recherche engagés aux côtés de la société civile et en particulier des organisations populaires : syndicats, associations d'habitants, organisations paysannes, etc. Partant du constat de la déconnexion croissante entre les cursus universitaires et la réalité des processus de changement social et de leurs acteurs organisés, ces formateurs s'acheminent vers la mise en place de formations spécifiques.

Le réseau Inosa (International network of scholar activists), mis en place lors du FSM de 2005, réunit principalement des participants issus d'universités des États-Unis, du Canada,

d'Europe et du Brésil. Il vise à mobiliser les chercheurs et les enseignants afin de mettre sur pied des recherches, des formations et des réseaux d'expertise avec les organisations de la société civile.

Plusieurs ateliers ont été animés par des organisations issues du mouvement social autour des questions de formation. L'Alliance internationale des habitants appelle à la création d'une Université populaire urbaine et demande la reconnaissance des savoirs populaires dans les processus éducatifs. Un réseau de dix-huit organisations non gouvernementales du Sud de l'Amérique latine, dont l'association Alop, a exprimé le besoin d'un renouvellement des cadres de pensée des dirigeants populaires dans un monde en évolution rapide. Comment sortir des schémas périmés qui ont structuré l'action syndicale et associative des dernières décennies et imaginer de nouvelles formes d'action collective ?

Propositions

Les propositions émises lors du Forum ou envoyées par la suite ont été fort diverses. Celles qui sont formulées ici regroupent en général plusieurs d'entre elles. Cet état des lieux ne prétend pas être exhaustif mais il résume l'essentiel des contributions apportées par les participants. Celles dont le champ d'application était uniquement national ou local n'ont pas été reprises : elles sont disponibles sur le site Memoria Viva.

1. Provoquer des débats publics sur la recherche et l'innovation technologique

La science n'est pas, par nature, au service du progrès social. Pour qu'elle le soit, elle doit être guidée par les pouvoirs publics et les sociétés. D'une part, les États et les organisations internationales doivent encadrer la recherche privée qui, sans cela, ne répond qu'aux stratégies des firmes et aux besoins immédiats du marché. D'autre part, la participation de l'ensemble de la

LA QUESTION DES SAVOIRS

société est nécessaire car la recherche publique peut également être déconnectée des attentes sociales. Si, aujourd'hui, les citoyens s'impliquent rarement dans la conduite des choix scientifiques et technologiques, c'est parce qu'ils en méconnaissent les enjeux, qu'ils estiment qu'il s'agit d'une affaire de spécialistes, ou que peu de canaux de participation leur sont ouverts. Leur participation requiert des efforts d'explication, des procédures décisionnelles plus participatives et des outils démocratiques appropriés. Plusieurs propositions vont dans ce sens.

- *Démocratiser le débat sur les recherches qui ont des applications dans des domaines tels que l'agriculture et l'alimentation, comme les manipulations génétiques et les nanotechnologies.*
- *Engager des campagnes d'information pour conscientiser les députés et les organisations sociales sur les enjeux de la recherche technologique et biologique. Mettre en évidence le fait que les choix technologiques sont des choix politiques.*
- *Organiser un débat public sur les orientations de la recherche et les besoins de la société. Organiser des conférences de citoyens sur les orientations de la recherche.*

La première proposition met l'accent sur les questions agricoles et alimentaires à cause de leurs impacts sur la santé et l'environnement mais également parce qu'il s'agit de secteurs économiques dont dépend la population agricole, qui représente environ la moitié des actifs à l'échelle du globe.

La deuxième proposition part d'un constat: les élus et les citoyens sont rarement convaincus qu'ils ont un rôle significatif à jouer dans l'orientation de la recherche. Pour beaucoup, les progrès technologiques sont définis par l'avancée aléatoire des connaissances et la liberté laissée aux chercheurs est une condition de leur efficacité. Cette vision ne correspond pas au fonctionnement actuel de la recherche. Le fait de stimuler telle ligne d'investigation en la dotant de moyens financiers ou

d'encourager tel secteur en consacrant des ressources à la formation de chercheurs sont des choix politiques. Les participants au forum invitent les pouvoirs publics et les organismes de recherche à expliciter leurs options et à en débattre. Ce débat ne doit pas être monopolisé par les experts.

L'association brésilienne Holos demande à faire de la démocratisation de la technologie un enjeu central pour le prochain Forum social mondial, afin de développer progressivement une stratégie et une vision communes à diverses organisations sociales et d'entreprendre des actions coordonnées.

L'association française Sciences Citoyennes propose d'organiser des conférences de citoyens, c'est-à-dire des groupes consultatifs de personnes choisies par tirage au sort, à qui on soumet des avis contradictoires sur une question particulière et qui rendent ensuite un avis et des recommandations. De tels panels ont déjà été organisés avec succès dans plusieurs pays, y compris sur des sujets techniquement complexes, comme celui des OGM.

Certains participants préfèrent mettre en avant le rôle des organisations sociales dans l'élaboration de ce débat : associations de producteurs ou de consommateurs, environnementalistes, organisations non gouvernementales, syndicats, etc. En matière de recherche agricole par exemple, les organisations paysannes sont rarement associées à un débat avec les scientifiques sur les priorités de la recherche et de la vulgarisation. Dans un tel contexte, construire une réflexion collective au sein des organisations sociales leur paraît une priorité.

- *Réaliser des études indépendantes sur l'impact des nouvelles technologies sur la santé, la biodiversité, l'économie des sociétés et le bien-être des populations.*

- *Engager une réflexion éthique sur la recherche et le progrès.*

Des participants relèvent que le débat n'est pas seulement l'échange de vues, mais qu'il doit mobiliser des outils d'aide à la

décision comme les études scientifiques réalisées par des organismes indépendants. Le champ de ces études doit être international, compte tenu de la diffusion potentielle de ces technologies. Dans les pays qui n'ont pas les moyens de réaliser de telles études, celles-ci doivent être conduites par les organisations internationales sous l'égide de l'ONU avec la participation des organisations de la société civile.

Dans plusieurs ateliers, la nécessité d'une réflexion éthique a été débattue, notamment dans le domaine de la biologie et de la génétique humaines. La Fondation Heinrich Böll, ainsi que les groupes féministes du Brésil Ser Mulher et Criola et plusieurs associations environnementalistes d'Amérique latine, dénoncent les risques d'un nouvel eugénisme et de la marchandisation des connaissances sur le vivant. Peu de propositions opérationnelles ont été formulées à ce sujet, les participants soulignant la nécessité d'une mobilisation préalable des organisations sociales.

2. Mettre en place des outils législatifs pour encadrer la recherche

Le débat est nécessaire mais n'est pas suffisant, d'autant plus que les rapports de force sont rarement en faveur des organisations sociales dans les controverses qui les opposent aux firmes ou aux chercheurs. Plusieurs participants demandent aux États d'intervenir au moyen du principal outil à leur portée : la législation. Il est nécessaire d'agir à la fois à l'échelle nationale et internationale.

- *Faire pression sur les gouvernements pour que la recherche biologique et technologique soit mieux réglementée, y compris celle menée par les firmes privées.*
- *Faire intervenir les organisations internationales sous l'égide de l'ONU pour adapter les règles internationales du commerce à l'apparition de produits nouveaux.*
- *Rendre l'information transparente.*

L'organisation américaine ETC Group demande que soit renforcé le principe de précaution, par exemple en rendant plus systématiques et plus rigoureux les contrôles des organismes indépendants avant toute mise sur le marché de produits issus de nanotechnologies ou de manipulations génétiques. Elle demande également un moratoire sur les recherches dans les divers domaines de la biotechnologie tant que n'aura pas été engagé un débat sur leurs implications sanitaires, environnementales et socio-économiques.

L'organisation demande également à l'Organisation mondiale de la santé et à la FAO d'adapter le Codex Alimentarius à l'arrivée de produits issus des nanotechnologies. Ce document définit les produits qui sont autorisés dans le commerce mondial.

Diffuser de l'information sur les axes de recherche en cours n'est pas une condition suffisante pour démocratiser le débat mais c'est un préliminaire indispensable. De la même façon que la convention internationale d'Aarhus oblige les États signataires à fournir aux populations une information complète et compréhensible lorsque sont prévus de grands aménagements ayant un impact potentiel sur l'environnement (voies de communication, implantations industrielles, production et stockage d'énergie, etc.), l'information sur les axes de recherche, leur mode de financement et les alliances entre institutions doit être rendue publique dès leur planification.

3. Rapprocher les scientifiques et les citoyens

L'alliance entre scientifiques et organisations de la société civile est indispensable pour passer d'une situation de méfiance et d'incompréhension à des perspectives de collaboration. Plusieurs propositions vont dans ce sens, qui concernent les chercheurs comme les enseignants.

- *Inviter les scientifiques à alerter les organisations de la société civile sur les risques de certaines recherches ou les dérives des organismes scientifiques, préserver leur liberté d'expression.*

LA QUESTION DES SAVOIRS

- *Développer les programmes de partenariat entre chercheurs et organisations sociales. Intéresser les scientifiques au potentiel que représente l'exploitation des savoirs empiriques et indigènes.*
- *Faire en sorte que les chercheurs et les enseignants qui travaillent avec des organisations sociales ne voient pas leur carrière pénalisée : diversifier les modes de reconnaissance professionnelle et valoriser la participation des scientifiques aux activités sociales.*

Des scientifiques alertent parfois les médias ou les organisations sociales sur les impacts négatifs ou les risques de certaines recherches. Dans certains pays, ils font l'objet de mesures de rétorsion, d'une mise à l'écart professionnelle, voire de poursuites judiciaires et d'internements. Pour éviter de tels abus, il faut réaffirmer la nécessité de clauses de conscience pour les scientifiques et les techniciens et la possibilité pour eux d'invoquer la déontologie professionnelle pour dénoncer ou refuser de participer à certains programmes. La liberté d'expression et la controverse sont des conditions du débat public et de l'appropriation des connaissances par le public.

Plusieurs expériences de collaboration entre chercheurs et organisations sociales ont débouché sur des projets de recherche originaux et orientés sur les attentes immédiates des citoyens. C'est le cas par exemple des « *Community Based Research Centres* » aux États-Unis ou des Boutiques de sciences en Europe. De la même façon, des enseignants sortent des campus pour aller vers les mouvements sociaux. De telles initiatives doivent être appuyées par les pouvoirs publics au travers de programmes structurés visant à favoriser les partenariats.

La mobilité des chercheurs et des enseignants doit être encouragée, par exemple au travers de mises à disposition temporaires auprès d'organisations non gouvernementales comme cela existe déjà dans certains pays. Les scientifiques qui décident d'y consacrer plusieurs années de leur vie professionnelle doivent arriver à valoriser cette expérience dans leur cursus professionnel, ce qui est rarement le cas dans une profession où

les publications scientifiques restent un critère d'évaluation trop exclusif. Pour encourager les scientifiques à travailler en partenariat avec la société civile, les modes de reconnaissance professionnelle doivent prendre en compte leur insertion sociale. Le réseau Inosa propose de recenser les initiatives qui vont dans ce sens et les dispositifs institutionnels qui les permettent dans différents contextes économiques et sociaux.

4. S'opposer à la montée du libéralisme dans le champ de l'éducation

La concurrence croissante du secteur privé et le retrait des pouvoirs publics conduisent les universités à s'adapter en réduisant leurs coûts, en privilégiant une clientèle solvable et en acceptant des partenariats financiers avec les entreprises. De nombreux participants au FSM ont manifesté leur inquiétude à propos de leur avenir, en particulier dans les pays du Sud.

- *Établir des règles éthiques pour encadrer les relations entre universités et secteur privé. Réglementer le développement des instituts de formation privés.*
- *Appuyer les luttes sociales au sein des universités, renforcer les règles de protection des travailleurs de l'éducation.*

La pénétration des grandes entreprises dans l'enseignement, par exemple sous forme de parrainage, doit être réglementée par des conventions internationales. Il s'agit aussi de limiter le développement des instituts privés, notamment en Amérique latine, qui délestent les États de leurs obligations en matière d'éducation mais ne s'adressent qu'à une frange limitée de la population.

Certaines universités, par exemple aux États-Unis, ont recours à des enseignants issus de pays du Sud afin de diminuer les coûts salariaux : ceux-ci doivent être rémunérés sur la même base que leurs homologues en place pour éviter une concurrence déloyale. Dans les universités du Sud, la précarisation

LA QUESTION DES SAVOIRS

croissante du statut d'enseignant et de chercheur encourage la fuite des intellectuels. Les luttes syndicales au sein des universités doivent être comprises dans le cadre global du maintien du service public.

- *Réaffirmer le caractère de bien public de l'éducation, notamment de l'université, et le faire valider par les organismes internationaux.*

Considérer l'éducation comme un bien public permet de le préserver dans une certaine mesure des règles de la concurrence. Cette proposition doit s'accompagner de pressions auprès de l'ONU pour obliger les États à respecter le droit à l'éducation pour tous ou envers les pays du Nord pour qu'ils incitent ceux du Sud à développer ou maintenir des systèmes de formation publics de qualité et accessibles à tous. Les participants demandent aux réseaux universitaires et aux organisations de la société civile de se mobiliser pour préserver l'éducation publique là où elle est menacée.

Certains participants font remarquer que le caractère public de l'université ne suffit pas à éviter des dérives et notamment son isolement du reste de la société. Ils proposent de renforcer les alliances entre l'université et la société civile, notamment les mouvements sociaux organisés, et de promouvoir un fonctionnement plus démocratique de l'université.

5. Développer les alliances entre universités et mouvements sociaux

Ouvrir l'université sur la société civile, former les dirigeants du mouvement altermondialiste, faciliter les collaborations entre intellectuels et organisations sociales... Les propositions à ce niveau sont nombreuses, certaines étant déjà en voie de réalisation.

- *Créer ou mobiliser des universités et des organismes de formation pour appuyer les luttes sociales et le mouvement altermondialiste.*

L'Alliance internationale des habitants (AIH) fait le constat du besoin de formation des dirigeants des mouvements populaires et de l'inadéquation des organismes de formation actuels. Ce réseau de mouvements populaires urbains est engagé dans la conception d'une université populaire urbaine décentralisée, aux méthodes et aux contenus adaptés à la réalité des organisations sociales et qui ferait notamment une large place à la transmission orale et à l'expérience concrète des participants. L'AIH propose déjà des contenus sur Internet et recherche des alliances avec des universités existantes pour la mise en place de formations spécialisées débouchant sur des diplômes reconnus.

L'Alop (Association latino-américaine d'organismes de promotion) et plusieurs mouvements du Sud du continent latino-américain mettent l'accent sur l'urgence pour les organisations sociales d'intégrer pleinement les changements provoqués par la globalisation, ce qui passe par de nouveaux contenus de formation soulignant les dimensions internationales des changements en cours, l'histoire des luttes sociales et du mouvement altermondialiste, les enjeux scientifiques et techniques. Ils souhaitent notamment engager une réflexion entre les ONG et les mouvements sociaux sur les dimensions politiques du contrôle du savoir : qui définit le sens du progrès ? Comment préserver la diversité des modes de pensée et des connaissances ?

Le réseau Inosa propose diverses actions dans le but d'appuyer la société civile dans ses efforts de structuration et de formation, ce qui passe par des échanges réciproques entre universités et mouvements sociaux au moyen d'événements organisés conjointement, de médiateurs chargés d'assurer l'interface entre universités et organisations sociales, d'études et d'appuis.

Le réseau d'universités et d'organisations latino-américaines coordonné par l'association colombienne Viva la Ciudadania porte le projet d'une Université populaire des mouvements sociaux et/ou d'un Réseau international de la connaissance. Face à la crise actuelle des universités et à leur déconnexion

LA QUESTION DES SAVOIRS

d'avec les organisations sociales, ses membres proposent de créer un réseau international d'organismes de formation et d'universités dont le but serait, d'une part de former une nouvelle génération de dirigeants populaires et de responsables d'ONG, d'autre part, de former des intellectuels intéressés par la connaissance des nouveaux processus de changement social. Les promoteurs de ce réseau souhaitent établir des contacts avec les principaux mouvements sociaux pour préciser leurs attentes en termes de formation et développer des travaux de recherche sur l'altermondialisme, par exemple en encourageant les stages d'étudiants au sein des mouvements altermondialistes.

Ce réseau pourrait se structurer autour d'une charte ou d'un ensemble de principes, dont quelques-uns ont été énoncés :

- *Dépasser le clivage classique entre éducateurs et éduqués pour mettre en œuvre des méthodes pédagogiques actives basées sur l'échange de savoirs.*
- *Réhabiliter les savoirs empiriques et populaires, les étudier et les prendre en compte dans les cursus de formation.*
- *Rompre avec les découpages disciplinaires traditionnels et promouvoir des approches globales et interdisciplinaires ;*
- *Proposer des éclairages récents sur la mondialisation libérale et sur les mouvements de résistance (leurs stratégies, leurs acquis, leur structuration...), dans une perspective internationale.*

Ces propositions méthodologiques sont inspirées des expériences d'éducation populaire de nombreux pays d'Amérique latine. La vivacité avec laquelle elles ont été proposées montre qu'elles sont loin d'être une réalité pour la plupart des organismes de formation.

Cet ensemble de propositions a fait l'objet de plusieurs débats animés qu'il serait difficile de résumer. Évoquons cependant quelques points particulièrement débattus :

– Renforcer l’articulation entre les mouvements sociaux et les universités est une revendication unanime. La question reste posée cependant du décalage entre les besoins exprimés par les dirigeants de mouvements populaires et les approches des universitaires, tant en termes de contenu que de méthodes. Les demandes des uns ne sont pas toujours en phase avec les propositions des autres. Les lenteurs et les cloisonnements des institutions contrastent avec les exigences de réactivité et l’approche globale des organisations sociales; le langage des scientifiques n’est pas celui des mouvements populaires. Des médiations sont nécessaires pour que l’offre et la demande se rencontrent effectivement.

– Certains participants estiment que les enseignements doivent être guidés par les besoins des mouvements sociaux, d’autres souhaitent porter sur ces besoins un regard critique et garder à l’enseignement supérieur son rôle d’ouverture de la pensée. Au-delà de cet enjeu théorique, la question posée est celle de l’autonomie des universités. Leur légitimité réside-t-elle dans leur indépendance, non seulement vis-à-vis des États et des entreprises privées, mais également des mouvements altermondialistes, ou doivent-elles au contraire s’affirmer comme un outil au service des mouvements sociaux ?

6. Faciliter l'accès au savoir

L’université, même ouverte, n’est pas accessible à tous. La multiplication des canaux de diffusion des connaissances a été discutée dans de nombreux ateliers. Plusieurs propositions vont dans ce sens.

- *Proposer sur Internet des éléments de formation destinés aux leaders sociaux pour favoriser l’apprentissage à distance.*
- *Que les professeurs et pédagogues renoncent à leurs droits d’auteurs pour faciliter la diffusion de leurs œuvres.*

LA QUESTION DES SAVOIRS

Le réseau Inosa et l'Alliance internationale des habitants demandent que des contenus de formation soient mis en ligne et accessibles gratuitement pour faciliter la formation de responsables d'organisations sociales. Cette proposition est portée par d'autres participants, comme l'association Janelas para o Mundo qui se bat pour l'éducation des plus pauvres dans plusieurs pays du monde, ou le Club de Rome qui estime qu'à terme, le développement de nouvelles technologies est porteur d'une démocratisation de l'accès au savoir et d'une meilleure relation enseignant-élève, grâce à l'interactivité. Plusieurs universitaires proposent de renoncer aux droits d'auteur de leurs ouvrages scientifiques en échange d'une meilleure diffusion par les éditeurs et notamment de leur mise en ligne.

7. Mettre les connaissances au service du changement social

La production et la diffusion des connaissances correspondent-elles à ce qu'en attendent les professionnels? Dans le cas des savoirs techniques, cette question a été abordée à l'occasion de plusieurs ateliers, notamment à travers le cas des petits agriculteurs, en particulier au Brésil, et des responsables d'entreprises désireux d'engager des démarches favorables à l'environnement. Disposent-ils des connaissances utiles à l'action? Ce n'est pas toujours le cas parce que l'offre technologique ne correspond pas nécessairement à leurs besoins, en particulier dans les pays du Sud. Il ne s'agit pas de revenir aux technologies appropriées, mais d'actualiser le constat fait à cette époque afin de formuler de nouvelles propositions. Ce débat apparu en filigrane dans de nombreux ateliers a donné lieu à des propositions de travail, comme celle de l'association ITDG (Intermediate Technoly Development Group, Grande-Bretagne):

- *Relancer le débat sur les dimensions techniques des modèles de développement. Faire connaître le sujet, identifier des organismes compétents, constituer des réseaux.*

Travaillant aux côtés de petits entrepreneurs afin de les aider à choisir des modes de production économes en énergie ou peu polluants, des chercheurs de l'université nationale du Rio Grande do Sul (Brésil) estiment qu'il faut promouvoir la responsabilité environnementale des entreprises mais également les aider à mettre en œuvre leurs objectifs en développant une offre technologique adaptée. Pour eux, il faut rechercher des synergies entre les logiques des entreprises (exemple: la baisse des coûts) et les objectifs environnementaux (exemple: les économies d'énergie). Cela suppose une recherche appliquée et engagée.

Enfin, plusieurs groupes ont rappelé l'actualité de questions largement abordées au cours des FSM précédents, comme la critique des brevets qui limitent le développement de médicaments génériques et la lutte contre la biopiraterie – c'est-à-dire l'appropriation privée de connaissances traditionnelles ou de ressources naturelles utilisées par les populations des pays du Sud, afin d'en faire les objets d'une commercialisation exclusive.

La question des savoirs : enjeu des luttes altermondialistes ?

Le FSM 2005 a marqué l'apparition de débats structurés sur la question de la recherche scientifique et technique, qui se sont ajoutés à ceux portant sur l'enseignement en général et sur l'université en particulier qui sont pour leur part montés en puissance au cours des dernières années. Ainsi, les questions liées à la production et à la diffusion des savoirs, à leurs conditions d'échange et à leur utilité sociale, s'étoffent et se consolident, portées par des réseaux internationaux de plus en plus étendus et organisés.

Dans le même temps, les thématiques s'élargissent. La question des OGM, celle des savoirs populaires, celle des brevets et de la biopiraterie, ont accompagné les forums sociaux depuis

LA QUESTION DES SAVOIRS

leur création. Elles font encore l'objet de débats, mais s'insèrent désormais dans une analyse plus globale sur le contrôle social de la recherche, où les dimensions sont à la fois techniques, économiques, politiques et éthiques.

Certes, cet espace consacré aux savoirs et aux technologies est resté dominé par la participation des intellectuels, qu'ils soient chercheurs, enseignants ou responsables d'ONG, mais la connexion avec les organisations sociales est recherchée, et elle est déjà engagée par certains réseaux, notamment à propos de la formation. Dans le domaine de la recherche où les enjeux sont clairement perçus par les mouvements sociaux mais où ils ne font que trop rarement encore l'objet de stratégies coordonnées d'action, il semble que la participation de ces derniers n'est qu'une question de temps. Dans le domaine de l'enseignement universitaire, les grands réseaux actuellement en voie de consolidation ont vocation à se rencontrer et à dépasser le périmètre géographique qui est le leur, celui de l'Europe et des Amériques. Ils devront en outre préciser les conditions de leurs alliances avec les organisations citoyennes.

Car les intellectuels, qu'ils appartiennent au secteur de la recherche ou de la formation, se trouvent devant plusieurs défis: convaincre les mouvements populaires de la justesse de leurs analyses alors que les langages utilisés par les uns et par les autres sont très différents et que l'histoire a longtemps fait d'eux des privilégiés proches des États ou des grandes entreprises; en finir avec les logiques corporatistes qui les isolent dans leur tour d'ivoire et les logiques paternalistes qui les conduisent parfois à définir priorités et stratégies en lieu et place des mouvements sociaux; se ménager cependant des degrés de liberté suffisants pour préserver des espaces de contestation dynamiques, y compris envers le mouvement altermondialiste. Entre leurs revendications d'indépendance et la nécessité de réaffirmer leur utilité et leur spécificité au travers de leur proximité avec la demande sociale, il faudra bien établir les bases d'une relation renouvelée entre eux et le reste de la société.

Contacts

International network of scholar activists (Inosa):

www.inosa.org

Observatoire des altermondialisations: Université de Genève, faculté de Sciences économiques et sociales. Bd du Pont d'Arve 40. CH-1211 Genève 4. Suisse.

Intermediate Technoly Development Group (ITDG):

www.itdg.org

AlterUQAM. Université de Québec à Montréal. <http://alteruqam.chaire-mcd.ca>

Asociación latinoamericana de organizaciones de promoción (Alop): www.alop.or.cr

Alliance internationale des habitants: www.habitants.org

Viva la Ciudadania (Colombie): www.vivalaciudadania.org

Fondation Sciences Citoyennes: www.sciencescitoyennes.org

ETC Group (États-Unis): www.etcgroup.org

Fundação Heinrich Böll: www.boell-latinoamericana.org

Council for Responsible Genetics: www.gene-watch.org

Pierre-Yves Guihéneuf

Agroéconomiste, Pierre-Yves Guihéneuf travaille pour l'association Geysier, où il se consacre à des études et conseils et où il anime des réseaux associatifs dans le domaine de l'agriculture, de l'environnement et de la médiation territoriale. Il a publié des articles, des rapports et un ouvrage sur l'agri-environnement (*Les Paysans verts*, 1994) et sur la sécurité alimentaire mondiale (*Entre le marché et les besoins des hommes*, 1996). Il a été rédacteur du Groupe de prospective français « Agriculture et Territoires » (*L'agriculture à la recherche de ses futurs*, 2002) et est secrétaire du Groupe de Bruges, groupe de réflexion européen (*Cultiver l'Europe*, 1996 ; *Agriculture, un tournant nécessaire*, 2002).

La construction d'une autre économie

*Antonio David Cattani (Brésil),
traduit du portugais par Nicolas Tiphagne*

Les desseins néolibéraux et le courage du changement

C'est la double conviction qu'un monde meilleur est possible et que le changement est nécessaire qui anime des milliers de militants à travers la planète toute entière. Cette certitude simple et visionnaire est associée aux actions qui fondent tout processus de civilisation. Aujourd'hui, il est nécessaire, pour construire un monde plus civilisé, plus juste et plus solidaire, un monde écologiquement durable, de dépasser le capitalisme néolibéral. Sous tous ses aspects, la dynamique économique d'orientation néolibérale se révèle prédatrice, à l'origine d'inégalités sociales, condamnant à l'exploitation les populations les plus vulnérables et fragilisées. Au moment même où ils pointent du doigt les dimensions délétères de l'expansion capitaliste, les militants, qui proposent l'établissement d'une autre économie et d'une autre société, sont dans l'obligation de reconnaître le succès matériel du modèle dominant ainsi que la

croissance de sa légitimité lors de ces vingt dernières années. Au cours de cette période, les multinationales les plus importantes appartenant à ce turbo-capitalisme, dont le nom est censé évoquer le dynamisme et le potentiel, ont réussi à imposer ce nouveau modèle productif qu'est la flexibilisation, parvenant ainsi à accélérer et à modeler la mondialisation selon leurs intérêts particuliers et anéantissant les résistances classiques des partis progressistes et des syndicats engagés. L'offensive idéologique remporta elle aussi un succès. « L'adieu au prolétariat » et l'adieu à ses combats et à ses espoirs furent repris en chœur par les néolibéraux et les intellectuels postmodernes. Le nihilisme, le détachement du politique et l'individualisme devinrent des exemples et prirent le pas sur les utopies d'émancipation collective. L'hégémonie du capitalisme néolibéral se trouva également renforcée par la disparition de son principal ennemi extérieur, après 70 années de confrontation, et par l'association établie entre les alternatives venant du monde islamique et l'obscurantisme et le terrorisme. Le capitalisme sort renforcé de ces oppositions : il paraît désormais socialement et économiquement plus avancé.

Le début du XXI^e siècle a présenté un cadre paradoxal : domination économique, politique et idéologique consolidée, résistances fragmentées et, dans le même temps, innombrables dénonciations des dégâts provoqués par la progression du capitalisme menée par le belliqueux empire nord-américain et ses suppôts internationaux (BID, Bird, FMI, OMC). Des universités, des centres de recherche et des intellectuels, s'appuyant sur des statistiques dignes de confiance, ont démontré scientifiquement l'exacerbation de la contradiction première de ce système : l'appropriation sociale toujours plus restreinte des moyens de production. On vérifie à l'échelle de la planète une concentration des revenus et du pouvoir à des niveaux jamais atteints depuis la fin des monarchies absolues qui existaient avant le capitalisme. La fortune de deux centaines de magnats est supérieure aux revenus de 41 % de la population mondiale ;

LA CONSTRUCTION D'UNE AUTRE ÉCONOMIE

seules deux cents entreprises sont responsables de 25 % du PIB mondial, équivalant au PIB de 150 pays peuplés par plus de quatre milliards d'habitants (www.inequality.org).

Fait encore plus préoccupant, les inégalités tendent à augmenter, vue la logique d'exclusion du nouveau modèle productif. L'automatisation intensive, la « rationalisation » des processus productifs et les nouvelles techniques d'administration et de gestion ont transformé le chômage permanent et la précarisation forcée en de véritables problèmes structureaux. De tous les côtés, on observe l'exploitation croissante des pays et des groupes humains vulnérables (immigrants clandestins, femmes et enfants) et l'accroissement des bénéfices pour les segments minoritaires.

L'ensemble de ce processus est associé à la prédation des milieux naturels (dévastation des forêts, extraction intensifiée des ressources stratégiques), provoquant la pollution de l'air et de l'eau. Les catastrophes naturelles sont toujours plus récurrentes et, à nouveau, affectent particulièrement les groupes les plus vulnérables. Avec seulement 5 % de la population mondiale, les États-Unis consomment (c'est-à-dire, dans le sens étymologique du mot, détruisent) un tiers de l'énergie mondiale et un volume tout aussi disproportionné des autres ressources alimentaires ou stratégiques, mettant en danger la survie du reste de la planète dans les prochaines années.

L'émergence de la « société du risque » et la multiplication des « groupes vulnérables », articulées à la liste croissante des problèmes graves, sont des faits dorénavant présents dans les consciences de chacun, bien au-delà des cercles spécialisés. La visibilité et la publication des problèmes et des menaces à la vie et au bien commun ont participé à la création d'une conscience collective. Son développement a amené les élites économiques à perfectionner leur système de domination idéologique. Convoqués pour maintenir le *statu quo*, des scientifiques, des prix Nobel, des entrepreneurs de prestige et des intellectuels conservateurs défendent que, certes le marché concurrentiel

n'est pas parfait mais que c'est le meilleur mécanisme de régulation; certes la mondialisation financière fragilise les économies nationales mais assure la fluidité nécessaire aux bonnes affaires; certes l'entreprise capitaliste contraint à des coûts sociaux mais elle se pose comme l'économie de production la plus rationnelle et la plus efficace...

Tous ces mais sont autant d'arguties reprenant les axiomes du libéralisme classique (des individus souverains, rationnels et utilitaristes qui, sur un même pied d'égalité, sont conduits par la main magique du marché à l'optimisation des ressources et au développement du bien commun) et réactualisant une puissante charpente idéologique réfractaire à d'autres logiques sociales et économiques. Les hérauts de la pensée dominante reconnaissent les difficultés ou les insuffisances mais tentent de démontrer que, si ce n'est pas le meilleur des mondes, c'est le seul possible. Cette argumentation, fondée sur le caractère naturel et inévitable du processus en cours, cherche à détourner les critiques relatives à la destruction actuelle et à la pauvreté des réalisations capitalistes pour les considérer infondées.

L'offensive idéologique des élites cherche à ridiculiser et à décrédibiliser tous les idéaux proposant une transformation positive et fondés sur d'autres valeurs comme la coopération, la solidarité, l'usufruit partagé des biens, le travail responsable et créateur, autant de valeurs qui conduisent à l'établissement d'une humanité accomplie et fraternelle. En échouant à atteindre leurs objectifs, les élites ont recours à des pratiques peu enviables comme de criminaliser les tentatives de penser autrement, associant la contestation à la violence et cherchant ainsi à empêcher la reconstruction des forces sociales du travail et de l'effort conduisant à une émancipation sociale étendue.

Pourtant, même l'efficacité des mécanismes de domination et la puissance des idéologies apaisantes ne réussissent pas à neutraliser l'utopie libertaire, ni le désir de mettre un terme aux tutelles ni la recherche d'alternatives plus généreuses et solidaires. De tous les côtés surgissent des ruptures et renaissent les

LA CONSTRUCTION D'UNE AUTRE ÉCONOMIE

mouvements de contestation. On mobilise toutes les énergies qui visent à la reconquête collective des conditions d'existence, au développement d'un travail émancipateur, accordant au temps libre et à la culture une place de choix dans la société. L'apparence superficielle des choses et des faits révèle un monde oppressif caractérisé par son apathie, par la servitude et un conformisme aliéné. Sous cette surface, on observe la pérennité de la volonté de dépassement, le désir de vivre dans une société planétaire cosmopolite, créative, dans laquelle la liberté et la fraternité seraient les principes clés du développement de la civilisation. L'esprit libertaire et les nouvelles formes de mobilisation sociale réapparaissent toujours, démontrant qu'un autre monde est possible...

Depuis 2001, les citoyens du monde qui ont affirmé leur courage du changement et qui ont accepté le défi de construire la nouveauté et le pluriel, ont trouvé une ville de Porto Alegre cosmopolite et accueillante, propice à la rencontre et à la confrontation des expériences altermondialistes; véritable port d'arrivée et de départ pour les multiples initiatives favorables à la construction d'une autre économie et d'une autre société.

Économies souveraines, pour et par les peuples

Les activités menées dans le cadre de l'Espace I, « Économies souveraines: pour et par les peuples – contre le capitalisme néolibéral », sont articulées aux grands enjeux résumés plus haut.

En premier lieu, il s'agit de reconnaître les effets délétères de l'expansion capitaliste récente, en analysant les impacts profonds sur les économies et les populations. Sous tous les angles possibles, on constate que le processus en cours échappe à la participation consciente et concertée des peuples et, surtout, que le modèle dominant agit contre les intérêts majeurs de ces peuples. Le capitalisme libéral n'encourage pas le bien commun, ne respecte pas les cultures et les identités locales, n'intègre pas de manière démocratique les pluralités originales.

Au contraire, que ce soit par le biais de son bras industriel ou par l'intermédiaire de son bras financier, les réalisations de pointe du capitalisme provoquent l'exclusion sociale, la concentration des revenus, la destruction des valeurs de solidarité et l'anéantissement des pratiques économiques alternatives. Les méga implantations industrielles, le tourisme de masse, la spéculation financière, le contrôle des brevets stratégiques et de nombreux autres exemples accroissent la misère du monde et accélèrent la destruction des réserves naturelles (Aglietta, 2005 ; Plihon, 2003).

En deuxième lieu, et après avoir établi ce premier constat, il s'agit de résister aux pratiques prédatrices de l'économie dominante. Il n'y a aucune nouveauté de fond sur cet enjeu. Il s'agit des luttes de résistance s'inscrivant dans la continuité des premières manifestations contre la domination capitaliste. Les nouveautés sont relatives aux nouvelles stratégies de lutte et à la mise en relation des groupes qui mènent ces luttes.

En troisième lieu, il s'agit de construire un modèle inédit caractérisé par de multiples et complexes dimensions : nouvelles pratiques économiques, nouvelles valeurs, nouvelles stratégies, nouvelles institutions. Les activités associées à l'Espace I cherchent à *construire un nouvel ordre mondial*.

Sous diverses appellations, ces enjeux et ces initiatives se sont organisés en des noyaux thématiques depuis la première édition du Forum social mondial en 2001. Cette année-là, ils apparaissaient dans les axes structurants sous les titres de « La production de la richesse et la reproduction sociale » et de « L'accès aux richesses et à une économie durable ». On les retrouvait en 2002 sous des appellations voisines. En 2003, toujours à Porto Alegre, ces thématiques furent concentrées autour de l'axe « Développement démocratique durable ». Lors du FSM de 2004, ces thèmes furent dispersés au sein d'activités organisées par le Comité Indien, sur de grands panneaux autogérés et dans de multiples ateliers également autogérés. À Mumbai, bien qu'aucun intitulé ne permettait de les identifier, les mêmes

LA CONSTRUCTION D'UNE AUTRE ÉCONOMIE

enjeux furent débattus de manière passionnée et les activités furent réalisées avec le même enthousiasme que lors des années précédentes.

Malgré son dialogue avec les autres, l'Espace I se distingue clairement par l'unité de ses propositions et par la fermeté dans la conduite des luttes et la suggestion d'initiatives. Cet espace n'a guère compté d'événements spectaculaires où des personnalités médiatiques auraient pu briller. Rappelons que les « stars » circulant habituellement dans cet espace furent reléguées à un second plan, ce que l'on peut considérer comme un point positif, une fois révélée la maturité, ou plus exactement la majorité, des mouvements et des associations.

Le titre de l'Espace I en 2005 ne fut pas des plus heureux. Étant très large, il permit d'accueillir certaines activités qui auraient été plus en adéquation avec d'autres espaces. De la même façon, des enjeux propres à l'Espace I se retrouvaient dans la programmation de l'Espace F « Luttés sociales et alternatives démocratiques – contre la domination néolibérale » et de l'Espace H « Vers la construction d'un ordre démocratique international et l'intégration des peuples ». Afin d'accompagner quelques-unes des activités importantes ou spécialisées, les organisateurs et les participants furent obligés de circuler entre les trois espaces.

Ces légers contretemps furent largement compensés par la nouvelle méthodologie. L'auto-organisation prévue des thématiques a permis le rassemblement des efforts et la convergence des points favorisant l'approfondissement des discussions, l'encouragement d'initiatives et le renforcement de la mise en place des luttes à venir. Cette nouvelle organisation et l'occupation spatiale des berges du lac Guaíba furent uniquement critiquées par les participants isolés et par les membres d'organisations qui ne s'intégraient pas dans l'organisation prévue. Bien qu'étant encore éloigné du format idéal, ce nouvel agencement a permis le renforcement de l'espace d'échanges, de la reconnaissance mutuelle et de l'articulation. En 2001, les

thèmes inhérents à l'espace des Économies souveraines étaient présentés dans plus de 400 ateliers. En 2005, ce nombre fut divisé par deux et, dans l'analyse des participants à l'Espace I, cette année présenta les résultats les meilleurs et les plus probants.

Les trois champs des économies souveraines

On peut distinguer trois champs dans l'Espace I. Le premier englobe ce que nous pouvons identifier comme résistances. Il s'agit des initiatives réhabilitant les luttes traditionnelles contre la domination néolibérale de l'économie mondiale et, particulièrement, contre les dimensions prédatrices du capitalisme : luttes syndicales s'opposant au démantèlement de l'État-providence en général et de la protection sociale en particulier ; campagnes pour l'éradication du travail des enfants et de la surexploitation des populations fragilisées (migrants, femmes) ; actions contre les agressions faites à l'environnement. Cet espace s'articule principalement autour de la liberté syndicale et de la défense des collectifs de travailleurs. La résistance est surtout conduite par les syndicats, les confédérations et les centrales syndicales, nationales et internationales, et compte avec l'appui d'institutions consacrées : OIT, Unesco, etc. D'une manière globale, il s'agit de luttes historiques qui ont rencontré dans le FSM un nouvel *élan*² et une dimension jamais atteinte au cours des décennies précédentes. L'édition 2005 a enregistré la présence active des grandes centrales syndicales (CILS – Confédération internationale des syndicats libres, CMT – Confédération mondiale du travail, ISP – Internationale des services publics) qui, après avoir accumulé de retentissantes défaites durant plus d'une décennie, ont redéfini leurs stratégies de lutte face aux dimensions prédatrices du grand capital. Parmi les questions brûlantes qui furent l'objet de débats animés lors de cette édition du FSM, on distinguera les campagnes

2. NdT : en français dans le texte.

LA CONSTRUCTION D'UNE AUTRE ÉCONOMIE

s'opposant aux zones de libre-échange, l'ALCA – zone de libre-échange des Amériques – en Amérique latine, l'APA (www.asc-hsa.org) – Accords de partenariat économique – en Afrique (www.stopepa.org) et contre la globalisation financière du monde entier. Il faut souligner que ces activités furent soutenues par des dizaines d'institutions (ONG, syndicats, centrales) dans le cadre du plus important et du plus solide partenariat depuis 2001. Des ateliers très recherchés furent mis en place par des centres d'observation sociale créés par les syndicats. Les différences entre les pratiques des maisons mères dans le monde développé et de leurs filiales dans les pays en voie de développement furent analysées en détail, notamment le point concernant la responsabilité sociale des multinationales comme Bayer, Bosch, Thyssenkrupp, Philips, Unilever et AlzoNobel, (www.dgb.bildungswerk.de; www.fnv.nl; www.observatoriosocial.org.br). Des stratégies pour une action syndicale commune furent proposées par les institutions participantes. Une activité voisine fut développée par l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation (UITA). Elle portait sur les stratégies des multinationales qui affectent directement les travailleurs. Une attention spéciale fut accordée à Parmalat, dont la gestion frauduleuse a atteint des milliers de travailleurs dans cinq pays différents (www.iuf.org).

L'engagement pris de respecter l'organisation prévue a permis la réalisation de tous les ateliers et a garanti la présence d'un public nombreux et participatif. Les forces syndicales traditionnelles ne furent pas les pionnières des initiatives altermondialistes mais, entraînées par cette nouvelle forme de rassemblement, ont participé au renforcement de la contestation dans sa dimension internationale, qui semblait abandonnée depuis environ un siècle (Sommier, 2003 ; 2005). Parmi les faits inédits, il convient de souligner la participation de l'importante délégation syndicale nord-américaine, composée dans sa presque totalité de jeunes syndicalistes aguerris, ainsi que le militantisme retrouvé des centrales CILS et CMT qui

profitèrent des activités du Forum 2005 pour accroître l'effort d'unification au programme de cette année.

Le champ des résistances s'est caractérisé par l'absence de controverses. Les points de vue et les analyses étaient, pour la plupart, homogènes et l'agenda des luttes s'affirmait comme consensuel. Des cas de désaccords isolés se sont manifestés par la voix de petites délégations liées à certains partis. Il est intéressant de signaler que les principales critiques présentées après la tenue du Forum étaient centrées sur le refus d'accepter l'article de la charte des Principes relatif à l'interdiction de la participation des partis politiques (Callinicos e Nineham, 2005). C'est toutefois la position affirmée dans la charte des Principes, définissant clairement la nature de cette participation comme une agrégation évitant l'instrumentalisation du Forum, qui a prévalu (Whitaker, 2005). L'absence d'une délégation chinoise plus expressive fut largement déplorée. La Chine, puissance clé dans la nouvelle division internationale du travail et dans la refonte économique internationale, ne s'impliquant pas plus dans les luttes contre les objectifs du capitalisme néolibéral, cela confère un caractère incomplet aux efforts altermondialistes (Zhang, 2005).

Les « résistances » partagent des initiatives qui se sont articulées avec force dans le deuxième champ de l'espace I. L'altermondialisation s'engage dans une voie plus audacieuse et s'efforce de développer un nouvel ordre mondial par et pour les peuples. Les thèmes abordés, les associations nouvelles ou renforcées et les luttes programmées se sont concentrés, en 2005, sur des enjeux objectifs – crimes d'ordre fiscaux ; responsabilité sociale des entreprises ; réglementation différenciée des entreprises selon leur taille – ainsi que sur des axes fondateurs de l'altermondialisation, caractérisant le FSM depuis ses débuts – suppression des paradis fiscaux et du secret bancaire ; audit sur la question de la dette externe des pays du tiers-monde ; taxe Tobin ; taxe unique sur les bénéficiaires des grandes entreprises. La campagne internationale pour l'audit des dettes externes du

LA CONSTRUCTION D'UNE AUTRE ÉCONOMIE

tiers-monde fut renforcée par des initiatives concrètes émanant notamment du Forum brésilien du budget (35 institutions affiliées, www.forumfbo.org.br) et d'institutions dotées d'une longue histoire de lutte contre le paiement de la dette (www.cadtm.org) et contre la pauvreté (www.50years.org; www.foodfirst.org; www.jubileeusa.org). Le FSM 2005 a permis de réaffirmer et de renforcer les axes de luttes complexes destinées à imposer la régulation des marchés par l'ordre public et la création de systèmes fiscaux homogènes. Une attention spéciale fut apportée à la nécessaire participation citoyenne aux organisations internationales, à leur contrôle par les citoyens, ainsi qu'à l'établissement, jugé indispensable, d'une constitution universelle.

Lors des forums précédents, la question du rôle négatif joué par les organisations internationales apparaissait comme une dénonciation générique. Au cours de l'édition 2005, les questions relatives à la Banque mondiale, au FMI et à l'OMC reçurent une attention particulière. Le rôle néfaste de ces institutions, qui renforcent la suprématie économique des grands groupes et des pays économiquement les plus avancés, fut l'objet de critiques acérées, accompagnées de l'exigence de réformes profondes de ces trois institutions. L'imposition de Paul Wolfowitz à la présidence de la Banque mondiale en avril, ainsi que les fortes pressions exercées pour l'élection de Pascal Lamy au poste de directeur exécutif de l'OMC pour la période 2005-2008, peuvent être interprétées comme la réaction néo-conservatrice menée par les États-Unis pour faire barrage aux fragiles ouvertures en direction du multilatéralisme concédées par ces institutions après les mobilisations internationales relayées et amplifiées par le FSM (Santos, 2005a).

On retiendra dans ce champ la dense programmation intitulée « Les dimensions sociales de la globalisation », organisée par des institutions syndicales représentant plus de 140 millions de travailleurs du monde entier (CILS, CMT et Confédération européenne des syndicats) et par des ONG comme Social Alert

et Global Progressive Forum. Les thèmes évoqués allaient de la responsabilité sociale des entreprises à la question des migrations en passant par l'économie informelle, les droits de l'Homme, la sécurité planétaire et la société de la connaissance. Un autre point important fut la participation intensive de l'Internationale des services public (www.world-psi.org), en partenariat avec des fédérations et des syndicats sud-américains et européens, abordant les initiatives de qualification des services publics et de défense des biens collectifs comme l'eau ou d'autres ressources.

Le troisième champ, relié aux deux autres, est constitué par les nombreuses dimensions de l'économie solidaire. Le plus spécifique des trois champs et l'un des plus fréquentés a, depuis le FSM 2001, proposé le plus grand nombre d'ateliers. En 2005, la baisse du nombre des ateliers à une centaine s'est traduite par une concentration des thèmes abordés dont l'articulation et les contenus ont révélé que cette thématique avait atteint une certaine maturité. La notion d'économie solidaire n'a plus à conquérir son espace, elle occupe déjà une place légitime dans de multiples sphères. Elle ne demande pas non plus de grandes conférences destinées à convaincre, étant déjà assez connue et s'imposant comme une alternative crédible et viable en pleine expansion. Contrairement aux autres FSM, les rapports concernant des expériences précises furent peu nombreux. Sources de débats, ils ont évoqué les problèmes rencontrés lors des choix de production et de commercialisation à plus grande échelle, de la concurrence pour investir les marchés privés et publics face aux entreprises traditionnelles. Les thèmes associés (commerce équitable, monnaie sociale, microcrédit) ont également laissé derrière eux une époque plus romantique pour se confronter aujourd'hui à des questions complexes surgies de la mise en pratique. On remarque ainsi que, dans le cas argentin, les monnaies sociales créées durant la crise ne se sont pas affirmées après le retour à la normale, ou encore que le commerce

LA CONSTRUCTION D'UNE AUTRE ÉCONOMIE

équitable ne peut satisfaire à la demande dans les cas de commandes de volumes plus importants.

Un des points spécifiques inédits fut la participation des *entreprises récupérées* (expériences d'autogestion qui se multiplient actuellement en Argentine) et le débat mené sur l'égalité des sexes. Pour la première fois, les femmes ont posé le problème des discriminations et des inégalités reproduites dans le cadre des entreprises solidaires. Un des ateliers les plus fréquentés aborda la « Notion de richesse et d'égalité des sexes dans l'économie ». Cette initiative fut articulée autour du Pôle de socioéconomie solidaire de l'Alliance 21, du Ripess, de la Marche mondiale des femmes et du Gres-Pérou et compta sur la participation de représentants venus des quatre coins de la planète. Les débats ont notamment porté sur la féminisation de la pauvreté et sur le maintien d'une culture de la discrimination défavorable aux femmes, même au sein des espaces dits solidaires, coopératifs et égalitaires (www.socioeco.org). Dans un autre atelier, conduit par Abong et Coordination SUD, en partenariat avec Pénélopes, Attac et l'ONG Lua Nova, on traita les questions relatives aux nouvelles technologies de l'information et de la communication et leur rôle dans le dépassement des barrières empêchant une meilleure inclusion des femmes. Les savoirs féminins furent mis en valeur et furent l'objet de mises en route concrètes pour les prochaines activités. Ces dimensions particulières résultent d'un travail collectif mûri depuis le FSM 2002 et articulé au Réseau international des femmes et de l'économie solidaire, constitué par plus de 80 collectifs référencés comme FER – Femmes en réseau (www.pene-lopes.org).

Le point fort de plusieurs ateliers se révéla dans le traitement intégré des enjeux : aucun point particulier ne fut traité sans que soient pris en compte l'ensemble de ses relations et de ses implications. La discussion sur le commerce équitable a notamment abordé le thème d'une éducation pour une consommation responsable, les rapports de force entre le Nord et le

Sud, les questions légales ou encore la notion de qualification professionnelle.

Quatre problèmes ont cependant empêché un bilan totalement positif de ce champ : l'échec de la TXAI, la monnaie sociale spécialement créée pour le FSM 2005 ; l'absence regrettable des entreprises dites d'économie sociale ; l'insuccès des négociations portant sur l'économie solidaire ; l'incapacité des entreprises solidaires à assumer les tâches de construction, de gestion, d'approvisionnement et de sécurité du Forum. Un exemple : bien que les sacs distribués aux inscrits étaient d'une confection extrêmement simple, seul un tiers du total fut confectionné par des coopératives ou des entreprises autogérées. Le marché de l'économie solidaire qui devait proposer des aliments, des objets divers, y compris des souvenirs touristiques, se révéla très modeste, avec peu de variété dans l'offre et proposant des objets d'une facture artisanale rudimentaire. Ce point fait l'objet de discussions animées car il révèle une fragilité préoccupante du champ de l'économie solidaire lorsque l'échelle de production s'accroît ou lorsqu'il s'agit d'élaborer des objets plus complexes.

Suivant l'exemple de ce qui s'est passé à propos d'autres activités développées lors du Forum, les critiques et les désaccords se sont manifestés au terme de l'événement, dans des espaces externes ou dans des publications postérieures. Le manifeste en portugais et en espagnol de l'influent professeur de la State University of New York, James Petras, « Un autre Forum est possible », distribué à des milliers d'exemplaires par quelques syndicats et partis de gauche, en est un exemple. Il y est notamment réaffirmé la traditionnelle critique marxiste sur les dimensions inconsistantes de l'économie solidaire, sur son caractère « cosmétique », à partir du moment où rien n'altère le contrôle des grandes entreprises et des banques (Petras, 2005).

En outre, de nombreux ateliers ont abordé le débat polémique sur la place occupée par l'économie solidaire dans la sphère sociale. Ceux qui défendaient l'idée d'une économie

LA CONSTRUCTION D'UNE AUTRE ÉCONOMIE

solidaire comme un domaine autoréférent et autosuffisant s'opposaient à ceux qui soutenaient le besoin d'un certain pragmatisme visant à la conquête d'espaces dans les chaînes de production. En d'autres termes, il ne s'agit pas de développer une économie de marché mais plutôt de travailler avec le marché capitaliste. La polarisation de ce débat a participé à son appauvrissement, la question centrale étant de rechercher des alternatives dépassant le marché et l'économie conventionnelle.

Parmi les initiatives prises dans le champ de l'économie solidaire, se distinguent celles de cinq grands réseaux : Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale et solidaire (www.ripess.org), Rede latinoamericana de socioeconomia solidária (www.rlaes.org), Fórum brasileiro de economia solidária (www.fbes.org.br), Coordination SUD (www.coordination-sud.org) et le Workgroup on Solidarity Socio-Economy (Alliance 21 ; www.alliance21.org) confirmant ainsi le succès de la stratégie d'amplification de la constitution de réseaux de réseaux (« réseautage »).

Sur le thème de l'économie solidaire, il convient de préciser trois points importants. Le premier se réfère à la consolidation des réseaux développant la recherche et la production d'une connaissance spécialisée dans les nouvelles expérimentations sociales dans le champ de l'économie. Lors d'un atelier traitant des réseaux internationaux de recherche, les participants ont comparé les principales instances scientifiques actuelles intégrées dans le programme développé par l'Unesco, le Most – Management of Social Transformations Clearing House –, dont le représentant officiel réaffirma l'appui de l'institution aux réseaux alternatifs (www.emes.net ; www.riless.ungs.edu.ar ; www.crisis.uqam.ca).

Le deuxième concerne les ateliers associés à la préparation de la rencontre internationale sur la globalisation et la solidarité. Ces activités sont exemplaires de la dynamique du FSM. Un premier symposium fut organisé en 1997 à Lima au Pérou, un

deuxième à Québec au Canada en 2001 et un troisième se tiendra à Dakar au Sénégal en novembre 2005. Il s'agit ici d'une série de rencontres spécialisées qui réunissent un des pôles les plus avancés de l'économie solidaire sur le plan mondial. L'initiative est antérieure au Forum de Porto Alegre mais, à partir de 2001, le FSM a servi d'étape intermédiaire, renforçant et amplifiant l'étendue de l'événement, divulguant les propositions de globalisation solidaire, associant toujours plus d'institutions (www.ripess.org).

L'Espace I a confirmé la portée de « l'esprit de Porto Alegre » dans le sens du dialogue et de la convergence pour la construction d'alternatives. « Personne ne fait des milliers de kilomètres juste pour réaffirmer ses positions et s'enfermer dans son identité » (Martins, 2005). Les rares institutions venues avec cette étroitesse sont reparties sans avoir rien ajouté à leurs pratiques et sans avoir contribué au développement social. Suivant l'exemple d'autres espaces, celui des Économies souveraines a permis le resserrement des relations entre les organisations, l'engagement de nouveaux militants, la rénovation et l'amplification des actions contestataires ou des propositions.

Le FSM de la contestation, le FSM de la proposition

Les trois champs de l'Espace I furent marqués par la consolidation et la meilleure articulation des luttes contre l'hégémonie néolibérale. La résistance à accepter le modèle unique comme naturel cesse d'être simplement idéologique pour se matérialiser dans de multiples initiatives visant à combattre le pouvoir totalitaire des grandes corporations multinationales et du secteur financier spéculatif international (Osal, 2004). La résistance articulée au mouvement altermondialiste s'est traduite par des propositions concrètes gagnant une visibilité et une légitimité sociales. Ces deux champs, associés aux réalisations de l'économie solidaire, ont favorisé la multiplication des initiatives et

la mise en route de propositions concrètes qui guideront les luttes des années à venir.

À première vue, les propositions présentées sur le Mural peuvent apparaître comme insuffisantes et peu homogènes, ne correspondant pas à la richesse des mises en route proposées au terme de chacun des ateliers. En vérité, elles correspondent à l'une des nombreuses étapes des processus sociaux encouragés par le FSM. Depuis sa première édition, conjointement avec les luttes antimondialisation, il s'est constitué comme un espace de création du mouvement altermondialiste. Les questions les plus cruciales, les stratégies de contestation et les calendriers de propositions furent continuellement réévalués et actualisés sans que cela soit nécessaire, à chaque nouvelle édition, de leur conférer une attention particulière, comme s'ils étaient autant de nouveautés. La lutte pour la suppression des paradis fiscaux, même si elle était absente du Mural de 2005 en tant que proposition à part entière, a par exemple constitué un axe de la lutte, réaffirmé au sein des divers espaces, et s'est transformée en une proposition concrète dans l'exercice de pressions sur de nombreuses institutions internationales. Le Mural a également servi à réorienter les propositions qui portaient sur des activités déjà en marche. En proposant, par exemple, la création d'un réseau d'études sur l'économie solidaire, ses initiateurs s'aperçoivent qu'il en existe déjà trois ou quatre en fonctionnement auxquels il est logique de chercher à s'intégrer.

L'ensemble des propositions issues de l'Espace I correspond aux lignes de force des trois champs définis plus haut : résistances, altermondialisation et économie solidaire. Les domaines résistances et altermondialisation possèdent un calendrier des luttes précisément établi et toujours plus articulé, à tel point qu'il est parfois difficile d'identifier leur origine précise. Il s'agit surtout de : a) intensifier les actions destinées à contrer les effets les plus délétères de l'expansion capitaliste ; b) défendre le patrimoine public, qu'il soit constitué de ressources naturelles (comme l'eau) ou de secteurs spécifiques devant

rester sous le contrôle de l'État (comme les chemins de fer); c) créer des mécanismes de contrôle des finances et des investissements publics; d) combattre les politiques publiques qui privilégient l'usage de leur excédent budgétaire et commercial pour le paiement de la dette; e) intensifier la pression sur les agences internationales comme la Banque mondiale, le FMI et l'OMC; f) créer une Banque sociale mondiale. Ces propositions incluent des programmes de formation politique concernant ces priorités, une mise en place de journées de lutte et de protestation à l'occasion de la réunion des instances internationales et d'autres actions spécifiques. D'un point de vue plus national, on peut souligner les propositions du Fórum brasileiro do orçamento qui associent des activités de formation politique, d'explications publiques sur la question de la dette externe et sur les conditions du respect des budgets. La proposition prise au cours du FSM 2005, délimite les actions qui seront menées par les sept principales institutions qui composent son comité exécutif, associées à 40 autres participants. Il en est de même pour les propositions émanant de la Sociedade Brasileira de Economia Política (Société brésilienne d'économie politique, www.sep.org.br) et de l'Associação Brasileira de Combate à Desigualdade (Association Brésilienne de Combat contre les inégalités, www.abcdja.org.br).

La spécificité du champ de l'économie solidaire a déterminé des initiatives d'une autre nature, associant des enjeux macro et micro. C'est ainsi que furent présentées des propositions très objectives, concernant par exemple le traitement et le recyclage des matériaux utilisés pendant le FSM, aux côtés de propositions plus complexes, comme celle concernant « l'analyse plurielle de la richesse » et « la création d'indicateurs alternatifs » pouvant mesurer correctement les apports de l'économie solidaire à la croissance des richesses. Cette dernière peut être présentée comme un exemple des enjeux³ de l'élaboration de propositions lors du FSM. Sa réalisation implique des

3. NdT : en français dans le texte.

LA CONSTRUCTION D'UNE AUTRE ÉCONOMIE

dizaines d'ONG du monde entier, elle prend en compte les questions internationales (aide au développement, rôle des agences traitant les problèmes de famine, nécessité d'un contrôle citoyen sur les grands investissements, etc.) et met en place des initiatives originales et objectives pour la définition d'indicateurs techniques mesurant l'impact de l'économie solidaire sur le développement local, démontrant qu'elle est économiquement utile, assurant le développement durable, et socialement indispensable, créant du lien social, luttant contre les inégalités et l'exclusion sociale, contribuant de manière effective à une démocratie accomplie (www.alliance21.org).

Certains résultats positifs ne tardèrent pas à apparaître. En avril 2005, la Banque interaméricaine de développement a mis en place, pour la première fois dans l'histoire, une ligne de financement intitulée symboliquement « Éthique », administrée avec des ONG participant au FSM 2005, et dotée de plusieurs millions de dollars afin d'encourager les initiatives prenant en compte le commerce équitable (www.visaomundial.org.br).

Les principales propositions de l'Espace I sont intégrées aux grandes campagnes et articulations qui suivront dans les mois et les années à venir (contre le paiement de la dette externe, contre les paradis fiscaux, pour un changement de la nature de l'OMC, etc.). Des événements, des campagnes et des mobilisations spécifiques sont engagés dans le cadre de la réalisation de la Rencontre internationale sur la globalisation qui aura lieu à Dakar au Sénégal (www.ripess.org); dans le cadre de la campagne mondiale pour l'égalité salariale (www.world.psi.org); dans le cadre de la campagne pour la réduction du temps de travail (www.cut.org.br); dans le cadre de la campagne pour la promotion du travail juste (www.cmt.org). Des rencontres plus spécifiques ont été fixées lors de la convocation de l'Assemblée mondiale des mouvements sociaux : mobilisation contre la guerre, le néolibéralisme, l'exploitation et l'exclusion, toutes regroupées sous le slogan « Globaliser la lutte, globaliser l'espérance » (www.viacampesina.org).

D'une dynamique de propositions plus dense que dans son édition de 2004 à Mumbai, le FSM 2005 a réaffirmé l'importance des espaces d'échanges, de reconnaissance mutuelle et d'articulation entre les organisations de la société civile planétaire en fonction des objectifs communs des années à venir. Les agendas des années 2005, 2006 et 2007 ne comptent pas seulement de nouvelles rencontres, séminaires ou forums mais aussi des programmes objectifs et réalisables qui désignent de manière tangible le chemin à suivre pour la construction d'un nouvel ordre économique mondial.

Références des citations

- Aglietta M., *Dérives du capitalisme financier*, Paris, Seuil, 2005.
- Callinicos A. et Nineham C., "Rumo divergente", in *Reportagem da Oficina de Informações*, ano V, n. 66, mars 2005.
- Cattani A. D. (org.), *Fórum Social Mundial: a construção de um mundo melhor*, Porto Alegre, Editora da Universidade/Veraz/Corag/Vozes/Unitrabalho, 2001.
- Martins Antonio, "Uma nova cultura política", in *Reportagem da Oficina de Informações*, ano V, n° 66, mars 2005.
- OSAL (Observatório Social de América Latina), "Los foros sociales: balances y documentos", in *Clacso*, ano V, n° 15, Buenos Aires, septembre-décembre 2004.
- Petras James, "Um outro fórum é possível", in *Coordenação*, ano 7, n° 60, janvier 2005.
- Plihon D., *Le nouveau capitalisme*, Paris, La Découverte, 2003.
- Santos Boaventura Souza, "A economia e a guerra", in *Folha de S. Paulo*, 4 avril 2005, p. 3.
- *O Fórum Social Mundial: manual de uso*, São Paulo, Cortez, 2005.
- Sommier Isabelle, *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2003.
- «La contestation du capitalisme», *Alternatives Économiques*, vol. 65, 3^e trim. 2005.

LA CONSTRUCTION D'UNE AUTRE ÉCONOMIE

Whitaker Chico, *O desafio do Fórum Social Mundial: um modo de ver*, São Paulo, Fund. Perseu Abramo, 2005.

Zhang Wen Hong, "A ausência chinesa", in *Reportagem da Oficina de Informações*, ano V, n° 66, mars 2005, p. 48.

Antonio Cattani

Antonio Cattani est docteur en économie du développement (Université de Paris-I – Panthéon-Sorbonne), professeur titulaire du département de sociologie et du programme de maîtrise et doctorat en sociologie – université fédérale du Rio Grande do Sul (Porto Alegre). Il a publié dernièrement le *Dictionnaire de l'Autre Économie* avec J.-L. Laville (Desclée de Brouwer, Paris). Il a publié par ailleurs en 2001, *Fórum Social Mundial: a construção de um mundo melhor* (Editora da Universidade, Vozes).

3.

Luttes sociales et alternatives démocratiques

Estelle Granet (France)

« L'expérience démocratique n'existe pas dans le vide. Elle doit être replacée dans le contexte de son objectif: la justice sociale. » Cette phrase, prononcée au cours du Forum social mondial 2005, par le Philippin Tony Tujan, membre de la fondation Ibon (recherche, éducation et information sur le développement), peut se décliner en autant de questions que de situations régionales particulières. Comment penser la démocratie quand des pans entiers de population n'ont pas les moyens matériels de leur survie? Quand ils sont soumis à une intervention militaire ou politique extérieure et autoritaire? Quand ils n'ont pas un accès permanent aux mécanismes de décision qui engagent leur vie, comme c'est aujourd'hui souvent le cas dans les pays mêmes qui ont fondé le concept de démocratie? Toutes ces questions traversent le mouvement altermondialiste depuis son émergence sur la scène internationale et une réponse semble peu à peu s'imposer, une réponse formulée de diverses façons au cours du Forum social mondial 2005 : la démocratie se renforce dans la mesure où les mouvements sociaux avancent.

Ces mouvements sociaux sont légion et dresser ici la liste exhaustive des luttes qui mobilisent les différentes régions du globe s'avère impossible. Mais au-delà des différences régionales, un même constat est dressé : les formes traditionnelles de lutte et d'organisation sociale et politique sont parfois impuissantes face aux défis d'un monde « globalisé ». Les syndicats, rodés à la défense des droits des travailleurs dans le contexte de l'entreprise capitaliste, manquent souvent d'armes pour affronter la question du chômage ou de l'économie informelle croissante. Dans les sociétés dites démocratiques, les partis politiques sont globalement en perte de crédibilité auprès de citoyens chaque jour plus en rupture avec un système représentatif dont ils ne se sentent pas partie prenante. Le cadre de l'État-nation, qu'il soit le résultat d'un processus historique ou qu'il ait été imposé comme condition de la modernité dans le cas des anciennes colonies, est mis à mal par les flux de circulation : flux humains, flux financiers, flux de marchandises ou d'informations qui transpercent les frontières et dictent souvent les politiques nationales.

Dans ce contexte, les enjeux sont multiples et peuvent être schématiquement résumés en deux axes. Il s'agit d'abord d'articuler trois niveaux complémentaires de lutte, c'est-à-dire d'agir simultanément à l'échelle locale, nationale et internationale. Par exemple, si les luttes des mouvements urbains latino-américains pour le droit au logement, à l'assainissement, aux services de santé et d'éducation, s'inscrivent dans la sphère municipale, elles ne peuvent que difficilement aboutir hors de la mise en place de programmes nationaux et de l'ouverture de lignes de crédits dont la disponibilité peut, entre autres, dépendre d'une résolution du problème de la dette à l'échelle internationale. Et si la survie de l'agriculture familiale indienne passe par la création, au plan local, de « banques de semences », elle passe aussi par une mobilisation internationale contre les brevets sur le vivant et les organismes génétiquement modifiés.

Le deuxième enjeu consiste à allier opposition et proposition, à mener de front les actions de refus et la construction permanente de solutions alternatives concrètes et cohérentes. La taxe Tobin, l'une des grandes propositions du mouvement altermondialiste, initialement portée par l'organisation Attac, est un exemple significatif de cette double démarche. Dans ce cas, le refus de la misère et des inégalités sociales et la lutte pour la démocratisation des marchés s'expriment par la proposition de taxation des transactions financières internationales, taxation dont les bénéfices seraient investis dans le développement de l'accès aux soins, à l'éducation, à l'alimentation... Des communautés autogérées des Dalits (ex-Intouchables) en Inde, à celles des paysans sans terre brésiliens... ces alternatives existent déjà en de multiples endroits du globe. Elles sont ce que l'économiste militant John Holloway appelle des « fissures dans le système ». Mais si elles laissent entrevoir l'espoir d'un autre monde, ces fissures ne s'entrouvrent pas sans que ne s'y engouffre également un certain nombre de questions, de doutes et parfois de contradictions portant non tant sur l'objectif à atteindre – la justice sociale – que sur les chemins à suivre.

Quelles formes de lutte et quelles alternatives ?

Réforme ou révolution ?

S'agit-il de minimiser les effets du néolibéralisme en développant de nouvelles formes de solidarité ou s'agit-il de promouvoir une rupture totale et définitive, faisant table rase des références culturelles et sociales, pour créer une forme totalement nouvelle d'organisation sociale et politique et une éthique radicalement différente ? Le dialogue entre les organisations, la rencontre et parfois la confrontation de leurs idées, projets ou modes d'action révèlent l'écart entre deux démarches reflétant globalement deux conceptions du rôle que la société civile doit jouer dans ce processus de transformation.

Pour certains mouvements, partis politiques, syndicats ou ONG, les mots clés de ce processus de transformation pourraient être participation et contrôle social. Ces deux concepts sont par exemple au cœur des principes d'un réseau international d'organisations issues de la société civile, Citizens' Global Platform, lancé au cours du Forum social mondial 2004 à Mumbai. Coordonné par des ONG finlandaises et tanzaniennes, ce projet s'inscrit dans le cadre du processus d'Helsinki sur la globalisation et la démocratie : un processus initié par les ministères des Affaires étrangères tanzaniens et finlandais et visant à renforcer la démocratie et à promouvoir des relations Nord-Sud ouvertes et équitables, par le biais d'une coopération globale, impliquant aussi bien les gouvernements que les organisations de la société civile. Cette société civile doit, selon Citizens' Global Platform, pouvoir créer une volonté politique de changement, relayer les « bonnes pratiques » de gouvernance et les solutions alternatives expérimentées ou exprimées en divers endroits du monde, et enfin, contrôler que les initiatives prises par les gouvernements sont cohérentes pour avancer vers un changement global.

Mais une telle vision, construite sur l'idée d'une pression populaire incitant à des changements venus d'en haut, ne fait pas l'unanimité. « On ne doit rien attendre du Parlement. [...] Ce n'est jamais la voie de la transformation politique et sociale, d'autant plus que les décisions importantes sont souvent prises en dehors des gouvernements nationaux élus », a-t-on ainsi entendu dans un atelier organisé par le NEILS (Groupe d'étude des idéologies et luttes sociales, rattachés à l'université d'État de São Paulo) au cours du Forum social mondial 2005. « Il faut développer une nouvelle organisation, construire une nouvelle forme de société, une nouvelle façon de faire de la politique, plus horizontale. » Si la société civile doit se renforcer ce n'est alors pas seulement pour développer des mécanismes de contrôle social mais bien pour assumer la responsabilité du

changement et expérimenter, concrètement et dès maintenant, la construction d'une nouvelle organisation sociale et politique.

Rompre les logiques de pouvoir

Penser cette nouvelle organisation amène à penser la question du pouvoir. Celle-ci se pose principalement à deux niveaux. C'est d'abord le pouvoir du Nord sur le Sud, hérité de la domination historique de l'Europe occidentale ayant imposé, au fil des siècles et des conquêtes, ce que l'historien péruvien Anibal Quijano appelle « sa propre version de la modernité », c'est-à-dire ses institutions hégémoniques, et « ses propres visions du monde », autrement dit une certaine rationalité, un modèle de connaissances traitant les différences comme des problèmes, des manques ou des failles à combler. Ce constat rejoint les revendications et les luttes de nombreux mouvements arabes, africains, asiatiques ou latino-américains, affirmant la légitimité des peuples et des différentes cultures à construire leurs propres systèmes d'organisation sociale, économique et politique, et s'élevant contre l'ingérence tant des institutions internationales que parfois des grandes ONG, véhiculant des systèmes de pensée issus du Nord.

Le second axe de réflexion concerne plus précisément la pertinence de la prise institutionnelle du pouvoir dans un objectif de transformation sociale. Un tel questionnement grandit dans le terreau des rêves déçus de militants ayant lutté pour l'arrivée au pouvoir de gouvernements de rupture, parfois dans la clandestinité, pour voir leurs espoirs de changement se fracasser contre l'inexorable avancée des réformes libérales. L'Afrique du Sud en est un exemple. Après les années sombres de la lutte clandestine contre le régime de l'Apartheid et la répression violente menée contre les mouvements sociaux, le Congrès national élu en 1994 a certes permis de rompre la domination raciale institutionnelle. Toutefois, les réformes libérales menées par le gouvernement démocratique se sont traduites par une

vague sans précédent de privatisations, notamment des services d'eau et d'électricité.

« Après avoir beaucoup travaillé autour de l'idée de prise de l'État en tant qu'espace de pouvoir, et alors que l'État a changé, les mouvements cherchent aujourd'hui de nouvelles façons de penser et de lutter », témoigne alors une militante sud-africaine. Une telle approche de la question du pouvoir soulève un autre débat : celui des alliances possibles entre les nouveaux mouvements sociaux et les formes traditionnelles d'organisation, notamment les partis politiques dont l'objectif passe précisément par la prise du pouvoir institutionnel. La création d'un front uni de luttes, rassemblant les mouvements sociaux, les partis et les syndicats classiques, ou tout au moins leur mise en réseau, est généralement défendue par la nébuleuse altermondialiste. En Argentine, la CTA (Centrale des travailleurs argentins) a ainsi réussi le pari difficile de regrouper outre les syndicats de différents secteurs, des organisations issues d'horizons aussi divers que les luttes indigènes, les mouvements de chômeurs, les associations de quartiers... Mais la construction d'un langage commun avec des mouvements sociaux prônant l'horizontalité des structures d'organisation n'est pas toujours tâche aisée.

Du débat aux propositions

Quelles que soient les approches, les pistes d'action qu'elles dessinent ne sont souvent pas exclusives les unes des autres et entre les extrêmes – réforme ou révolution, autogestion et rupture ou participation au pouvoir institutionnel – existe une infinité de variations et de va-et-vient, comme le révèlent les propositions formulées ou relayées par le Forum social mondial. Nous pouvons regrouper ces propositions en trois grands blocs, correspondant à différentes modalités d'action qui, bien que suggérant des chemins différents, apparaissent globalement complémentaires les unes des autres, dans le sens où toutes

visent finalement à construire une réponse à cette question cruciale : comment les obliger à nous écouter ?

Sensibilisation, mobilisation, pression

Une première tentative de réponse consiste à se faire toujours plus entendre, à multiplier les démonstrations de force, à être présent sur toutes les scènes, sur tous les fronts, sur tous les combats... Sorte de guerre d'usure que le Forum social mondial n'a pas inventée mais qu'il permet peut-être, en tant qu'espace de rencontres et d'échanges, de planifier de façon un peu plus systématique. Chaque année, quelques grandes actions ont été définies en commun, que ce soit en réponse à l'actualité mondiale, par exemple pour le retrait des troupes américaines en Irak, ou en réaction à l'agenda néolibéral, comme dans le cas des manifestations internationales contre les réunions de l'Organisation mondiale du commerce ou du G8. Deux propositions, issues de l'échange d'expériences de luttes sociales illustrent cette dynamique de mobilisation à grande échelle.

La première est née, en 2005, de la rencontre des mouvements et organisations urbaines de divers pays d'Amérique latine (Brésil, Pérou, Équateur, Mexique...). Son principe consiste à mettre à profit le Jour international des sans-toit pour mener, partout dans le monde, des actions symboliques simultanées d'occupation de terrains urbains et d'immeubles. Une formule que le Mouvement national de lutte pour le logement (Brésil) et le mouvement français Droit au logement, ont déjà expérimentée, en occupant terrains et immeubles lors des précédents forums sociaux mondiaux. Dans le même esprit, l'organisation d'une Journée internationale du thé, décidée en 2004, doit permettre d'attirer l'attention sur la précarisation croissante des conditions de travail des ouvriers agricoles des plantations asiatiques et de militer pour la mise en place de normes de production et de commerce assurant des prix équitables de vente aux petits planteurs et des salaires convenables aux travailleurs.

En parallèle à ces actions ponctuelles, le Forum social mondial développe aussi des propositions allant dans le sens de processus de mobilisation et de pression plus continus. C'est par exemple dans cet esprit que les « tribunaux d'opinion », inaugurés avec le tribunal Russel formé pour dénoncer les crimes de guerre au Vietnam, reviennent sur le devant de la scène. Le plus célèbre d'entre eux est peut-être aujourd'hui le Tribunal international sur la Dette, lancé au cours du Forum social mondial 2002 et qui s'inscrivait alors dans la foulée de tribunaux populaires organisés au Brésil, en Argentine et en Équateur ainsi que du travail de mobilisation mené par l'organisation Jubilee South (née en Afrique du Sud et ensuite relayée en Amérique latine et aux Philippines) et, en Europe, par le CADTM (Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde).

En faisant défiler à la barre témoins et victimes anonymes mais aussi personnalités reconnues pour leur lutte en faveur des droits de l'Homme, le tribunal international a contribué à démonter le mécanisme de l'endettement des pays du Sud et à révéler l'envers du décor, notamment le jeu pervers des taux d'intérêt, par lequel la dette se maintient indépendamment du fait que les emprunts initiaux aient déjà été remboursés, dans certains cas, plusieurs fois. Si le verdict est rendu d'avance, en faveur de l'illégitimité et l'annulation de la dette, le tribunal, relayé sur le terrain local et national par de multiples associations et comités locaux, vise à maintenir une certaine pression sur les gouvernements nationaux et, par conséquent, les organismes internationaux.

Fonctionnant globalement selon les mêmes principes, d'autres tribunaux d'opinion voient le jour, comme un tribunal sur la guerre en Irak ou un tribunal international sur les multinationales, partie d'une stratégie globale affirmée au cours du Forum 2005 par une coordination de mouvements et d'ONG européennes et latino-américaines pour dénoncer les accords économiques globaux signés entre l'Europe et l'Amérique latine

LUTTES SOCIALES ET ALTERNATIVES DÉMOCRATIQUES

(lire encadré). Ces tribunaux internationaux comptent parmi les outils de l'émergence et du renforcement d'une vigilance citoyenne supranationale, une sorte de métacitoyenneté. Tel serait également le principe de l'Organisation des peuples unis, proposée par l'université mexicaine de Guadalajara. Cette dernière consisterait à créer, sur le modèle des Nations unies, un conseil international de la société civile. Intégrant des représentants des différents peuples, mais également des différentes luttes, elle serait une sorte de forum permanent de définition d'actions et de stratégies de lutte, mais aussi de pression sur les organismes multilatéraux gouvernementaux.

Les accords économiques au banc des accusés

Selon Fabien Cohen, secrétaire général de l'association France Amérique latine, « les accords économiques globaux signés entre l'Europe et différents pays d'Amérique latine s'appuient sur deux leviers : la privatisation et une militarisation passant par des fournitures d'armes ou la création d'écoles de police ». Mise en place au cours du Forum social mondial 2004, une coordination Europe Amérique latine, rassemblant diverses organisations et mouvements des deux continents, a profité de l'espace du Forum 2005 pour affiner une stratégie de lutte contre ces accords, stratégie dont l'axe fort est la mise en œuvre d'un tribunal populaire.

Ce dernier devra rassembler des informations permettant de dresser un bilan des conséquences des accords globaux dans les pays latino-américains, tout en révélant la nature universelle des enjeux. « Dans les pays européens, nous pouvons relier ces accords aux questions de délocalisation, de privatisation, de remise en cause des systèmes de retraite. Tout ça, c'est la même stratégie, fondée sur des dispositifs légaux et sur des rapports qui sont imposés du Nord vers le Sud mais qui ont aussi des conséquences du Sud vers le Nord », analyse Fabien Cohen.

Ce tribunal populaire doit tenir sa première session lors de la Troisième rencontre officielle des chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne, de l'Amérique latine et des Caraïbes, prévue en 2006 à Vienne. « D'ici là, nous devons mener

un travail de recherche d'information. Si nous voulons mettre les entreprises en accusation, il nous faut des arguments, des preuves. Ce n'est pas facile car, souvent, nous n'avons que les informations que l'on veut bien nous donner. Il nous faut aller chercher d'autres sources. »

Participation et contrôle social

Un second axe global de propositions, en matière de luttes sociales et d'alternatives démocratiques, pourrait être rassemblé sous le vocable général de démocratie participative. Cette notion recoupe des réalités très diverses, depuis les mobilisations massives de rue jusqu'à des formes plus institutionnalisées. Plusieurs propositions se rejoignent sur l'idée d'un contrôle social des décisions et actions politiques gouvernementales. Portée par le Forum brésilien du budget (une coalition d'organisations de la société civile), l'une de ces propositions consiste par exemple à instaurer une loi de responsabilité sociale, susceptible de garantir un niveau d'investissements et des politiques publiques correspondant aux besoins de la population. Cette loi passerait par l'adoption d'indicateurs ou de critères de minima sociaux permettant à la population organisée de contrôler et de mesurer les résultats de ces politiques.

D'autres initiatives sont imaginées. Contre les pratiques de corruption, le Centre catalan pour l'innovation sociale NOVA propose, par exemple, la mise en place d'un « régime de transparence » dans lequel l'ensemble des transactions publiques s'effectueraient non pas par les circuits monétaires classiques mais par le biais de ce que le centre d'études Joan Bardin, a théorisé sous le concept de « facture-chèque » ou « instrument-document monétaire ». Concrètement, il s'agit d'un acte documenté de transaction, unique et non réutilisable à d'autres fins que l'achat ou le paiement concerné, indiquant la nature de ce dernier, les caractéristiques de la transaction, la personnalité du client émetteur et celle du fournisseur bénéficiaire. Un tel système permettrait de renouer avec une conception d'échange

LUTTES SOCIALES ET ALTERNATIVES DÉMOCRATIQUES

non anonyme, dans lequel l'argent ne présente une valeur qu'en fonction d'une marchandise concrète auquel il se réfère, qu'il s'agisse d'un produit ou d'un service.

La facture-chèque se rapprocherait en ce sens des monnaies virtuelles que les systèmes d'échange locaux mettent en place pour réguler, entre leurs membres, le troc généralisé et équitable de produits et de marchandises. Généralisé à l'ensemble du marché, un tel système pourrait permettre, dans l'idéal, d'en finir avec la spéculation financière sur les monnaies. Mais le projet soulevé par le centre Nova garde les pieds sur terre et se propose dans un premier temps de modifier le fonctionnement financier de la sphère publique et administrative par l'introduction de ce système de paiement, accompagné de la publication sur Internet de l'ensemble de ces documents monétaires, facilitant ainsi le contrôle citoyen. Une telle entreprise pourrait, comme le propose également le centre Nova, s'accompagner de mesures fiscales incitant les particuliers ou les entreprises à adhérer volontairement à ce « régime de transparence ». Mais tout cela nécessite bien évidemment une décision politique des gouvernements en place. D'où l'importance chaque jour plus réaffirmée de la participation des citoyens à l'élaboration de ces décisions publiques.

Cette participation est l'un des thèmes sur lesquels se rejoignent différentes luttes et divers mouvements sociaux. Plusieurs alternatives sont défendues. Par exemple, l'organisation allemande Mehr Demokratie et, plus largement, le réseau Democracy International, militent pour le développement de référendums d'initiative populaire, c'est-à-dire organisés à la demande de la population et sur présentation d'un certain nombre de signatures. Ces référendums peuvent permettre aux citoyens de s'exprimer aussi bien sur les propositions émanant des gouvernements que sur des projets émanant de la société civile, sachant que le résultat de la consultation sera entendu et respecté par les politiques. En Bavière, par exemple, 1,2 million de citoyens ont ainsi signé, en 1995, la proposition de loi

d'initiative populaire qui a pu être soumise à référendum et adoptée. Depuis, plus de 1 200 initiatives populaires ont été publiquement débattues, concernant des questions aussi diverses que le traitement de l'eau, la circulation et les transports ou l'ouverture de crèches.

Dans le même esprit de partage des décisions publiques, l'implantation et le renforcement de processus de budgets participatifs représentent un des axes de propositions récurrents du Forum social mondial en termes de luttes sociales et d'alternatives démocratiques. À la base, une même source d'inspiration: la pratique initiée en 1989 par la municipalité de Porto Alegre. Dans cette métropole brésilienne de plus de 1,5 million d'habitants, la population, organisée en forums territoriaux et thématiques, décide chaque année des priorités budgétaires globales et bâtit la liste hiérarchisée des investissements municipaux nécessaires. Le résultat de ces discussions est systématisé pour composer le budget primitif de la ville. Une fois voté, l'exécution de ce budget fait à son tour l'objet d'un contrôle populaire, par le biais du conseil municipal du budget participatif, de commissions locales de suivi des travaux, de forums régionaux des services et au moyen d'une prestation annuelle de comptes par les organes municipaux.

Cette expérience est devenue un symbole dont les principes se disséminent aujourd'hui dans le monde entier et, ce faisant, s'adaptent aux contextes particuliers et se déclinent en de multiples formes d'application. La ville d'Ipatinga, dans l'État brésilien de Minas Gerais, a ainsi choisi de développer un budget participatif interactif. Des ordinateurs ont été installés dans douze points de la ville par lesquels les citoyens peuvent déposer leurs demandes, indiquer leurs priorités d'investissements et accompagner la réalisation des travaux et l'exécution budgétaire. Hors du Brésil et de l'Amérique latine, de tels mécanismes participatifs d'accès aux décisions politiques et budgétaires retiennent également l'attention. De multiples expériences sont ainsi recensées, en Europe, en Afrique, en

LUTTES SOCIALES ET ALTERNATIVES DÉMOCRATIQUES

Amérique du Nord... On peut par exemple citer l'implantation récente d'un budget participatif dans deux communes rurales du Cameroun ou les expérimentations, plus anciennes, de Guelph, une petite ville de l'Ontario, ou de Toronto, au Canada.

L'alternative que représentent les principes de budget participatif n'est toutefois pas sans provoquer des débats. Ballons d'oxygène des premières éditions du Forum social mondial, ces processus sont aujourd'hui discutés selon des critères plus rigoureux, révélant les failles des mécanismes et cherchant des solutions alternatives pour les dépasser. Ces failles ont notamment été pointées lors de la rencontre, au cours du Forum social mondial 2005, d'habitants et de militants issus d'une quinzaine de villes ou régions ayant implanté des processus de budget participatif. Ce sont parfois des tentatives de cooptation des habitants voire de manipulation, dénoncées par certains participants. Ce sont ensuite des difficultés liées à l'organisation même de la société civile (lire encadré). La problématique de l'autonomie de la société civile dans les mécanismes institutionnels de participation fait particulièrement débat, amenant même certaines organisations à rejeter jusqu'à la notion de démocratie participative, envisagée comme une négociation sociale trop peu radicale pour transformer le monde.

Le piège de la négociation ?

À Porto Alegre, la question de l'autonomie des mouvements populaires dans les espaces municipaux de participation et de décision est au cœur des préoccupations de l'ONG Solidariedade, créée par un groupe d'habitants issus des communautés de base et des associations de quartiers. Un constat s'impose en effet. Si les acteurs impliqués dans les débats et les mécanismes du budget participatif ont, pour beaucoup, connu un processus de développement et de renforcement personnel de leurs pratiques et de leurs savoirs, d'un autre côté, l'organisation du « mouvement populaire », issue des luttes urbaines des années 1980, a été fragilisée.

En effet, la multiplication des espaces de discussion et de négociation avec la mairie, et l'organisation de ces espaces sur une base souvent territoriale, ont fragmenté les forces des leaders communautaires. Ceux-ci sont partagés entre les instances, éparpillés par les besoins des communautés et les urgences quotidiennes. Le budget participatif, offrant la perspective de résultats concrets et rapides en termes d'amélioration des conditions de vie des communautés populaires, a vidé les anciens conseils populaires, lieux d'organisation autonomes de la société civile.

Or le budget participatif, en tant qu'instance de négociation et de médiation, ne peut être le lieu exclusif d'élaboration d'un projet politique et d'une stratégie portée par la société civile. En délaissant ses espaces autonomes d'organisation, le mouvement populaire court alors le risque de se laisser piéger dans une attitude plus gestionnaire que politique. Au-delà de la sphère municipale, les espaces manquent pour élaborer une vision et un projet collectifs sur les grands enjeux que sont par exemple, au Brésil, la dette extérieure, la réforme agraire ou la redistribution des richesses.

Autogestion et rupture radicale avec le capitalisme

Un premier axe de propositions ou, plus souvent, d'expérimentations peut être identifié, consistant à développer et à multiplier, en divers endroits du monde, de nouveaux modes de production et de consommation. Sous cet intitulé général peuvent être regroupés, de façon non exhaustive, les propositions concernant les systèmes de réciprocité, à l'image des systèmes d'échange local, les principes coopératifs de production, les circuits parallèles de distribution du producteur au consommateur... Autant d'expérimentations impliquant des principes d'autosuffisance et d'autogestion communautaires comme le révèlent l'exemple internationalement connu des paysans sans terre brésiliens et celui, plus confidentiel, des vendeurs de rue de Calcutta, en Inde.

LUTTES SOCIALES ET ALTERNATIVES DÉMOCRATIQUES

Les camelots ambulants représentent aujourd'hui la partie la plus visible d'une économie informelle dont le développement exponentiel dans la plupart des grands centres urbains correspond à une double stratégie: survivre au chômage mais aussi, parfois, s'assurer des conditions de revenus et de dignité supérieures à celles que pourrait offrir un emploi précaire et sous-payé. Toutefois, le rôle des vendeurs de rue peut aller au-delà de la stratégie individuelle. Organisés, ils peuvent représenter une alternative au monopole des compagnies transnationales et des grandes chaînes de distribution, comme l'a souligné, au cours du Forum 2004 à Mumbai, le comité Hawkers Shangharsh de Calcutta: « Nous contrôlons l'ensemble de la chaîne alimentaire. Dans notre collectif, les vendeurs de rue ont commencé à acheter des produits directement aux coopératives de production et ils les vendent directement aux consommateurs. Nous contournons purement et simplement le système agroalimentaire globalisé. »

Contourner le système et recréer un monde autour de nouveaux paradigmes, c'est aussi le credo du mouvement brésilien des paysans sans terre. Initialement construit autour de la lutte pour la réforme agraire, à partir des occupations de terre du début des années 1980, le MST a en effet rapidement développé une vision globale dépassant la simple revendication de l'accès à la terre. Point fort de l'organisation du mouvement, la coopération est devenue un principe de fonctionnement. Les « assentamentos », ces terres conquises après des mois, voire des années, de lutte et d'occupation dans des conditions de précarité et de conflits parfois violents avec l'armée et la police, sont généralement cultivées en commun. Outre les coopératives de production, des coopératives de microcrédit, de prestation de services ou de distribution de produits ont été mises en place, reliées entre elles par le Système coopératif des « assentados ». Ces coopératives fonctionnent selon un principe de gestion démocratique, incluant la participation de tous aux décisions, à la charge financière, mais aussi aux bénéfices.

Au-delà du travail de la terre, la vie sociale elle-même est envisagée selon un principe collectif. Tous les « assentamentos » sont organisés en cellules de base, autant d'espaces permettant de discuter en permanence les différents aspects de la vie du groupe, qu'il s'agisse de production, de distribution, de transformation des produits mais aussi de santé et d'éducation... Le Mouvement des paysans sans terre du Brésil a en effet développé un système scolaire interne qui, sans compter les écoles itinérantes accompagnant les campements provisoires, est aujourd'hui composé d'un réseau de plus de 1 800 écoles primaires, réparties dans les « assentamentos ». La plupart d'entre elles sont publiques et reconnues par l'État. À l'enseignement classique se rajoute un apprentissage « pratique » passant par la participation aux assemblées et marches du mouvement, par des travaux volontaires et des actions de solidarité.

La question de l'éducation qui, au-delà de l'apprentissage, assure la reproduction des valeurs et des systèmes de pensée, est en effet un point crucial pour qui prétend à une sortie radicale du capitalisme économique, social et culturel. En ce sens, elle peut représenter un autre axe de propositions. Un projet, élaboré par le mouvement des travailleurs sans emploi de la Matanza peut illustrer ce thème (lire encadré). Le Forum social mondial 2005 a également abouti à la constitution d'une coalition d'organisations autour d'une proposition concrète: la création d'une université populaire des mouvements sociaux. Largement basée sur le modèle pédagogique théorisé par le pédagogue brésilien Paulo Freire, sur le principe de « libération des opprimés », cette université viserait à former des leaders sociaux par le biais d'une méthodologie associant le savoir scientifique au savoir empirique, ce savoir construit à partir de l'expérience et du faire.

L'école de la Matanza

La Matanza, située dans la banlieue ouest de Buenos Aires, est un paysage de désolation où des milliers de chômeurs et leurs familles vivent dans une précarité extrême à l'ombre des usines désaffectées. C'est ici que les barricades ont été les plus nombreuses, ici que le mouvement des Piqueteros a trouvé l'un de ses terrains les plus fertiles, avec une mobilisation que rien ne semble décourager, même si aujourd'hui, les occupations et blocages de rue ont cédé la place à des initiatives de développement autogérées : boulangerie communautaire, ateliers de couture et de sérigraphie... Le 3 mai 2004, le mouvement a franchi une nouvelle étape : un jardin d'enfants communautaire et autogéré a ouvert ses portes dans les locaux d'une ancienne école privée restaurée grâce à des donations. La structure accueille une soixantaine d'enfants, de 2 à 5 ans, issus des familles du quartier, appartenant ou non au mouvement.

Cette expérience n'est que le premier pas vers un objectif encore plus ambitieux : l'ouverture d'une école publique d'un nouveau genre, gratuite et ouverte à tous, mais placée sous la responsabilité de la communauté. Cette nouvelle école devra inclure dans son programme pédagogique des questions comme le coopérativisme, l'écologie, la citoyenneté. « Il s'agit de construire un nouveau projet social dès le plus jeune âge » commente l'un des responsables du mouvement, de promouvoir un enseignement favorisant « la formation de personnes libres, la socialisation de sujets autonomes, capables d'exercer leurs droits et d'assumer leurs responsabilités ». Déjà, des professeurs se sont engagés à travailler dans un projet impliquant un fonctionnement démocratique et horizontal, ainsi que la participation permanente des parents à la définition du travail. L'école pourrait ouvrir en 2005, à condition que soient remplies toutes les obligations bureaucratiques et légales. Car, s'il s'agit bien d'une école différente, refusant les subsides de l'État, le mouvement entend que celle-ci soit officiellement reconnue afin de ne pas pénaliser la poursuite d'études des enfants qu'elle accueillera.

Tous ces projets, bien souvent, impliquent, au-delà des volontés et énergies humaines, de disposer d'un minimum de ressources matérielles. Or pour parler d'autogestion et de rupture avec le capitalisme, la question des modes de financement est cruciale et encore délicate. Une proposition portée par le Centre pour la justice internationale et le Comité international pour le boycott de la Banque mondiale et des institutions financières internationales cristallise ainsi un dilemme indéniable. Si les méthodes et les conséquences des interventions des institutions financières, principalement la Banque mondiale et le FMI mais aussi les banques régionales de développement, telles la BID (Banque interaméricaine de développement), sont condamnées d'une seule voix par le mouvement altermondialiste, comment, concrètement, se passer des financements ?

Défendue par une quarantaine d'organisations populaires et indigènes et des ONG de tous les continents, cette campagne de boycott implique deux axes principaux d'action. Le premier consiste à développer des pressions sur les autorités pour qu'elles refusent les investissements ou, dans le cas des pays du Nord, refusent de financer. Le second implique les organisations de la société civile elles-mêmes invitées à refuser les partenariats et les donations que les institutions internationales se proposent parfois d'investir dans leurs projets. Les organisations membres du comité international ont franchi le pas, à l'instar, par exemple, du Conseil des organisations populaires et indigènes du Honduras. « Nous recevions des financements et nous avons décidé de les refuser. Contrairement à ce que l'on aurait pu craindre, cela nous a renforcés », assure Salvador Zuniga, représentant du Conseil.

Mais tant d'organisations, confrontées à l'impossibilité matérielle de mettre en œuvre des projets alternatifs auxquels elles ont consacré toute leur énergie, hésitent ou acceptent encore de prendre le risque d'une liaison dangereuse avec les institutions financières internationales. Au-delà de cette proposition concrète de boycott, une problématique centrale se dégage

alors, qui concerne l'ensemble des sources de financement publiques. Faut-il revendiquer un financement par les fonds publics, à l'image du mouvement des Piqueteros argentins ? Faut-il refuser tout subside gouvernemental, comme le font les zapattistes du Chiapas, au Mexique ? La réponse est loin d'être tranchée.

Des propositions encore confuses ?

Correspondant à une tentative de changement global, prenant en compte toutes les dimensions de la vie individuelle et collective, la thématique « luttes sociales et alternatives démocratiques » ne permet bien souvent que de formuler des propositions généralistes : développer l'horizontalité des rapports de gouvernance, construire l'autonomie des mouvements sociaux, lutter pour la justice sociale et la démocratisation des sociétés nationales et des mécanismes transnationaux... Ces propositions généralistes peuvent parfois paraître utopiques ou d'application lointaine, voire incertaine. Mais, elles s'incarnent aussi dans des expérimentations concrètes et bien souvent locales, comme celles que nous avons présentées dans ce chapitre, sans prétendre bien sûr à une quelconque exhaustivité. Or, le simple fait de se retrouver pour croiser ces expérimentations, pour tenter d'en trouver les points de convergence, d'en régler les contradictions et sur cette base construire un projet collectif ouvert aux différences mais basé sur des principes communs, n'est-il pas en soi une proposition du Forum ? Une proposition dont l'ambition serait à la mesure des défis lancés aux citoyens par le monde globalisé.

L'un de ces défis consiste, nous l'avons vu, à travailler sur différentes échelles d'intervention. Sur ce point, les débats, les propositions et les expérimentations présentées au sein de la thématique « luttes sociales et alternatives démocratiques » montrent la capacité de la société civile internationale à penser la transformation au plan local aussi bien que global. Pour

simplifier, nous pouvons dire que si les propositions regroupées sous l'intitulé « sensibilisation, mobilisation, pression » s'inscrivent résolument dans une vision et une construction de solidarités et de luttes transnationales, les propositions concernant la participation, le contrôle social et l'autogestion s'enracinent dans une dimension plus locale, voire souvent microlocale en ce qui concerne les expériences concrètes d'autogestion. Mais cette dimension locale trouve des prolongements transnationaux à partir du moment où les témoignages se croisent, se répondent et alimentent concrètement l'élaboration de nouveaux paradigmes de société, dépassant largement les frontières des États-nations.

Les différents axes de propositions répondent par ailleurs à un second défi, consistant à créer la volonté politique du changement sans pour autant rester dépendant de cette seule volonté. En d'autres termes, il s'agit simultanément de favoriser par la mobilisation et la pression une transformation des structures et des politiques locales et globales tout en construisant d'ores et déjà des expériences pouvant tenir lieu de modèles et ayant force de démonstration pour montrer que cet « autre monde » possible n'est pas qu'un slogan mais une réalité déjà en marche. La thématique « luttes sociales et alternatives démocratiques » associe constamment ces deux volets, débattant à la fois de propositions, telles les boycotts ou les mécanismes de démocratie participative, qui impliquent une négociation avec les structures de pouvoir et de gouvernement, et d'expérimentations en rupture avec ces mêmes structures. Les deux voies ne sont pas exclusives l'une de l'autre. Au contraire, elles se rejoignent et se renforcent mutuellement dans des luttes et des réalisations comme celles des *Piqueteros* argentins de la Matanza, alliant les techniques de confrontation et les projets de développement autogérés.

Pour conclure, il est essentiel de souligner une dimension commune à l'ensemble des propositions et des expériences ici présentées. Face à une conception de la citoyenneté pensée,

LUTTES SOCIALES ET ALTERNATIVES DÉMOCRATIQUES

selon des paradigmes eurocentrés, comme un rapport individualisé du citoyen à l'État, les débats du Forum revalorisent la notion de communauté et de démarche collective. Le collectif ici ne signifie pas le nivellement ou l'homogénéisation des différences. Mais il ne renvoie pas non plus à l'agrégation d'individus défendant chacun leur identité particulière contre celle des autres, dans un interminable dialogue de sourds. Cette dimension collective présente dans les propositions en matière de luttes sociales et d'alternatives démocratiques navigue avec précaution entre les deux rives, prônant à la fois le respect des diversités, des « cartes mentales » de chacun et la recherche de points de convergence.

Contacts et sites Internet

Arab and African Research Center : www.aarcegypt.org

Site d'une organisation non gouvernementale fondée par divers militants et intellectuels arabes. Documents et textes sur le développement, les relations arabo-européennes, le rôle de la société civile arabe, les mouvements sociaux, la situation des femmes...

Action pour le boycott de la Banque mondiale :

www.worldbankboycott.org

Documents sur la campagne en cours dans différents pays et contacts avec les organisations engagées. Possibilité de s'inscrire dans une liste de diffusion pour rester informé.

Alliance internationale des habitants : <http://fr.habitants.org>

Réseau d'associations d'habitants, de mouvements sociaux, de communautés de locataires ou de propriétaires, de sans-abri, d'habitant de favelas, de coopératives, etc.

Attac : www.attac.org

Le site international renvoie aux sites nationaux et présente les campagnes en cours ainsi qu'une série de documents de référence liés à celles-ci.

Citizen Global Platform : www.globalplatform.fi

Données et informations sur diverses « bonnes pratiques » de gouvernance. Pour en savoir plus sur le processus d'Helsinki: www.helsinkiprocess.fi

Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde :

www.cadtm.org

Informations claires et précises sur les chiffres et les enjeux de la dette externe du tiers-monde.

Coordination Europe Amérique latine :

Pas de site propre pour cette nouvelle coordination. Informations disponibles par le biais de l'association française France Amérique latine (falnationale@wanadoo.fr) ou de l'institut Transnational Institute (www.tni.org)

CTA (Centrale des travailleurs argentins) : www.cta.org.ar

Historique et présentation de la Fédération et des luttes et campagnes en cours, y compris en matière de démocratie participative.

Democracy International : www.democracy-international.info

Site du réseau international présentant notamment les campagnes pour l'implantation des référendums d'initiative populaire. Plus d'informations sur l'usage de ces référendums en Allemagne sur le site www.mehr-demokratie.de

Démocratiser radicalement la démocratie :

www.budget-participatif.org

Réseau international regroupant des organisations citoyennes d'une vingtaine de pays autour du principe du budget

LUTTES SOCIALES ET ALTERNATIVES DÉMOCRATIQUES

participatif et plus largement de la participation citoyenne. Textes d'analyses sur diverses expériences.

École de la Matanza (Argentine)

Pas de site Internet du Mouvement des travailleurs au chômage de la Matanza, mais une adresse électronique pour des contacts: mtdlm@hotmail.com ou mtdlamatanza@yahoo.com.ar

Forum du budget brésilien : www.forumfbo.org.br

Explications sur la Loi de responsabilité sociale et détails de la campagne en cours pour son implantation.

Institute of Social Development : www.isdkandy.org

Fondé en 1991, cet institut travaille notamment avec les communautés de travailleurs du secteur des plantations de thé du Sri Lanka. Divers articles, documents et analyses sont disponibles sur le site.

Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST) : www.mst.org.br

Documents sur les luttes et les principes du mouvement, dans les domaines de la réforme agraire, de la coopération, de la santé, de l'éducation, des questions de genre. Le site renvoie également aux contacts de diverses associations des Amis du mouvement des sans terre, pour s'engager hors du Brésil.

Mouvement zapatiste : www.ezln.org

Ce site non officiel des zapatistes du Chiapas regroupe les déclarations et communiqués des responsables du mouvement ainsi que des documents sur les principales étapes de la lutte.

Nova (Centre pour l'innovation sociale) : www.novacis.org

Accès à différents forums de discussion internationaux citoyens autour de pratiques sociales novatrices et de propositions pour un autre monde : campagnes civiles non violentes, accès à l'information et à la documentation, participation, etc.

Liste de diffusion « Changer le monde sans prendre le pouvoir »

Liste de discussion par Internet d'échanges d'expériences et de propositions alternatives. Beaucoup de débats en anglais et en espagnol. Informations sur les sites : <http://lists.riseup.net> et www/info/ants. Liste de diffusion : ants@lists.riseup.net

Logolink : www.ids.ac.uk/logolink

Réseau de militants, chercheurs et gouvernements pour la participation des citoyens à la gouvernance locale. Nombreux textes analysant des pratiques locales novatrices.

Sites logolink Amérique latine (www.logolinkla.org) et Asie (www.ipd.ph/logolinksca/index.html).

ONG Solidariedade (Porto Alegre) :

www.solidariedadeong.hpg.com.br

Site présentant les projets et les objectifs de cette organisation formée par des militants du budget participatif de Porto Alegre.

Estelle Granet

Après une formation initiale en histoire et en journalisme, Estelle Granet a travaillé plusieurs années dans la presse de la région lyonnaise, se penchant plus spécialement sur les luttes sociales et les mouvements citoyens. En 2003, elle a rédigé le texte d'un livre collectif, coordonné par Solidariedade, une ONG de Porto Alegre, et conçu comme un recueil de témoignages ainsi qu'une analyse du processus du budget participatif du point de vue de la population. Ce livre, *Porto Alegre, les voix de la démocratie*, a été publié simultanément en France et au Brésil. Actuellement, Estelle travaille auprès de la population de Porto Alegre dans le cadre d'une recherche anthropologique sur les représentations sociales et culturelles de la participation et de son contrepoint, la non-participation.



4.

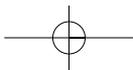
Vers une participation des peuples à la construction d'un ordre démocratique international

*Paulo Fagundes Vizentini (Brésil)
traduit du portugais par Nicolas Tiphagne*

Le contexte et les défis de la proposition

Le Forum social mondial (FSM), alternative de gauche au Forum économique mondial de Davos, est considéré par beaucoup (tant parmi ses détracteurs que par ses défenseurs) comme s'inscrivant dans le mouvement antimondialisation. On le présente en effet généralement comme opposé à la dynamique historique de la mondialisation, au libre-échange, aux alliances supranationales, aux organisations internationales et, souvent, à l'État-nation. Il répondait à la proposition, assez vague, de certains mouvements, de former une confédération mondiale de sociétés civiles nationales, dont l'exercice démocratique se traduirait par un pouvoir de décision au niveau local.

Le premier FSM eut lieu à la fin du mois de janvier 2001 à Porto Alegre, capitale de l'état brésilien du Rio Grande do Sul. Porto Alegre et l'État du Rio Grande do Sul étaient alors gouvernés, depuis douze ans pour la ville et deux ans pour l'État,



par un front populaire mené par le Parti des travailleurs (PT). Traditionnellement, la nouvelle gauche brésilienne prêtait peu d'attention aux questions internationales. Cette situation était proche de celle de la gauche d'autres pays et des mouvements participant au Forum. On notait cependant l'existence d'un vague internationalisme né des manifestations de Seattle.

Du point de vue institutionnel, on constatait qu'aucun des quatre axes autour desquels s'organisaient les activités du forum ne traitait exclusivement de la question internationale. L'axe III, *L'affirmation de la société civile et des espaces publics*, dans l'un de ses ateliers, abordait le thème de la « citoyenneté planétaire ». Quant à l'axe IV, *Pouvoir politique et éthique dans la société nouvelle*, il s'organisait autour des ateliers suivants :

1. Comment démocratiser le pouvoir mondial ? Atelier où l'on débattait de l'idée d'un « gouvernement mondial », du « système des Nations unies », des « institutions financières multilatérales », des « blocs de pouvoir » et des « blocs régionaux ».

2. Quel est l'avenir des États nationaux ? Atelier où l'on discutait « d'indépendance », de « souveraineté » et de la « question nationale ».

3. Comment arbitrer les conflits et construire la paix ? Atelier où l'on traitait des « ventes d'armes », du « Tribunal pénal international », des « conflits ethniques » et des « trafics ».

Bien que le gouvernement Bush ait pris ses fonctions quelques jours avant l'ouverture du Forum 2001 et que l'on craignait par conséquent une croissance des tensions diplomatiques et militaires, le thème qui retenait réellement l'attention des organisateurs et des participants était la possible anticipation des négociations sur l'ALCA (Zone de libre-échange des Amériques), suggérée quelques mois auparavant par le président Clinton. C'est donc la lutte contre l'ALCA qui fut le principal thème international abordé lors des rencontres – cette proposition américaine étant considérée comme un danger majeur –, même si la rhétorique antimondialisation (critiques relatives à la dette externe et aux accords de libre-échange) fut quand

VERS UNE PARTICIPATION DES PEUPLES À LA CONSTRUCTION D'UN ORDRE...

même présente. Il régnait alors un certain optimisme car, depuis la crise des gauches du début des années 1980, c'était la première fois que quelque chose de nouveau s'articulait autour d'elles, les manifestations contre le néolibéralisme se multipliant dans le monde entier.

Un an plus tard le cadre était tout autre et les prévisions s'avéraient en partie erronées. Bush refusait de ratifier le protocole de Kyoto et l'instauration d'un tribunal pénal international, quittait la conférence de l'ONU sur le racisme, et adoptait des mesures commerciales protectionnistes à l'origine de l'irritation des néolibéraux eux-mêmes et de la difficulté de l'implantation de l'ALCA. Mais le fait marquant fut le multiple attentat terroriste du 11 septembre 2001 atteignant New York et Washington. En réponse, la « guerre contre le terrorisme » eut notamment pour conséquences l'invasion de l'Afghanistan et des mouvements politiques de gauche ont été considérés comme criminels, singulièrement lors des manifestations antimondialistes. La politique militariste qui s'ensuivit indiquait que la guerre en Afghanistan n'allait être que le premier pas. Des pays, définis comme appartenant à « l'axe du mal », devenaient la cible d'une possible invasion.

C'est dans ce contexte que la deuxième édition du Forum, au début de l'année 2002, s'est tenue, les questions relatives à la guerre et à la paix y occupant une place privilégiée. Le FSM s'agrandissait et de nouvelles propositions, comme celle d'un Forum parlementaire mondial, apparaissaient. En réponse à la nouvelle conjoncture internationale, un cinquième axe traitant de l'ordre mondial démocratique, de la lutte contre le militarisme et de la promotion de la paix se mettait alors en place. Le non-respect par l'administration républicaine de George W. Bush des organisations internationales, particulièrement des Nations unies, l'unilatéralisme et le mépris du droit international, réveillèrent, chez les participants au Forum et au sein des organisations, la conscience de l'importance de la défense et de la réhabilitation de ces instances internationales. La mise en

place d'un mouvement défendant la paix fut peut-être la proposition principale et le résultat majeur de la deuxième édition du FSM.

Ces problèmes restaient à l'ordre du jour, sur une échelle de gravité encore plus importante, lors de la troisième édition du Forum au début de l'année 2003. Depuis plusieurs mois l'administration Bush tentait de rendre légitime son projet d'invasion de l'Irak tout en recherchant des alliés, mais l'ONU se révélait constituer un obstacle majeur. Le FSM s'est donc déroulé dans un climat de guerre imminente. Le cinquième axe occupa une place majeure, les participants et les pays étant beaucoup plus nombreux. Cependant, si le PT avait perdu les élections régionales, il avait remporté les présidentielles et Lula était désormais président du Brésil. La nouvelle diplomatie brésilienne défendait la paix, affirmait l'illégitimité de la future action américaine, et militait pour une réhabilitation du rôle des institutions multilatérales. Ceci, articulé à la présence de Lula lors de l'événement, encouragea la nouvelle ligne politique suivie par le Forum.

Les changements politiques introduits par la nouvelle conjoncture ont influencé les propositions du Forum relatives aux questions internationales. L'une d'elles retenait l'importance de la diplomatie promue par « l'axe de la paix », formé de la France, de l'Allemagne et de la Russie, qui s'opposait à « l'axe de la guerre », constitué par les États-Unis et l'Angleterre, favorables à l'invasion de l'Irak même sans preuve de l'existence d'armes de destruction massive. En outre, la vigueur des mouvements pacifistes européens fut directement transmise aux participants du FSM. Le fait que l'ONU ne cédait pas aux pressions américaines valorisait l'organisation aux yeux de l'opinion publique mondiale et notamment des militants présents au Forum.

Mais l'impuissance de l'ONU à faire face à la situation révéla, d'une part, la nécessité de sa transformation et, d'autre part, la nécessité d'une réforme du Conseil de sécurité condui-

VERS UNE PARTICIPATION DES PEUPLES À LA CONSTRUCTION D'UN ORDRE...

sant à une pratique plus démocratique. Tout ceci vint s'ajouter aux propositions de démocratiser les organisations économiques multilatérales comme le FMI, la Banque mondiale et l'OMC. Le temps de demander, de manière irréaliste, l'élimination pure et simple de ces institutions, était dépassé. L'apparition de voix dissidentes en leur sein y contribua certainement, ainsi que le positionnement diplomatique du gouvernement Lula.

Dans le même sens, il convient de relever le rôle commun du rassemblement internationaliste des mouvements et des individus participant au Forum, de la lutte face à l'intégration néolibérale, de nouveaux gouvernements de gauche défendant une nouvelle forme de coopération supranationale, dans l'apparition de propositions allant dans le sens de la participation des peuples. Les attaques des néolibéraux favorables à l'ALCA au détriment du Mercosur, la banqueroute financière de l'Argentine, le militantisme internationaliste du gouvernement Chavez au Venezuela, la probable élection d'autres gouvernements progressistes dans la région et la proposition brésilienne d'une coopération sud-américaine s'opposant à l'offre nord-américaine d'une intégration hémisphérique, ont relancé l'idée qu'un « autre monde était possible ».

La quatrième édition du FSM s'est déroulée en 2004 en Inde, dans la ville de Mumbai, recevant ainsi une forte contribution de l'Asie aux réflexions relatives aux questions internationales, comme on le verra dans la conclusion. Le cinquième FSM, qui s'est tenu à Porto Alegre à la fin du mois de janvier 2005, a développé un axe spécifique traitant de l'*Ordre démocratique et de la participation des peuples*, qui aborda notamment le thème de la transformation démocratique des institutions globales.

Les débats autour de ce thème

Depuis son origine en 2001, le Forum social mondial a présenté des débats et des propositions articulés autour de la constitution d'un ordre démocratique international et de la

participation des peuples. En 2005, la dernière édition du Forum a consacré à ce sujet un axe spécifique qui a retenu l'attention des débats. Cela ne signifiait pas pour autant que d'autres enjeux, eux aussi articulés à cet axe, tels que la situation de la dette externe des pays du tiers-monde ou la gouvernance mondiale, n'étaient plus d'actualité.

Les discussions ont repris les thématiques abordées les années précédentes : réforme de l'ONU, création d'un parlement mondial et restructuration du système financier international ; autant de sujets exprimant la volonté de démocratiser les relations internationales, entendues dans leur sens le plus large. Lorsqu'ils étaient discutés isolément, de tels thèmes suscitaient des points de vue souvent divergents. Cela était provoqué par la diversité caractéristique du forum, sans pour autant, et il est important de le souligner, que l'objectif principal se soit écarté de la volonté de proposer des moyens concrets et tangibles pour la construction « d'un autre monde possible »

Cândido Grzybowski, directeur de l'Ibase⁴, contribua au débat en défendant l'idée que l'indispensable réaction à la perception de la crise de la gouvernance globale et du multilatéralisme conduirait notamment à la réforme de l'ONU. Celle-ci est jugée capitale car « il existe encore un abîme entre les actions menées par la société civile, sa capacité à dire "non" et son impact dans les institutions mondiales⁵ ». Le professeur Marco Aurélio Garcia, ancien secrétaire des relations internationales au PT et chargé actuellement des questions internationales auprès du président Lula, considère que les Nations unies, même si elles ont alors vécu leur moment le plus dramatique, se sont renforcées au fur et à mesure de l'invasion de l'Irak, qui s'est menée sans son accord. La Sud-Africaine Sara Longwe remarque, en accord avec Virgínia Vargas, le caractère nécessaire de l'ONU mais propose qu'elle soit organisée autrement, respectant et écoutant dans la transparence la société civile et

4. Institut brésilien d'analyses sociales et économiques.

5. http://fsm2004.rits.org.br/conteudo.asp?conteudo_id=91.

VERS UNE PARTICIPATION DES PEUPLES À LA CONSTRUCTION D'UN ORDRE...

l'opinion publique mondiale. La députée danoise Helle Thorning-Schmidt souligne, dans le même sens, la nécessité d'inclure les pays de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine dans le Conseil de sécurité de l'ONU.

La militante canadienne Maude Barlow rappelle l'initiative menée par Global Impact – où l'ONU travaille en partenariat avec le FMI, l'OMC et quelques entreprises multinationales – pour critiquer le modèle actuel de l'ONU⁶. Il fut aussi question de la séparation existant entre les problématiques régionales et internationales et celles devant être traitées au sein de l'organisation, montrant le renforcement de l'État-nation auparavant affaibli. Dans un autre séminaire abordant le même thème, Oded Grajew, un des fondateurs du FSM, ajouta que, au-delà des pressions exercées par la société civile sur l'organisation (comme les propositions de mobilisation), il était nécessaire que les décisions soient prises par l'Assemblée générale, rendant les Nations unies plus démocratiques.

Un des débats les plus stimulants fut mené par l'organisation Coordination Sud à propos de la controverse sur le financement du développement. Cette discussion précéda un séminaire important qui traitait de la pertinence de la diplomatie non gouvernementale et au cours duquel se réunirent des représentants de plus de cinquante plateformes d'organisations non gouvernementales de tous les continents. L'échec, les distorsions et les limites des traditionnels programmes gouvernementaux de « l'aide au développement », ouvrent un espace à l'action des organisations émanant de la société civile. Elles sont désormais capables de mobiliser des fonds destinés à des fins spécifiques, d'exercer une pression sur les gouvernements et les entreprises, de militer pour la création d'une taxation portant sur des transactions définies, ou encore de provoquer la prise de conscience et la mobilisation dans les sociétés, que celles-ci soient « donatrices » ou « réceptrices ».

6. http://fsm2004.rits.org.br/conteudo.asp?conteudo_id=91.

Un débat se met ainsi en place, qui était autrefois relégué au second plan tant par le Forum social mondial, dans ses premières éditions, que par la gauche en général, dont l'attention ne se portait, il y a encore peu, qu'à la marge des questions d'ordre supranational. La construction effective d'un nouvel ordre international démocratique, dans son sens le plus large, et l'effort réel et conjugué du processus de participation des peuples gagnent, avec la création d'un axe thématique exclusif, une position remarquable dans le calendrier de cet événement toujours plus important, et qui le sera sans doute encore plus dans ses prochaines éditions, et s'imposent comme indispensables dans la recherche d'un monde plus juste.

Les propositions et leur débat

Forum parlementaire mondial

Cette initiative existe depuis le premier FSM et cherche, par le biais de la création d'un réseau international de parlementaires dont la fonction est de « soutenir plus efficacement l'action des mouvements sociaux et citoyens, nos interlocuteurs, afin de rendre concrètes les solutions alternatives », à mettre en place un nouvel acteur sur la scène des débats internationaux, représentant direct de la société civile. La déclaration finale affirme « qu'il est de notre rôle, en tant que parlementaires, de soutenir l'action des syndicats et des associations qui ont un objectif social, démocratique ou environnemental et qui s'engagent en commun pour rendre viables les alternatives à l'ordre néolibéral. Il est de notre responsabilité d'agir de manière permanente avec ces institutions pour que leurs combats se traduisent au niveau législatif ». Les propositions énoncées autour de cette initiative ont un caractère économique et politique.

VERS UNE PARTICIPATION DES PEUPLES À LA CONSTRUCTION D'UN ORDRE...

Parlement mondial pour la justice économique et la paix dans le monde

Cette proposition vise à créer un parlement mondial ayant le contrôle de la mondialisation économique par le biais de lois internationales, prenant en compte l'incapacité des institutions citées ci-dessus à maîtriser la question. Cette campagne aboutit notamment à la création d'un vaste forum sur l'Internet, rendant possibles les discussions autour de la mise en place de ce parlement. Organisation : Alliance 21.

Créons un parlement mondial ici et maintenant

La question de l'existence d'un parlement mondial fut longuement débattue pendant le FSM. Cette initiative reprend l'idée d'un parlement mondial élu par tous les citoyens du monde. Cette institution serait, à long terme, la source principale du droit international. À court terme, il s'agirait de mettre en place un parlement mondial provisoire, véritable organe de pression sur les grandes décisions internationales. Dans un premier temps, un parlement symbolique virtuel (ou même réel), sous une forme de représentation directe ou indirecte, rendrait possible la tenue de débats au cours desquels on pourrait à n'importe quel moment créer ou modifier des propositions. Organisations : The World Parliament Experiment, Associação Beneficente para o Menor.

Plébiscite universel

La connaissance et la consultation de l'opinion de l'ensemble de l'humanité sur les enjeux globaux, comme la taxation internationale sur la production d'armes alimentant un fonds visant à l'éradication de la faim dans le monde, semblent aujourd'hui nécessaires. Cette initiative s'appuie sur une consultation des participants au Forum et des intellectuels présents (Oded Grajew, Manuel Castels, Boaventura Santos et Gilberto Gil). L'une des propositions permettant d'interroger les participants de cette initiative reprend le développement des programmes

informatiques libres de droit, le prototype du programme étant développé sous cette forme. Organisations : Centro Interdisciplinar de Saúde Mental, IPF, UFRGS. Partenaires : ONU, Amnesty international, COFSM.

Déclaration des mouvements sociaux

Les nombreuses organisations signataires cherchant à s'opposer au néolibéralisme s'engagent à « appuyer l'ensemble des luttes de notre calendrier collectif qui concernent l'opposition au néolibéralisme. Dans les prochains mois, nous nous mobiliserons notamment contre : le Forum économique mondial à Cancún, Mexique, les 26-27 février ; la Zone de libre-échange des Amériques (ALCA), à Buenos Aires, Argentine, les 6-7 avril et à Québec, Canada, du 17 au 22 avril ; la Banque asiatique de développement, en mai à Honolulu ; la réunion du G8 à Gênes, Italie, du 15 au 22 juillet ; l'assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale, à Washington DC, du 28 septembre au 4 octobre et contre l'OMC, du 5 au 9 novembre au Qatar. »

Crédit pour le développement social

Sur la question du crédit pour le développement social mondial, de nombreuses organisations, associées à des syndicats bancaires, recommandent « d'altérer les règles de fonctionnement du système financier international sur la base des principes de la Déclaration universelle des droits de l'Homme ; de garantir l'accès à tous aux services bancaires ; de réserver une partie des opérations de crédit réalisées par les banques pour les micro, petites et moyennes entreprises des secteurs rural et urbain, en pratiquant des intérêts adaptés à l'investissement productif ; de renforcer les États nationaux dans leur rôle de coordonnateurs, de contrôleurs et d'agents du système financier, dirigeant l'investissement et le crédit vers le développement de l'habitat, de l'hygiène et de la santé publiques, de l'éducation et de l'environnement ; de mettre en place un véritable système coopératif de crédit aux niveaux national et mondial ; d'intensifier

VERS UNE PARTICIPATION DES PEUPLES À LA CONSTRUCTION D'UN ORDRE...

l'organisation globale des syndicats afin de faire face au modèle de l'organisation des institutions financières privées et de garantir le développement social de tous les peuples; de rechercher les mécanismes susceptibles d'empêcher que le secret bancaire puisse être un moyen de protéger les transactions illicites; de maintenir le contact entre toutes les entités représentées, les conférenciers, les délégués, les invités et les observateurs ici présents, *via* Internet, afin d'approfondir le débat et de prolonger les propositions ici exposées; de suggérer à la coordination du FSM que le sujet du système financier et du rôle du crédit pour le développement économique et social des pays soit l'un des thèmes centraux du prochain Forum. »

Tribunal international des peuples sur la question de la dette

Il s'agit d'un tribunal d'opinion constitué afin d'analyser la situation de la dette externe de pays comme ceux de l'Amérique latine. Il se propose de faire prendre conscience aux gouvernements de ces pays que la dette a déjà été payée et qu'elle n'a donc plus de sens. Outre l'accompagnement des dossiers, ce tribunal a pour objectif de faire que des institutions comme les Nations unies et le Tribunal de La Haye engagent des actions concrètes pour libérer les pays du tiers-monde de leurs dettes.

Réforme institutionnelle des relations économiques internationales

Cette initiative, ayant pour objectif l'établissement d'un nouveau modèle institutionnel juste et modéré, révèle l'illégitimité du système en vigueur. Elle suggère donc une profonde réforme de l'Organisation mondiale du commerce, du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale (Banque internationale de reconstruction et de développement), ainsi que la création d'un fonds de recherche technologique et industrielle pour le développement sous le contrôle de l'ONU. La nouvelle Organisation mondiale du commerce aurait alors pour

unique objectif l'établissement de règles générales du commerce international, relatives à l'importation et à l'exportation des marchandises, ainsi qu'à la prestation de services par les entreprises. Cette proposition inclut aussi la réforme du système administratif de l'organisation. Le FMI serait alors transformé en une organisation financière internationale qui, outre ses actuelles fonctions de gestion de la parité monétaire et du financement des déficits temporaires dans l'équilibre des paiements des États membres, deviendrait un organe régulateur des opérations de circulation internationale des capitaux. Quant à la Banque mondiale, elle devrait agir en tant que banque d'investissement dans le développement des peuples. Elle financerait des projets d'investissement d'infrastructures (énergie, transports et communications), d'éducation et de santé publique.

Campagne mondiale pour réformer en profondeur le système des institutions internationales

Cette campagne cherche à provoquer la réforme des institutions internationales, en commençant par l'ONU, l'OMC et celles issues des accords de Bretton Woods, en vue de la construction d'une architecture mondiale plus cohérente, transparente et juste. Les nouveaux acteurs de la scène mondiale, la société civile, notamment dans ses relations avec les différents niveaux gouvernementaux, et tous ceux ayant un avis sur la manière de conduire cette grande réforme, sont invités à participer à ce processus. Un document doit être présenté lors de la soixantième Assemblée générale des Nations unies afin que l'organisation elle-même promeuve une rencontre et conduise cette réforme institutionnelle.

Promouvoir une démocratisation radicale à l'échelle mondiale

Cette proposition se prononce en faveur d'une réforme plus pondérée des institutions. Elle affirme que le droit de veto et la politique d'«un dollar pour un vote» peuvent rendre difficiles

VERS UNE PARTICIPATION DES PEUPLES À LA CONSTRUCTION D'UN ORDRE...

les réformes radicales de l'ONU et des accords financiers de Bretton Woods. L'OMC devrait être la première institution à être réformée. L'initiative se fonde sur la transformation et la mise en place de nouvelles institutions internationales qui traitent de problèmes de politique économique comme la création et le contrôle des impôts internationaux, ou l'audit de la dette externe et des transactions monétaires. Dans la création de ces nouvelles institutions, il conviendrait d'insister sur la capacité décisionnaire de chacune. Organisation: Network Institute for Global Democratization.

***De nouvelles règles pour une nouvelle économie :
une nouvelle gouvernance globale pour une économie
globale plus juste***

L'établissement de nouvelles règles obéit à de nombreux objectifs, principalement liés à la démocratisation de l'économie. Il s'agit notamment de créer les conditions du développement rapide des économies locales; de remodeler les grandes institutions économiques mondiales de façon à mettre en place de nouveaux organismes qui administrent de manière démocratique les finances globales et le commerce mondial; de promouvoir un nouveau système fiscal plus juste permettant de redistribuer les richesses; de mettre un terme aux paradis fiscaux et à l'évasion fiscale; d'interdire le financement des partis politiques par des entreprises; de développer l'économie solidaire; d'établir un système de solidarité économique en accord avec les capacités de chacun des pays; de protester contre les décisions de l'OMC concernant la propriété intellectuelle, les services publics et les investissements; de réformer l'organisation du travail et d'exercer une pression sur les gouvernements afin qu'ils cessent de financer les grandes entreprises. Rendre cette proposition effective exigerait une réforme profonde des institutions économiques internationales et surtout de l'ONU, transformant cette dernière en organe régulateur des flux financiers internationaux. Organisations: Workgroup Solidarity

Socio-Economy (Alliance 21), International Forum on Globalization, Focus on the Global South

Déclaration commune de la démocratie mondiale

Ce projet cherche à affirmer une plus grande implication de tous les citoyens face aux enjeux internationaux et dans la mise en place d'institutions démocratiques internationales et souveraines, capables d'examiner, de légiférer et de veiller à l'application de chacune des solutions. Cette campagne s'appuie sur les principes constitutifs des institutions démocratiques mondiales : la souveraineté est partagée par l'ensemble des citoyens; elle s'exerce dans le cadre de la démocratie directe ou représentative, la résolution des problèmes se faisant au niveau le plus local possible; toute forme de discrimination est prohibée; la transparence institutionnelle est requise; chaque solution ne peut être atteinte que par des moyens pacifiques. Organisation: World Citizen Foundation.

Stratégies pour une démocratisation globale

Partant du principe que la démocratie est la seule alternative possible à l'oppression émanant des grands pouvoirs globaux, les propositions suivantes promeuvent l'équilibre des relations entre les peuples et les nations du monde :

1. L'élection de représentants dans les organisations internationales, comme l'OMC, est la seule voie permettant de leur conférer légitimité et autorité dans le traitement de questions requérant non-violence, dignité et justice.

2. Le remplacement de l'OMC par un modèle de commerce international s'intéressant de près à la production globale et au système des aides vise à mettre un terme à la faim dans le monde.

3. La formation d'une société civile mondiale dont le potentiel reste sous-évalué si l'on prend en exemple le succès de la Cour pénale internationale.

4. L'établissement de réseaux internationaux de coopération entre les pays du Sud et, éventuellement, ceux du Nord,

VERS UNE PARTICIPATION DES PEUPLES À LA CONSTRUCTION D'UN ORDRE...

cherche à mettre à l'ordre du jour les réformes du système financier conjointement à la mise en place de taxes sur les transactions courantes et à la création de mécanismes d'arbitrage de la dette. Ces mécanismes rendraient les pays débiteurs moins tributaires des organismes financiers internationaux et favoriseraient la constitution de fonds destinés à la lutte contre la pauvreté.

Il convient de souligner que de telles propositions sont nées lors du Forum afin d'éviter la reproduction à l'identique des structures de domination déjà existantes et à pallier au manque de respect de la diversité culturelle.

Base de données de l'humanité

Cette initiative complète la proposition précédente et vise à constituer une base de connaissances sur la santé et sur la qualité de vie de toutes les personnes dans le monde afin d'orienter les projets sociaux et environnementaux. Elle cherche aussi à recenser les citoyens afin d'aider à l'essor de la démocratie planétaire et à l'établissement du plébiscite universel. Cette proposition a reçu un appui favorable des participants qui se prolongera sans doute lors de son développement. Comme pour la proposition précédente, son implantation utilisera les programmes libres et l'articulation aux grands organes internationaux. Organisations partenaires : OMS, ONU, Amnistie Internationale, Médecins Sans Frontières, COFSM.

Siège tournant de l'ONU

Cette initiative recommande de modifier l'emplacement du siège des Nations unies. Celui-ci se verrait attribuer tous les quatre ans à un nouveau continent afin de se rapprocher de la réalité des peuples. L'élection des villes abritant le siège tournant de l'ONU se ferait par le biais du plébiscite universel. La proposition émane et a le soutien des mêmes organisations que la précédente.

Réforme de l'ONU

Au cours du Forum, d'innombrables institutions ont appelé, à de nombreuses reprises, à une réforme urgente et démocratique des institutions et particulièrement des Nations unies. Il convient de renforcer et de redéfinir le rôle de l'ONU si l'on veut construire un nouvel ordre international. Une pétition exigeant cette réforme a circulé durant le Forum et doit être adressée aux Nations unies lors de la soixantième Assemblée générale de l'organisation. Toutes les propositions insistent notamment sur l'urgence du renforcement des comités de l'Assemblée générale, sur la réforme du Conseil de sécurité et l'abolition du droit de veto, sur la création de nouveaux organes et enfin, sur la plus grande importance accordée à l'Ecosoc. Un appel a été lancé pour que, le 10 septembre 2005, les gouvernements et les citoyens prennent position sur cet enjeu. Organisations: Tavola della Pace et Socialist International.

Les uns vers les autres

Cette proposition cherche à promouvoir une meilleure interaction entre les habitants de l'hémisphère nord et de l'hémisphère sud, notamment par le biais du financement de voyages pour un grand nombre de citoyens. Organisation: Institute for Public Accuracy.

Préparation d'une journée internationale sur les taxations internationales et les nouveaux mécanismes de financement du développement

Cette recommandation vise à la constitution d'un groupe non gouvernemental de soutien à la proposition émanant d'une coalition gouvernementale (Brésil, France, Chili et Espagne) qui a pour objectif la création de taxes financières internationales afin d'atteindre les objectifs du millénaire. L'initiative sera relayée dans le cadre de la campagne « Action mondiale contre la faim » destinée aux parlementaires européens. Organisations: Association brésilienne des ONG, Coordination SUD, Attac

VERS UNE PARTICIPATION DES PEUPLES À LA CONSTRUCTION D'UN ORDRE...

France, organisations participantes à la campagne française « 2005 plus d'excuses ».

Forum pour une démocratie mondiale

Ce forum mondial serait entièrement dévoué à l'élaboration de solutions démocratiques et pacifiques aux enjeux mondiaux. Organisation : Coalition for a World Parliament and Global Democracy. Soutien : Ubuntu, World Federalist Movement, United Nations Association.

Réforme des institutions internationales, condition pour qu'un autre monde soit possible/Manifeste pour une réforme en profondeur des institutions internationales

Ces deux campagnes, promues et soutenues par les mêmes organisations, ont pour objectif la démocratisation des Nations unies et l'établissement d'institutions internationales en un système démocratique, cohérent et efficace. Cette initiative recommande la démocratisation, dans leur mode de constitution et de fonctionnement, des organes et des agences des Nations unies, ainsi que des autres organisations multilatérales mondiales. Elle suggère la mise en place d'un groupe de pression provenant de la société civile et agissant sur les enjeux des débats de la soixantième Assemblée générale des Nations unies. Ces deux campagnes, contenues dans la « Déclaration de Londres » de 2004, ont reçu le soutien de nombreux intellectuels et militants de par le monde comme Samir Amin, Leonardo Boff, Noam Chomsky ou Federico Mayor. Elles sont incluses dans la *Campagne mondiale pour une réforme en profondeur du système des institutions internationales* qui compte avec l'appui de la Fundação Cultura de Paz, Universitat Politècnica de Catalunya, UOC, et Ubuntu.

Analyse transversale des initiatives

Initialement centré autour des critiques de la mondialisation (souvent confondue avec ses effets), le FSM a évolué, tant par l'avancée des débats que par la détérioration de la situation internationale, vers l'affirmation de propositions concrètes et le développement de modes d'organisation de la mobilisation mondiale. L'agenda international s'est ainsi étoffé et les réformes prennent désormais en compte la nécessaire participation des peuples, mettant un terme à des rencontres uniquement organisées autour de la critique des formes néolibérales d'intégration globale. Il était nécessaire de mettre en place un agenda positif, identifiant les domaines où la société civile pouvait jouer un rôle.

Au mois de février 2003 se déroula une gigantesque manifestation mondiale pour la paix à l'initiative du FSM. Cette initiative fut par la suite renforcée par l'invasion américaine en Irak au mois de mars. Le passage de la critique à la proposition puis à l'action rend compte d'une évolution qualitative dans la courte histoire du Forum social mondial. En janvier 2004, le Forum se tint à Mumbai en Inde dans une aire géographique proche de régions en guerre (Afghanistan et Irak). C'est à Mumbai que le Forum a cessé d'être surtout occidental pour s'ouvrir à de nouveaux débats et de nouvelles perspectives. Le monde afro-asiatique concentre en effet la majeure partie de la population mondiale et est à l'origine d'idées et de processus intéressants, contribuant ainsi à l'élaboration d'un nouveau calendrier mondial. À propos des enjeux relatifs au thème de la participation des peuples à la construction d'un ordre démocratique international, il convient de rappeler que c'est cette région qui élabora le concept de la coexistence pacifique et de ses cinq principes, fondés sur un anti-impérialisme fort et sur le respect mutuel.

Par ailleurs, les processus de développement régionaux sont sensiblement différents des postulats néolibéraux, même si la libéralisation des échanges commerciaux est présente. La notion de l'hégémonie d'un partenaire plus fort y est

VERS UNE PARTICIPATION DES PEUPLES À LA CONSTRUCTION D'UN ORDRE...

complètement étrangère. Le respect de la diversité politico-culturelle est considéré comme un principe fondamental. C'est dans ce sens que la contribution de Gandhi et de Nehru est déterminante, surtout grâce aux notions de pacifisme et de résolution diplomatique des conflits, dans le respect du droit international. La volonté de retrouver les principes du Mouvement des pays non alignés, formulée par la Malaisie, fut aussi un enjeu important dans les débats de ce Forum. Accompagnant la mondialisation géographique du Forum, l'idée d'un ordre international démocratique a acquis une ampleur méritée.

Il s'agit notamment de conférer plus de pouvoir à la société civile mondiale, de former une commission mondiale de la vérité, de créer un parlement mondial et un système de référendum international, de définir des mécanismes d'arbitrage de la dette externe, de mettre en place un système global de fiscalité sur les capitaux et de réformer les institutions multilatérales. Parallèlement à ces initiatives globales, il existe des propositions régionales qui vont de l'étude d'un autre partenariat entre l'Union européenne et le Mercosur, à l'initiative vénézuélienne de l'Alba (Alternative bolivarienne pour les Amériques), en passant par la recherche de nouvelles formes de soutien (parfois critiques) à l'intégration sud-américaine en cours.

Ce sont souvent les organisations non gouvernementales, quand ce n'est pas directement la société à son niveau local, qui se chargent de promouvoir ces initiatives. Il existe aussi des mouvements associés à des États ou à des partis politiques qui cherchent à réformer l'ONU, à réactiver le Mouvement des pays non alignés, ou encore à construire des coalitions à géométrie variable (G3, G20, etc.) dans le but d'agir concrètement face à la globalisation néolibérale. L'amplification des processus d'intégration entre les pays en voie de développement, dans le sens de l'intégration démocratique européenne, positionne le

monde westphalien comme un adversaire de la globalisation néolibérale et de son modèle hégémoniste.

Un des aspects les plus manifestes de cette tendance est le processus d'intégration latino-américaine ou, au moins, sud-américaine, qui cherche à s'associer à d'autres pôles d'intégration, s'opposant ainsi aux orientations dominantes de la diplomatie mondiale. Aux côtés de propositions simplement téléologiques ou idéalistes, dans le mauvais sens du terme, surgissent des initiatives tangibles en faveur de l'établissement d'un système mondial multipolaire, régulé par des institutions multilatérales et démocratiques, sous la direction de l'ONU. Dans ce monde, alternative aux notions d'empire ou d'hégémonie unipolaire, l'intégration régionale entre des peuples qui partagent des projets communs revêt une importance stratégique. Il convient pourtant de reconnaître qu'il existe entre les participants de profondes divergences, à la fois sur la voie à suivre mais aussi sur le monde à construire.

Contacts

Sites généraux

www.forumsocialmundial.org.br

www.agenciartamajor.uol.com.br

www.ciranda.net

Forum parlementaire mondial

www.forumparlamentarmundial.org.br

Parlement mondial pour une justice économique et une paix mondiale

www.alliance21.org

robineagle@worldcitizen.org

Créons un parlement mondial ici et maintenant

www.world-parliament.org

VERS UNE PARTICIPATION DES PEUPLES À LA CONSTRUCTION D'UN ORDRE...

Plébiscite universel

Rsm@via-rs.net

Réhabiliter le Mouvement des pays non alignés

Japan, Asia, Africa and America Latina Solidarity Committee

Réseau brésilien pour l'intégration des peuples

www.rebrip.org.br

Bretton Woods Project

www.brettonwoodsproject.org

Pour une globalisation équitable

www.ilo.org/wcsdg

Crédit pour le développement social

www.redesocialmundial.org

Promouvoir une démocratisation radicale à l'échelle mondiale.

Network Institute for Global Democratization

Teivo.teivainen@helsinki.fi

www.nigd.org

De nouvelles règles pour une nouvelle économie : une nouvelle gouvernance globale pour une économie globale plus juste

ps-es-sp@alliance21.org

Déclaration commune de la démocratie mondiale

www.worldcitizen.org

Stratégies pour une démocratisation globale

www.nigd.org

Base de données de l'humanité

**Organisations partenaires : OMS, ONU, Amnistie
Internationale, Médecins Sans Frontières, COFSM.**
Rsm@via-rs.net

Siège tournant de l'ONU

Rsm@via-rs.net

Réforme de l'ONU

International@peacepoint.org
www.peacepoint.org
secretariat@socialistinternational.org

Les uns vers les autres

www.accuracy.org

**Préparation d'une journée internationale sur les taxations
internationales et les nouveaux mécanismes de financement
du développement**

www.coordinationsud.org
rouille@cirad.fr

Forum pour une démocratie mondiale

Dickburkhart@comcast.net

**Campagne mondiale pour une profonde réforme du système
des institutions internationales**

www.reformcampaign.net
info@reformcampaign.net

Paulo Vizentini

Paulo Fagundes Vizentini est né en 1955 dans une famille ouvrière de Porto Alegre. Diplômé en histoire, il est aussi titulaire d'un master en science politique à l'université fédérale du Rio Grande do Sul (Porto Alegre), docteur en histoire

VERS UNE PARTICIPATION DES PEUPLES À LA CONSTRUCTION D'UN ORDRE...

économique de l'université de São Paulo. Il dirige par ailleurs le Centre d'études des relations internationales et stratégiques (www.ilea.ufrgs.br/nerint). Il a publié récemment : *Relações Internacionais do Brasil de Vargas a Lula* (Relations internationales brésiliennes de Vargas à Lula) à la Fondation Perseu Abramo, *O Descompasso entre as Nações* (Le fossé entre les nations) et *FTAA: integration for the Americas?* (FTAA: intégration pour les Amériques?) aux Éditions Zed Books.

L'auteur remercie Helena Jornada, Amaro Grassi et Luiza Schneider, assistants de recherche au Nerint, pour leur soutien et la collecte des données.

5.

Paix et démilitarisation

Arnaud Blin (France/États-Unis)

Contexte et enjeux du thème

Si, comme l'a suggéré l'historien britannique Eric J. Hobsbawm, le « court » XX^e siècle commencé en 1914 s'est terminé en 1991 avec l'implosion de l'URSS, il semble avec le recul que l'ensemble du monde ait préféré suivre le calendrier pour entamer le nouveau siècle. En effet, on peut désormais considérer que l'année 2001 est bien celle de la grande rupture. Comme l'année 1914, 2001 fut marquée par un attentat terroriste retentissant. Mais contrairement à l'étincelle de Sarajevo qui embrasa l'Europe à partir d'un foyer balkanique instable, l'attentat sur les tours jumelles et le Pentagone fit cette fois vaciller une superpuissance considérée et se considérant comme invulnérable. Par un concours de circonstances que les historiens ne manqueront pas de souligner, sinon d'expliquer, l'année 2001 fut aussi celle qui vit naître le premier Forum social mondial (25-31 janvier, avec 15 000 participants). Deux ans plus tôt, en 1999, les manifestations antimondialistes attiraient dans les rues de Washington certains des futurs acteurs du FSM sous les regards distraits des futurs faucons du président

Bush à pied d'œuvre dans les bureaux climatisés de leurs « think tanks⁷ » de « K street⁸ » où se déroulaient justement ces manifestations. Deux visions et deux destins se croisaient dans une indifférence mutuelle et partagée.

Six ans plus tard, les faucons du Pentagone et de la Maison-Blanche repartent pour un nouveau mandat de quatre ans revigorés par une victoire électorale sans équivoque acquise en dépit d'une perte de légitimité et de crédibilité importante des États-Unis dans le monde. Le FSM, et de manière générale le mouvement altermondialiste, considérés au départ par beaucoup comme un feu de paille, se portent plutôt bien, malgré le scepticisme dont ne se dépare pas à leur égard l'ensemble de la classe politique internationale et, de façon plus surprenante, des médias.

Chacun de leur côté, faucons américains et altermondialistes ont décidé de s'engager pour dépasser le « monde d'hier », avec des moyens et des objectifs radicalement différents mais mus les uns et les autres par un désir réel de changer les choses en profondeur. Or, c'est justement cette volonté qui a été largement sous-estimée, dans les deux cas, par la grande majorité des observateurs. En Irak, beaucoup ont perçu dans l'intervention américaine des motivations basement pécuniaires ayant trait à l'exploitation des champs pétrolifères alors que les ambitions réelles étaient beaucoup plus vastes et idéalistes, et donc plus difficiles à comprendre puisqu'il s'agissait de transformer un espace géopolitique instable en une oasis de prospérité et de démocratie. Dans la même perspective, le mouvement altermondialiste a été jugé, et l'est encore dans une grande mesure, comme un moyen de canaliser certaines frustrations de la part

7. Laboratoires de réflexion où cohabitent grands patrons, chercheurs et leaders d'opinion. Ils cherchent à influencer les grands dossiers économiques et politiques.

8. Située à quelques pas de la Maison-Blanche, "K Street" est le centre névralgique du pouvoir aux États-Unis. C'est à cet endroit que les quelque 3 000 lobbyistes de la capitale fédérale exercent leur influence sur les élus du pays.

PAIX ET DÉMILITARISATION

d'un mouvement disparate, classé à gauche, et tentant de faire revivre certains courants idéologiques mis à mal par les excès du XX^e siècle. Logiquement, face à toutes les visions « révolutionnaires » de l'avenir de l'être humain, le premier réflexe est celui de la méfiance, l'histoire ayant hélas démontré que les rêves les plus fous nous destinent trop souvent à des réveils douloureux.

Avec le recul historique – qui reste fort limité – dont nous disposons à l'heure actuelle, il apparaît que dans le domaine que nous appellerons par défaut celui de la « politique internationale », le néoconservatisme américain et l'altermondialisme constituent les deux courants dominants désireux d'offrir d'autres perspectives sur l'avenir (l'islamisme radical étant un courant négatif avide de destruction et focalisé sur le retour à un « âge d'or » imaginaire). Dans les deux cas, ces courants partent d'une interprétation nouvelle de l'expérience communiste et de son échec à partir de laquelle ils définissent leurs propres révolutions. Néanmoins, ce sont les néoconservateurs qui entendent poursuivre sur d'autres théâtres, mais avec les mêmes stratégies, la lutte dirigée autrefois contre les communistes, alors que les altermondialistes rejettent complètement les postulats de l'idéologie marxiste – prise de pouvoir, lutte armée, révolution mondiale, parti d'avant-garde – et tournent définitivement de ce fait une page importante de l'Histoire. De fait, l'altermondialisme est le seul mouvement qui appelle à une rupture (politico-idéologique) totale avec le passé par son désir de changer le monde sans prendre le pouvoir, à travers une transformation des grilles de valeurs et une ouverture à de nouveaux espaces alternatifs.

Il était donc logique que ces deux courants s'affrontent sur le terrain des idées, à un moment crucial de l'histoire où le monde est à la recherche d'une vision alternative. Cette confrontation indirecte fut d'ailleurs très visible lors du FSM de 2005 avec une forte mobilisation contre l'intervention américaine en Irak. Cette dernière est en effet apparue comme le symbole ultime – et la symbolique occupe une place importante au sein du FSM –

de la politique « alternative » des États-Unis qui a rompu avec l'approche traditionnelle de la politique étrangère américaine (fondée jusqu'en 2001 sur une espèce d'équilibre savant entre réalisme, internationalisme et isolationnisme).

Or, le mérite à la fois des néoconservateurs américains et des altermondialistes aura été de percevoir l'importance du moment tandis qu'une majorité d'acteurs se complaisaient depuis 1991 dans cette période de l'entre-deux que l'on désignait comme celle de l'après-guerre froide. L'ONU, par exemple, démontre chaque jour les difficultés qu'elle peut rencontrer dans la mise sur pied de réformes dont elle a impérativement besoin. Les institutions de Bretton Woods parviennent difficilement à s'adapter à un monde qui n'est plus celui de l'« après-guerre » (de 1939-1945), alors que pour la première fois, ces institutions sont désormais encouragées à rendre des comptes et à faire face à leurs responsabilités. L'Europe, qui de toute manière ne parle pas encore d'une seule voix, évoque dans un langage du passé la nécessité de mettre en place un système « multipolaire » dans un monde qui, pourtant, ne se définit plus en termes de polarité.

C'est dans ce contexte très spécial qu'est né et que s'est développé ce que l'on désigne de manière générique comme le « mouvement altermondialiste » dont le nom est désormais rattaché à un autre, celui de Porto Alegre, et à un slogan : « Un autre monde est possible. » Or, ce mouvement est né à un moment de l'histoire où les enjeux sont particulièrement importants. Car en dernière analyse, trois scénarios sont écrits pour l'avenir. Le premier est celui du *statu quo*. C'est-à-dire d'un monde qui se cherche tout en fonctionnant avec les repères du passé. Le second est celui que tente d'imposer l'hyperpuissance américaine depuis 2001, soit un retour à la politique hégémonique qui fut celle que choisirent, par exemple, la Rome impériale, la maison Habsbourg aux XVI^e et XVII^e siècles, ou encore la France napoléonienne. À cette différence près que les États-Unis sont une démocratie, et savent que la démocratie

et l'empire font mauvais ménage. La troisième voie est celle de l'altermondialisme. Celle-ci, dans son idéal, repose non pas sur des rapports de forces mais sur la capacité qu'a l'humanité à réinventer son destin et à imaginer une véritable communauté mondiale de partage. La politique du *statu quo* vise en quelque sorte à équilibrer la puissance. La politique hégémonique tente de la concentrer. L'altermondialisme essaie de la diluer. C'est dans cette perspective que nous essayerons d'évaluer l'apport du Forum social mondial sur le thème de *la paix, la démilitarisation, et la lutte contre la guerre, la dette et le libre-échange*.

Les débats sur le thème

Au premier regard, le thème qui nous intéresse comporte deux volets distincts : d'un côté la paix, la démilitarisation et la lutte contre la guerre, de l'autre la lutte contre la dette et le libre-échange. En effet, le premier volet est constitué par des problèmes ayant trait à la politique alors que le second comporte une dimension économique importante (qui certes n'est pas non plus complètement absente des questions liées à la paix et à la guerre). Néanmoins, dans la vision élargie du concept de « sécurité », qui d'ailleurs est aussi celle désormais évoquée par l'Organisation des Nations unies, il était logique que ces éléments divers soient regroupés au sein d'une même thématique (au FSM 2005). On pourrait toutefois argumenter que ce choix reste ouvert puisque le lien entre le libre-échange, ou même la dette et les conflits, par exemple, est basé sur une logique qui n'est pas partagée par tous et qu'aucune étude sérieuse n'a pour l'instant corroborée (ni infirmée d'ailleurs). Notons malgré tout que la tradition philosophique occidentale a eu tendance, au contraire, à envisager la liberté du commerce comme une source de paix et de stabilité internationale (Crucé, Montesquieu, Kant, Tocqueville, Ricardo). Dans le même ordre d'idées, la vision selon laquelle la démilitarisation et la paix vont de pair est loin de faire l'unanimité. L'attaque contre le

néolibéralisme représente quant à elle le seul lien de filiation avec l'héritage marxiste, où le néolibéralisme se substitue à la bourgeoisie d'autrefois dans le cadre d'une stratégie de contre-hégémonie culturelle (Attac) destinée à décontaminer les esprits et à imprégner les pouvoirs d'une pensée alternative.

En somme, l'établissement de cet espace thématique est de prime abord lui-même sujet à une certaine réserve qui s'explique aisément par la manière dont les espaces thématiques ont été organisés en 2005, à savoir à travers un processus d'agglutination des demandes d'ateliers formulées préalablement par les participants (plutôt que par le biais d'un agenda établi par les organisateurs).

Sur le théâtre des rencontres, des ateliers et des conférences qui se sont déroulés dans cet espace, il apparaît clairement que le public montre une préférence pour le traitement individuel de ces sujets. Peut-être est-ce par habitude, par souci d'organisation ou parce que, malgré tout, de nombreux intervenants sont spécialisés dans un domaine et pas forcément dans l'autre. Toujours est-il que d'un point de vue pratique, les débats sur la dette et le libre-échange ont lieu généralement ailleurs que ceux qui traitent de la paix, la guerre et la démilitarisation, à l'exception peut-être d'ateliers régionaux, par exemple sur l'Afrique, ou des grands rassemblements se focalisant sur des problèmes généraux. Par ailleurs, l'incidence culturelle sur les débats a son importance et reflète par exemple le fait que les pays du Nord envisagent la mondialisation à travers l'action des grandes multinationales (libre-échange) alors que les pays d'Amérique latine et d'Afrique insistent plutôt sur le rôle des institutions financières (et donc sur la question de la dette).

La thématique qui nous concerne est donc très vaste puisqu'elle dépasse déjà l'immense problème de la guerre et de la paix et touche aussi celui, non moins étendu, de la pauvreté, des relations Nord-Sud et plus généralement de la mondialisation. Par souci d'efficacité et de maniabilité, nous traiterons plutôt dans ce chapitre des débats ayant eu lieu dans le

domaine de la paix, la démilitarisation et la lutte contre la guerre – les plus nombreux –, au détriment de ceux sur la lutte contre la dette et le libre-échange qui furent à l’affiche d’autres espaces thématiques et largement discutés aussi dans les débats « extrathématiques », autrement dit ceux qui ont le plus de visibilité médiatique.

Il convient de souligner avant d’entrer dans le cœur du sujet que l’espace thématique « numéro 9 » affecte des sujets extrêmement sensibles puisqu’il s’agit d’un domaine où la vie de millions d’individus est en jeu, aujourd’hui, mais aussi demain et après-demain. *A fortiori*, c’est donc un espace caractérisé par une très forte charge émotionnelle qui se ressent dans nombre d’ateliers et dont l’impact sur la nature même des débats n’est pas négligeable. Parfois, surtout au début du forum, on peut même avoir l’impression que ces rencontres servent d’abord à certains participants à se « défouler, » en particulier lors des grands rassemblements. Dans ce contexte, les innombrables appels au retrait des troupes américaines d’Irak ou à la résolution immédiate du conflit israélo-palestinien (avec un très fort soutien à la cause palestinienne) ont plutôt une fonction mobilisatrice qui est largement absente des ateliers consacrés, par exemple, à la résolution du conflit des Grands Lacs en Afrique, où l’on cherche plutôt à résoudre de manière pragmatique un problème complexe sans nécessairement essayer de désigner des coupables et sans tergiverser sur les causes historiques du problème.

Cette dimension passionnelle, qui est inextricablement liée à l’aspect symbolique du forum, ne doit pas masquer le fait que derrière l’émotion, derrière aussi la rhétorique conformiste qui l’accompagne parfois, se tiennent des dizaines d’ateliers, dont la taille varie considérablement (d’une dizaine de participants ou moins à plusieurs centaines), où s’échangent des idées et d’où sortent des propositions concrètes et novatrices. Ce décalage explique probablement pourquoi il est parfois difficile de

distinguer la forme du contenu des FSM, et pourquoi aussi on a tendance à retenir la première et à oublier le second.

Car si la forme contribue peu en fin de compte à donner du FSM une image de solidité, le contenu, qui reste largement méconnu du grand public et des médias, constitue finalement le moteur caché des FSM. La controverse autour des « douze propositions » formulées de manière inopinée par 19 intellectuels au FSM 2005 ne fait qu'illustrer ce phénomène de décalage entre l'image et la réalité.

Si l'on voulait définir une typologie, on pourrait dire que les débats du FSM, dans l'espace numéro 9, s'articulent *grosso modo* autour de cinq grandes familles :

- alternative au modèle libéral ou néolibéral ;
- annulation de la dette ;
- prévention des conflits (et culture de paix) ;
- résolution des conflits ;
- gestion des post-conflits.

Cette typologie correspond aussi à des phénomènes qui touchent de plus ou moins près les individus concernés : la dette des pays africains, par exemple, est un problème dont la solution est indirecte puisqu'elle passe par un accord entre divers organismes étatiques ou supra-étatiques, à commencer par les institutions financières et les gouvernements. À l'inverse, la résolution des conflits touche souvent des individus qui s'impliquent directement dans ce travail, comme dans celui de la gestion des post-conflits, l'État étant pour des raisons diverses souvent impuissant à résoudre le conflit (quant il n'en est pas lui-même à l'origine). Par voie de conséquences, plus un problème peut être appréhendé au niveau individuel, plus le débat autour de ce problème est précis et plus les solutions proposées semblent accessibles, cette diversité des champs problématiques correspondant aussi au décalage entre le « local », le « régional » et le « global ».

Les propositions et les débats qu'elles suscitent

Avant d'aborder la question plus précise des propositions qui émergent du FSM, il convient peut-être d'abord de déterminer dans quelle mesure le FSM est effectivement un vecteur de propositions (et nous parlons exclusivement de l'espace thématique nous concernant). En effet, il est important de rappeler que le FSM est avant tout un lieu de rassemblement et d'échanges et c'est en tant que tel qu'il est perçu par bon nombre de participants. À ce titre, la plupart des participants travaillent aussi, et surtout, en dehors des FSM. Donc, ces participants n'attendent pas forcément le FSM pour formuler leurs propositions ou pour mettre leurs actions en pratique. En fait, le FSM sert, pour la grande majorité des participants, plutôt de point de passage que de ligne de départ ou d'arrivée. On y vient d'abord pour partager des idées et des expériences, ensuite pour formuler des « propositions ». Cela explique pourquoi les « grandes » propositions qui émanent du forum sont souvent assez générales, pour ne pas dire vagues – sans pour autant être dénuées d'impact, au contraire – et qu'elles constituent avant tout un moyen de mobilisation et une technique aussi pour perpétuer l'existence du forum. Cette mobilisation peut avoir un impact significatif, par exemple sur la question de la dette, ou limité, par exemple sur la politique des États-Unis en Irak.

Il est parfois étonnant de voir pour un observateur du FSM que certaines propositions sont énoncées sans que l'on tienne compte des fins et des moyens employés pour arriver à ces fins : une campagne de mobilisation, par exemple, peut avoir un impact énorme ou au contraire insignifiant suivant l'interlocuteur que l'on tente d'influencer. La popularité d'une proposition est parfois inversement proportionnelle à ses chances réelles de succès : ainsi sur le retrait immédiat des troupes américaines en Irak.

Paradoxalement, les propositions qui ont le plus d'impact sont peut-être celles qui apparaissent sous d'autres formes, comme des « chantiers » ou des « projets ». Étant donné que la

plupart des participants n'attendent pas le Forum pour agir ni pour intervenir sur un théâtre donné, il est logique qu'ils n'essaient pas non plus de formuler systématiquement leurs objectifs en termes de « propositions ». Car, si le Forum social mondial est critiqué, ce n'est pas tant parce qu'il ne produit pas de propositions – chaque forum en fournit son lot, riche de plusieurs centaines en 2005 – mais parce que ces propositions paraissent comme vides de sens si elles ne sont pas accompagnées d'un *modus operandi*. Lors d'un débat du FSM 2005 sur les alternatives au néolibéralisme, un auditeur, économiste renommé, eut cette réaction qui résume bien le problème : « Vous faites des propositions, d'accord ! Mais il faut aussi nous dire comment vous comptez les réaliser ! » Or, c'est bien ce comment qui est au cœur de la problématique.

Si chaque organisation affiche plus ou moins clairement ses objectifs, elle dispose aussi de moyens spécifiques qui ne sont pas systématiquement en rapport avec ces objectifs. Lorsque les objectifs et les moyens entretiennent une relation étroite, les propositions sont beaucoup plus porteuses que dans le cas inverse. Mais comme le « politiquement correct » altermondialiste tend à mettre tout le monde sur un même pied d'égalité, il est parfois difficile de distinguer les groupes ayant un réel potentiel d'influence de ceux qui n'en ont aucun. Or, si la puissance n'est pas ce que recherche le mouvement altermondialiste, celui-ci est malgré tout en quête d'influence, de légitimité et de popularité. Étant donné que nombre d'organisations n'ont finalement que très peu de moyens, leurs propositions se limitent souvent à une « déclaration », à une pétition, ou à la simple promesse de se rassembler à nouveau. Ce type de proposition a son importance au sein du FSM mais ce sont les propositions « concrètes » qui clairement désormais vont assurer la place historique du FSM et plus généralement du mouvement altermondialiste.

Rassurons tout de suite le lecteur : ces propositions « concrètes » existent. Si leur nombre n'est pas excessivement

élevé par rapport aux propositions que l'on peut qualifier de propositions mobilisatrices, leur qualité compense largement leur déficit quantitatif. Or, le problème ne tient pas aux aspects quantitatifs ou qualitatifs de ces propositions mais plutôt au fait qu'elles ne sont pas médiatisées, justement parce qu'elles sont concrètes et donc en fin de compte peu spectaculaires. Le FSM est lui-même pris au piège de la médiatisation, d'où la prise de conscience des auteurs du « manifeste de Porto Alegre » dont la démarche, que certains jugeront, à tort ou à raison, comme maladroite, consiste précisément à démontrer que des propositions réelles concrètes émanent du FSM.

Stratégies d'influence, de présence et problem-solving

En chiffres, le nombre de propositions sorties du FSM 2005 est impressionnant puisqu'il atteint plusieurs centaines. L'espace 9 n'est pas en reste et l'auteur de ce chapitre assista lui-même lors d'ateliers à l'élaboration et à l'énumération de plusieurs dizaines d'entre elles (à ce sujet, il est intéressant de noter que la plupart, du reste, de ces propositions n'ont pas été communiquées aux organisateurs et ne sont donc pas enregistrées officiellement, ce qui est révélateur de l'importance – ou du manque d'importance – attribuée par les participants à l'officialisation des propositions). Essayons d'établir une typologie.

Le premier type de proposition appartient à ce qu'il peut convenir d'appeler les stratégies d'influences, le deuxième aux stratégies de présence, le troisième à ce que les Anglo-saxons désignent comme le *problem-solving*, soit la résolution des problèmes. Globalement, ces trois approches se combinent pour tenter d'atteindre trois objectifs distincts mais qui se chevauchent : influence des pouvoirs en place, transformation ou réforme des systèmes (modèle alternatif), activités concrètes sur le terrain (résolution et prévention, par exemple, des conflits).

Les stratégies d'influence ont pour but principal de peser sur les pouvoirs en place. C'est l'aspect réaliste du modèle altermondialiste, conscient que pour de nombreux problèmes de ce

monde, la solution passe nécessairement par les organismes qui détiennent le pouvoir de changer les choses : États, institutions financières, ONG, etc. Les propositions qui s'inscrivent dans ce schéma comprennent, par exemple, celles sur l'annulation de la dette des pays les plus pauvres (campagne mondiale sur la dette), celles sur la promotion de la « Taxe Tobin » (Attac) ou encore celles qui proposent des actions pour peser influencer sur l'OMC. En approfondissant, on entend des propositions plus précises sur la dette, fondées sur l'idée que l'annulation de la dette des pays les plus pauvres n'est pas l'objectif le plus difficile à accomplir, ni que les choses doivent s'arrêter là. Par exemple, une proposition vise le gouvernement kenyan avec l'idée de mettre en place un système pour superviser le gouvernement afin de s'assurer que l'argent qu'il aurait utilisé pour rembourser la dette soit utilisé à bon escient (programmes sociaux par exemple).

On trouve là aussi des propositions relativement concrètes sur la manière d'influer sur la politique américaine. À titre d'exemple, voici les propositions contre la guerre en Irak qui sont sorties de l'Assemblée antiguerre du FSM 2005, et qui comprennent les fameuses tactiques du *name and shame* (désigner et couvrir de honte) : Action contre Bechtel et Haliburton ; encouragement des populations à boycotter les produits des multinationales américaines (Coca-Cola, Nike, McDonald's, etc.) (Development Support Center et diverses organisations antiguerre) ; recherches sur les entreprises profitant de la guerre et dénonciation publique. Mais ces efforts peuvent aller au-delà des moyens usuels passant par divers types de boycott – et qui sont à la base de très nombreuses propositions émanant de diverses organisations. Par exemple, toujours sur la guerre en Irak, à travers le soutien de soldats ayant choisi de ne pas partir en Irak (Anti-War Assembly) : rencontres entre militants antiguerre, représentants des soldats en Irak et représentants des pays n'ayant pas envoyé de soldats sur ce théâtre ; organisation d'une campagne de « contre-recrutement », surtout

dans les communautés défavorisées; campagne de pression sur le gouvernement américain pour ne pas envoyer la Garde nationale; campagne pour encourager certains pays à offrir l'asile politique aux soldats refusant de partir en Irak; promotion de conférences, de débats et de rencontres par et avec des soldats ayant refusé d'aller au combat; campagne de désobéissance civile (avec création de bureaux de « recrutement »); création d'un fonds de solidarité pour les réfugiés de Fallujah.

En termes de stratégie d'influence, le boycott reste l'arme de choix. Mais le FSM a compris que l'influence se joue également sur le terrain des idées. C'est pourquoi les « grandes propositions » concernant la dette par exemple, ou la guerre en Irak et le conflit israélo-palestinien, émanent d'abord des organisations les plus influentes au sein du FSM. Or, au-delà du concept de démocratie globale et participative qu'incarne le FSM, on ne peut nier que certaines organisations y ont plus de poids que d'autres. Le parallèle entre Davos et Porto Alegre démontre le succès de cette stratégie « indirecte » de manière éclatante.

Les stratégies de « présence », ou si l'on préfère de visibilité, comme la précédente, font partie des stratégies « indirectes » qui ressortent des FSM. Elles ont pour but premier d'exploiter la capacité de mobilisation transnationale que possède le FSM. Ces stratégies exploitent les moyens modernes de communication et participent au phénomène de mondialisation, en essayant notamment de briser les barrières entre le « Nord » et le « Sud ». Surtout, elles démontrent que ces moyens de communication ont aussi leurs limites et que rien ne peut remplacer le type de rassemblement physique qui a lieu autour des FSM et autres forums. La première et principale stratégie de présence est la mobilisation. C'est l'une des techniques de choix employées par les participants aux FSM, et l'une de celles qui sont le mieux maîtrisées par les participants au mouvement altermondialiste. Toujours dans le cadre de la guerre en Irak, les types de propositions qui entrent dans cette catégorie

comprennent, par exemple, la mobilisation pour manifester contre la guerre sur plusieurs continents à un jour donné (effet médiatique). Plus modestement, on trouve une proposition qui vise à dresser la liste des pays où ces manifestations auront lieu et à la diffuser le plus largement possible. Ces propositions sont soutenues par de nombreuses organisations (parfois plusieurs dizaines).

La deuxième grande technique de la stratégie de la présence est celle du soutien, ou plus exactement de toutes les campagnes de soutien et de solidarité, elles aussi émanant de très nombreuses organisations. Les genres de propositions qui entrent dans cette catégorie comprennent, par exemple, l'envoi de missions en Palestine pour le soutien et la solidarité au peuple palestinien, ou encore le soutien actif aux Israéliens soutenant la cause palestinienne, et aussi la création de plateformes de solidarité propalestiniennes dans le monde entier ou le soutien à la campagne américaine contre la torture. Un autre type de proposition peut viser à accroître la visibilité d'un groupe ou d'un problème : ainsi la proposition issue de l'atelier sur « les droits économiques, pas la guerre » (economic rights, not war) et dont l'objectif consiste à faire venir au FSM 2006 un contingent important de sans-abri des États-Unis et d'y établir une « tente de la solidarité » avec exposition de photos (Poor people's Economic Human Rights Campaign/Kensington Welfare rights Union).

Étant donné les capacités réelles de mobilisation qui découlent des forums sociaux, où nombre d'associations sont réunies et peuvent dialoguer, ces propositions ne sont pas vaines et leurs chances de déboucher sur une pratique concrète sont relativement élevées. Reste la question des effets que peuvent avoir ces campagnes de mobilisation, de soutien et de solidarité, y compris lorsqu'elles sont réussies (sur quels critères?), mais la réponse dépasse de loin le cadre de cet ouvrage.

Sur un plan plus général, ce type d'approche engendre un phénomène entièrement nouveau qui est celui d'un

mouvement de base sur une échelle globale (*grass-roots on a global scale*). Or, même les critiques du mouvement altermondialiste ne peuvent nier que ce phénomène entraîne (ou tout au moins en a le potentiel) le concept de démocratie participative sur une toute autre échelle, d'autant plus que l'avènement de l'Internet facilite de manière radicale les échanges, et les accélère. On se souvient que le sociologue français Alexis de Tocqueville voyait dans le mouvement associatif américain du début du XIX^e siècle la clé de la « démocratie en Amérique ». Ce mouvement constitue-t-il une lame de fond qui transcenderait désormais l'espace national, signalant le renouvellement du concept même de démocratie ? Il ne nous revient pas ici de trancher sur ce vaste problème. Nous nous limiterons donc à ce constat. En somme, le type de propositions que nous avons décrit ci-dessus se distingue surtout par l'originalité de la méthode selon laquelle elles peuvent être mises en pratique, plutôt que par l'originalité des propositions en elles-mêmes, et par le fait qu'elles se proposent d'agir simultanément sur le local, le régional et le global.

Études de cas : Résolution de problèmes et techniques de prévention

Techniques de la non-violence

Le troisième type de propositions issues des FSM entre dans la catégorie de ce que l'on peut appeler la « résolution de problèmes ». C'est peut-être dans ce domaine que l'on trouve les propositions les plus « concrètes », en tous les cas celles dont les applications sur le terrain sont les plus perceptibles et aussi les plus innovantes. Nous nous intéresserons ici à trois cas emblématiques de ce qui se fait aux FSM : la résolution des conflits par des techniques de non-violence ; le soutien aux femmes victimes des conflits et post-conflits ; le problème des enfants soldats en Afrique.

Le premier sujet est intéressant parce qu'il couvre un espace important et multidimensionnel qui touche à la fois à des

problèmes philosophiques, politiques, stratégiques et techniques. C'est aussi un domaine qui couvre divers thèmes des FSM, comme la non-violence, la résolution de conflits, la culture de paix, donc qui est débattu dans de nombreux ateliers.

Or, on perçoit ici une forte synergie entre toutes ces approches dont l'objectif ultime est de trouver une solution durable et efficace à un problème pressant dont les réponses existantes ont montré leurs limites. Les débats ont d'abord lieu sur un espace philosophique dont les résultats fournissent une structure intellectuelle, si l'on préfère scientifique, au problème. Les débats d'inspiration éthique et philosophique aboutissent à des conclusions qui structurent la problématique. Premier constat: le monde d'hier se caractérise par la violence, c'est-à-dire par l'exclusion de l'autre. Deuxième constat: toutes les idéologies conduisent à cette exclusion et à la violence. Et cette dernière entraîne fatalement leur échec dramatique. Si un autre monde est possible, celui-ci doit être non violent. Pour construire ce monde, il est impératif de mener une lutte (non violente) afin d'opérer une «révolution culturelle» (selon la terminologie du philosophe Jean-Marie Muller, présent à Porto Alegre) qui passe par la «déconstruction» de la culture de la violence et la reconstruction de la culture de la non-violence. Jusqu'à présent, toutes les tentatives pour construire un monde nouveau ont eu recours à des moyens violents. Désormais, il faut prouver qu'une autre solution est possible.

Parmi les vecteurs de cette révolution culturelle réclamée par les philosophes, figure la promotion d'une culture de la paix et la mise en place d'outils de la non-violence. Pour la première, une série de propositions émanant du forum partent du postulat que la paix s'apprend et qu'elle se cherche et se construit de manière collective. Pour mieux la faire connaître, des campagnes d'information et de mobilisation visent à accompagner les efforts pour former, par exemple, des professeurs. Dans un des ateliers, les participants appellent à organiser une campagne de

PAIX ET DÉMILITARISATION

soutien pour qu'un « rapport mondial sur la culture de la paix » soit présenté aux Nations unies (David Adams).

Parmi les outils de la non-violence développés par des participants au forum, on peut mentionner le cas de la proposition de développement de la non-violence comme technique d'intervention et de médiation. Cette initiative, dont la cheville ouvrière est l'organisme NOVASC (*Non violent Action and Strategies for Social Change*), a pour but de déployer une véritable « armée, ou force de maintien de la paix non violente » (*non violent peaceforce*) de plusieurs milliers de « soldats » (2000 permanents, 4000 réservistes d'ici huit à dix ans). Les propositions qui sortent de l'atelier sur ces « forces non violentes » ont pour but à la fois de promouvoir les techniques de non-violence et de mettre sur pied cette force d'intervention. En voici un résumé :

- Créer une force civile d'intervention capable de s'entretenir dans le conflit israélo-palestinien.
- Organiser une campagne mondiale pour faire pression sur les États et ONG concernés (envoi de cartes postales, manifestations, etc.).
- Créer un lien entre toutes les organisations œuvrant à la résolution non violente des conflits, et plus particulièrement entre celles travaillant sur les formations à l'intervention non violente. Les moyens comprennent la centralisation des données (Internet, sites web, universités, centres de recherche), et l'organisation d'un événement mobilisateur (rassemblement, conférence).
- Mettre sur pied une campagne pour faire pression sur les gouvernements et ONG afin de faire baisser les dépenses globales dans le domaine militaire et réinvestir les sommes ainsi dégagées dans le développement de formes non violentes de résolution de conflits. Cette proposition fait appel aussi à la désobéissance civile avec le soutien aux personnes refusant de payer l'État lorsqu'un certain seuil de dépenses militaires est dépassé.

– Entamer le lancement d'un vaste dialogue œcuménique dans la perspective d'une campagne intitulée: « Aucune mort au nom d'aucun Dieu » (*No death in the name of no God*).

– Enfin, contribution à un boycott symbolique à l'encontre de multinationales qui profitent de la guerre en Irak (avec l'élaboration d'une étude de viabilité d'un tel boycott).

Les femmes, la paix et la sécurité

Lors des conflits armés qui secouent nombre de régions dans le monde, les femmes sont souvent en première ligne et elles subissent les conséquences de la violence, qui est souvent extrême, d'une manière au moins aussi forte que les hommes mais sans disposer des moyens de défense que possèdent, par exemple, les soldats. Dans cette perspective, si les femmes sont parmi les premières victimes de la guerre, elles sont aussi, sur le terrain, les premières actrices de la paix. Pour autant, les activités liées aux négociations de paix impliquent rarement les femmes. On peut même dire que ce sont presque exclusivement des affaires d'hommes. En conséquence, non seulement une partie importante de la population (la moitié) n'est pas représentée lors des négociations mais les accords tiennent rarement compte de la perspective particulière que peuvent avoir les femmes dans leur rapport aux conflits armés. Sans compter le fait que les négociateurs se privent d'interlocuteurs qui connaissent très bien les ramifications liées aux conflits.

C'est pour remédier à ce problème qu'est née la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU dont l'objectif est d'encourager une plus grande participation des femmes dans les négociations de paix et la résolution des conflits. Au FSM 2005, un atelier a été consacré au soutien à la résolution 1325, sous l'impulsion de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (*Women's International League for Peace and Freedom*). Dans le cadre de ce débat, de nombreuses associations de femmes ont partagé leurs expériences et leurs initiatives dans divers conflits étalés sur l'ensemble de la planète.

PAIX ET DÉMILITARISATION

Émouvants, ces échanges n'ont pas pour autant sombré dans un déferlement de critiques et d'aveux d'impuissance, au contraire. Ce sont des solutions pragmatiques et une volonté forte de se soutenir mutuellement qui sont sorties du débat avec un plan d'action pour canaliser les efforts dans la perspective de la campagne de soutien à la résolution de l'ONU envisagée lors de ce FSM.

Les propositions issues de cet atelier comprennent d'abord des initiatives pédagogiques pour faire connaître le sort et le rôle des femmes dans le cadre de conflits armés, ensuite, de faire connaître et d'expliquer la résolution 1325, avec notamment un travail de traduction du document dans le plus de langues possibles. Le succès de la résolution passe aussi par un travail auprès des hommes, afin qu'ils comprennent la perspective particulière que peuvent avoir les femmes prises dans le tourbillon de la violence collective.

Il est intéressant de constater que les propositions qui sont ressorties du forum sont envisagées dans le cadre d'une stratégie bien précise qui consiste à faire adopter cette résolution par les gouvernants sachant qu'une résolution est plus facile à accepter qu'une loi. Qu'ensuite, il faut faire évoluer la résolution en loi, et puis aussi améliorer cette résolution (qui de l'avis de beaucoup n'est pas parfaite). Afin de mettre toutes les chances de leur côté, les associations impliquées dans ce projet proposent de mobiliser leurs efforts en premier lieu dans les pays et régions où la résolution 1325 a déjà eu des échos. Dans un deuxième temps, une fois l'élan acquis, il s'agira de s'impliquer dans de nouveaux pays, en particulier les pays plus isolés.

On remarque que dans ce cas particulier, la stratégie à partir de laquelle sont formulées ces propositions se greffe sur à une initiative extérieure au FSM, qui, en l'occurrence, émane de l'ONU. Par ailleurs, les organisations qui œuvrent pour le soutien à la résolution 1325 n'ont pas attendu le FSM pour penser leur stratégie. En revanche, c'est bien au FSM que prend corps cette stratégie et que se formulent ces propositions. Surtout,

c'est là que s'établissent les liens et les contacts nécessaires pour que ce type de propositions ait une chance d'aboutir. En somme, le FSM agit ici comme une véritable plaque tournante où des idées deviennent des propositions et où des propositions commencent à se transformer en actions.

Les guerres oubliées et les enfants soldats du Congo

Nous sommes partis du « global, » nous terminerons notre étude avec le « local ». Il s'agit du problème des enfants soldats, et plus spécifiquement des enfants soldats issus du conflit qui affecte le Congo (RDC) depuis plusieurs années, et qui est loin d'être terminé. Avec près de quatre millions de morts, ce conflit surpasse toutes les catastrophes humaines et naturelles de ces dernières années. Paradoxalement, sa visibilité a été inversement proportionnelle à la violence engendrée, pour des raisons qu'il serait trop compliqué d'expliquer ici. Malheureusement, il nous faut quand même constater que même au FSM, dont l'un des objectifs affichés est de rétablir l'équilibre Nord-Sud, y compris sur le plan de la concentration médiatique, ces guerres du Sud qui n'impliquent pas de pays du Nord (du moins pas directement) intéressent infiniment moins le public que l'intervention en Irak ou le conflit israélo-palestinien : d'une certaine façon le mouvement altermondialiste suit aussi les modes et fait preuve d'un certain conformisme dans sa critique de l'ordre international.

Soulignons tout de même qu'au FSM 2005, un atelier a été consacré aux « guerres oubliées » où certaines propositions furent présentées dans le but de mieux faire connaître ce conflit et d'autres dans le monde (Caritas italiana, Famiglia christiana, Il regno). Ces propositions envisagent notamment le recours à des campagnes d'information, ces campagnes devant s'articuler autour de trois axes : recherche fondamentale, organisation de séminaires, sites web, lobbying auprès de gouvernements.

Au FSM 2005, un (autre) atelier (« Plus d'enfants aimés, moins d'enfants armés : initiative de démilitarisation dans la

PAIX ET DÉMILITARISATION

RDC») a pour sujet le problème des enfants soldats (Commission internationale de justice et paix de l'ordre des Carmes/ Commission de justice et paix de la RDC). Une trentaine de personnes assistent au débat dans une petite tente, y compris un fort contingent de Brésiliens, eux-mêmes confrontés à un problème assez proche finalement, celui des enfants des rues. Des Européens et des Américains sont également présents à ce débat qui, pourtant, touche un domaine étranger au monde industrialisé. De ce lieu calme, et presque convivial malgré la gravité du sujet, on entend de loin les slogans anti-Bush qu'amplifient les haut-parleurs de la tente 901 où sont réunies des centaines de personnes. Le contraste est saisissant. Pourtant, c'est peut-être de ce modeste lieu d'échange que ressortiront les propositions les plus concrètes.

Le problème des enfants soldats touche une multitude de questions ayant trait à l'éducation, à la politique, la guerre et l'économie. Surtout, il est symptomatique d'une société en pleine décomposition dont la base – son système d'éducation et l'avenir de ses jeunes générations – est en péril. Sans aide extérieure, quelle est la manière de créer une société renouvelée? Vaste problème qui n'intéresse pas seulement la RDC.

Les associations présentes sur le terrain partent d'un postulat réaliste: il faut commencer le travail avant même d'obtenir une aide extérieure qui ne viendra peut-être pas et il faut trouver des solutions avec les moyens du bord. Deuxième postulat: ces moyens existent et il n'y a pas de solution miracle. Les efforts doivent être réalisés à petite échelle et par étapes successives. Deux stratégies parallèles doivent être suivies simultanément: une campagne de sensibilisation au problème permettant éventuellement d'impliquer des acteurs extérieurs; une campagne d'insertion des enfants dans la société. L'atelier de Porto Alegre, par exemple, participe au premier volet. Pour le second, les propositions qui ressortent de la discussion sont les suivantes (valables aussi bien pour les enfants soldats du Congo et d'ailleurs –

le problème est répandu – que pour les enfants de la rue du Brésil, par exemple) :

- sensibilisation et supervision des mineurs, à travers une action de rue pour leur parler ;
- facilitation de l'accès aux services de base, comme la nourriture, la santé ou l'éducation ;
- rééducation et apprentissage de certains métiers comme la couture, le tricot ou l'agriculture ;
- intégration de ces enfants, souvent orphelins, dans une cellule familiale ;
- création de centres de réinsertion (ex. : centres agricoles, centres sanitaires, écoles spécialisées, groupes de rencontres avec des familles prêtes à accueillir des enfants abandonnés) ;
- création d'une caisse d'épargne et de crédit pour les enfants dans le but d'organiser une micro-entreprise viable économiquement et leur appartenant.

Analyse transversale des propositions

Les organisateurs et participants du FSM 2005 avaient fixé comme l'un de leurs objectifs de déboucher sur des propositions concrètes. Par le biais de la critique, notamment de la part des médias, les FSM ont glané au cours des années la réputation peu enviable d'engendrer beaucoup de palabres mais peu d'actions, réputation injuste pour tout mouvement ayant décidé d'opérer des changements radicaux. C'est donc pour répondre à la critique qu'a été conçu en 2005 le fameux « mur des propositions », initiative ayant eu au moins le mérite de faire valoir la quantité élevée de propositions qui ressortent des FSM. Le « manifeste de Porto Alegre », au-delà de la controverse qu'il a pu engendrer, montre que les FSM sont capables de produire une petite liste de propositions rassembleuses sur lesquelles la grande majorité des participants semble d'accord.

Néanmoins, ces deux initiatives, surtout conçues pour répondre à une critique plus ou moins justifiée, et plus générale-

PAIX ET DÉMILITARISATION

ment pour assouvir le désir de la culture moderne d'obtenir en toutes circonstances des résultats quantifiables, ne rendent pas véritablement compte de tout le travail réalisé de manière obscure dans les ateliers, et souvent dans les petits ateliers. Là sont mis en germe nombre d'initiatives dont certaines aboutissent ultérieurement à des résultats (que l'on peut mesurer en comparant l'évolution des FSM). Car au-delà des clameurs que l'on peut effectivement entendre lors des FSM, surtout lors des manifestations et durant les grands rassemblements, de nombreuses associations sont présentes qui travaillent dans la discrétion et qui accomplissent des efforts souvent considérables pour participer au Forum (avec les coûts, exorbitants pour certains, que cela implique).

Durant les FSM, dans l'espace correspondant au thème numéro 9, toutes ces activités se conjuguent en fin de compte pour transformer de manière presque imperceptible mais réelle l'environnement géostratégique de la planète. Eu égard, par exemple, aux efforts réalisés par les groupes « non violents » mentionnés plus haut, ou encore par les groupes de femmes, c'est toute l'approche de la politique ordinaire (*politics as usual*) qui s'en trouve modifiée, avec des conséquences imprévues. Car, avec la fin de la guerre froide et l'ouverture géostratégique de l'échiquier politique planétaire, de nouveaux modes de gestion des conflits et, plus généralement, de nouveaux modes de gestion de la puissance, sont nécessaires. Sur le terrain, ce ne sont pas des « paradigmes » qui se cultivent – sur la fin de l'histoire, le choc des civilisations ou la guerre contre la tyrannie – mais des modes opérationnels visant à résoudre des problèmes face auxquels les grands organismes traditionnellement habilités à y répondre, y compris les États et les ONG, ont pour des raisons diverses révélé leurs limites. Les méthodes sont réalistes puisqu'elles tentent de résoudre des problèmes concrets. Elles sont opérationnelles puisqu'elles s'attachent d'abord à fixer les objectifs en fonction des moyens disponibles. Elles sont inno-

vantes parce que face au malheur et au désespoir, l'être humain n'a d'autres alternatives que de se montrer inventif.

Dans ce domaine, la frontière entre les dimensions globales, régionales et locales s'efface, grâce notamment aux FSM qui permettent justement de considérer un problème local comme un enjeu régional, voire global, alors que les modes classiques de la géopolitique et de la géoéconomie tentent justement de circonscrire chaque problème pour qu'il ne dépasse pas son cadre originel et n'éclabousse pas le voisinage. Ces modes alternatifs de gestion ne sont pas foncièrement révolutionnaires car ils essaient tout simplement d'appliquer certaines règles de bon sens. Ce qui est révolutionnaire est la façon dont ils parviennent à faire évoluer les mentalités et les modes opératoires des grands pourvoyeurs classiques de décisions politiques et d'actions stratégiques. Ainsi, la sacro-sainte loi de « non-ingérence » dans les affaires d'un État, en vigueur depuis des siècles et qui permettait aux gouvernements autoritaires d'abuser de leur pouvoir en toute impunité, est aujourd'hui remise en question justement parce que des hommes et des femmes de bonne volonté et de grand courage ont œuvré sur le terrain pour que ces abus appartiennent au domaine « public » et ne concernent plus exclusivement les populations impuissantes face à un État omnipotent. Désormais, même les pays qui, il y a une décennie seulement, clamaient haut et fort le respect de la « souveraineté absolue » sont prêts à défendre le « devoir d'ingérence » pour protéger les droits de l'Homme. Or, c'est ce type de barrière qui est aujourd'hui en passe de tomber.

Qui sont les acteurs qui font ces propositions et les mettent en œuvre ? Dans ce domaine, force est de constater que les acteurs les plus incisifs appartiennent généralement à des organisations importantes et connues qui s'impliquent sur divers chantiers. Dans le domaine de la paix, les associations ayant pignon sur rue ont des ressources et un savoir-faire incomparable dans un espace complexe, et qui plus est, dangereux, donc compliqué pour une petite association. On notera que les asso-

PAIX ET DÉMILITARISATION

ciations de femmes sont particulièrement bien organisées et efficaces. Les organismes religieux, en particulier chrétiens, sont de leur côté très présents dans cet espace, certains ayant une expérience dans le domaine de la paix de plusieurs décennies et leurs réseaux s'étendant partout à travers le monde. Malgré tout, les associations plus modestes ont aussi leur place dans cet espace et les FSM constituent une manière pour tous de débattre des problèmes et éventuellement de travailler ensemble par la suite. Il est évident que le modèle alternatif se veut inclusif et que cela se reflète au niveau des débats et des propositions. De manière générale, les organisations militant dans le domaine de la paix et de la lutte contre la guerre et la dette (comme OXFAM, Jubilee 2000) ont un agenda qu'on peut qualifier de « réformiste » et qui vise à transformer le système en appliquant de nouvelles normes éthiques mais sans toutefois rejeter en bloc la mondialisation. De fait, ces organisations se situeraient plutôt à mi-chemin entre les « pro » et les « anti » mondialisation. En revanche, les organisations militant contre le libre-échange sont plus radicales, qu'elles soient pour une régulation pro-citoyenne (Attac) ou pour la déglobalisation (International Forum on Globalization, Focus on the Global South).

Une analyse transversale des propositions énumérées dans l'espace numéro 9 indique tout d'abord que ces propositions sont en accord avec la philosophie générale des FSM. En d'autres termes, ces propositions envisagent des problèmes dont les causes sont principalement politiques avec des moyens qui sont essentiellement non politiques. Plus spécifiquement, les propositions qui ressortent des FSM ou qui sont élaborées par les groupes participant aux FSM ne s'articulent pas en fait autour de stratégies de conquête de pouvoir, mais tentent plutôt d'influer de manière positive, et de mille manières, sur le pouvoir.

Ces propositions passent presque systématiquement par une réappropriation citoyenne du processus décisionnel qui

engendre une démocratisation de la société par le bas. Cette transformation démocratique ne semble pas constituer l'objectif des associations engagées dans ce processus, ni des propositions et actions qu'elles soutiennent, mais plus simplement représente un des effets logiques et naturels de ces actions.

Dans ce sens, ce processus, dont la portée vient de son extension horizontale (ou en d'autres termes de la multiplication de ce type d'actions dans le monde), est entièrement nouveau en termes historiques. Car, jusqu'à présent, tous les programmes de transformation politique (et politico-économique), y compris les grands projets révolutionnaires de type jacobins, marxistes-léninistes, ou même jeffersoniens, n'ont envisagé les choses qu'en termes de gestion des pouvoirs et de la puissance, toujours avec des objectifs politiques très précis. De plus, la nature de ces propositions semble corroborer le phénomène d'évolution que Patrick Viveret notait déjà en 2003 en suggérant que: « Nous sommes passés d'un mouvement de contestation intra-occidental à dominante économique à un mouvement potentiellement (mais pas encore réellement) mondial, à dominante politique et culturelle⁹. »

Dans le même ordre d'idées, les contours séparant court, moyen et long termes sont difficilement perceptibles dès lors que le concept de temps lui-même est malléable et relatif. La lutte contre le néolibéralisme est un travail de longue haleine qui se joue principalement sur le terrain du grand pouvoir et des psychés collectives alors que la lutte contre la dette est un problème politique simple et qui peut être réglé à court terme. La lutte contre la guerre passe à la fois par la promotion d'une culture de la paix qui vise à mieux comprendre et faire comprendre la nature de la paix et par la résolution de conflits et la gestion de situations post-confliktuelles. C'est donc un domaine qui touche le (très) court terme et le long terme. Si l'on s'en tient

9. Christian Aguiton et al., *Où va le mouvement altermondialisation... et autres questions pour comprendre son histoire, ses débats, ses stratégies, ses divergences*, Paris, La Découverte, 2003, p. 21.

PAIX ET DÉMILITARISATION

aux propositions ou projets ayant trait à la paix et à la lutte contre la guerre, on s'aperçoit qu'ils partent tous du postulat qu'une transformation du *statu quo* est nécessaire si les choses doivent vraiment bouger.

Pour autant, les actions proposées ont aussi pour vocation de répondre à des problèmes pressants qu'il faut régler le plus rapidement possible. Car, si l'attitude actuelle des gouvernements, et aussi des Nations unies, est de « mettre un couvercle » sur toutes les situations de crises, puis d'oublier la marmite qui bout en dessous, les modes alternatifs de résolutions des conflits tels qu'on a pu les observer aux FSM cherchent au contraire à éteindre le feu sous la marmite. Or, les dirigeants politiques agissent sur le très court terme, souvent par impulsion, alors que les associations de la société civile tendent à envisager leurs actions dans un espace géographique, culturel et temporel infiniment plus large et dans le respect absolu, et sacré, des droits universels des citoyens. Ceci explique pourquoi de nombreuses propositions visent à promulguer des lois écrites, la multiplication de ces lois étant une manière efficace d'élargir l'espace alternatif et de protéger les acquis. Finalement, la réalité rejoint l'utopie puisque l'aboutissement logique de cette démarche essentiellement pragmatique est l'abolition de la guerre, soit l'accomplissement du rêve fou que caressaient sans trop y croire les grands pacifistes du XX^e siècle, Albert Einstein, Bertrand Russell ou Linus Pauling.

Agenda des contacts

Cette liste, dont le but n'est pas d'être exhaustive, reflète certaines orientations du FSM.

Guerres oubliées

Proposition : Promouvoir de l'information véridique sur les zones en crise de manière à accroître la prise de conscience de l'opinion publique.

100 PROPOSITIONS DU FORUM SOCIAL MONDIAL

Présentée par Caritas Italiana, Famiglia cristiana, Il regno, universités italiennes (Bologne, Rome, Pise, etc.).

Site web: www.conflittidimenticati.org.

Contact: pbeccegato@caritasitaliana.it

Pacifistes sans frontières (*Pacifistas sin fronteras*) (Colombie)

Promotion de la paix en Colombie.

Site web: www.pacifistassinfronteras.org

Contact: Contactemos@pacifistassinfronteras.org

Colombie, droits de l'homme et démocratie

Proposition: Promouvoir les actions de défense et de promotion des droits de l'Homme et de la démocratie en Colombie.

Présentée par: Centre de recherche et d'information pour le développement, Secours Catholique – Caritas France.

Contact: hilda-carrera@secours-catholique.asso.fr

Femmes, Paix et sécurité

Proposition: Promotion de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU.

Présentée par: Women International League for Peace and Freedom.

Site web: www.wilpf.org

Traduction de la résolution 1325 de l'ONU:

www.peacewomen.org/1325inTranslation/index.html

Contact: Pat Willis: pwill06@coastalnet.com

Deeds, not words: Peace and International Voluntary Work
(Des Faits, pas des mots: Paix et volontariat international)

Proposition: Porter une attention particulière à l'impact du soutien au volontariat d'organisations idéalistes.

Présentée par: American Friends Service Committee, Service Civil International.

Contact: wilvogel@yahoo.org

PAIX ET DÉMILITARISATION

Campagne pour la conversion de l'industrie d'armements

Proposition: Impliquer des organisations pour développer des campagnes de conversion de l'industrie d'armements dans leurs propres États.

Présentée par: Justiça i Pau (partenaires: Desarme, Movimiento por la Paz).

Site web: www.justiciaipau.org

Action dirigée vers l'ONU pour condamner G. W. Bush pour crimes contre l'humanité

Proposition: Condamner devant un tribunal le président des États-Unis pour crimes contre l'humanité.

Présentée par: une trentaine d'organismes (Centro Brasileiro de Solidariedade aos Povos e Luta pela Paz, Conselho Mundial da Paz, Asamblea Nacional de los derechos humanos, Chile, US Peace Council, etc.).

Contact: cebrapaz@uol.com.br

World Peace Forum 2006

Proposition: Organiser un forum international à Vancouver (juin 2006) pour améliorer les capacités des militants de la paix et de la justice sociale à travailler ensemble pour promouvoir la paix, arrêter la guerre et mettre fin au militarisme global.

Contact: admin@worldpeaceforum.ca

Force de paix non violente

Proposition: Création d'une force civile d'intervention capable de s'interposer dans un conflit à travers la dissuasion et la médiation.

Présentée par: Non violent Action and Strategies for Social Change (Novasc), Non violent Peace Force.

Contact: John Stewart, thabostewart@yahoo.com, novasc@ecoweb.co.zw

Economic Human Rights, NOT War (Les droits humains économiques, pas la guerre)

Proposition: Faire venir au FSM 2006 un contingent important de sans-abri des États-Unis et établir une « tente de la solidarité » avec exposition de photos.

Présentée par : Poor people's Economic Human Rights Campaign/Kensington Welfare rights Union.

Contact : Cheri Honkala, e-mail : kwru@kwru.org

Arnaud Blin

Chercheur à l'école de la paix (Grenoble, France) et directeur du projet Indicateurs de Paix. Il a publié une dizaine d'ouvrages, dont en histoire : *La Paix de Westphalie, 1648* (Complexe 2005), *Histoire du terrorisme* (avec G. Chaliand, Bayard, 2004), *Iéna, 1806* (Perrin, 2003), *Dictionnaire de stratégie* (avec G. Chaliand, Perrin, 1998); en politique : *Le Désarroi de la puissance* (Lignes de repères, 2004), *Les Nouveaux Césars du Pentagone* (avec G. Chaliand, Bayard, 2003), *Géopolitique de la paix démocratique* (Descartes & Cie/Éd. Charles Léopold Mayer, 2001), *Puissances et Influences* (avec F. Géré, Vol. I et II, Mille et une nuits, 1999 et 2000, vol. III, Descartes et Cie/Éd. Charles Léopold Mayer, 2002).

Art et création

*Marco Aurelio Weissheimer (Brésil)
traduit du portugais par Nicolas Tiphagne*

Contexte général du débat culturel pendant le Forum social mondial 2005

La mise en place d'un espace spécifique, destiné à accueillir les débats et les échanges d'expériences autour du thème de la culture, constitue l'une des principales nouveautés de la cinquième édition du Forum social mondial. L'espace thématique « Art et création : construire des cultures de résistance populaire » est le résultat de l'enquête thématique menée par les organisateurs du FSM au cours de l'année 2004. Cette consultation fut une innovation importante : en 2005, les thèmes des débats ont cessé d'être proposés par les organisateurs pour être choisis après une large enquête conduite sur Internet. Les thèmes suggérés étaient regroupés dans des espaces communs, devant ainsi encourager et renforcer les actions et les initiatives collectives. L'établissement d'un espace relatif à l'art et à la création répondait à une lacune avérée des éditions antérieures du FSM : la question culturelle était traitée de manière

secondaire et annexe par rapport aux débats stratégiques du mouvement pour une autre mondialisation.

La charte des Principes du FSM ne fait aucune mention particulière du rôle de l'art et de la culture dans la construction d'alternatives globales au néolibéralisme. Il est simplement écrit que ces alternatives s'attachent à « faire prévaloir, comme une nouvelle étape de l'histoire du monde, une mondialisation solidaire respectueuse des droits humains universels, ceux des citoyens et des citoyennes de tous les pays, et de l'environnement, s'appuyant sur des systèmes et des institutions internationales démocratiques au service de la justice sociale, de l'égalité et de la souveraineté des peuples ». La seule référence à la culture apparaît dans l'article 9 de la Charte qui définit le FSM comme « un espace ouvert au pluralisme et à la diversité des engagements et des actions menées par les instances et les mouvements y participant, ainsi qu'à la pluralité des sexes, d'ethnies, de cultures, de générations et de capacités physiques, à la condition de respecter cette charte des Principes ».

Art et culture au FSM : un bref historique

Lors de la première édition du FSM, réalisée en janvier 2001, le thème de la culture était intégré, dans la programmation officielle, à l'axe trois: « L'affirmation de la société civile et des espaces publics ». Un des débats y fut présenté sous la forme d'une interrogation: « Comment garantir les identités culturelles et protéger la création artistique de la marchandisation ? » Les organisateurs ont alors proposé des tables rondes traitant des thèmes de la globalisation, du soutien culturel, de la langue comme expression d'une identité, de la musique, du cinéma, du théâtre et de l'artisanat. Les discussions restaient toutefois très générales.

L'année suivante, lors de la deuxième édition du FSM, toujours à Porto Alegre, le thème de la culture se trouvait toujours intégré à l'axe « Affirmation de la société civile et des espaces publics » mais sous la formulation suivante :

ART ET CRÉATION

« Production culturelle, diversité et identité ». Des ateliers et des séminaires, proposés par les organisations participantes, traitèrent également de cette thématique, sans toutefois réussir à articuler entre eux leurs discussions. C'est au terme du FSM 2002 que les organisateurs ont commencé à envisager la nécessité de donner plus d'espace au thème de la culture. Ceci fut mis en pratique dans l'édition 2003, la troisième rencontre organisée dans la capitale de l'État du Rio Grande do Sul. La structure des grands axes thématiques rendait alors possible un nouveau schéma accordant plus de place à la culture et l'articulant au thème des médias.

C'est ainsi qu'en janvier 2003, le rôle de l'art et de la culture en général, dans la proposition d'alternatives au modèle néolibéral de la mondialisation, était discuté dans des conférences majeures (« Droits et diversité » ; « Cinéma et politique : contre l'homogénéisation de l'imaginaire »), dans la rencontre traitant des « Médias, culture et alternatives à la marchandisation et à l'homogénéisation », et dans plusieurs dizaines d'ateliers et de séminaires auto-organisés par les participants du FSM. La dimension culturelle de l'hégémonie néolibérale dans le monde était désormais prise en compte, et de plus en plus, comme un élément indissociable de l'analyse du mode de fonctionnement de ce modèle et de la tentative de propositions alternatives. Les changements intervenus dans le mode d'organisation et dans le contenu de cette rencontre seront approfondis l'année suivante, lors de la tenue du FSM à Mumbai en Inde.

C'est à partir de 2004 que s'est développée la volonté de considérer la thématique culturelle, non plus comme un espace de divertissement proposé aux participants, mais comme un espace actif d'idées sociales et politiques. Cette nouvelle dimension conférée au thème de la culture a pris à Mumbai la forme de dizaines d'activités et de manifestations culturelles d'une densité inédite dans le cadre du FSM. Un collectif d'artistes, organisé autour du Groupe fonctionnel pour la culture, s'est efforcé de mettre en pratique l'idée d'une action

artistique et culturelle en rupture avec les tendances dominantes du processus d'acculturation imposé par la globalisation néolibérale. Le résultat fut remarquable : littérature des femmes et des peuples indigènes, protestation artistique contre la guerre en Irak, peintures sur des trains locaux, voix des peuples indigènes, Espace Neruda de lecture et de présentation de textes littéraires, Espace Brecht de performances théâtrales, festival de cinéma, musiques du monde.

L'expérience décentralisée réalisée à Mumbai influencera le FSM 2005, non seulement dans le traitement de la question culturelle mais aussi dans l'organisation même du Forum. Ceci apparaît notamment dans la naissance du Territoire social mondial¹⁰, espace de débats et d'expériences présentant des exemples tangibles d'alternatives aux modèles dominants d'organisation sociale, politique, économique et culturelle. Pour la première fois, la culture reçoit un espace thématique propre intitulé « Art et création : construire des cultures de résistance populaire ». Situé dans un des entrepôts des quais du port, dans un quartier central de Porto Alegre, l'espace thématique C, organisé autour de lieux de débats, de scènes, de salles audiovisuelles et d'espaces réservés aux manifestations artistiques et culturelles, peut recevoir 3 350 personnes.

Les manifestations des cultures de résistance populaire ont occupé la majeure partie de l'espace du Territoire social mondial, bâti sur les berges de la rivière Guaíba. En 2005, contrairement aux éditions antérieures du FSM à Porto Alegre où la culture se manifestait dans des endroits fixes, elle occupait l'ensemble de l'espace de l'événement. Des films, des spectacles de danse et de théâtre, des expositions d'art, des lectures de textes littéraires, des représentations musicales et des conteurs composaient une mosaïque qui accompagna tous les jours le

10. Jéferson Miola, principal coordinateur du FSM 2005, le définit comme « un ensemble d'initiatives manifestes qui possèdent le caractère d'exemplarité, exigé par le Forum, dans leur opposition au monde néolibéral ».

déroulement du Forum. Une même idée traversait ces manifestations: celle d'un nouvel art possible et nécessaire, élément indispensable au combat pour la fin de la domination d'une industrie culturelle imposant une homogénéisation sans frontières et absorbant les expressions artistiques et culturelles particulières des peuples. L'espace C a cherché à illustrer ce processus tout en proposant d'autres politiques et alternatives.

Art et création : les débats du FSM 2005

Les discussions relatives à l'art, la création et les cultures de résistance populaire ont été marquées par une grande diversité thématique. Celle-ci illustre les difficultés de la construction d'un agenda politique dans le domaine culturel à partir des propositions reprenant les intérêts et les besoins des différentes communautés, artistiques, culturelles ou géographiques, présentes à Porto Alegre. La défense de la pluralité face à la tendance homogénéisatrice du modèle actuel de globalisation est, depuis la première édition du FSM, une des préoccupations centrales de ses participants. Éviter les propositions articulant les luttes et les mouvements de manière globale fut l'un des défis présents, de manière plus ou moins explicite, lors des débats de l'espace C. Les risques liés à la fragmentation et à la dispersion furent aussi reconnus par de nombreux participants. Cette préoccupation était partagée dans d'autres espaces du Forum.

Il est important de préciser, avant de rappeler quelles principales activités furent réalisées dans cet espace thématique, que, sur initiative des organisateurs de l'événement, le débat sur l'art, la culture et la création ne s'est pas limité à ce seul domaine du Forum. La méthodologie du FSM reposait en effet sur l'objectif de l'introduction du concept de transversalité. Au lieu de penser les espaces thématiques séparés les uns des autres, les organisateurs ont provoqué l'articulation de débats et de propositions entre différents espaces. Le rapprochement de la

thématique culturelle et de celle des médias s'est ainsi produit à divers moments et avec des intensités variables. Plusieurs ateliers liés à l'espace Art et création ont traité de questions relatives aux moyens de communication et aux modèles de domination culturelle dans la société contemporaine, suggérant qu'il n'est pas possible de parler de cultures de résistance populaire sans évoquer le rôle des médias.

Un défi : l'invisibilité des exclus

Cette connexion avec la thématique des médias et de la communication a dépassé le cadre des débats et s'est révélée dans les interventions artistiques programmées dans l'espace Art et création comme dans d'autres espaces. Si le caractère pluriel et transversal de ces activités rend difficile une synthèse plus totalisante, elle révèle le large spectre des possibilités de renforcer les cultures de résistance populaire. Prenons l'exemple de l'exposition de Robson Oliveira, intitulée « Les exclus ». Le photographe brésilien, également économiste et sociologue, montre qu'il est possible d'utiliser des techniques modernes de photographie pour révéler l'un des visages les plus cruels de la société d'aujourd'hui. Oliveira témoigne de scènes de vie de personnes sans domicile, des grands centres urbains du Brésil ou du monde, sans recourir aux techniques de montage ni au moindre filtre de couleur.

Les travaux de cet ordre montrent de manière exemplaire l'un des chemins à suivre pour la construction et le renforcement de ces cultures de résistance. D'autres voies furent suggérées de différentes manières et selon différentes formes d'expression artistique et culturelle. Un des problèmes mis en avant fut, justement, le thème de l'invisibilité des exclus. Ils sont partout, dans les rues, sur les routes, dans la périphérie des grandes villes ou dans les villages appauvris des communautés indigènes qui luttent pour le maintien d'un patrimoine culturel vivant. Qui les entend ? Qui leur parle ? Sur un mode plus dramatique, qui a conscience de leur existence ? La photographie

peut, comme a cherché à le montrer Oliveira, jouer un rôle stratégique dans la lutte pour la rupture de ce silence et de cette invisibilité.

Dans le cadre du FSM, les débats ont démontré toute l'ampleur de la tâche visant à l'articulation des propositions et à l'établissement de pratiques capables de renforcer les mouvements de résistance globale face à la destruction des cultures locales. Ordinairement reléguée à un second plan, la dimension culturelle de cette lutte cherche désormais à acquérir un statut politique plus important. La cinquième édition du FSM s'est efforcée d'aller dans cette direction. Tous les espaces thématiques du Forum développaient une activité culturelle propre, valorisant ainsi l'idée de transversalité. On compta donc au cours du forum plus d'une centaine de concerts, 41 spectacles de théâtre, 13 représentations de danse, 7 ateliers de théâtre, 85 expositions d'arts plastiques, de photographies et d'installations vidéos, quelque 150 films et des dizaines de manifestations spontanées.

Tout en cherchant à stimuler l'auto-organisation de ces activités, la coordination culturelle du Forum développa certains espaces destinés à conférer à ces manifestations une dimension dépassant le simple divertissement partagé par les participants. Quatre projets furent donc mis en place. Il s'agit du musée vivant de la pluralité, des dialogues de rue, du festival intercontinental de cinéma et du festival de la mémoire instantanée. Ce dernier projet avait par exemple pour objectif de contribuer à la constitution de la mémoire collective du Forum social mondial. Le matériel recueilli se trouva exposé dans le Musée vivant de la pluralité qui s'était constitué comme un vaste espace de manifestation culturelle, exemplaire dans l'affirmation de la possibilité pour l'art d'être un instrument de résistance face à la destruction culturelle. L'art devenait ainsi un outil de résistance et d'affirmation des cultures menacées par l'hégémonie d'une industrie des symboles toujours plus puissante. Ce potentiel s'est clairement manifesté dans ces activités.

Les chemins à suivre : l'art citoyen, l'art éducatif

Cet assemblage de débats et d'activités d'expression culturelle et artistique fut une caractéristique récurrente de l'espace consacré à la culture. La première Conférence brésilienne sur l'art citoyen fut l'un des événements qui prolongea les discussions. Cette conférence, bien que centrée autour des enjeux brésiliens, développa quelques propositions concrètes visant à amener l'art, porteur d'une vision transformatrice, dans le quotidien de la population. La notion d'art citoyen s'appuie sur une citoyenneté active, exigeant la participation de la population, et considère l'art comme un espace supplémentaire permettant de construire des idées et des pratiques de transformation sociale. La participation est un élément indispensable afin que l'art, la culture et la politique en général puissent jouer ce rôle transformateur. On cherche ici à établir une citoyenneté culturelle ouvrant les portes de la création et de l'expression aux exclus de la société.

Le Territoire social mondial s'est concrètement transformé en un espace voué à l'exercice de l'art citoyen auquel, et c'est un fait nouveau, la population de Porto Alegre s'est associée. Le projet dialogues de rue est un exemple de cette expérience décentralisée, survenant à différents moments et lieux du FSM, permettant une nouvelle forme de dialogue entre l'événement, ses participants et les habitants de Porto Alegre. De nombreuses scènes mobiles, installées entre les tentes et le siège des espaces thématiques, ont rendu possibles les contacts et les dialogues entre des personnes de différents pays et de différentes cultures grâce à la musique, le théâtre, la danse et à d'autres formes d'expression artistique. La mise en pratique du projet illustra en quelque sorte les idées plus générales présentées lors de la rencontre sur l'art citoyen.

C'est dans un sens voisin que la compagnie théâtrale espagnole Acciones Imaginarias a défendu la construction d'un réseau au niveau global, favorisant les échanges entre les organisations et les personnes travaillant sur les notions d'art

ART ET CRÉATION

éducatif, d'art citoyen et d'art solidaire. Créée en 2001, la compagnie Acciones Imaginarias est une association culturelle sans but lucratif qui cherche à mettre en valeur la dimension sociale du théâtre. C'est pourquoi Acciones Imaginarias développe, en plus de la production de spectacles, des projets éducatifs et de recherche en Espagne et en Amérique latine. Dans la conception du groupe, le travail théâtral se construit à partir de la mise en scène d'expériences novatrices et va au-delà d'un simple spectacle de divertissement. Il acquiert ainsi une dimension transformatrice. La compagnie se propose, à travers l'éducation et la création artistique, de promouvoir la participation citoyenne, contribuant ainsi à la formation de sujets démocratiques, critiques et conscients.

Les débats sur le potentiel de l'art, et de l'expression culturelle au sens large, à générer des espaces de promotion de la citoyenneté et de la démocratie s'accordent sur l'urgence et l'importance de cet enjeu. Ils buttent cependant, comme on le verra par la suite lors de la présentation des propositions, sur la difficulté suivante : comment traduire cet enjeu en pratique, dans la formulation de politiques publiques et d'initiatives sociales capables de transformer ce potentiel en une réalité bénéficiant à la société. La plupart des propositions reprennent l'idée de la constitution de réseaux de contact par le biais d'Internet. Suivant les idées soutenues par la compagnie Acciones Imaginarias, l'organisation brésilienne Mano a Mano, qui développe l'art éducatif dans son travail avec les enfants des rues, a proposé la création d'un réseau sur Internet destiné à faciliter les contacts entre les éducateurs travaillant avec les enfants exclus.

Les groupes, organisations et personnes qui utilisent des activités artistiques dans leur travail mené dans les régions périphériques, s'accordent sur le besoin de rompre avec l'isolement de chacun de ces travaux. Le partenariat, portant sur le développement de politiques publiques dans ce domaine, conclu entre la ville d'Alvorada (ville d'environ 200 000 habitants de la

banlieue de Porto Alegre) et Nanterre est l'exemple d'une rupture réussie. Une des manifestations de ces politiques fut le projet « Photographie et boîte de conserve ». Ce projet de photographie artisanale révéla aux adolescents pauvres d'Alvorada la possibilité d'une expression artistique, culturelle et professionnelle.

La force de l'expression et de l'exemple

L'art fut également présenté en tant qu'espace de contestation politique, un thème récurrent de l'histoire récente. Certaines initiatives comme celle menée par les Poets against the war, mouvement né aux États-Unis qui compte avec l'appui d'artistes de divers pays, qui se sont opposées à la guerre en Irak et à ses justifications officielles. Dans ce cas, il ne s'agissait pas de discussions mais de la simple lecture de poèmes traitant de la guerre, de l'oppression et de la barbarie sous toutes ses formes. Ce type d'action est manifeste de la présence d'un fil conducteur qui a traversé l'espace consacré à l'art et à la création. Nous pourrions définir ce fil conducteur comme la force de l'exemplarité. Plus qu'autour des débats, les ateliers de l'espace se sont organisés autour de la représentation d'expériences artistiques et culturelles, envisagées en tant que formes de lutte politique et non plus seulement comme des représentations symboliques déconnectées de l'état actuel du monde.

Comme nous chercherons à le montrer par la suite, ce caractère d'exemplarité a déterminé une certaine pauvreté des propositions relatives à cette thématique spécifique. Il s'agissait surtout d'un espace d'exemplarités. Dans le peu de propositions présentées – peu en comparaison du volume des propositions émanant des autres espaces – une préoccupation est apparue de manière récurrente : il est nécessaire d'articuler les réseaux globaux, avec l'aide d'Internet, pour rapprocher ce qui est distant, réunir ce qui est fragmenté et tenter de donner plus de visibilité aux initiatives disséminées aux quatre coins du monde. Il est peut-être trop tôt pour voir dans ce manque de propositions le

résultat d'une faiblesse des organisations présentes au FSM 2005. Après tout, il n'est guère surprenant qu'un espace consacré à l'art, à la création et à l'expression culturelle, entendus comme formes de résistance à la domination symbolique, se construise principalement autour de l'exemplarité et de l'expressivité.

Les propositions et leur mise en pratique

Comme nous l'avons vu plus haut, l'espace relatif à l'art et à la création s'est caractérisé non par l'élaboration de propositions s'interrogeant sur le « quoi faire » mais par la présentation d'expériences qui indiquent le chemin du « comment faire ». Il est temps d'évoquer les initiatives présentées sur le Mur des propositions du Forum social mondial 2005, espace créé afin de recevoir et de mettre en rapport des actions globales communes. Comme nous l'avons déjà senti, et comme nous le percevrons plus précisément par la suite, dans l'analyse du caractère transversal des débats et des ateliers du FSM, le faible nombre de propositions présentées semble corrélé, d'une part, à l'historique des débats sur ces thèmes dans le cadre du Forum (c'est la première fois en 2005 qu'ils se virent attribués un espace propre) et, d'autre part, à la nature du travail mené par les organisations présentes à Porto Alegre et qui, dans la plupart des cas, privilégiaient l'expression de leurs œuvres.

Recensement des initiatives liées à l'art citoyen et à l'art éducatif

Cette proposition, qui vise une application globale, émane de la compagnie théâtrale espagnole Acciones Imaginarias, également à l'origine de l'atelier intitulé « Poétique scénique : une éducation pour la démocratisation de l'expression artistique ». Le projet est de créer un espace virtuel sur Internet permettant la mise en rapport des différentes initiatives et organisations travaillant autour des principes de l'art citoyen, de l'art éducatif

et de l'art solidaire. Cette articulation permettrait de les rapprocher et de rendre plus visibles les activités relatives à ce domaine menées dans diverses régions du monde. La réalisation de ce projet passe par la mise en place d'une base de données disponible sur Internet pour les consultations et les inscriptions. L'organisation a mis son site à disposition afin de démarrer le projet (www.accionesimaginarias.com).

Réseau des éducateurs d'enfants des rues

C'est l'organisation brésilienne Mano a Mano qui est à l'origine de ce projet à l'ambition mondiale. Elle a mené, au cours du FSM 2005, l'atelier suivant: « Les enfants des rues et l'art éducatif ». L'objectif majeur de cette initiative est de promouvoir l'échange culturel entre les éducateurs travaillant avec les enfants et les adolescents en situation de risque (sans domicile, de manière temporaire ou permanente). Le projet est de mettre en relation des éducateurs appartenant à différentes institutions, par le biais de visites mutuelles assurant la connaissance de l'œuvre de chacune des institutions, et de faciliter l'échange d'idées et d'expériences applicables dans le domaine de chacun. Cet échange permettrait de réfléchir sur ce que cela signifie de vivre dans la rue, d'être confronté à cette situation, et d'envisager des solutions permettant de renverser cette condition qui affecte plusieurs millions de personnes dans le monde.

Référendum d'initiative populaire

Les organisations Democracy International et Omnibus Mehr Demokratie sont à l'origine de cette initiative dont l'objectif est de développer l'échange des expériences et des législations entre les populations de différents pays, afin de mettre en place des référendums d'initiative populaire. Les deux organisations ont, au cours du FSM 2005, soutenu l'atelier "Omnibus für Direkte Demokratie – a rolling school in Germany". L'idée principale de cette proposition est celle du principe de la démocratie directe, le processus démocratique n'étant plus seulement résumé dans les événements électoraux mais devant être à

l'origine des débats et des choix quotidiens qui affectent directement la vie des personnes. Pour mettre en place cette initiative, il conviendrait de développer des débats dans différents pays dans les écoles, les associations locales et autres institutions, y associant directement la population afin de présenter toute l'importance et la signification des référendums d'initiative populaire dans le perfectionnement de la démocratie.

Cette proposition est un exemple du principe de transversalité qui a structuré la programmation et les ateliers du FSM 2005. Elle cherche en effet à établir un dialogue direct avec d'autres espaces thématiques, particulièrement ceux traitant des relations entre État et société civile, et des solutions envisagées pour renforcer le processus démocratique au niveau mondial. Les notions d'art et de création se retrouvent ici dans l'établissement de dialogues et de discussions vers une population qui d'ordinaire est exclue de la vie des institutions publiques, à la source des choix politiques.

La poésie du « ré-enchantement »

On doit cette proposition au Réseau mondial des artistes réunis. Dotée d'une ambition mondiale, elle cherche à développer la création d'espaces réservés à la libre présentation de langages poétiques divers (arts plastiques, danse, musique, poésie). Afin de réaliser ce projet, l'association propose d'encourager la multiplication de ces expériences au niveau mondial. L'idée fut débattue dans l'atelier « L'enchantement renouvelé du monde, l'artiste et les responsabilités humaines » et fut développée en partenariat avec le Laboratoire de l'imaginaire social et de l'éducation de l'université fédérale de Rio de Janeiro (UFRJ). Le Réseau mondial des artistes réunis cherche à débattre du rôle de l'art et de son potentiel favorisant la transformation sociale et l'encouragement à la citoyenneté. Il a donc proposé la tenue d'une rencontre mondiale d'artistes et d'intellectuels afin de discuter des chemins et des alternatives capables de « ré-enchanter » le monde (le désenchantement

étant entendu comme un phénomène résultant de la transformation en marchandise de la plupart des dimensions de la vie humaine).

Les désenchantés, les enchanteurs et le feu

Le thème du désenchantement et d'un indispensable enchantement renouvelé fut également l'objet de la proposition présentée par le groupe uruguayen Sludarte. Proche de l'initiative précédente, le projet cherche à valoriser l'importance de l'art comme un instrument agissant en faveur de l'action sociale et de l'enchantement renouvelé du monde. Concrètement, le projet vise à pratiquer un art collectif incluant les personnes qui connaissent les problèmes quotidiens d'une société désenchantée sans pour autant renoncer à l'espoir d'une vie meilleure. Trois autres organisations sont partenaires de ce projet: Alianza para un mundo responsable, plural y solidario (Espagne), Polis¹¹ (Brésil) et Caravane théâtre (France).

Art Solidaire

L'initiative soutenue par les organisations Polis et Fórum Intermunicipal de Cultura (Brésil) propose de discuter et d'exposer les principes et les actions du mouvement Art solidaire par le biais d'échanges entre les mouvements sociaux et par la mise en place d'un réseau national et international reprenant ce thème. Le mouvement Art solidaire travaille sur des bases voisines de celles recommandées par les mouvements de l'Art éducatif et de l'Art citoyen, concentrant son action sur les populations pauvres de la périphérie des grandes villes brésiliennes. Ces organisations travaillent également avec des enfants des rues, se mobilisant pour atteindre les Objectifs du millénaire de l'ONU concernant l'enfance et l'adolescence.

11. Institut d'étude, de formation et d'assistance aux politiques sociales.

Démocratisation du football

La participation des supporters à l'organisation du football et à la prise de décision des présidences des clubs sportifs est l'objectif majeur de cette initiative prise par des groupes organisés de supporters. Cette proposition a recueilli les suffrages des organisations suivantes: Football Supporters Internacional (Brésil), Torcida Grêmio Gaviões da Fiel (institution rassemblant les supporters d'un des clubs les plus populaires du Brésil, le Corinthians Futebol Clube) et l'Institut virtuel du football (également du Brésil). Cette initiative, présentée dans le cadre de l'atelier « Supporters de football: culture et droits », s'écarte des principaux axes du débat de l'espace thématique Art et création mais révèle l'amplitude de l'influence du Forum social mondial sur la société.

Sur le mur de propositions de la Mémoire vivante du Forum social mondial¹², se trouve une autre initiative. Intitulée « Ouvriers de l'expérience humaine et environnementale », elle a pour but de « renforcer et implanter de nouvelles activités liées au projet de création d'emplois et de revenus, à la promotion du développement local et durable privilégiant les actions culturelles, sportives, artistiques, à la protection de l'environnement, à la communication locale, au loisir, à la mémoire, et à l'expression humaine et environnementale du quartier de Criméia Leste à Goiânia¹³ ». Le caractère local et fragmenté de certaines de ces propositions révèle quelques-unes des fragilités qui ont marqué les débats de cet espace thématique, du point de vue de la présentation de propositions concrètes.

Les défis de l'avenir, point de vue d'un artiste

L'artiste et journaliste brésilien Enio Squeff¹⁴ propose l'analyse suivante du débat sur l'art et la création, désignant certains problèmes qui devront être dépassés dans les prochaines

12. Voir le site: www.memoria-viva.org

13. Capitale de l'état du Goiás situé dans la région centre-ouest du Brésil.

14. L'intégralité du texte est disponible sur le site: http://agenciartamajor.uol.com.br/forum_2003/forum.asp?id=111&coluna=analise

éditions du Forum : « Les arts, plus que toute autre manifestation, ont besoin de faits tangibles comme les films, les spectacles de danse et de théâtre, les expositions d'art, les livres ou sinon les lectures publiques de poésie et de textes inédits. Tout ceci fut mis en œuvre de façon partielle. Des films furent projetés, les installations nécessaires étaient présentes, des expositions photographiques eurent lieu, quelques spectacles de théâtre furent mis en scène. Il s'agissait en outre de manifestations spontanées. Les conteurs d'histoire, fidèles à eux-mêmes – ils s'inscrivent dans la lignée des poètes et des chanteurs des sociétés sans écriture – furent prodiges en contes. Ce qui prédomina par-dessus tout furent les discussions. Malheureusement il y eut peu de finesse et presque pas d'art... »

Les débats et les ateliers transversaux

Les thèmes relatifs à l'art et à la création, en tant que formes de résistance face à la domination de l'industrie culturelle globale, sont parfois sortis de l'espace qui était dédié à cette thématique. Suivant les prévisions de la méthodologie et de l'organisation du FSM 2005, l'idée de transversalité a rendu possible le transfert de ce débat dans d'autres espaces de l'événement.

Programmes informatiques libres : liberté numérique pour l'humanité

Gilberto Gil, ministre de la Culture du Brésil, fut l'un des principaux protagonistes du débat relatif aux programmes informatiques libres de droit. À Porto Alegre, Gil fut à l'initiative d'un appel global pour la liberté numérique de l'humanité. Au cours du séminaire « Révolution numérique : programmes informatiques libres de droit, liberté de la connaissance et liberté d'expression dans la société de l'information », Gilberto Gil affirma que la lutte en faveur des programmes libres de droit, de l'Internet libre et des connexions gratuites dépasse le domaine

purement informatique. Selon lui, il se joue ici la plus importante et la plus actuelle des luttes mondiales. Il s'agit d'un combat pour une nouvelle citoyenneté globale, en faveur de l'autodétermination des personnes, de la véritable liberté de la production symbolique et de la démocratisation de l'acquisition du savoir. Cette lutte est également associée au débat touchant les droits d'auteur et leur usage contemporain, restreignant la circulation des idées et des productions artistiques.

Le « web » apparaît ainsi comme un élément potentiellement subversif quant à la question du contrôle de l'expression artistique, culturelle et de la connaissance en général. Le spécialiste en droit informatique de la Fondation Getúlio Vargas au Brésil, Ronaldo Lemos, cite l'exemple des éditeurs qui, avec le développement d'Internet, ont cessé d'exercer un contrôle entier sur ce qui peut ou non être édité et circuler. Aujourd'hui, n'importe quel texte circule librement sur la toile et il en est de même pour les musiques, les vidéos et même les films. Un des spécialistes majeurs sur ce thème, Manuel Castells, a souligné le fait que l'ère de l'information ne peut être en adéquation avec un processus limitatif et prohibitif de la production culturelle et de sa circulation. Il considère notamment Internet comme « une technologie construite sur une architecture libertaire [dont les] principales applications furent développées par ses utilisateurs, sans aucun droit de propriété ».

Le débat, auquel participèrent Gilberto Gil et Manuel Castells, a également diffusé les idées du projet *Creative Commons*, présenté comme un système de patente des œuvres artistiques et scientifiques par le biais d'Internet. Ce système s'interroge sur le droit de propriété des patentes intellectuelles, revendiquant son ouverture afin que des personnes du monde entier puissent employer et diffuser des œuvres culturelles et scientifiques, définies comme appartenant au patrimoine de l'humanité. Lawrence Lessig, créateur de *Creative Commons*, a défendu l'esprit central du projet : que chaque objet soit libre

dans sa distribution mais que son auteur soit reconnu comme tel.

Le projet *Creative Commons* soutient, par-dessus tout, la démocratisation de la connaissance et de la culture. Il s'agit de garantir à son auteur le droit de déclarer son œuvre comme libre: si la paternité de l'œuvre est maintenue, sa distribution est gratuite et ouvre alors la possibilité de la manipuler. Une des initiatives les plus révolutionnaires présentées lors du FSM fut justement la cassation de ce droit ou, au moins, sa flexibilisation, pour reprendre un mot cher aux libéraux.

Du programme informatique libre au Puxirum : le fossé des cultures

Un autre atelier, articulé directement à l'espace thématique sur l'art et la création, fut organisé par des représentants des peuples amérindiens. Pour la première fois, les peuples indigènes participaient au Forum social mondial en présentant un programme spécifique, décidé par les institutions les représentant. C'est ainsi qu'ils furent à l'origine de « *Puxirum* des arts et des savoirs amérindiens », une rencontre qui réunit plus de 400 Amérindiens de tout le continent et des représentants du peuple sami, venant de la Scandinavie. En tout, ce sont plus de 150 peuples qui étaient représentés dans cette rencontre. *Puxirum* est un mot nhéengatu, langue parlée dans le Brésil colonial, issue du mélange entre le tupi, le portugais et l'espagnol, signifiant, dans une traduction libre, la « réunion des efforts vers un objectif commun ».

Un des principaux objectifs de la rencontre fut de défendre une meilleure perception globale des peuples indigènes, à partir de leurs arts et de leurs savoir-faire. Il fut également question de propositions leur permettant de perdurer en tant que peuples et d'apporter ainsi de riches contributions à l'humanité. Le *puxirum* fut soutenu par les organisations suivantes: Coordination des organisations indigènes du bassin amazonien (Coica), Conseil indigène de l'Amérique centrale (Cica),

ART ET CRÉATION

Coordination andine, Coordination des organisations indigènes de l'Amazonie brésilienne, peuples guarani et kaingang. Une vaste tente a abrité des conférences, des marchés artisanaux, des festivals de musiques et de danses indigènes et une projection de films. L'agenda fut rempli, les débats évoquant tour à tour les revendications territoriales, l'utilisation des ressources naturelles, les savoirs traditionnels, les droits constitutionnels, la pluralité et la démocratie.

Dans un manifeste diffusé lors de la rencontre, les amérindiens brésiliens ont critiqué la politique menée par le gouvernement fédéral sur la démarcation des terres. Ils dénoncèrent le fait que la survie des cultures et des savoirs indigènes était menacée par de puissants intérêts économiques faisant pression sur l'État pour que ce dernier abandonne la démarcation des terres amérindiennes. Les leaders indigènes ont rappelé que le territoire est une condition vitale pour la survie physique et spirituelle des peuples qui, depuis des siècles, souffrent d'un processus de destruction. Cette réalité contraste avec celle rencontrée par les participants au projet des programmes informatiques libres de droit, pour qui le territoire physique n'est pas une condition de survie. Cette diversité des réalités est l'un des obstacles rencontrés dans le cadre du FSM dans sa volonté de conférer à ces luttes un caractère global. Dans un seul pays comme le Brésil, se retrouvent des Amérindiens, luttant pour la terre et pour la survie de leur culture, aux côtés de jeunes universitaires appartenant à la classe moyenne et défendant l'amplification de la liberté numérique.

Il est évident que ces combats ne sont ni antagoniques, ni incompatibles, mais ils s'articulent difficilement autour d'un point commun. Ce hiatus fut certainement à l'origine du déficit de formulation de propositions faites dans le cadre de l'espace thématique sur l'art et la création. Par-delà les représentations et les manifestations de cultures et de savoirs, les luttes et les revendications de chacun des groupes restent liées à des sphères particulières. Internet fut présenté par beaucoup comme un ins-

trument capable d'articuler et de diminuer ces distances, mais cette possibilité reste encore à accomplir. La mise en place de stratégies de résistance passe certainement par l'art et la création culturelle, mais ceux-ci restent trop considérés comme des instruments, des outils porteurs d'idées et de causes, comme s'ils ne parlaient pas pour eux-mêmes. Quoi qu'il en soit, le FSM 2005 a permis d'avancer sur cette problématique car, pour la première fois, ces obstacles furent mis en évidence d'une manière claire et réfléchie.

Références renvoyant aux thèmes traités dans ce chapitre

www.accionesimaginarias.com – Site de l'association culturelle espagnole, fondée en octobre 2001, avec l'objectif de privilégier la dimension sociale de l'expression scénique par le biais de la production de spectacles et de la promotion de projets éducatifs et de recherche menés en Espagne et en Amérique latine.

www.forumculturalmundial.org – Site lancé à l'occasion de la réalisation du Forum culturel mondial, à São Paulo, en 2004. Il apporte des informations sur l'événement et sur l'avenir des débats et des activités culturelles conduits au sein du FSM.

www.fcm-network.net – La diversité culturelle, les médias télévisés, l'industrie culturelle, la culture libre et la production culturelle sont autant de thèmes relayés par le FCM-Network sur Internet et traités sous des angles divers.

<http://caravane-theatre.fr.fm> – Site de la compagnie théâtrale française créée en 1996 et qui encourage la pratique du théâtre clown et du théâtre forum à travers des formations, des spectacles et des interventions privilégiant les échanges interculturels. Elle est partenaire de projets en Europe, en Inde, en Amérique latine et dans d'autres régions du monde.

ART ET CRÉATION

www.softwarelivre.org – Site officiel du projet éponyme, la meilleure source d'information sur le processus de démocratisation de la connaissance numérique et sur les campagnes qui remettent en cause la privatisation de la connaissance.

www.polis.org.br – Site de l'institut brésilien, créé en 1987, qui agit pour l'amplification des politiques publiques appliquées au développement local dans les campagnes et dans les villes. La citoyenneté, en tant que conquête démocratique, est l'axe autour duquel s'articule cette initiative visant la construction de villes plus justes, durables et démocratiques. L'art éducation est un de ses domaines d'action.

Marco Aurelio Weissheimer

Journaliste, diplômé de philosophie à l'université fédérale du Rio Grande do Sul (UFRGS), Marco Aurelio Weissheimer a suivi un cours de doctorat en philosophie politique à l'École normale supérieure de Paris. Collaborateur et traducteur des textes et des éditions en portugais du journal *Le Monde diplomatique*, il travaille aussi pour l'Agence Carta Maior (www.agenciartamaior.com.br); il est chargé, en particulier, de couvrir le Forum social mondial et plus généralement, la situation politique brésilienne.

7.

Les biens communs

Larbi Bouguerra (Tunisie/France)

Qu'est-ce qu'un bien commun ?

Philippe Aigrain le définit ainsi: « Toute “chose” ou entité immatérielle à laquelle on a décidé de donner un statut de propriété commune, de la faire appartenir à tous, parce qu'elle n'appartient à personne. Dans le sens moderne, la propriété commune est universelle, elle est celle de l'humanité. Dans le sens ancien, il s'agissait souvent de la propriété d'une communauté restreinte. À ne pas confondre avec les biens publics dans le sens d'objets d'une propriété publique (gérée par des institutions publiques) » (*Cause commune. L'information entre bien commun et propriété*, Fayard, Paris, 2005).

Le bien commun, en définitive, n'est rien d'autre qu'une valeur commune issue d'une décision collective, citoyenne, bref, d'un accord ou d'un consensus sociétal.

Les biens communs de la terre et des peuples englobent les ressources naturelles comme l'air, l'eau, la biodiversité, la forêt tropicale, les océans, les écosystèmes mais aussi la connaissance et le savoir, la santé, l'éducation...

Le contexte et les enjeux

Le FSM 2005 s'est tenu peu de temps avant l'entrée en vigueur du protocole de Kyoto sur le réchauffement climatique et les émissions de gaz à effet de serre, et peu de temps avant le cinquième anniversaire de l'Assemblée générale des Nations unies qui a adopté les Objectifs de développement du millénaire. ces derniers renoncent à envisager l'éradication totale de la pauvreté pour affirmer que le seul objectif « réaliste » est celui de la réduction de moitié, en 2015, du nombre de personnes « extrêmement pauvres ». Ils visent aussi à fournir de l'eau potable, à l'horizon 2015, à la moitié des deux milliards d'êtres humains qui en sont aujourd'hui privés. Il faut rappeler ici que le Comité des Nations unies pour les droits économiques, sociaux et culturels a reconnu, en 2002, que l'accès à l'eau est un droit humain, appelant à considérer l'eau comme bien social et culturel avant d'être un bien économique. En dépit de cette prise de position – non contraignante pour les États – et du fait que, pompeusement, l'année 2003 avait été baptisée « Année internationale de l'eau douce », rien de concret n'a été enregistré.

En octobre 2005, l'Uruguay a introduit dans sa Constitution un article stipulant que l'eau, « bien de la nation », ne pouvait être privatisée. Bel encouragement pour les participants du FSM qui ont souligné les importants efforts de la Bolivie et de l'Argentine dans leur lutte contre la privatisation de l'eau.

Le programme officiel recense, pour l'espace E, 160 manifestations. L'eau s'y taille la part du lion à côté d'autres problématiques : changements climatiques, questions énergétiques et échanges des droits à polluer, justice et éducation environnementales, biodiversité, forêts, impacts humains et environnementaux des barrages, organismes génétiquement modifiés (OGM)... Comme le FSM 2004 à Mumbai avait été précédé d'une rencontre internationale organisée à Delhi par un collectif d'ONG indiennes et exclusivement consacrée à la problématique de l'eau, en 2005, on a aussi assisté à un Forum social

panamazonien à Manaus : 8 000 représentants des communautés qui vivent dans les plus grandes réserves mondiales d'eau douce, de forêts et de biodiversité se sont rencontrés avant de mettre le cap sur Porto Alegre. Les participants au FSM, conscients de l'importance de la problématique « Biens communs », sont unanimes dans leur rejet de la marchandisation ou de la propriété privée de ressources nécessaires à la vie et qui participent à la dignité de l'être humain, à son intégrité physique, à son bien-être et à son équilibre général. Ils s'opposent aussi au saccage de la planète que vient de confirmer le rapport de 1300 spécialistes accrédités par les Nations unies pour ausculter la terre.

Les débats

Les biens communs ont occupé une place importante dans le programme du FSM. Ce thème a reflété les luttes menées par la société civile, au plan mondial, à propos de l'eau, de la pollution chimique, des OGM, des barrages... Quant aux débats, il faut d'abord noter cette atmosphère attachante, si particulière aux FSM : concentration, écoute et liberté de ton chez la grande majorité des participants en dépit des défaillances du matériel de traduction ; il est vrai que souvent, les participants brésiliens ont tout fait pour aider les non-lusophones à garder le contact.

Les débats peuvent être très contrastés d'un atelier à l'autre. Ici, des spécialistes brésiliens parlent doctement de bassins versants, là, une équipe américaine traite exactement comme à l'université d'« écosystèmes et de société : réflexions scientifiques sur de futurs scénarios en cours d'élaboration » mais cite en exemple Shell ! Ailleurs, on cherche « des stratégies d'action conjointe sur l'eau » : débat plutôt décousu, réponses trop vagues ne satisfaisant visiblement pas l'auditoire quand un intervenant, député brésilien semble-t-il, appelé à la tribune, dit quelques banalités sur l'eau puis demande à l'assistance de se mettre debout et de lever les bras en disant : *"Water is love"*.

L'orateur suivant, artiste connu, gratifie de son côté la salle de chansons sur le thème de l'eau. Bien des participants paraissent dubitatifs ou franchement hilares devant ces interventions plutôt originales en faveur de la cause de l'eau dans le monde et de la recherche d'alliances stratégiques autour de la ressource.

Quant à la question du marché des droits à polluer, les débats, très techniques, ont souvent concerné quelques maigres poignées de participants. La question Nord-Sud a été centrale dans ces débats car le protocole de Kyoto accorde un moratoire aux pays en développement. Mais certains font valoir la mauvaise qualité du charbon chinois et le fait que les rizières et les vaches indiennes produisent d'importantes quantités de gaz à effet de serre. Plusieurs participants se sont à juste titre étonnés du fait que les États-Unis, ayant participé à toutes les phases de négociation de ce protocole, et ayant réussi à y faire inscrire tous leurs desiderata, ont refusé, *in fine*, de le ratifier. On a aussi souligné que ce protocole est bien laxiste vis-à-vis du nucléaire et on a mis en doute une gestion sans risques de déchets radioactifs dont la durée de vie se chiffre en dizaines de milliers d'années. Un participant se demande si la vraie solution ne consiste pas à réduire notre consommation d'énergie, « la planète avant le confort », s'est-il écrié. On lui fit remarquer qu'il fallait nuancer: les populations du Sud souffrent, elles, d'une consommation d'énergie trop faible pour une vie digne. Au cours des débats sur l'énergie, on a fait le procès en règle du pétrole et des grands barrages (les Brésiliens exposent le cas des grands barrages d'Itaipu et de Sobradinho): guerres, pollutions, mise sous tutelle du monde arabe, destruction des écosystèmes naturels, déplacement des populations, propagation du paludisme, réchauffement climatique... Certains participants ont condamné l'usage de l'automobile, soulignant qu'aux États-Unis, il y a plus de voitures que de détenteurs du permis de conduire et que ce pays produit 25 % du gaz carbonique de la planète, ils ont aussi relevé le récent engouement des Chinois pour l'automobile.

LES BIENS COMMUNS

Concernant la biodiversité, la nécessité de préserver les habitats a été soulignée. De nombreux participants notent qu'environ 10 à 30 % des espèces d'oiseaux, de mammifères et d'amphibiens sont menacées d'extinction.

On a longuement débattu des « alliances stratégiques » à concrétiser et des coalitions internationales à conclure, dans le domaine de l'eau, pour faire de la ressource un droit pour tous avant 2020. On a aussi discuté de la rédaction d'une charte des Nations unies pour le droit à l'eau, du rôle des femmes, de la faible présence des ONG et des citoyens du Sud à Porto Alegre. Mais si certains insistaient sur les responsabilités des décideurs des pays du Sud, d'autres ne voyaient pas l'intérêt d'une charte de plus, une participante du Botswana allant jusqu'à s'écrier : « Il y a tellement de chartes sans effet ! » et une autre du Zimbabwe de renchérir : « On nous abreuve d'études de cas que nous ne connaissons que trop bien... Le moment n'est plus aux questions, il est grand temps d'apporter des réponses. » De son côté, l'Assemblée des Nations indigènes dénonce la pollution des eaux sur ses territoires ancestraux ainsi que la stérilisation de ses sols par les activités minières. Des participants philippins insistent sur le fait que la privatisation de l'eau provoque la flambée des prix et laisse au bord de la route les ruraux alors qu'un participant français fait valoir que certaines communes, dans son pays, hésitent à gérer elles-mêmes leur réseau, pour ne pas s'exposer politiquement et parce que les compagnies privées ont un savoir-faire important en matière de dépollution. Des participants andins évoquent les maux de la privatisation de l'eau en Argentine et en Bolivie – où la lutte a provoqué mort d'hommes – et au Chili où la ressource est trustée par les propriétaires des mines de cuivre. Pour les quelques participants africains présents, la privatisation de l'eau et de l'électricité au Sénégal et au Ghana ont été des échecs et au Tchad, les tarifs étant trop élevés, la population recourt à des puits insalubres. Il est clair que le marché n'est pas l'instrument *ad hoc* pour gérer les ressources naturelles et il ne saurait garantir les droits des

générations futures; de plus, il fait du citoyen ayant des droits un simple consommateur et un banal client: telle est la tonalité générale de ces débats.

On a chaudement discuté aussi de la culture industrielle du soja qui menace l'Amazonie car elle provoque la contamination génétique, perturbe les microclimats et bloque des sources, certains participants soulignant cependant qu'il ne faut pas mettre dans le même sac la petite exploitation familiale et les énormes emblavures des latifundistes. Le secteur informel, l'énergie et la paix, les fonds marins et leur gouvernance par les populations indigènes, l'attitude à adopter face au tourisme dans les petits États insulaires et les conséquences du tsunami asiatique, la situation des marais du Paraguay-Parana, etc., ont donné lieu à des échanges traduisant l'énorme vitalité et l'acuité de la vision des participants.

En conclusion, on peut cependant regretter que « la participation active du plus grand nombre demeure limitée » du fait peut-être « d'une très grande proportion d'universitaires blancs de plus de 45 ans », et de la volonté des jeunes de garder « un pied dedans, un pied dehors » (Geoffrey Pleyers, 7 avril 2005, site du CADTM).

Les propositions

On rappellera d'abord ce que disait, en 2002, Oded Grajew, un des concepteurs du FSM: « Le FSM n'est pas une fin en soi. C'est un moyen pour changer les choses. De faire une révolution pacifique » affirmant qu'il s'agissait pour lui de donner aux militants le moyen de se mettre en rapport et de se connecter les uns aux autres sur la scène globale, de rapporter leurs expériences et de combiner leurs efforts et Grajew de conclure: « Il s'agit d'abord et avant tout de partager des idées. »

On sait par ailleurs que le but affiché par le FSM 2005 est de « dépasser le diagnostic et la dénonciation des problèmes, de trouver des solutions et de troquer la théorie pour la pratique ».

On a souvent qualifié les FSM de terreaux favorables à la définition de solutions alternatives.

Mur de propositions

On y relève une proposition « pour des manifestations internationales, en novembre 2005, en vue d'actions urgentes à propos du changement climatique ». Il s'agit en fait de la marche pour le climat prévue à cette date et dont le mot d'ordre est : « un contrat mondial pour le climat : un monde solaire est possible ». Elle émane de l'atelier « Justice climatique » et de « beaucoup d'autres organisations environnementales » sans plus de précisions. Une autre, provenant de l'activité « L'eau, droit humain » plaide pour « une plateforme générale de lutte pour l'eau » au niveau mondial ; une autre proposition, péruvienne celle-là, évoque trop brièvement « la protection des forêts humides de l'Amazonie, productrices d'eau douce », elle vise le plan local et émane de l'atelier « L'eau, droit humain ou marchandise ? » On relève ensuite un bloc de propositions homogène au sujet de l'eau et des ressources naturelles émanant d'une coalition de mouvements comme Rios Vivos, Droits humains et eau, Jubileo Sur, etc., et visant le plan continental. Ils exigent « la suspension des processus de privatisation de l'eau » ou encore « l'exclusion de l'eau des processus de privatisation » ; une troisième demande « une autogestion communautaire des ressources naturelles » et une dernière traite de « la gestion durable des ressources environnementales. » Ces propositions visent l'accès à l'eau, la lutte contre la privatisation et la pauvreté ainsi que les politiques publiques. Viennent ensuite deux propositions militant pour une « alliance entre Emmaüs international – Attac international, comité international pour le contrat mondial de l'eau » et pour une « *International Water Alliance* ». Elles émanent d'une impressionnante coalition de mouvements des cinq continents et veulent concrétiser le droit à l'eau pour tous avant 2020. Détail frappant : l'insistante recherche d'alliances dans le domaine de l'eau au cours du

FSM 2005. Les autres propositions concernent le développement durable et la consommation, la construction d'une politique nationale pour les écosystèmes de montagne, la dissémination des idées relatives à l'écologie et à l'économie, l'éducation technique, un forum mondial pour la réforme agraire, un forum social énergétique, la gestion durable des ressources environnementales, les semences (patrimoine de l'humanité et zones sans OGM), le choix de la « démocratie technologique » (?) comme thème clé du FSM 2006, la révision de la consommation du FSM, la négociation et l'application des critères de responsabilité sociale pour les multinationales compradors du soja, le boycott des produits de la firme Coca-Cola, la défense de la biosécurité, le, milieu ambiant et la santé, le manifeste villes et déchets...

Richesse et diversité des propositions affichées sur le Mur de ce magnifique FSM même si on peut regretter le style télégraphique qui ne permet pas toujours de tirer la substantifique moelle d'une matière aussi profuse !

Propositions émergeant des débats

Pour ce qui est de l'eau, voici les propositions les plus significatives :

- *Mettre hors des accords commerciaux (AGCS) l'eau, la déclarer du domaine public et la considérer comme un droit humain.*

Cette proposition, enracinée dans un principe fort – même si elle n'est pas toujours formulée dans des termes identiques dans les nombreux ateliers hollandais, allemands, italiens, brésiliens... –, bénéficie d'un large consensus : faire de l'eau « un bien public mondial ». C'est là un thème fondamental que les luttes de la société civile sont parvenues à inscrire dans l'agenda du G8 d'Évian. Cette notion ne va cependant pas sans difficultés – juridiques notamment – même si dans beaucoup de cultures et de traditions elle a une place de choix. Les multinationales épousent *grosso modo* maintenant cette façon

LES BIENS COMMUNS

de voir puisqu'elles disent qu'elles veulent seulement faire payer le service de l'eau et que, si elles admettent que l'eau est un bien public, sa gestion doit être privée. La situation est différente pour certains industriels, propriétaires de nappes tels Coca-Cola et Nestlé.

D'ores et déjà, cette idée a été constitutionnalisée – parfois en partie seulement et pas toujours avec une répercussion pratique – dans certains pays. Demeurent cependant de redoutables questions pratiques et matérielles ainsi que les disparités géographiques mondiales face à ce généreux concept tout comme restent en suspens les consommations orgiaques d'eau aux États-Unis et dans d'autres pays industrialisés, la pollution chimique continue de la ressource ainsi que la question de l'eau dévolue à l'agriculture et à l'industrie. De plus, si l'eau est « bien public mondial », il faut instituer une autorité de régulation à l'échelle globale pour éviter la fameuse « tragédie des biens communs » popularisée par Garrett Hardin qui affirmait dès 1968 : « Si chacun peut accéder librement aux biens communs, la ressource est perdue. » Il n'en reste pas moins vrai qu'il faut, comme le disent les économistes de l'écologie, donner au bien-être des générations futures un poids dans les décisions morales et qu'il faut passer d'une politique de l'offre de l'eau à une politique de la demande comme le propose la Déclaration européenne pour une nouvelle culture de l'eau signée à Madrid, en février 2005 par un grand nombre de scientifiques.

Cette proposition fondamentale s'adresse à l'Organisation mondiale du commerce et aux accords de Doha comme elle s'adresse aux parlements nationaux et à la société civile.

- *Amener l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies à adopter une charte sur le droit à l'eau car l'eau doit acquérir une protection internationale.*

Soutenue, entre autres, par l'ONG allemande Bread for the World, cette proposition veut que la question de l'eau devienne un enjeu pour la communauté internationale. Les promoteurs

de cette proposition rappellent que 1,1 milliard de personnes n'ont pas accès à une eau potable dans le monde et 2,6 milliards de personnes ne bénéficient pas d'un assainissement correct. Deux milliards d'êtres humains vivent dans les régions les plus arides du monde et souffrent de mortalité infantile, de malnutrition et de maladies hydriques. La communauté internationale doit faire plus pour eux comme elle doit rapprocher le siège des Nations unies des pauvres et des pays du Sud. Une charte internationale devrait avoir, selon certains, le préambule suivant : « Chaque être humain a droit à 50 litres d'eau potable par jour : le minimum indispensable défini par l'Organisation mondiale de la santé. »

Se pose alors la question de la réalisation et du financement de l'idée contenue dans ce préambule.

De plus, il ne faut pas oublier qu'on recense 240 bassins versants dans le monde dont la gestion relève de plusieurs états, membres de l'ONU. L'Afrique, à cet égard – et dans une moindre mesure l'Asie – souffre le plus car les frontières léguées par le colonialisme n'obéissent à aucune rationalité géographique, ce qui émiette ces bassins qui deviennent sources de conflits. Rappelons que le Nil et le Danube parcourent neuf États chacun, le Niger huit, le Mékong six... et que l'Égypte et la Hongrie sont redevables à plus de 95 % d'une eau provenant de l'extérieur, les Pays-Bas à 85 %, la Roumanie à 82 %, l'Allemagne à 51 %, la Belgique à 33 %... Ne perdons pas de vue non plus le cas de l'Indus entre l'Inde et le Pakistan – où l'agriculture serait impossible sans l'irrigation – ou celui du Gange entre l'Inde et le Bangladesh.

Cependant, dans le système onusien, à l'heure actuelle, les acteurs dans le domaine de l'eau sont nombreux : FAO (Food and Agriculture Organisation), OMS (Organisation mondiale de la santé), OMM (Organisation météorologique mondiale), CMB (Commission mondiale des barrages), Unesco. Au Forum mondial de l'eau de Kyoto en mars 2003, la question d'une autorité mondiale de l'eau est restée pendante. On notera

LES BIENS COMMUNS

cependant que les Nations unies ont mis sur pied une « Commission de concertation pour l'approvisionnement en eau » dont le président, ancien ministre de l'Environnement néerlandais, critique la politique suivie pour fournir de l'eau aux pays du Sud en ces termes: « Depuis trente ans, des milliards de dollars ont été investis en pure perte pour améliorer l'accès à l'eau des pauvres. Nous avons collectivement la responsabilité de repenser les approches des politiques de l'eau si l'on veut atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement fixés en 2000 par les Nations unies. »

Une éventuelle charte doit opérer des arbitrages et des attributions de compétences entre les divers acteurs pour avoir pleine efficacité au plan mondial comme elle doit éviter l'écueil de la bureaucratie mais elle pourrait aussi contribuer à protéger les peuples indigènes dont l'eau aiguise les convoitises – si un contrôle démocratique lui est associé.

D'ailleurs, pour faire aboutir cette proposition, ses promoteurs cherchent à mobiliser le soutien populaire le plus large possible en s'adressant aux mouvements de la société civile et adoptent le mot d'ordre: « À problème global, solution internationale ».

Il n'en demeure pas moins vrai que la moitié de l'eau douce de la planète se trouve dans six pays seulement: Brésil, Russie, Canada, Indonésie, Chine et Colombie; la Chine – qui abrite 21 % de l'Humanité – ne possède que 4 % des eaux douces de la planète. Difficile équation pour la résolution de laquelle l'ONU doit user de tous ses trésors de diplomatie pour faire adopter cette charte puis mettre en place une protection internationale, d'autant que les puissances sont focalisées sur leurs intérêts régionaux et ne prêtent qu'une maigre attention aux biens communs. Il va de soi que les États membres doivent aussi s'impliquer dans cette mission. La société civile a ici un rôle important à jouer pour amener les décideurs à s'occuper d'abord de cette problématique pas très glorieuse politiquement parlant, et pour dépasser ensuite les inégalités de répartition

géographique – et surtout sociale – de l'eau: le Congo Kinshasa (RDC) est bien pourvu en eau mais les déficiences de l'État, l'absence de démocratie, la corruption et le dénuement des populations font que nul ne peut bénéficier d'une eau de qualité.

Une protection correcte de l'eau de la planète devra tout autant s'attacher à juguler l'insidieuse montée de la pollution chimique dont l'origine se trouve dans les modes de consommation de nos sociétés.

- *Maintenir la pression sur les décideurs politiques africains et lutter pour les contraindre à abandonner la politique de privatisation car « l'eau et l'électricité sont des instruments de souveraineté nationale ».*

Cette proposition émane de nombreux participants africains au FSM. Ils font état des succès remportés à cet égard en Amérique latine et ailleurs. Les auteurs espèrent que ces exemples inspirent et encouragent le continent noir. Mais il faut compter avec les exigences des bailleurs de fonds et les problèmes techniques et financiers que bien des États ne sont pas en mesure d'aplanir par manque de volonté politique ou parce que la démocratie fait défaut. Cela dit, la Namibie du président Sam Njuma a raccordé 80 % de la population aux réseaux d'eau et d'électricité entre 1990 et 2004. De même, les statistiques onusiennes montrent qu'entre 1990 et 2000, quatre pays – le Bangladesh, les Comores, l'Iran et le Sri Lanka – ont réussi à diviser par deux le nombre de leurs habitants qui ne bénéficiaient pas d'une eau potable. Au Népal cependant, le gouvernement s'apprête à dépenser plus de la moitié du budget alloué à l'eau pour la construction d'un réseau d'adduction à Katmandou, la capitale, qui ne desservira que 6 % de la population. Encore une fois, les pauvres et les ruraux sont les oubliés de l'approvisionnement en eau.

LES BIENS COMMUNS

- *Favoriser l'émergence d'une plate-forme mondiale sur un ou deux objectifs concrets dans le domaine de l'eau en tant que terrain d'engagement commun aux divers mouvements du FSM.*

Les promoteurs italiens de cette proposition veulent identifier des formes et des moyens d'action à mener au plan international pour concrétiser l'accès à l'eau pour tous avant 2020. Ils lancent aussi l'idée de réaliser « un million de citernes » et « trois milliards de robinets » (Contrat mondial de l'eau, branche italienne). Dans ce but, ils appellent à une large coalition entre les divers mouvements de l'eau au plan international qu'ils jugent actuellement plutôt dispersés du fait « des inévitables divisions entre modérés et radicaux ». Ils ont réussi à réaliser une alliance stratégique au FSM ainsi qu'à faire émerger une Plate-forme mondiale pour la défense de l'eau comme bien commun qui sera probablement discutée au Forum alternatif mondial de l'eau à Genève en mars 2005 pour « construire une nouvelle politique de gouvernance locale et mondiale de l'eau ».

- *Faire impérativement intervenir les femmes et recueillir leurs avis à tous les niveaux concernant la question de l'eau.*

Il s'agit là en effet d'une proposition cruciale formulée dans divers ateliers, les femmes étant présentes à tous les niveaux de collecte, d'usages, etc., de la ressource. Un sage dogon du Mali affirme : « Les femmes sont notre aqueduc. Sans elles, l'eau n'arriverait jamais jusqu'aux puits des villages. » Dans de nombreuses cultures et d'innombrables sociétés dans le monde en effet, l'eau est du ressort exclusif des femmes. Il est donc juste, rationnel et éminemment productif de rechercher leurs avis avant toute réalisation, adduction ou mise à disposition de l'eau et en vue de son usage le plus bénéfique pour la communauté. Cette proposition peut être traduite à tous les niveaux du local au global. Tout comme la sécurité alimentaire, l'eau ne saurait se passer de l'avis des femmes.

Cette proposition est probablement en liaison avec la Marche mondiale des femmes qui est partie de São Paulo le 8 mars pour arriver au Burkina Faso le 17 octobre.

Pour cette ressource vitale, parmi les autres propositions énumérées, on citera la proposition suivante.

- *Cœuvrer pour une convention internationale des marécages qui ne force pas les autochtones à abandonner leur lieu de vie.*

Cette proposition, faite par des participants indiens et latino-américains, a le mérite de démontrer combien les populations indigènes dépendent de leur environnement dont le saccage signifie pour elles la famine et parfois la mort comme lorsque l'on installe des fermes d'aquaculture dans ces zones.

Après le tsunami du 26 décembre 2004, on a enfin compris l'intérêt de la protection des mangroves et des zones humides qui servent de tampons en cas d'événements cataclysmiques. On peut objecter que la Convention sur les zones humides – dite convention de Ramsar – existe et sert de cadre à l'action nationale et la coopération internationale pour la conservation et l'utilisation de ces zones depuis son entrée en vigueur en 1975. Mais les problèmes humains demeurent et la souveraineté nationale prévaut pour cette Convention : ainsi, Saddam Hussein en Irak a pu détruire la plus grande partie du Chott El Arab et sa culture millénaire, pour mieux surveiller la population et la punir de s'être révoltée sans que quiconque puisse intervenir. Des milliers de personnes ont été décimées et les survivants ont dû mener une vie misérable dans les bidonvilles de Bassorah et de Bagdad. C'est ce qui doit changer. Une convention internationale à la négociation de laquelle les scientifiques, la communauté internationale et la société civile seraient associés est de nature à prévenir de tels drames.

- *Promouvoir la coopération entre pays partageant des milieux aquifères communs.*

LES BIENS COMMUNS

- *Boycotter Coca-Cola pour ses menées contre l'eau en diverses parties du monde et notamment en Inde.*

Coca-Cola accapare l'eau des aquifères aux dépens des paysans. Ses pompages intensifs assèchent les puits avoisinants et la compagnie pollue les cours d'eau par les produits chimiques de lavage des bouteilles. Enfin, elle détourne par son matraquage publicitaire les gens de la consommation des boissons locales moins chères, plus désaltérantes et meilleures pour la santé car ne contenant ni caféine (qui rend les enfants agités et crée la dépendance pour tous) ni sucre raffiné – facteur d'obésité.

- *Mettre en place une protection efficace de l'atmosphère et de l'air que nous respirons.*

La capacité de l'atmosphère à absorber les polluants produits par les activités humaines a baissé de façon appréciable depuis l'ère préindustrielle. Or, les écosystèmes naturels contribuent à l'absorption des émanations dangereuses. La dégradation de ces milieux naturels réduit les capacités réparatrices de l'atmosphère.

- *Éviter et diminuer la production des déchets pour moins extraire de matières premières.*

Proposition émanant du Réseau international jésuite pour le développement et s'adressant aux citoyens du monde, aux églises, aux écoles, aux partis politiques... pour économiser les ressources, populariser le recyclage et surtout freiner la consommation des plus riches.

Il semble utile de signaler quelques autres propositions pertinentes pour apprécier l'étendue des préoccupations des participants au FSM 2005.

- *Encourager le transport fluvial sans porter atteinte aux rives des fleuves ou en modifier le parcours*
- *Mettre en œuvre une protection des « quilombolas » (habitants des hameaux brésiliens en Amazonie) contre les méfaits des grands barrages et des autoroutes qui éventrent et défigurent leurs territoires traditionnels.*
- *Le Forum social panamazonien a proposé une promotion des alliances entre les peuples de la région, l'exercice de la solidarité entre eux et l'affermissement des liens entre les divers mouvements et les populations indigènes.*

De son côté, la Fédération des travailleurs de l'agriculture familiale du Sud du Brésil propose, pour se prémunir contre les impacts négatifs sur l'environnement et les communautés humaines de la chaîne de production du soja et arrêter le cercle vicieux de la déforestation de :

- *Repenser collectivement cette production en associant les consommateurs, en articulant avec les autres réseaux et en faisant converger et unir dans le Forum brésilien toutes les idées pour mettre à plat cette production en faisant appel aux pays voisins et à leurs organisations tout en prenant soin du développement local.*

Proposition exemplaire, puisque, au cours des débats, les participants ont fait preuve d'un grand esprit de tolérance et de respect pour le point de vue des grands fermiers comme ils n'ont pas hésité à informer les consommateurs sur les dangers d'un régime fortement tributaire des viandes rouges – le soja étant essentiellement destiné à nourrir le bétail – telles l'obésité et l'hypertension artérielle au Nord d'une part, la faim au Sud d'autre part. La Fédération recommande de ne pas reproduire les erreurs qui ont été commises avec l'industrie mexicaine du café.

LES BIENS COMMUNS

S'agissant de l'agriculture, la Coordination des organismes de production familiale du Mercosur, diverses fédérations paysannes, Oxfam, ActionAid, proposent face aux effets négatifs des grands conglomérats dans l'agriculture tant au plan social qu'au plan environnemental de :

- *Joindre les forces pour combattre le modèle d'agriculture extensive capitalistique et en arrêter la progression comme modèle de développement agricole à travers la planète.*
- *Agir sur le plan politique en tant qu'issue pour imposer un modèle agricole bénéficiant aux écosystèmes et aux populations.*
- *Déclarer des zones et des territoires hors d'atteinte des OGM.*
- *Boycotter et mener des campagnes internationales ciblées contre les personnes responsables des multinationales de l'alimentation.*

Cette proposition prétend qu'en dépit des apparences, les multinationales ne sont pas sans visage et que derrière les sigles et les bilans financiers, il y a des hommes et des femmes qui décident dans l'atmosphère feutrée des conseils d'administration : il faut les identifier pour qu'ils rendent éventuellement compte de leurs actes. Un participant a fait remarquer que l'accident de Bhopal en Inde a fait 20 000 victimes en décembre 1984 et que, à ce jour, nul n'a été puni pour ce crime atroce. Pire : le responsable principal, Warren Anderson, le PDG d'Union Carbide (devenue Dow Chemical) à l'époque, coule des jours heureux à New York et ni l'Inde ni les États-Unis ne sont pressés de le voir répondre devant un tribunal indien de cette monstrueuse hécatombe.

Relativement à la production de l'énergie, on peut citer les propositions suivantes.

- *L'énergie est un droit humain car elle est nécessaire à la vie et fondamentale pour mener une vie digne.*

Cette reconnaissance est commandée par l'éthique et l'équité. Elle éliminerait cette vision antédiluvienne et dégradante de femmes exténuées charriant d'immenses fagots. Elle permettrait, en outre, de réduire la déforestation et les émissions de gaz carbonique en popularisant l'emploi du gaz naturel ou du biogaz (obtenu par fermentation de déchets comme en Chine).

- *Organiser un « Kyoto des pauvres ».*
- *Proclamer l'énergie bien public.*
- *Faire de la journée du 17 février, date de l'entrée en vigueur du protocole de Kyoto, une journée mondiale de l'énergie.*
- *Instituer une « taxe sur le pétrole » et « une taxe sur le carbone » au bénéfice de l'Humanité.*

Analyse transversale des propositions

Les propositions relevant des biens communs ont été l'objet d'une attention soutenue hors du champ des préoccupations environnementales ou écologiques *stricto sensu* : éducation, droits de l'Homme, justice environnementale, consommation, transports, droits des peuples indigènes...

Ainsi, et uniquement à titre d'exemples, le Vatican est en faveur de l'eau comme droit de l'Homme et l'Église Évangélique du Brésil s'appuie sur la Bible pour défendre l'environnement tout comme d'ailleurs le ministre de l'Environnement du Brésil M^{me} Marina da Silva qui a affirmé dans un atelier suivi par près d'un millier de personnes et en présence d'un orateur « grand bibliste brésilien » que « la Bible enseigne l'amour de l'autre, l'égalité, et encourage la redistribution ». La ministre n'a pas hésité à se faire accompagner par une vedette des séries télévisées lors de son intervention au FSM pour appuyer son message : la salle, toute acquise, applaudit chaleureusement.

LES BIENS COMMUNS

Les propositions relatives aux barrages ou à la culture du soja ont, outre la résonance régionale (Amérique du Sud), une possible application à l'échelle globale dans le moyen terme.

Les propositions concernant la justice ou l'éducation environnementales seront, bien évidemment, inscrites dans une temporalité plus longue.

Il est intéressant de noter qu'au cours du FSM l'appel aux alliances, à la formation de réseaux et à la rédaction de plateformes a été particulièrement important de la part des mouvements les plus actifs et d'ONG tant il faut être fort, probablement, pour contrecarrer les efforts poussant à la marchandisation des biens communs et à la domination des entreprises transnationales sur des ressources vitales et pour fédérer les compétences et les moyens. Mais peut-être aussi cet appel vise-t-il à redynamiser le FSM? Ou est-ce le départ d'une nouvelle étape? Ou bien est-ce la preuve de la nécessité d'un projet politique comme le croit *Alternatives économiques*?

Quoi qu'il en soit, l'initiative du Groupe des 19, qui a demandé, entre autres, « l'accès de la totalité de l'humanité à l'eau potable » et l'interdiction de « la privatisation des biens communs de l'humanité, l'eau en particulier » a été diversement accueillie et certains membres fondateurs – qui ne l'ont pas cautionnée – en ont atténué la portée, affirmant que cette initiative n'est qu'une de plus « dans la douzaine voire la centaine d'autres propositions générées par le FSM 2005 ».

Le FSM 2005 aura fait preuve d'une intense vitalité et d'un dynamisme infatigable, prêtant une attention fiévreuse aux questions environnementales comme à la situation en Somalie, à l'oppression du peuple palestinien, à la disparition des langues locales ou à la préservation des abeilles indigènes des Amériques. Il a permis un riche débat d'idées, la formulation de solutions, d'alternatives et de plans d'actions accélérant par là même la mise en réseau des associations et des militants. La prochaine édition pourrait avoir lieu en Afrique, ce qui aurait

une énorme signification avec l'espoir qu'elle dégage deux ou trois thèmes porteurs qui permettront d'aiguiser la réflexion, de focaliser l'attention et les énergies pour faire émerger les solutions que réclament l'état du continent noir et le monde, d'autant que le rôle du FSM est crucial dans « la défense et la protection d'un patrimoine collectif » à l'heure où les pouvoirs publics se désengagent de cette mission et au moment précis où, aux dires d'un analyste, « s'élargit le cercle des prédateurs du bien commun ».

Agenda des contacts

Voici une liste ramassée des contacts :

– **Claudia Costa**, Visão Mundial (économie populaire), São Paulo ; www.visaomundial.org.br et claudia_costa@wvi.org

– **Tormod Nessel**, Suède ; Projekt (réchauffement climatique) tormodnesset@hotmail.com

– **Hélio Matiz**, Planning coordinator au Département de l'eau et de l'assainissement de la municipalité de Porto Alegre ; hmatiz@admae.prefpoa.com.br

– **Defensores da terra** ; defterra@veloxmail.com.br

– **Crescente Fértil**, Projetos ambientais, culturais e de comunicação ; crescente.fertil@crescentifertil@org.br

– **Red vida Perú**, Federación nacional de trabajadores del agua potable y alcantarillado – Perú ; fentap@cgtip.net.pe

– **Site Eau de l'Alliance pour un monde responsable et solidaire** : www.geocities.com/allianceaumondial

LES BIENS COMMUNS

Larbi Bouguerra

Larbi Bouguerra, tunisien, a soutenu une thèse de sciences physiques à la Sorbonne en 1967. Il a fait une carrière d'enseignant-chercheur des deux côtés de la Méditerranée. Il est l'auteur, avec ses collaborateurs, d'une centaine d'articles scientifiques originaux dans les revues spécialisées de physico-chimie, d'écologie et de biologie clinique. Il a publié en français près d'une dizaine d'ouvrages portant sur des questions d'environnement, sur l'eau, sur l'impact de la science dans les pays du Sud ainsi qu'une biographie du grand chimiste américain Linus Pauling. Certains de ses livres ont été traduits en arabe, en portugais et en vietnamien. En Tunisie, il a assuré une rubrique hebdomadaire, durant plus de dix ans, dans la revue *Réalités* puis dans la revue *L'Économiste maghrébin*. Parallèlement, il a assuré une rubrique scientifique sur les ondes de Radio Tunis Internationale de 1978 à 1993.

8.

Diversité, pluralité et identités

*Caroline MacKenzie (Royaume-Uni/France)
traduit de l'anglais par David Fauquemberg*

Le contexte

La diversité s'impose comme la véritable pierre angulaire d'un autre monde possible, tant l'ensemble de ce processus complexe qu'est la quête de formes de société alternatives repose sur la recherche d'opinions différentes, d'approches plurielles, de solutions autres. Tous les défenseurs de cette idée selon laquelle un « autre monde est possible » s'accordent à penser qu'il n'existe pas une manière unique de s'opposer à la mondialisation, mais une infinité de manières, et qu'il nous faut prêter attention au plus large éventail possible de ces approches.

Lors des premières éditions du Forum social mondial, le débat sur la diversité tendait à se focaliser sur des sujets très généraux, tels que la discrimination, la tolérance ou la reconnaissance des droits, jugés aussi dignes d'intérêt que les questions politiques, économiques et écologiques. En 2003, des mouvements de défense de la pluralité et de la diversité mirent au centre des débats la question des minorités, l'irréductible

diversité des expressions culturelles, des expériences. Mais c'est à Mumbai, en 2004, que la diversité allait enfin devenir un thème majeur du Forum social mondial : deux groupes « minoritaires », à savoir les femmes et les intouchables (Dalits), remplirent les salles de conférence et monopolisèrent la une des journaux. Non contents d'aborder avec force les questions qui les concernaient directement, ces deux groupes apportèrent en outre un éclairage nouveau sur des débats plus vastes, une tonalité, une sensibilité différentes.

Au cours du FSM 2005, le débat sur la diversité changea une nouvelle fois de nature. Comme les questions concernant le droit des minorités étaient traitées dans le cadre de la section « Droits de l'Homme et dignité », les sessions consacrées à la diversité proprement dite abordèrent pour l'essentiel le sujet, et celui de la pluralité, du point de vue de nos expériences quotidiennes et concrètes. Il s'agissait de réfléchir à des moyens de surmonter les obstacles qu'une identité donnée est susceptible de faire naître, dans ses interactions avec d'autres identités.

Structurer les débats

Ce thème particulier couvrit une large palette de sujets, liés notamment au respect des orientations sexuelles, des jeunes, de l'égalité des sexes, des handicaps, ou des populations indigènes. Les propositions visant à protéger cette diversité furent tout aussi variées : promotion des minorités et des exclus, actions de défense des droits de l'Homme, programmes éducatifs, évolution des lois, projets artistiques et musicaux...

Quelque 250 ateliers furent ainsi mis en place. La majorité d'entre eux étaient soutenus par des organisations originaires du Brésil et d'autres nations d'Amérique latine. Un état de fait qui a pu sembler s'accompagner d'un léger déséquilibre, avec des débats qui tendaient à se concentrer davantage sur des questions particulières aux réalités culturelles et sociales propres au

DIVERSITÉ, PLURALITÉ ET IDENTITÉS

continent sud-américain. D'où, peut-être, un moindre intérêt de ces débats pour les participants venus d'autres horizons.

La question de la diversité fut subdivisée en neuf principaux thèmes. Six d'entre eux étaient liés à des sujets très spécifiques : jeunesse, hommes et femmes, droits des homosexuels, bien-être psychologique et santé, art et créativité. Les trois derniers thèmes abordaient des sujets plus vastes : exclusion sociale et raciale, éducation et tolérance, action socialement responsable. Les ateliers se firent plus rares, et le public encore davantage, pour d'autres thèmes, en particulier ceux de l'évolution du rôle des hommes dans la famille, de la place des handicapés et des malades mentaux dans la société d'aujourd'hui.

Parmi les neuf thèmes cités, l'exclusion sociale et raciale, ainsi que les entités politiques, économiques, légales et civiles, furent ceux qui regroupèrent le plus grand nombre d'ateliers : 36 pour le premier, 35 pour le second. Ils donnèrent respectivement naissance à 5 et 3 propositions destinées au « Mur des propositions ». De tous les thèmes, celui de la jeunesse rassembla le plus petit nombre de sessions, mais donna lieu au plus grand nombre de propositions, à égalité avec le bien-être psychologique : six propositions chacun. Au total, 36 propositions émergèrent de l'espace thématique « Défendre la diversité, la pluralité et les identités ».

Les propositions : présentation et discussion

Premier thème – La diversité culturelle

La proposition « Accepter nos différences » se proposait d'offrir une méthodologie visant à rendre possible un authentique respect de la diversité. Le concept de *mainstreaming*¹⁵,

15. Le concept de *mainstreaming* est défini par l'ONU comme « le fait de s'assurer que la question de l'égalité des sexes et l'objectif qu'elle représente soient bien au cœur de tous les secteurs d'activité : politique du développement, recherche, plaidoyer/dialogue, législation, allocation de budgets, conception, mise en application et supervision des projets et programmes » www.un.org/womenwatch/osagi/gendermainstreaming.htm.

conçu au départ pour faire contrepoids aux idées reçues concernant l'égalité entre les sexes, a participé à l'émergence d'une prise en compte sérieuse de ce problème de la part de nombreux pays et organisations. Ce concept a non seulement permis d'éclairer d'un jour nouveau ces questions de société, mais il a prouvé par ailleurs qu'il pouvait être appliqué avec succès à d'autres types de différence: race, religion, classe sociale, handicap physique ou mental.

L'une des manières d'accepter la différence, c'est d'encourager la création de groupes de discussion consacrés à la diversité, intégrés à un programme d'action commun. Le groupe de discussion «éducation inter/multi/intertransculturelle» appela ainsi à la prise en compte du multiculturalisme dans l'enseignement de toutes les matières, demandant instamment aux enseignants de mener un examen critique des formations et des méthodes d'apprentissage qui sont les leurs. «Diversité, pluralité, identité et psychanalyse» s'attachait à encourager le développement d'un débat de société sur les questions cruciales de la tolérance, de la créativité et de l'autonomie, en insistant sur une prise de conscience accrue des différences culturelles au sein des centres de traitement psychanalytiques.

Dans une perspective plus large, l'atelier interactif et très suivi organisé par le Núcleo Pela Tolerância (université d'État de São Paulo) visait à créer une «Carte mondiale des valeurs», fondée sur le postulat que les valeurs sont une construction sociale, et ne peuvent par conséquent prétendre représenter un absolu applicable à tous les hommes, toutes les cultures. En identifiant les valeurs «nationales», région par région, continent par continent, il serait ainsi envisageable de faciliter la cohésion, l'échange des idées et des projets au niveau international. Avec cette idée-force qu'une ignorance des valeurs partagées (ou non partagées) entraîne des risques de conflit, d'agression mutuelle.

Même si elle ne représentait qu'une infime partie de la vaste quête d'une meilleure compréhension des valeurs culturelles et

DIVERSITÉ, PLURALITÉ ET IDENTITÉS

de la manière dont elles fonctionnent au sein de chaque société, cette session illustra à merveille les difficultés d'une telle recherche. Les réponses apportées par les participants se caractérisèrent par un net penchant pour les valeurs « européennes », ou même « chrétiennes ». Les populations indigènes, elles, n'apportèrent aucune contribution, pour la simple raison qu'elles étaient absentes du débat. Pourtant, une telle carte mondiale n'a de sens que si elle reflète les valeurs propres à ces populations.

Rassembler divers mouvements pour les faire débattre de sujets communs s'avère en outre un excellent moyen d'enrichir et de renforcer le processus menant à la mise en évidence d'objectifs partagés. Le but de la session menée par le Redlac (Réseau des jeunes d'Amérique latine et des Caraïbes pour les droits sexuels et reproductifs) était d'établir des passerelles entre les organismes issus de la société civile, quels qu'ils soient, afin de permettre à l'avenir une meilleure collaboration. Les participants de cette session réfléchirent à la manière dont les jeunes devaient participer et apporter leur contribution au 10^e Congrès des Femmes d'Amérique latine et des Caraïbes, en 2005.

Une autre session, organisée par le Dialogue intermouvement, offrit un passionnant débat sur une approche de la diversité impliquant les différents mouvements, afin d'apporter à la construction d'un monde différent un dynamisme nouveau. Des échanges fructueux entre féministes, représentants des minorités ethniques, syndicalistes militants et porte-parole du mouvement Gay, lesbien, transsexuel, travesti et bisexuel (GLTTB) ont permis de mettre au jour des questions communes à tous ces groupes, sur lesquelles il leur serait possible de travailler ensemble. Il ne faut pas sous-estimer la possibilité pour de tels échanges de renforcer l'impact de campagnes nationales et régionales. Cette session apparaît, à l'évidence, comme le précurseur de semblables synergies dans les éditions à venir du FSM.

Elle aboutit à la rédaction d'une proposition intitulée « Déclaration des Femmes sur le fondamentalisme au sein du FSM », laquelle demandait l'exclusion, lors des éditions futures du FSM, des groupes fondamentalistes. Cependant, l'envergure internationale du Forum social mondial au regard de la société civile repose sur la mise en place d'un « espace de dialogue ». Exclure quelque groupe que ce soit de ce dialogue représenterait donc l'antithèse même des principes fondateurs du Forum.

Deuxième thème – Les discriminations raciales

Lutte contre les discriminations

La campagne « Où voyez-vous du racisme ? » fut lancée au cours du FSM 2005 par le collectif Diálogos Contra o Racismo, rassemblant 34 organisations. À en croire un récent sondage, 87 % des Brésiliens estiment que le racisme est bien présent dans leur pays, même si 96 % d'entre eux affirment qu'ils ne sont pas eux-mêmes racistes – un paradoxe que l'on retrouve dans bon nombre d'autres pays. Cette campagne visait avant tout à encourager les gens à « parler avec [leur] famille, [leurs] amis, à débattre, à échanger leurs opinions, à dénoncer les injustices, et à se joindre au combat pour l'égalité des races ».

ActionAid Brésil rédigea la proposition « Mettre en place un programme détaillé pour l'exécution du Plan d'action de Durban », qui attirait l'attention du public sur les discriminations dont souffrent les minorités ethniques, telles que les populations indigènes, les immigrés et les réfugiés, les victimes de tous les trafics, les Roms, parmi tant d'autres. Le Plan d'action de Durban se présente comme un manifeste annonçant les programmes à venir pour combattre les comportements racistes, que ce soit au niveau des gouvernements ou de la société civile, à l'échelle nationale ou internationale¹⁶.

16. À propos de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, organisée à Durban (Afrique du Sud) en 2002 et du Plan d'Action de Durban, consulter : www.unhchr.ch/pdf/Durban.pdf.

Discriminations à l'égard des populations d'origine africaine

Bien des débats ont dénoncé la situation et les conditions de vie dramatiques des Quilombolos, terme désignant les Brésiliens descendants d'esclaves africains. La nouvelle législation, votée en 2002, reconnaît enfin la contribution des Brésiliens d'origine africaine, et exige que leur culture, leur histoire soient incluses aux programmes d'enseignement des matières suivantes : portugais, histoire, éducation artistique. Désireux de développer des supports éducatifs et des documents destinés à de tels cours, des associations de chercheurs universitaires ont présenté des propositions concernant l'exécution de la loi 10.639. Dans une autre session, l'Association des anthropologues brésiliens manifesta son intention de mener un plus grand nombre d'études de terrain consacrées à la communauté Quilombola.

La volonté d'offrir une meilleure visibilité à cet héritage africain fut par ailleurs au cœur de deux autres ateliers. Le premier, « Une maison pour l'Afrique au Brésil », se focalisait sur les échanges et les études de nature culturelle entre le Brésil et l'Afrique proposés par la Commission brésilienne pour la justice et la paix, le gouvernement fédéral et des groupes religieux nationaux afin de favoriser les échanges pacifiques entre peuples africains. Ce qui devrait entraîner un renforcement de la politique fédérale de promotion de la culture Quilombola, et pourrait également servir d'exemple à de semblables programmes impliquant les minorités ethniques et les populations noires d'autres pays.

La proposition « Contre une présence militaire du Brésil à Haïti » émergea d'un atelier mené par Opinião Socialista. En se faisant le porte-parole des Haïtiens vivant au Brésil, Opinião Socialista a replacé cette protestation contre les positions brési-liennes relatives à Haïti dans le cadre plus large de la lutte contre le racisme¹⁷.

17. *Raça e classe reúne 170 pessoas no Fórum Social*, www.pstu.org.br

Le Movimento Negro Unificado et ses partenaires soumièrent la proposition « Intégration des mouvements noirs », dans le cadre d'un séminaire sur « le futur des mouvements noirs contemporains et les mouvements noirs contemporains du futur ». Leur texte invite les dirigeants des mouvements noirs à mettre en place un plan d'action et un programme communs sur des initiatives visant à la promotion d'une meilleure prise de conscience de la part des communautés noires à travers le monde. Même si trouver la bonne formule pour établir des relations avec des populations d'autres « couleurs » ne se fera qu'au prix d'une démarche longue et ardue, le simple fait d'élaborer une approche commune, d'échanger les expériences propres à chacun de ces mouvements pourrait s'avérer extrêmement fructueux.

Opinião Socialista et le syndicat des ouvriers de la métallurgie se sont attachés à relier entre elles les exigences respectives des populations noires et indigènes, à travers leur proposition « Reconnaissance des Noirs et des Indiens ». Persuadés que les deux principales minorités du Brésil partagent une cause commune, les rédacteurs de ce texte se font les avocats d'efforts conjoints de leur part pour développer des politiques, dans un « combat partagé contre le racisme ».

Discriminations à l'égard des populations indigènes

La ville de Porto Alegre se trouve au cœur du pays Guarani, un peuple qui ne compte plus aujourd'hui que 30 000 représentants. Les ateliers dédiés à la cause Guarani ont souvent donné lieu à des débats houleux, où les opinions se sont exprimées avec force sur des sujets sensibles, même si les Guaranis eux-mêmes préférèrent un silence digne à toute cette agitation.

Ces débats n'ont donné lieu à aucune proposition. Malgré tout, l'appel à la défense de ce peuple en danger a bel et bien été lancé. La session menée par l'Institut de l'administration publique et l'Association nationale des procureurs illustra la volonté marquée de ces organismes d'apporter leur soutien aux

DIVERSITÉ, PLURALITÉ ET IDENTITÉS

revendications des Guaranis pour la restitution de leurs terres ancestrales. La situation des Guaranis n'est pas sans rappeler celle des aborigènes australiens qui, en remportant ces dernières années d'éclatantes victoires devant les tribunaux dans le domaine du droit à la terre, ont démontré l'intérêt qu'il y avait à en passer par les structures judiciaires pour exprimer de telles revendications.

La vente de produits culturels Guaranis a donné lieu à un autre débat fort animé. Il s'agissait de déterminer si les revenus de cette vente devaient être confiés aux chefs des différentes communautés pour qu'ils les répartissent ensuite, ou bien s'il valait mieux gérer cet argent à leur place. Aucun résultat probant, aucun accord définitif ne semblent avoir émergé de cette discussion.

Enfin, un groupe d'ONG rassemblées autour du collectif indien Fireflies a choisi de s'attacher au rôle des populations indigènes dans la protection de l'environnement, exigeant la reconnaissance de la contribution de ces populations à la défense de l'environnement et au développement de méthodes agricoles alternatives. Leur proposition défendait l'idée que c'est en encourageant les méthodes de culture traditionnelles qu'il fallait lutter contre la faim dans le monde, pas en faisant appel à des méthodes modernes aux conséquences écologiques néfastes.

Droits des immigrés

Les difficultés rencontrées par les immigrés à leur arrivée en Italie ont fait l'objet d'un débat, dans l'atelier organisé par l'Associazione Ricreativa Culturale Italiana. Deux explications aux phénomènes migratoires ont été avancées: le besoin des pays occidentaux en travailleurs immigrés, et l'aspiration des immigrés à une vie meilleure, en particulier dans les pays développés. L'exploitation des immigrés récemment arrivés est une pratique très répandue, devenue fort préoccupante. Les animateurs de cette session ont appelé à la création d'un organisme

international habilité à sanctionner les pays violant la convention de Genève relative au statut des réfugiés.

La proposition « Réflexions sur l'immigration » fut soumise par l'atelier du Groupe de recherche en psychologie communautaire de l'université catholique de Rio Grande do Sul. Ce groupe encouragea les individus et les organismes travaillant avec les immigrés, que ce soit au niveau national ou international, à partager leurs expériences, au moyen d'une campagne médiatique vantant les aspects positifs de l'immigration pour les pays d'accueil, et d'un questionnaire adressé aux immigrés, sur leurs conditions de vie et de travail, en partenariat avec les projets de diverses ONG et les programmes de recherche de plusieurs universités.

Le Mouvement international contre toute forme de discrimination et de racisme, basé au Japon, soumit pour sa part la proposition « Créer un réseau d'action interrégional contre le trafic », pour attirer l'attention du public sur la situation dramatique des victimes du trafic et de l'exploitation liés à l'immigration. Le but était de créer un Réseau interrégional hébergé sur Internet afin de « promouvoir une stratégie globale commune pour combattre les racines mêmes de l'immigration exploitée ». Le site ainsi créé servirait à coordonner les programmes des différentes ONG visant à lutter contre le trafic des personnes.

Il convient enfin d'évoquer les nombreux débats ayant permis de déboucher sur des suggestions quant à la manière de débattre à l'école de questions liées aux droits de l'homme. Certaines proposèrent de nouveaux outils permettant d'aborder le problème de l'égalité des sexes, les questions de nature raciale ou sociale. D'autres invitèrent à la mise en place de grandes campagnes amenant une prise de conscience accrue des problèmes liés à la violence, aux orientations sexuelles ou à la démocratie. Toutes témoignèrent de la capacité unique du Forum social mondial à trouver des solutions locales satisfaisantes face à des problèmes mondiaux.

Images de la diversité : une beauté couverte de cicatrices

Des milliers d'images avaient envahi les couloirs du Forum, dont les murs étaient réquisitionnés par des artistes y exposant leurs œuvres. Toutes les formes artistiques étaient représentées, mais les photographies attirèrent davantage mon attention que les peintures. Derrière la cohue des tee-shirts bigarrés et des visages radieux, on découvrait des scènes en noir et blanc, donnant à voir un tout autre monde aux rues désertées, une vieille dame, les yeux dans le vague ou... une jeune femme au regard braqué sur l'objectif.

Mais je revenais encore et encore à la stupéfiante série de nus du photographe David Beniluz.

Ces nus n'avaient rien d'ordinaire : torsos aux seins amputés, jambes coupées au niveau du genou, atroces cicatrices gravées en travers d'un dos puissant... Aucun visage, les modèles exhibaient leurs cicatrices de manière anonyme, mais fière.

La beauté de ces portraits doit tout à la lumière, au jeu délicat des ombres encadrant un visage, à l'éclat nu d'un corps mutilé.

Une manière originale d'attirer l'attention sur ceux qui, habituellement, cachent leurs blessures. Ils ont le droit, eux aussi, d'être reconnus.

www.davidbeniluz.com

Troisième thème – La multiplicité des langues

Un monde où l'on recense quelque 60 000 langues est assurément riche en opportunités. Cependant, 90 % d'entre elles n'étant parlées que par une poignée d'hommes, les risques sont grands d'une incompréhension réciproque lors de réunions internationales telles que le Forum social mondial, causant bien des difficultés aux organisateurs tout autant qu'aux participants.

La proposition « Égalité linguistique pour tous » de la Liga Brasileira de Esperanto appelait à une renaissance de l'esperanto, en tant que « langue internationale neutre ». Ainsi, les

gens pourraient, au cours de leurs voyages, discuter avec les autres, d'où qu'ils viennent, sans traduction ni interprétation. L'esperanto fut inventé il y a plus d'un siècle mais, malgré l'existence de centres dédiés à son apprentissage dans de nombreux pays, rares sont les personnes qui connaissent son existence, sans parler de le pratiquer.

Attac France adopta une position tout autre: cette organisation est favorable à la création d'une langue latine commune, comprise par les Français, les Italiens, les Espagnols, les Portugais et les Roumains, qui viendrait contrebalancer la domination de la langue anglaise¹⁸. Cette approche correspond parfaitement à la Déclaration universelle de l'Unesco sur la diversité culturelle, adoptée en 2001, et qui encourage à la fois « la diversité linguistique – tout en respectant la langue maternelle de chacun – à toutes les étapes du processus éducatif, partout où cela est possible » et « l'apprentissage de plusieurs langues dès le plus jeune âge ». Un autre débat, organisé lui aussi par Attac France et centré sur la protection des cultures nationales, aboutit à la proposition « Promouvoir une convention de l'Unesco sur la diversité culturelle ». Les termes de cette convention feraient de l'Unesco un organisme régulateur au niveau international, visant à protéger l'expression culturelle.

Quelle place ces diverses propositions accordaient-elles aux langues indigènes? Le mouvement Esperanto proposait que les langues minoritaires soient intégrées à cet univers unilinguistique qu'il appelle de ses vœux. L'organisation Babel¹⁹ préférait une approche totalement contraire, respectant la richesse du patchwork que composent les langues parlées aux quatre coins du monde. Le débat se focalisa vite sur les difficultés rencontrées par les populations indigènes d'Amérique latine. Les hommes et les femmes de Colombie, d'Équateur et du Pérou

18. Lire l'article de Bernard Cassen, *Le Monde diplomatique*, janvier 2005, p. 22-23.

19. Organisation de bénévoles assurant des services d'interprétation et de traduction dans les grandes réunions de la société civile.

évoquèrent en des termes émouvants leur attachement aux langues ancestrales, tout en reconnaissant l'importance de la langue espagnole, comme un outil leur permettant d'intervenir dans le monde au-delà de leurs contrées natales.

Images de la diversité : la culture quechua et ses défenseurs

Dans le cadre d'un atelier consacré à la « Pratique de la diversité linguistique », les représentants de la culture quechua se firent les porte-parole des populations indigènes d'Amérique latine.

Du haut de son petit mètre cinquante, son panama repoussé en arrière sur de longues tresses noires, faisant ondoyer sa jupe d'un vert éclatant, Elisa l'équatorienne décrivit à un public nombreux la sophistication du patrimoine linguistique de son peuple. Elle évoqua des avancées scientifiques encore inconnues en Europe au moment de la Conquista, comparant cette situation à l'existence actuelle de sa communauté, réduite à la misère, à une lutte quotidienne pour la survie. Elle décrivit en détail les nombreux objets et documents attestant de ce patrimoine hérité des ancêtres, conservés aujourd'hui encore dans les archives espagnoles, et dont elle et les siens restent donc privés d'accès.

Les Sud-Américains sont capables de critiquer les politiques néolibérales à l'échelle de la planète qui exercent une discrimination à l'égard de leurs pays, tout en ignorant les conséquences que peut avoir ce processus sur les populations indigènes qui vivent à deux pas de chez eux. Une Colombienne, vêtue de cuir et de plumes, entonna des chants dans la langue de son père, aujourd'hui quasiment disparue. « Les Indiens ont honte de leur langue et les enfants sont aussitôt punis s'ils la parlent », expliqua-t-elle. Comme il n'y a pas beaucoup d'écoles dans leurs communautés, ils n'obtiennent pas de certificats scolaires en espagnol et ont donc du mal à trouver du travail ou à faire des études. « Dans cinquante ans, vous ne nous trouverez plus que dans quelques musées. »

Quatrième thème – Droits sexuels

Le Brésil est l'un des rares pays au monde où subsistent encore des restrictions sévères au droit à l'avortement. En juillet 2004, la Convention nationale des femmes publia un rapport préconisant tout un ensemble de mesures pour améliorer la situation des femmes au Brésil, dont une nouvelle législation relative à l'avortement. Ce rapport entraîna, enfin, une prise en compte sérieuse de ce problème par le parti au pouvoir et divers syndicats, en dépit de l'opposition de l'Église catholique²⁰. L'association *Católicas pelo Direito de Decidir* prit la décision de lancer au cours du FSM une campagne nationale pour la légalisation de l'avortement. À cette occasion, les plus influentes féministes du Brésil vinrent prononcer des discours.

Les groupes représentant les gays, lesbiennes, travestis, transsexuels et bisexuels (GLTTB) donnèrent naissance à trois propositions: « Base de données sur la diversité sexuelle à l'usage des établissements d'enseignement », « Conseils aux institutions politiques sur l'éducation », « Débattre de la diversité sexuelle à l'école ». Ces trois propositions défendaient l'idée que la tolérance devait être le fruit d'une approche sérieuse et structurée de la part des institutions gouvernementales, en particulier dans les programmes d'enseignement. Les mesures à prendre incluaient:

- l'organisation de débats sur la question des GLTTB dans le cadre de l'enseignement régional et national;
- la création d'une base de données nationale sur les outils pédagogiques;
- l'inclusion du problème des orientations sexuelles dans les programmes scolaires.

L'incorporation de telles propositions dans les politiques nationales ne se fera qu'avec le soutien des partis politiques, des syndicats d'enseignants et des associations. Un soutien qui sera

²⁰ Cf. article sur:

http://agenciacartamaior.uol.com.br/forum_2003/forum.asp?id=102&coluna=geral.

DIVERSITÉ, PLURALITÉ ET IDENTITÉS

difficile à obtenir, car le projet d'introduire à l'école des débats relatifs aux orientations sexuelles reste très controversé. La proposition. « Débattre de la diversité sexuelle à l'école » désigne les écoles comme le foyer où se développent les comportements agressifs à l'égard des homosexuels. Son but est de combattre la recrudescence des agressions homophobes, tout particulièrement parmi les jeunes Brésiliens, grâce à une meilleure prise de conscience de cette réalité par les organismes publics. La proposition « L'homosexualité et les jeunes » s'attaque au même problème, mais à travers la mobilisation des associations locales. Elle invite à un débat public avec les jeunes afin de leur permettre d'aborder « leur sexualité d'une manière professionnelle, tolérante et éthique ».

Bon nombre d'ateliers s'attachèrent à la question des prostituées, de leur droit au respect et à de meilleures conditions de travail. Beijo da rua (le « Baiser de la rue »), fédérant 25 associations de prostituées venues de tout le Brésil, lança par exemple un débat concernant la mise en place d'une nouvelle législation afin de supprimer du code pénal brésilien toute référence aux prostituées et aux souteneurs. Une telle avancée, affirmèrent les prostituées, leur faciliterait l'obtention de contrats de travail en bonne et due forme, leur ouvrirait enfin des droits au chômage et leur donnerait accès aux fonds de retraite. Elles soulignèrent par ailleurs leur désir de s'organiser en « coopératives », seules capables de « mettre les souteneurs hors-jeu ²¹ ».

Une telle proposition fait forcément débat, dès lors qu'elle implique qu'on légitime l'exploitation de femmes en difficulté. Nombreux sont ceux qui estiment que les femmes devraient avoir le droit de choisir la prostitution comme profession. De leur côté, les associations familiales et les groupes religieux, soucieux de défendre des valeurs morales et familiales, sont farouchement opposés à l'idée d'encourager l'offre de services sexuels sous quelque forme que ce soit.

21. Cf. "Prostitutes want profession regulation", *Carta Maior*, <http://agencia-cartamaior.uol.com.br>

Cinquième thème – Santé et bien-être : la contribution des psychologues

Encourager la communication

Quatre propositions soulignent l'importance cruciale de la création d'un « espace » où les enfants, et les hommes en général, puissent réfléchir et échanger leurs idées. « Programmes de formation à l'utilisation des méthodes psychanalytiques » appelle à la mise en place d'un programme gouvernemental permettant d'offrir aux professionnels travaillant auprès des enfants une supervision et des formations s'appuyant sur la psychanalyse. Les propositions « Espace de conversation » et « Espace pour penser par soi-même » poussent cette idée plus loin, en proposant des programmes pratiques visant à structurer l'espace et à créer des outils afin d'aider les enfants à développer l'expression de leurs idées, de leur vision du monde. Le gouvernement a un rôle essentiel à jouer dans la création de tels espaces au sein des institutions publiques. Une campagne gouvernementale pourrait par ailleurs encourager les entreprises et les centres communautaires à en faire de même.

Le propos d'« Espace pour les enfants » se veut plus spécifique : ses partisans invitent les organisateurs du FSM à créer un espace destiné aux 8-11 ans, où ces derniers pourraient « exprimer leur vision du monde, leurs pensées, leurs désirs concernant le présent et l'avenir ». Le succès du camp des jeunes du FSM est très encourageant, mais combien d'enfants de moins de onze ans font-ils le déplacement au Forum social mondial ?

L'utilisation et l'analyse des médias font désormais partie de notre vie quotidienne. Pourtant, les enfants restent très vulnérables, en raison de leur inexpérience, de leurs capacités d'analyse encore restreintes. « Apprendre à critiquer les médias » invitait ainsi à adopter un regard plus critique sur les programmes diffusés. « Construire des récits à partir de sources médiatiques » encourageait le public à entretenir avec l'information relayée par les médias une relation interactive, grâce à

la création d'« espaces de discussion » au sein des institutions, des lieux associatifs et des écoles.

Il ne fait aucun doute que de telles propositions touchent au cœur un problème de société majeur : l'impact exercé chaque jour par les médias sur ceux qui reçoivent la masse d'informations et d'images qu'ils diffusent.

Problèmes de santé publique

« Centres de soins urbains destinés aux patients souffrant de maladies mentales » est une proposition qui insiste sur la nécessité de réformer la législation brésilienne relative au traitement des maladies mentales, et sur l'intérêt qu'il y aurait à créer des centres de soins de jour plus nombreux, ouverts aux patients suivis pour des troubles psychiatriques, aux enfants souffrant de déficiences mentales et aux toxicomanes, notamment dans les zones urbaines.

L'abus de drogue est un autre problème social que le Brésil partage avec bien d'autres pays. Pourtant, l'accroissement du nombre de jeunes gens cherchant à soulager leurs souffrances quotidiennes liées à ce problème est extrêmement préoccupant. Un groupe de professionnels et d'universitaires a donc appelé à la création d'un Réseau sud-américain sur l'abus de drogue chez les jeunes, pour favoriser les échanges d'expériences et la mise en place de groupes de discussion consacrés aux moyens spécifiques permettant de lutter contre les causes de ce phénomène, et de réduire la dépendance qu'il engendre.

Gestion du temps libre

Un atelier intitulé « Du temps libre pour l'humanité » attira des participants de tous les horizons, et aboutit à la proposition « Loisirs et temps libre ». Cette dernière soulignait le fait que les loisirs étaient un élément du développement humain, essentiel au bien-être personnel de chacun. Bien que le secteur tertiaire réponde désormais à une demande accrue dans le domaine des activités de loisir, cela ne saurait dispenser chaque individu de faire des choix quant à la manière de gérer son temps libre.

Encourageant une réflexion autour de ce concept dès les premières années d'école, le groupe de discussion soumit un ensemble de mesures concrètes impliquant les institutions gouvernementales :

- allouer 15 à 20 % de l'espace public à la construction d'infrastructures destinées aux activités de loisir ;
- étudier les besoins en moyens et en infrastructures permettant l'essor des activités de loisir ;
- ouvrir davantage de bibliothèques scolaires et publiques, partant du fait que la lecture et le savoir sont des activités de loisir essentielles ;
- mettre en place des mesures de sécurité pour encourager l'utilisation des espaces publics de loisir.

Par ailleurs, les administrations sont invitées à étudier l'émergence de nouveaux styles de vie, ainsi que la place qu'occupent les loisirs à tous les âges de la vie. Une consultation de l'opinion publique devrait ainsi être menée préalablement à l'élaboration de nouvelles politiques, de nouvelles lois et à la mise en place de programmes publics sur les loisirs. Ce qui rend nécessaire un débat au niveau local et national, des échanges entre les différentes générations, entre les travailleurs et les étudiants, entre les hommes et les femmes, donnant la parole aux retraités, aux personnes souffrant de handicaps physiques, aux planificateurs et aux sans-emploi.

Sixième thème – Environnement et Biodiversité

L'enjeu d'« Agenda 21 dans les écoles » est d'intégrer les acquis des Sommets de la Terre de Rio de Janeiro (1992) et de Johannesburg (2002) aux programmes scolaires brésiliens, sous la bannière de l'Agenda 21 adopté par les Nations unies, relativement au développement durable et à l'environnement. L'Institut Paulo Freire exige ainsi que le gouvernement brésilien assume son rôle dans le cadre de ce programme, tout en demandant aux mouvements sociaux, aux entreprises et aux médias

d'encourager et de participer à un grand débat national sur les désastres écologiques qui menacent la planète Terre en ce début de XXI^e siècle.

Une action qui implique d'immenses efforts de la part des autorités locales, des dirigeants des différents États et du gouvernement fédéral, afin de remanier dans cette optique les outils pédagogiques et les manuels scolaires, sans oublier la mise en place de formations offrant aux enseignants une meilleure appréhension de ces questions. Cependant, grâce à l'intérêt sans cesse croissant dont font l'objet les programmes environnementaux, il est tout à fait possible que les écoles envisagent déjà, avec le concours de leurs professeurs, de créer leurs propres programmes pour mieux comprendre et mettre en pratique un développement durable.

Septième thème – Les voix de la jeunesse

Les jeunes étaient omniprésents au Forum social mondial 2005, organisant leurs propres ateliers ou participant à ceux qui touchaient à des sujets proches de leurs préoccupations. La jeunesse était par ailleurs au cœur de sessions menées par des psychologues, des travailleurs sociaux et des associations, qui s'interrogeaient sur la meilleure manière d'aider les jeunes et sur ce que la société pouvait faire pour eux. Des sessions qui donnèrent lieu à des échanges de matériaux pédagogiques et de documents, présentèrent de nouveaux modules d'enseignement, impliquèrent des débats sur Internet, extrêmement fructueux pour les questions concernant les moins de 25 ans, même si l'absence remarquée des jeunes laissait deviner un relatif désintérêt de ces derniers pour de tels débats. En fait, ces deux cercles de réflexion restèrent clairement séparés, et les échanges réciproques s'avèrent limités.

Le Conseil de la jeunesse de Porto Alegre organisa un atelier axé sur la sensibilisation des jeunes aux enjeux démocratiques, qui donna lieu à la proposition « Échanger les expériences et les informations sur l'enfance ». Les délégués et les participants se

proposèrent d'échanger à l'avenir, *via* Internet, leurs expériences et les informations dont ils disposent concernant les activités des jeunes. Malheureusement, la manière dont fonctionnera concrètement un tel échange reste à définir.

L'atelier de l'Academia de Desenvolvimento Social rassembla quelque 70 jeunes venus de différents pays. Chacun d'entre eux fut amené à décrire son expérience des groupes de jeunes. En l'absence de leaders clairement désignés, l'organisation des débats refléta les concepts que ces jeunes hommes et femmes s'attachaient à examiner. Les participants évoquèrent par exemple avec enthousiasme les mécanismes naturels de résolution des conflits, à travers le dialogue et le recours à des activités permettant de répondre aux attentes de chacun.

Le droit de décider eux-mêmes de tout ce qui touche à leur sexualité et au choix d'avoir des enfants est également au cœur des préoccupations des jeunes. Le sujet fut abordé au cours d'ateliers dynamiques, qui attirèrent un large public. Organisés par une fédération régionale de groupes de jeunes rattachés à la Redlac, ces ateliers débouchèrent sur deux propositions :

« Les droits sexuels et reproductifs et les jeunes dans le monde actuel » exige que les jeunes aient le droit d'être responsables de leur santé sexuelle et de leurs choix eu égard à la contraception. À en croire ses initiateurs, cette proposition ne s'adressait pas seulement aux jeunes, mais également aux adultes, qui s'arrogent souvent le droit de prendre de telles décisions à leur place.

« Droits sexuels et reproductifs – de la théorie à la pratique » appelle à la mise en place de mesures concrètes et de programmes issus de ce débat, impliquant à la fois les établissements de santé (qui seraient amenés à proposer des activités et des centres d'information) et les médias (qui accorderaient une plus grande place aux campagnes d'information et au débat public sur les droits des jeunes).

Impliquer des jeunes dans la conception de centres pour la jeunesse et d'espaces destinés aux enfants pourrait offrir des

idées et des méthodes de travail nouvelles aux professionnels du secteur.

Un autre atelier rassembla des jeunes gens originaires de plusieurs pays, vivant dans des *favelas*, des logements sociaux et des quartiers pauvres. Les participants confrontèrent leurs expériences respectives de l'insécurité, de conditions de vie misérables, du manque d'activités ou de projets d'avenir. Et pourtant, tous ces jeunes avaient trouvé le moyen d'exprimer de manière satisfaisante l'énergie et la détermination à mener une vie meilleure qui les habitaient. Ils offraient une vision de l'avenir défiant les schémas d'interprétation classiques de leurs aînés.

Le petit nombre de propositions qui émergèrent de ces sessions semble refléter l'attitude anticonformiste (du point de vue des adultes) de ces jeunes à l'égard des « méthodes organisées », sans impliquer pour autant une absence de vision. Ici comme ailleurs, une voix différente, une autre forme de débat se sont exprimées. Leurs sessions avaient beau être souvent déstructurées, les activités qui s'y déroulaient n'en avaient pas moins du sens, indéniablement. Les jeunes tenaient avant tout à disposer d'un forum où leurs voix puissent s'exprimer, et à ce que les hommes politiques prêtent attention à leurs propos.

Images de la diversité : créer du chaos !

« Ne bouge plus, pense à la jeunesse d'aujourd'hui ! » Une caméra occupe le centre de mon champ de vision, brandie par un jeune asiatique radieux. Un flash fulgurant – « Merci d'avoir contribué au Chaos de la Jeunesse ».

En fait, j'avais rencontré cet exubérant groupe de jeunes quelques heures plus tôt, au tout début de leur atelier. Leur porte-parole m'avait dit qu'ils se sépareraient en petits groupes pour travailler sur les différentes idées qu'ils tenaient à défendre pendant et après le Forum.

Quand j'ai laissé les groupes de travail, ils étaient en train de griffonner sur de petits bouts de papier. J'ai alors décidé de revenir plus tard, pour voir ce qu'ils allaient en faire. Mais le photographe et le Brésilien me sont tombés dessus les premiers. Ils avaient choisi de se servir de la photographie pour capturer les idées échangées entre les yeux des modèles et l'objectif de l'appareil. À présent, ils arrêtaient tous les passants pour leur demander leur contribution.

Ce groupe cherchait à déterminer les diverses méthodes grâce auxquelles les jeunes peuvent exprimer leurs idées. Le format de l'atelier leur semblait trop restrictif, c'est pourquoi ils avaient décidé d'investir les espaces publics du Forum. « Comment fait-on pour construire un mouvement de la jeunesse ? » Cette interrogation était inscrite sur d'immenses feuilles de papier, affichées sur les façades de l'édifice. Des feuilles sur lesquelles les jeunes étaient invités à écrire les questions, les mots ou les suggestions qui leur venaient à l'esprit. Au bout d'une heure, les affiches étaient décrochées pour être rapportées dans le local de l'atelier, où l'on discutait la manière dont l'idée originelle avait été développée, reformulée, les directions dans lesquelles elle avait entraîné l'esprit des gens.

Le photographe me déclara avec fierté : « Nous construisons notre propre monde, et nous voulons être écoutés. Nous ne pouvons plus vivre dans votre chaos, nous voulons créer le nôtre. »

« Nous considérons que l'Utopie n'a pas encore été réalisée, mais qu'elle peut l'être. » (<http://interagir.org.br>)

Conclusion

La diversité est irréductiblement plurielle, elle se nourrit de nos différentes identités. Sa nature même est un défi perpétuel à toute analyse transversale. La situation des populations indigènes peut-elle être examinée sous le même éclairage que celle des personnes handicapées ? Un enfant des favelas qui ne mange pas à sa faim se soucie-t-il de la manière dont les médias

DIVERSITÉ, PLURALITÉ ET IDENTITÉS

couvrent les guerres à l'autre bout du monde ? Quelle contribution l'aveugle et le handicapé peuvent-ils apporter à la lutte pour l'égalité des sexes ?

Autre trait frappant du Forum, le nombre élevé de sessions consacrées au lancement de campagnes appelant à un changement de la législation brésilienne relative à des problèmes sociaux propres aux minorités : féministes appelant de leurs vœux une législation pro-avortement, réorientation des dépenses publiques en matière de maladies mentales... Ce dynamisme unanimement reconnu sous-tend l'émergence du Brésil comme acteur majeur du dialogue Nord-Sud sur le développement de schémas économiques alternatifs et de nouvelles formes de vie en société. Déplacer le lieu du Forum vers d'autres continents – une éventualité qui fit l'objet d'une session *ad hoc* de cet espace thématique – permettra peut-être de faire profiter d'autres pays, et d'autres thèmes, de ces retombées fructueuses. La présence massive des Dalits au Forum de Mumbai est très encourageante de ce point de vue.

Il convient aussi de mentionner les débats consacrés à l'adoption par l'Unesco de la Convention sur la diversité culturelle. Ils témoignent de l'autre dimension – globale – du Forum : il offre une occasion unique aux associations et aux organisations issues d'une multitude de pays de construire des coalitions, afin de trouver des solutions globales à des problèmes régionaux et nationaux.

De nombreux ateliers virent des groupes dont le profil et les actions semblaient fort dissemblables se réunir pour débattre ensemble de préoccupations communes. Le fait de voir se créer de telles fédérations de mouvements, dont les dirigeants et les membres unissent l'énergie et les ressources dont ils disposent, encourage d'autres mouvements à en faire de même, tant cette démarche permet d'examiner plus efficacement des problèmes communs et de se soutenir mutuellement dans la réalisation de programmes d'actions.

C'est en se fédérant sur la base d'intérêts communs que la société civile trouvera la force nécessaire pour donner naissance à ce monde nouveau auquel aspirent tant d'hommes et de femmes, grâce à la combinaison de l'action des militants et de la réflexion menée par les intellectuels, grâce à la mise en commun des ressources. Comme l'a remarqué Edward Saïd : « [...] C'est une contradiction intolérable que d'élaborer des analyses de l'expérience historique en commençant par exclure ; exclure, c'est par exemple stipuler que seules les femmes sont aptes à comprendre l'expérience féminine, que seuls les juifs peuvent comprendre la souffrance du peuple juif, que seuls les peuples des anciennes colonies peuvent comprendre l'expérience coloniale. »

Dans le monde d'aujourd'hui, l'union fait la force, et la combinaison des unions procure une force plus grande encore. La grande variété des cultures et des groupes d'intérêts présents à Porto Alegre comme dans d'autres forums sociaux démontre qu'un large éventail d'actions conjointes sont d'ores et déjà possibles, et que chacun en tirera d'immenses bénéfices dans les années à venir.

Agenda des contacts

www.openspaceforum.net
www.openspaceworld.org
interagir.org.br
www.dialogoscontraoracismo.org.br
www.academiasocial.org.br
www.pstu.org.br
survival-international.org
www.koinonia.org.br
www.fire-flies.net
www.alliance21.org/2003
<http://allies.alliance21.org/charter>
www.imadr.org

DIVERSITÉ, PLURALITÉ ET IDENTITÉS

www.argentinanoviolenta.org,
www.aditepp.org.br
www.unesco.org
www.catolicasonline.org.br
www.beijodarua.com.br
www.corsasp.org/beto.htm
www.whiteband.org
www.slowfood.com
www.syngenta.com/en/index.aspx
www.fomezero.gov.br
www.conexionsolidaria.org/ONG/lausina/info.htm
www.datamex.com.py/guarani
www.lausina.org

Caroline MacKenzie

D'origine britannique, Caroline MacKenzie a vécu en Australie, en Suisse et en France et a effectué de nombreux voyages en Asie, en Afrique et aux Amériques. Elle est diplômée de l'Université nationale d'Australie et titulaire d'un DEA en histoire médiévale de l'université de Provence. Depuis 1991, elle vit en Provence où elle est auteure, rédactrice, et traductrice freelance. Elle a publié plusieurs articles et livres en sciences sociales et politiques, en histoire, en communication.

9.

La communication, droits et alternatives

Véronique Kleck (France) – vkleck@vecam.org

Contexte et enjeux – information, communication et médias dans la mondialisation

Bras armés de la globalisation néolibérale, la communication, l'information et les médias sont aussi un levier puissant des mouvements qui tentent de promouvoir des alternatives aux logiques dominantes. Dans une perspective historique, médias et luttes sociales ont toujours été associés. L'information et la communication ont été à la fois instruments et objets des luttes. Dès le XIX^e siècle, les mouvements ouvriers se battaient pour la liberté d'expression et d'association. Ils entendaient pouvoir concevoir et diffuser librement une presse que l'on ne disait pas encore syndicale pour défendre leurs intérêts et dénoncer les injustices du « régime bourgeois ». Médias et information ont toujours été associés au « pouvoir » : aujourd'hui encore, des gouvernements – démocrates comme dictatoriaux – musellent les opinions et contrôlent les médias pour interdire toute contestation de leur pouvoir.

La nouveauté tiendrait dans le fait que la révolution Internet a décuplé ces deux « rôles » des médias, outils de domination et outils de libération. Nous assistons en effet à un double mouvement. Dans le contexte d'un modèle économique néolibéral, nous voyons s'étendre la concentration monopolistique des médias et des industries culturelles uniquement gouvernées par des critères de rentabilité. Les médias publics – c'est-à-dire financés par l'État – et aux contenus pouvant satisfaire aux exigences de qualité, tendent à disparaître du paysage médiatique. La conception des médias, espaces d'information pour nourrir un large débat public et pluraliste, ouvert à diverses idées et cultures présentes dans nos sociétés, est mise à mal. Mais d'un autre côté, nous constatons une explosion des expressions de toute nature, résultat d'une appropriation sociale des réseaux numériques.

En l'espace de cinq années, l'attention donnée à la thématique « communication » au sein des Forums sociaux mondiaux a alors subi une réelle évolution. Lors du premier FSM de 2001, aucune thématique spécifique n'apparaissait. Au FSM 2002, le thème était déjà traité par diverses entrées au sein de l'axe consacré à l'affirmation de la société civile dans l'espace public. C'est en 2003 que le thème « Médias, culture et contre-hégémonie » est devenu l'un des cinq axes thématiques du Forum. Mumbai, en 2004, a confirmé l'importance donnée par les réseaux présents aux enjeux de la communication et de l'information²². Le Forum social mondial 2005, enfin, a été caractérisé par le regroupement des initiatives, le rapprochement des collectifs et la visibilité des propositions.

22. Plus d'une trentaine de séminaires et d'ateliers en plus de la conférence plénière « médias, culture et connaissance ». Programme disponible sur : www.forumsocialmundial.org.br/dinamic.php?pagina=programa_fsm2004_fr

Débats – Forum social mondial, communication, médias et information

Beaucoup de ces initiatives et propositions sont le fait d'organisations qui ont émergé sur la scène internationale depuis les années quatre-vingt-dix. « Phénomène nouveau, ces organisations forment des réseaux transnationaux qui consistent à fédérer les réseaux nationaux ou internationaux déjà existants. Ces nouveaux "réseaux de réseaux" multiplient les rencontres, prises de positions et actions communes et privilégient, on peut s'en douter, les nouvelles technologies de l'information et de la communication comme outil principal d'organisation et d'action²³. » C'est de cette dynamique que sont issus les acteurs de la communication présents aux Forums sociaux mondiaux.

À bien regarder les organisations présentes à Porto Alegre, on peut, par souci de lisibilité, simplifier le panorama à trois « familles » et à trois « histoires » différentes, auxquelles viennent se greffer de multiples autres acteurs: petits mouvements, meneurs d'actions plus proches du terrain ou sectorielles, médias de communautés... Si toutes ces familles s'unissent dans la dénonciation de la concentration des médias et dans la défense de la liberté d'expression, c'est sur le « comment faire » que les réponses divergent.

Information et médias traditionnels

Un premier groupe d'acteurs s'est réuni autour du journal mensuel français, *Le Monde diplomatique*²⁴ et d'IPS – Inter Press Service²⁵ – deux organismes très actifs dans la conception même du FSM. Ces acteurs donnent la priorité à l'information

23. Sur l'historique de ces réseaux, voir l'excellent article d'Alain Ambrosi, « Difficile émergence des réseaux de communication démocratique dans l'espace politique global », in *Vers une citoyenneté simulée. Médias, réseaux et communication*, sous la direction de Serge Proulx et André Vitalis, Éditions Apogée, collection « Médias et nouvelles technologies », 1999.

24. www.monde-diplomatique.fr

25. www.ips.org

et aux médias, et sont moins mobilisés autour de la communication. Si IPS a reconnu l'importance des technologies de l'information et de la communication (TIC), *Le Monde diplomatique* demeure davantage centré sur les médias. Dans sa composition, cette famille rassemble principalement des journalistes et médias traditionnels rejoints par certains activistes. Elle se caractérise par une histoire de militants de gauche, à composante quasi exclusivement masculine, et au vocabulaire nettement marqué historiquement. Le mouvement se fonde davantage sur l'action de certains individus que sur des collectifs.

Ce premier groupe entend rappeler et faire respecter la liberté d'opinion et d'expression partout dans le monde, tel que le stipule l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme: « Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit. » Il estime que ces libertés ainsi que les droits des citoyens à l'information sont « bafoués par la concentration des grands médias dans des groupes financiers et industriels transnationaux ». Ces groupes sont à la fois des acteurs économiques de la mondialisation libérale et des vecteurs idéologiques à son service.

Ne plus subir l'idéologie de ces groupes passe par le financement public d'infrastructures techniques accessibles à tous les médias alternatifs ou non commerciaux, leur permettant de coopérer entre eux à l'échelle internationale. Mais, cela passe aussi par le soutien à des médias à faibles ressources publicitaires ou refusant la publicité et par la création ou le renforcement de contre-pouvoirs aux médias dominants. « La formation des jeunes, des syndicats, des mouvements populaires, etc., est à ce titre fondamentale, de même qu'une législation sur le droit de réponse favorisant un usage critique des médias ainsi qu'une

législation donnant aux journalistes des pouvoirs autonomes par rapport aux propriétaires des médias²⁶. »

Communication, médias communautaires et société de l'information

D'autres organisations et groupes développent un point de vue beaucoup plus en rupture, favorable à ce que Fabien Granjon, chercheur au sein du laboratoire France Telecom, désigne comme une « appropriation citoyenne des moyens de communication passant par un engagement direct dans la production autonome d'informations », c'est-à-dire « l'accès de tous à la possibilité de s'exprimer et de rendre compte de l'événement²⁷ ». Cette « famille » s'est constituée autour de la campagne Cris – Communication Rights in the Information Society²⁸, lancée dès 2002. Le rôle des leaders mais aussi des mouvements constitués de réseaux, associations, collectifs y est prépondérant. Les membres en sont plus jeunes et le rôle des femmes mérite d'être souligné tant il reste encore limité dans les deux autres groupes, comme dans la plupart des mouvements qui soutiennent qu'un « autre monde est possible » !

Les acteurs de ce deuxième groupe considèrent le droit à l'information, la liberté d'expression et d'opinion, comme des éléments essentiels des droits à la communication, qui ont d'ailleurs du être complétés par de nouveaux droits liés aux changements technologiques, obligeant à une approche plus ouverte de la communication et de l'information²⁹. « Entendu comme un droit social fondamental dont les deux principes de base sont l'« accès » et la « participation », le droit à

26. Extrait du panel « mondialisation, information et communication », FSM 2003 :

www.forumsocialmundial.org.br/dinamic.php?pagina=p_e3_cassen_fr

27. Fabien Granjon, dans « mouvement anti-mondialisation et dispositifs de communication en réseaux », colloque « Bogues, Globalisme et pluralisme », 2001, www.er.uqam.ca/nobel/gricis/even/bog2001/b2_pr_f.htm

28. www.crisinfo.org

29. Sur la notion de droits à la communication ou droit à communiquer, voir C.-J. Hamelink, *The Politics of world communication*, Sage, Londres, 1994.

communiquer est beaucoup plus compromettant pour la pratique de la démocratie que le simple « droit d'expression » ou « d'information » qui n'en sont que des composantes³⁰». Ici, nous considérons que cette communication n'est pas réservée à des « professionnels » de l'information, tant dans la production que dans la diffusion. Tout acteur peut être producteur d'information et non simple consommateur.

Cette « famille » regroupe plusieurs sous-groupes. Ce sont d'abord les médias dits alternatifs et activistes, comme Indymédia, un collectif né en 1999 pour couvrir les manifestations contre le sommet de l'Organisation mondiale du commerce à Seattle et regroupant aujourd'hui des organisations de médias indépendants et des centaines de journalistes dans le monde entier³¹. Ces médias alternatifs, de même que les sites de mutualisation des productions de différentes rédactions (Mediasol, alternet...) « sont construits autour des principes de coopération dans la production des informations et dans la libération du droit de parole accordé sans restrictions à tous les demandeurs³² ». Internet leur offre un outil de publication accessible à moindres frais et encore libre d'accès et d'usage.

Ce sont ensuite les médias communautaires et les réseaux de l'Internet citoyen, solidaire et non marchand. Les premiers sont nés dès les années 1960 pour défendre l'accès et l'usage de tous les médias – radios, télévisions, vidéos, presse – par les communautés, le plus souvent locales : femmes, jeunes, quartiers, villes, minorités culturelles... Ce sont les radios libres, les télévisions locales ou de quartiers. Ces médias ont été rejoints à la fin des années 1980 et au début des années 1990 par les réseaux de l'Internet citoyen, un ensemble de communautés locales qui, de par le monde, ont travaillé à l'appropriation et à la maîtrise

30. Voir Alain Ambrosi, *op. cit.*

31. Plus de cinquante centres de médias indépendants, reliés au réseau global Indymédia sont aujourd'hui recensés.

32. Dominique Cardon et Fabien Granjon, « Peut-on se libérer des formes médiatiques ? Le mouvement alter-mondialisation et l'Internet », *Mouvements*, n° 25, janvier-février 2003.

sociale des nouveaux moyens de communication. Des freenets aux réseaux communautaires (ou *community networks*), des rapprochements vont s'effectuer tant avec les mouvements pacifistes, écologiques, féministes et des droits de l'Homme (PeaceNet, EcoNet, WomenNet...) qu'avec les préoccupations du local et du communautaire³³.

Aujourd'hui, cette évolution est complétée par un phénomène de fond: l'entrée dans la société en réseaux est caractérisée par le passage d'une logique de médias diffusés (télévisions, radios, presse...) à des médias distribués grâce auxquels chaque individu est potentiellement créateur et diffuseur de contenus *via* le net. Pour une génération chaque jour plus nombreuse (création de 40 000 nouveaux blogs par jour!), les nouveaux outils technologiques deviennent aussi naturels que le papier et le crayon pour la précédente. La réalité semble en passe de rattraper le rêve d'une communication pour et par tous. Cette appropriation sociale des médias devrait s'étendre à l'ensemble des populations du monde et permettre par une sorte de « révolution invisible » la victoire de la diversité et du pluralisme sur les logiques de monopole et de domination.

Les communautés du « libre »

Le dernier groupe est celui des militants du « libre ». Ces acteurs et organisations font la promotion de l'usage du logiciel libre et plus globalement entendent alerter sur le danger de la politique des brevets pour la création et le développement humain. Si les deux précédentes « familles » construisent leurs identités et leurs revendications en opposition au monde inégalitaire ultralibéral, ce groupe nous fait changer de dimension. Ses propositions résolument tournées vers l'avenir s'inscrivent concrètement dans un autre monde, non pas possible mais déjà présent ! Un monde dans lequel les biens se multiplient en se

33. Vecam, *Réseaux humains, réseaux électroniques*, ouvrage collectif coordonné par Valérie Peugeot, Éditions Charles Leopold Mayer, Paris, 2001, p. 155.

partageant, un monde d'abondance et non plus de rareté, un monde de coopération et de partage, dans lequel les mécanismes économiques ou juridiques existants doivent évoluer ou disparaître, dans lequel le rôle des États et de la puissance publique peut faire l'objet des mêmes critiques et contestations que celui des entreprises privées!

Les enjeux liés au « libre » se relient aux questions sur les droits à la communication et plus largement aux luttes altermondialistes du FSM par deux entrées. C'est d'abord celle de l'« information » : le génome d'une plante, la molécule d'un médicament, le code d'un logiciel, l'ouvrage d'un écrivain, sont autant d'informations qui occupent une place centrale dans nos sociétés dites de connaissances. C'est ensuite la question de la « propriété » : comment s'organisent la production, la création, la diffusion, la circulation de ces informations ? Selon quels modèles économiques ? Ces informations sont-elles propriété privée ou bien commun ? Pour ces mouvements de résistance liés au « libre », il est temps de rééquilibrer la donne internationale en élargissant la place des « biens communs de l'information ».

Cette famille du « libre » nous engage donc à faire le lien entre média, en l'occurrence Internet, et action politique. C'est peut-être le groupe le plus « intrinsèquement, historiquement, culturellement » antinéo-libéral, voire pour certaines de ses composantes anti-étatique. Alors que les deux premières familles font globalement appel à l'État et à la puissance publique pour réguler les forces du marché et pour garantir la liberté d'expression ou les droits à la communication, une partie de cette troisième famille présente une orientation clairement libertaire portant une certaine hostilité à l'égard de l'État, une défense de l'autonomie individuelle et de la pluralité des initiatives individuelles et privées.

Alternatives

Information et médias traditionnels

« Ils ne peuvent fermer le ciel »,
Sihem Bensedrine, journaliste tunisienne.

La principale proposition de cette première « famille », portée par *Le Monde diplomatique* et Inter Press Service, a été lancée dès la deuxième édition du Forum social mondial, en 2002, et a consisté en la mise en place d'un Observatoire mondial des médias. Connu sous le nom du projet Media Watch Global, celui-ci se veut, comme l'écrit Ignacio Ramonet, « une arme civique, pacifique, dont pourront se servir les citoyens afin de s'opposer au nouveau super pouvoir des grands médias de masse ³⁴ ». Concrètement, l'Observatoire fonctionne sur une structure tripartite, rassemblant d'une part des journalistes, de l'autre des universitaires et chercheurs, principalement spécialisés dans le champ des médias, et enfin, des usagers.

Son rôle est celui d'un contre-pouvoir à des médias qui, sous le coups de la concentration monopolistique et du regroupement des différentes sphères de la culture de masse, de la communication et de l'information, ont eux-mêmes trop souvent tourné le dos à leur rôle de contre-pouvoir. « La force de cette association est avant tout morale : elle réprimande en se fondant sur l'éthique et sanctionne les fautes d'honnêteté médiatique au moyen de rapports et d'études qu'elle élabore, publie et diffuse ³⁵. » Mais, au-delà de la dénonciation des abus et dérives de l'information, elle doit également pouvoir intervenir comme force de propositions, notamment en ce qui concerne les législations nationales.

Depuis 2003, chaque édition du Forum social mondial a permis d'organiser une assemblée de l'Observatoire mondial des

34. Cf. « Le cinquième pouvoir », Ignacio Ramonet, *Le Monde diplomatique*, octobre 2003.

35. *Idem*.

médias. Mais si l'idée est ambitieuse, la mise en pratique, au quotidien, révèle les limites et les difficultés d'un travail militant à l'échelle internationale. Au-delà de son site Internet, cette organisation peine encore à devenir une réalité tangible. Toutefois la création, à l'échelle de différents pays, d'Observatoires nationaux est un premier pas aussi indispensable qu'encourageant. Actuellement deux sont opérationnels. L'un, au Brésil, se déclare Observatoire social et des médias. Outre ses activités de contrôle des médias classiques, il développe une attention particulière à la dynamique des médias alternatifs et communautaires. L'autre, en France, est plus axé sur la défense des droits d'expression et d'information (lire encadré).

Médias sous surveillance citoyenne

Constitué en septembre 2003, l'Observatoire français des médias est jusqu'à présent la plus pérenne des diverses expériences lancées à l'issue du Forum social mondial 2002. Aujourd'hui, l'association rassemble quelque quatre cents membres et contributeurs. Un développement largement favorisé, dans le contexte français, par l'actualité récente: le rachat de plusieurs titres par Dassault mais aussi la campagne du référendum sur le projet de constitution européenne, au cours de laquelle le matraquage médiatique en faveur du « oui » a été largement dénoncé.

Par le biais de son site Internet, l'Observatoire dissèque le fonctionnement des médias, dénonçant les plans de concentration, soulignant dérives et dérapages, et, enfin, proposant différentes pistes de réformes, notamment juridiques. Parmi celles-ci, la taxation des budgets publicitaires au service du pluralisme des médias, ou encore une loi interdisant aux bénéficiaires de commandes publiques de contrôler directement ou indirectement les principaux médias d'information.

Dans la foulée, plusieurs observatoires locaux se sont constitués, à Nantes, Rennes, Grenoble, Besançon... Bien que se réclamant de la plate-forme nationale, ces associations locales disposent d'une totale autonomie d'action, leurs initiatives étant

censées alimenter l'association nationale, dans un perpétuel mouvement s'enracinant dans le local pour s'élargir au global. Dans le même temps, les animateurs travaillent à un rapprochement avec les réseaux associatifs, militants, syndicaux, qui sans travailler directement sur la question médiatique l'intègrent toutefois de plus en plus comme une problématique incontournable dans la mobilisation pour un « autre monde ».

À l'issue du FSM 2005, la création de plusieurs autres observatoires nationaux a été lancée : en Colombie et au Venezuela – où les campagnes médiatiques ont été à diverses reprises le support idéologique de la déstabilisation du gouvernement Chavez – ainsi qu'en Italie et en Belgique. Par ailleurs, le Forum a relancé le projet d'états généraux pour le droit à l'information qui pourraient être organisés en France, voire à l'échelle de l'Europe. Comme une première étape pour expérimenter, ensuite, la dynamique à l'échelle mondiale. La tenue d'états généraux au niveau planétaire se heurte en effet encore à la diversité extrême des réalités et n'a jusqu'à présent guère de probabilité de voir rapidement le jour !

D'autres initiatives d'envergure mondiale ont, en revanche, été lancées, notamment par l'Alliance internationale de journalistes responsables. Soutenu par la Fondation Charles Léopold Mayer, ce réseau rassemble aujourd'hui des journalistes issus aussi bien de la presse écrite que des médias audiovisuels, et travaillant aussi bien en France qu'au Brésil, en Inde qu'au Liban, aux États-Unis qu'en Afrique. Imaginé comme un espace de rencontres, de réflexions et de réinvention du rôle social des professionnels de l'information et des relations entre médias et société, l'idée de cette Alliance a été approfondie en 2004 à Mumbai et ses objectifs ont évolué de façon décisive au cours du Forum social mondial 2005.

À Porto Alegre, les discussions portant sur la nécessité d'une charte mondiale de la responsabilité des journalistes ont en effet fait émerger une proposition aussi imprévue que

fondcièrement constructive: l'élaboration d'un « processus équitable de fabrication de l'information ». Plus encore que le contenu de l'information, c'est, selon ce principe, la démarche d'élaboration de celle-ci qui doit être repensée, pour s'inspirer des processus et pratiques développés dans le cadre du commerce équitable. Cette proposition ambitieuse se décline d'ores et déjà en plusieurs sous-propositions susceptibles d'être mises en œuvre à court et moyen termes.

Il s'agit par exemple de rechercher et construire des espaces où journalistes du Nord et du Sud pourront échanger et croiser leurs regards sur un même événement, voire de favoriser les pratiques de coopération pour une écriture à « plusieurs mains ». Dans le même esprit, ce processus consiste à prêter une attention particulière aux informations produites par les « dominés », les « minoritaires », les « sans-voix », de même qu'aux diverses expériences d'information citoyenne qui se multiplient en divers endroits du globe. Les principes de « l'information équitable » devront par ailleurs être l'objet d'un travail de sensibilisation mené, d'une part, auprès des professionnels et des étudiants des écoles de journalisme, d'autre part, auprès des usagers des médias. En effet, l'Alliance des journalistes soutient une démarche d'éducation précoce aux médias, ainsi que l'ouverture d'espaces de rencontres et de partenariats avec les organisations de la société civile.

Il s'agit, en fait, de « réinventer un contrat social entre les médias et la société » résume Nathalie Dollé, l'une des animatrices de la démarche. Une information « équitable » passe par l'élaboration globale d'une nouvelle éthique, impliquant, dans l'idéal, aussi bien les professionnels que les usagers et les actionnaires et propriétaires des médias. « Un journal de gauche, par exemple, ne peut pas se contenter de soutenir des valeurs dans ses articles. Il faut aussi qu'il les applique au fonctionnement du groupe, aussi bien dans la gestion du personnel que dans les politiques de marketing et de publicité commerciale », poursuit Nathalie Dollé.

Les projets portés par l'Alliance des journalistes responsables rejoignent d'ores et déjà d'autres propositions formulées au cours du FSM 2005 par plusieurs organisations de la société civile, notamment en faveur de l'éducation aux médias. Ainsi, la Confédération arabo-palestinienne du Brésil a-t-elle avancé l'idée d'actions de conscientisation destinées à démontrer au public les transformations que subit l'information entre sa source et sa retransmission. D'autres organisations brésiliennes, travaillant autour des questions de pédagogie, ont également proposé de promouvoir des espaces de discussion des médias aussi bien dans les écoles que dans toutes institutions fréquentées par les enfants.

***Communication, médias communautaires
et société de l'information***

*"Don't hate the media. Become the media",
Jello Biafra, chanteur.*

Portées par des organisations diverses, les propositions défendues par les acteurs de la « deuxième famille » ont toutes en commun l'idée de préférer à la réforme des médias traditionnels le développement et la mise en réseau de nouveaux véhicules d'expression, d'information, de communication. Nous pouvons par exemple citer la proposition formulée par le Centre d'éducation, de formation, d'assistance et de recherche (Cefasp) pour la mise en place d'un Forum permanent qui permettrait aux mouvements sociaux et aux ONG de maintenir, par le biais d'Internet, un système d'échanges d'expériences et de divulgation de leurs actions. Dans le même esprit, la Farandole de l'information indépendante – Ciranda – formée pour réunir les journalistes indépendants présents aux FSM, propose de pérenniser l'expérience ponctuelle du Forum pour mettre en place un réseau permanent de médias alternatifs susceptibles de penser et de construire des stratégies internationales de communication contre-hégémoniques. Une proposition qui rejoint des

expérimentations déjà en cours, avec par exemple Indymedia ou encore le Centre des médias alternatifs du Québec (CMAQ).

D'autres propositions réfléchissent plus directement à une appropriation des outils de communication et d'information par les acteurs sociaux non professionnels. C'est par exemple le développement des télévisions locales associatives qui doivent permettre aux mouvements sociaux de se renforcer en divulguant leurs actions selon un plan de communication indépendant. C'est aussi la proposition de l'association brésilienne Davida pour la création d'un réseau de « médias du troisième secteur », à l'image du journal *Beijo da rue* (Baiser de la rue) que la structure édite avec les prostituées qu'elle accompagne. C'est enfin une volonté de soutien et de développement des télécen- tres, structures d'accès gratuit et de formation aux technologies de l'information et de la communication, notamment Internet.

Il convient toutefois de préciser qu'aucune de ces propositions n'est issue exclusivement des débats du Forum social mondial, même elles y sont potentiellement relancées et renforcées. La plupart s'inscrivent largement dans la mise en œuvre des principes génériques formulés par les diverses organisations réunies dans la campagne CRIS (Communication Rights in the Information Society)³⁶ et présenté dans la charte du même nom. Selon cette campagne, il convient prioritairement d'élaborer des politiques publiques permettant de limiter le pouvoir du marché et de ses logiques de profit et de développer les médias alternatifs.

D'une part de nouvelles normes de régulation doivent être construites, de même que doivent évoluer les législations sur la propriété intellectuelle pour garantir la diversité et l'indépendance des sources, la souveraineté et la diversité culturelles, la liberté des ondes et des fréquences, les droits des utilisateurs d'Internet. Parallèlement, la mise en place d'organes indépendants devra permettre la participation de la société civile à la

36. www.crisinfo.org

définition de ces politiques. D'autre part, il s'agit de promouvoir la création de médias communautaires ou citoyens indépendants de l'État, le plus souvent sur fonds publics ou sur des modèles de l'économie solidaire. La question du financement conséquent et durable des médias communautaires et citoyens est d'ailleurs régulièrement posée³⁷.

Le rapport final de la campagne CRIS a été présenté à l'Assemblée des mouvements sociaux, organisée en clôture du FSM 2005. Cette présentation a d'ailleurs été l'occasion d'un appel à la mobilisation de tous pour la deuxième phase du Sommet mondial sur la société de l'information (lire encadré), qui a eu lieu en novembre 2005 en Tunisie. Une mobilisation construite autour de trois grands mots d'ordre : la défense des droits de communication en Tunisie, le soutien à la proposition en débat à l'ONU d'une convention internationale contraignante sur le respect de la diversité culturelle, et le refus de l'introduction du secteur culturel et médiatique dans les accords de l'Organisation mondiale du commerce. Le Forum social mondial, bien qu'indépendant de la tenue de ce sommet, a donc été une nouvelle étape dans le rapprochement des acteurs de l'information et de la communication avec les mouvements sociaux les plus divers.

Pour des sociétés de l'information inclusives et équitables

Organisé en deux phases, le Sommet mondial sur la société de l'information a réuni délégations gouvernementales, secteur privé et représentants de la société civile afin d'élaborer un cadre politique et un plan d'action intégrant les problématiques et défis actuellement posés par la société de l'information. Ces défis concernent principalement le rapport entre les droits de l'Homme et de la communication, le développement démocratique, l'érosion des biens communs de la connaissance, la diversité culturelle et linguistique, la privacité et la sécurité...

37. Vecam, *Réseaux humains, réseaux électroniques*, op. cit., p. 171.

À l'occasion du premier sommet de Genève, en décembre 2003, les organisations de la société civile – ONG, syndicats, médias communautaires, chercheurs, éducateurs, mouvements de genre, etc. – ont rédigé une déclaration commune explicitant leurs attentes. Ce texte place l'être humain au cœur d'une nouvelle vision des sociétés de l'information – sociétés inclusives et équitables dans lesquelles chacun doit avoir la possibilité « de créer, d'obtenir, de partager et de diffuser librement l'information et le savoir pour donner aux individus, aux communautés et aux peuples des moyens suffisants d'améliorer leur qualité de vie et de réaliser l'intégralité de leur potentiel ».

Logiciels libres, biens communs, propriété intellectuelle et brevets

« La volonté de contrôle privé du logiciel peut aujourd'hui être considérée comme l'équivalent, aux origines de l'histoire, d'une appropriation privée de l'alphabet ! »
Manuel Castells, sociologue.

La force de proposition de ce troisième groupe d'acteurs tient tout particulièrement dans des réalisations déjà existantes, allant « des campagnes couronnées de succès pour l'accès aux médicaments contre le sida, aux publications scientifiques, à l'information génomique et à d'autres bases de données, et des centaines d'efforts coopératifs innovants pour la création de biens publics, y compris ceux qui nous ont donné Internet, le World Wide Web (la toile), Wikipedia³⁸, les *Creative Commons* (lire encadré)³⁹, les logiciels libres, ainsi que des outils d'éducation à distance et de recherche médicale⁴⁰ ». Ces réalisations sont souvent le résultat d'un processus ayant démarré dès les

38. <http://fr.wikipedia.org/wiki/Accueil>

39. <http://creativecommons.org>

40. Déclaration de Genève :
www.cptech.org/ip/wipo/genevadeclaration.html.

années 1980 et ne devant donc rien au Forum social mondial. En revanche, le FSM leur a conféré une plus grande visibilité et a donc permis à un public plus large de s'en approprier l'idée, les principes et les techniques.

C'est par exemple le cas du système d'exploitation GNU/Linux mis au point par la Free Software Fondation. Le projet GNU a commencé au début des années 1980, sur l'initiative de Richard Stallman, un chercheur soucieux de recréer les conditions d'existence de communautés coopératives de partage et d'échange de logiciels, communautés minées par l'avènement du règne du *copyright*. Le point crucial consistait d'abord à mettre au point un système d'exploitation permettant de contourner entièrement l'usage des logiciels sujets à *copyright*. Le deuxième défi concernait la philosophie même du projet.

Les logiciels libres, en effet, ne sont pas tant caractérisés par la gratuité – leur commercialisation n'est pas contradictoire – que par la liberté dont disposent les usagers pour les utiliser, les modifier selon leurs besoins et en distribuer des copies ou des versions modifiées.

Pour assurer cette liberté sur le long terme et prévenir toute éventuelle privatisation d'une version modifiée, un principe a été adopté: celui du *copyleft*, basé sur les lois du *copyright* qu'il subvertit dans le sens où il garantit le maintien dans le temps de la liberté d'usage. Le *copyleft* donne en effet la possibilité d'utiliser le programme, de le copier, de le modifier et d'en distribuer des versions modifiées à condition que ces dernières soient également libres et sujettes au *copyleft*.

Aujourd'hui, plus de dix millions de personnes utilisent les systèmes GNU/Linux de la Free software Fondation, et l'intérêt pour les logiciels libres ou « logiciels ouverts » a largement franchi les frontières des cercles d'initiés. Au FSM de Mumbai, en 2004, Richard Stallman a d'ailleurs joué un rôle majeur dans la prise de conscience des enjeux du « libre » parmi les militants altermondialistes. L'organisation d'une table ronde au Forum social mondial 2005 à l'initiative de la communauté du « libre »

brésilien a renforcé⁴¹ cette compréhension. Comme le souligne l'association Vecam⁴², « les droits de propriété intellectuelle définissent l'équilibre entre l'intérêt des créateurs, des innovateurs, des producteurs, des distributeurs et des publics ». Or, ces droits sont en pleine mutation, sous l'impact conjugué de l'irruption des technologies de l'information et de la mondialisation.

C'est pourquoi, en dehors des propositions d'ores et déjà opérationnelles, la principale revendication et proposition des mouvements du « libre » porte sur la réforme de l'Organisation mondiale sur la propriété intellectuelle (OMPI). La protection de la propriété intellectuelle devait à l'origine encourager l'activité créatrice et l'OMPI avait également été chargée d'organiser les transferts de connaissance et de technologie des pays développés vers les pays en voie de développement. Mais, les acteurs du « libre » dénoncent aujourd'hui la rigueur de normes internationales conduisant trop souvent à l'expansion de monopoles privés au détriment du domaine public et au renforcement de la domination du Nord sur le Sud. Contre cette situation, un groupe de près de 600 ONG et individus⁴³ a alors adopté en septembre 2004 la déclaration de Genève.

S'appuyant sur une proposition déposée par les gouvernements brésiliens et argentins, cette déclaration soutient l'idée de l'élaboration d'un agenda du développement et d'un traité sur l'accès aux connaissances et aux techniques. Ces deux mesures correspondraient à la mise en œuvre d'un choix éthique qui, sans renoncer à la protection de la propriété intellectuelle défendrait un nécessaire équilibre entre les intérêts du secteur privé et la défense du domaine public. Pour les acteurs du « libre », en effet, les droits de propriété intellectuelle ne

41. www.softwarelivre.org

42. www.vecam.org et les actes de la rencontre sur : www.vecam.org/article.php3?id_article=419, publié par C&F Editions (<http://cfeditions.com/catalogue.php>).

43. Voir liste des premiers signataires : www.cptech.org/ip/wipo/signatures.html

devraient être accordés qu'à des fins utiles à la société, essentiellement pour encourager la créativité et l'innovation. Mais ils devraient être régulièrement revus pour permettre leur adéquation à cet objectif⁴⁴. De même, il convient de reconnaître l'importance des modèles coopératifs de l'activité créatrice intellectuelle, afin d'assurer l'égalité d'accès et d'usage, la gratuité, l'ouverture des contenus et la liberté d'expression et ceci, contre les coalitions marché/puissance publique qui permettent les monopoles et les législations sur les brevets par exemple.

***Creative Commons* ou la liberté des auteurs**

Si la communauté du « libre » pense souvent la liberté du côté des usagers, elle n'en oublie pas pour autant celle des auteurs qui, tout en souhaitant partager leurs œuvres doivent également pouvoir se prémunir contre des utilisations qu'ils jugeraient éventuellement contraires à leur éthique ou à leur goût. Entre le *copyright* privatisant et les licences libres totalement ouvertes, les *Creative commons*, développées à partir de 2001, dessinent alors une voie intermédiaire, adaptée à d'autres types de support que les logiciels et surtout aux nouveaux paradigmes de diffusion permis par Internet.

Ces licences du troisième type fonctionnent selon un principe modulable, rassemblant diverses possibilités de protection : obligation de créditer l'auteur du travail original en cas de diffusion, interdiction de toute utilisation commerciale, interdiction de diffusion de travaux dérivés et enfin obligation de partage à l'identique, c'est-à-dire de diffusion de l'œuvre modifiée selon les mêmes règles que la version originale. La combinaison de ces quatre critères permet de composer six licences différentes, pour plus de souplesse et d'adaptation aux besoins des auteurs.

44. Extrait de la déclaration de la société civile au sommet de Genève, www.cptech.org/ip/wipo/genevadeclaration.html

Analyse et perspectives

À la lumière de ces propositions – qui ne rendent que partiellement compte de la multitude des débats et des acteurs – nous constatons deux grandes tendances. D'une part, se manifeste une réelle volonté de rapprochement des diverses familles et des points de vue, même si la réalité est encore éloignée de cette volonté ! D'autre part, un glissement prudent s'opère vers la problématique des biens communs de l'information qui pourrait permettre de concrétiser un objectif toujours énoncé mais jamais atteint consistant à se rapprocher des mouvements sociaux non directement impliqués dans les enjeux de communication. Ces alliances représentent aujourd'hui le défi majeur à relever. C'est pourquoi ALAI propose comme orientation très opérationnelle, celle d'un agenda de la communication des mouvements sociaux.

Pour construire cet agenda, il faut que le mouvement global des droits à la communication se relie aux autres mouvements, voire en fasse partie. Certains travaillent déjà en ce sens, comme l'Association mondiale des radios communautaires, riche de 3 000 radios communautaires, qui s'est mobilisée récemment tant sur les accords mondiaux sur le commerce que sur le débat international sur la diversité culturelle. Mais il faut également que les mouvements sociaux considèrent la communication comme un objectif politique, non seulement un outil mais un objet de luttes sociales.

Bien sûr, ce n'est pas un hasard si les mouvements et réseaux de la lutte contre la gestion néolibérale de la mondialisation utilisent toutes les ressources des réseaux numériques. « Les technologies de l'Internet semblent fournir de nouveaux appuis logistiques utiles à l'action militante transnationale. » Par ailleurs les réseaux numériques participent en eux-mêmes au rapprochement des cultures, des espaces géographiques, des langages qui font toute la diversité et la difficulté des FSM. On pourrait presque dire qu'ils sont une « formation » préalable à la participation aux FSM.

Mais, la perception partagée de l'information comme enjeu de pouvoir est la clé du rapprochement. Dans les champs aussi variés que l'accès à la santé et aux médicaments, du droit à une alimentation saine, de la lutte contre la faim, de la préservation des ressources naturelles, du droit à l'éducation, à la formation et à la connaissance, à l'accès libre et universel à la culture et à toutes ses diversités, les mêmes priorités devront être défendues : le développement humain et la préservation de notre planète. C'est la notion de bien commun de l'information, nouveau bien commun de l'humanité qui devra unir tous les hommes et les femmes qui entendent construire un monde responsable et solidaire.

Agenda des contacts

Textes

- Déclaration de CRIS pour l'assemblée générale des mouvements sociaux au FSM 2005 :
www.crisinfo.org/content/view/full/671
- Déclaration de la société civile au SMSI :
http://smsi.francophonie.org/aff_srub.php3?id_rubrique=6
- Déclaration de Genève sur le futur de l'Organisation mondiale sur la propriété intellectuelle :
www.cptech.org/ip/wipo/genevadeclaration.html

Organisations et mouvements

- *Le Monde diplomatique* : www.monde-diplomatique.fr
- Inter Press Service : www.ips.org
- Observatoire mondial des médias :
www.observatoire-medias.info/article.php3?id_article=113
- Observatoire français des médias :
www.observatoire-medias.info
- Alliance internationale de journalistes : www.j-alliance.net

Médias alternatifs et média-activistes

- Independent Media Center (Indymedia):
www.indymedia.org/en/index.shtml
- Samizdat: www.samizdat.net
- Centre des médias alternatifs du Québec: www.cmaq.net

Agences de presse indépendantes

- Carta Major: <http://agenciacartamaior.uol.com.br>
- Ciranda: www.ciranda.net
- Crid (Centre de recherche et d'information sur le développement): www.crid.asso.fr/chantiers/fsm/fsm_3intro.htm
- Choike (Le portail des sociétés civiles du Sud):
www.choike.org/nuevo_eng/informes/2334.html
- Les Pénélopes: www.penelopes.org

Médias communautaires et Internet citoyen

- Cris (Campagne pour les droits à la communication):
www.crisinfo.org
- Alai (Agence latino américaine d'information):
www.alainet.org
- APC (Association for progressive communication):
www.apc.org
- Wacc (World association for christian communication):
www.wacc.org.uk
- Aller (Association latino-américaine d'éducation radiophonique): www.aler.org.ec
- Amarc (Association mondiale des radios communautaires):
www.amarc.org
- Cmic (Carrefour mondial de l'Internet citoyen):
www.lecarrefour.org
- GCNP (Global communities networks partnership):
www.globalcn.org
- Rits (Réseau d'information pour le tiers secteur):
www.rits.org.br
- Vecam: www.vecam.org

Acteurs et communautés du Libre

Free Software Fondation : www.fsf.org

Projet Free Software (Brésil) : www.softwarelivre.org

Creative commons : <http://creativecommons.org>

Electronic Frontier Fondation : www.eff.org

Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI)

Sites de la société civile

www.wsis-cs.org

www.worldsummit2005.org

<http://reso.blogs.com/smsi>

Groupe de travail de la société civile sur la gouvernance de l'Internet

www.net-gov.org/wgig

Groupe de recherche de l'université d'Oxford

www.oii.ox.ac.uk

Site officiel du sommet

www.itu.int/wsis

Remerciements

Nous remercions toutes les personnes qui ont bien voulu contribuer à la rédaction de cet article en répondant à nos questions et tout particulièrement :

Christophe Aguiton, chercheur

Carlos Alfonso, Rits

Alain Ambrosi, Carrefour mondial de l'Internet citoyen

Sihem Bensedrine, journaliste

Sally Burch, Alai

Steve Burkley, Amarc

Dominique Cardon, chercheur

Manuel Castells, chercheur

Manola Gardez Rauss et Nathalie Dollé, alliance indépendante des journalistes

Armand Mattelard, professeur

100 PROPOSITIONS DU FORUM SOCIAL MONDIAL

Stephania Milan, IPS

Jason Nardi, unimondo et Cris

Sean O Siochru, nexus et Cris

Martine Paulet, Carrefour mondial de l'Internet citoyen

Valérie Peugeot, Vecam

Graziela Selaimen, Rits

Ainsi que Nicolas Haeringer pour son remarquable travail sur *memoria viva* et Michel Sauquet pour sa confiance et son soutien.

Véronique Kleck

Véronique Kleck est secrétaire générale de l'association Vecam. Elle a fondé cette association en 1995 et en a assuré la direction pendant six ans. Elle a assumé en 2003-2004 la direction du premier sommet mondial des villes et des pouvoirs locaux sur la société de l'information. Au sein du gouvernement français, elle fut conseillère technique du secrétaire d'État à l'Économie solidaire, chargée des technologies de l'information et de la communication, puis à la Délégation interministérielle à l'innovation et à l'économie sociale. Enfin, elle a assumé diverses fonctions de direction au sein du Conseil des communes et régions d'Europe, à l'Assemblée nationale française et au Parlement européen. Elle a enseigné le droit constitutionnel et les relations internationales à l'université de la Sorbonne et à l'Institut d'études politiques à Paris.

10.

Éthique, cosmovisions et spiritualités

*Andreas Hernandez (États-Unis)
traduit de l'américain par David Fauquemberg*

Le contexte : sens, accomplissement personnel et responsabilité

Le problème de savoir ce qui rend la vie humaine bonne pour celui qui la vit, se trouve au cœur des préoccupations éthiques depuis la Grèce antique, dont les philosophes s'interrogèrent sur le concept d'*eudaimonia* (bonheur). Les questions du sens, de l'accomplissement personnel et de la responsabilité envers autrui et le monde sont depuis toujours des réflexions incontournables en matière d'éthique, de vision du monde (ou cosmovision) et de spiritualité. Au moment où la société civile se constitue à l'échelle planétaire pour résister à la mondialisation économique et tenter d'élaborer des alternatives, ces questions prennent un sens nouveau, et s'affirment comme autant d'éléments cruciaux dans la construction d'un autre monde.

La Coalition œcuménique mondiale avait envoyé un unique représentant au premier Forum social mondial de 2001 ;

en 2005, ils étaient 2 000. L'implication dans le Forum de groupes et de mouvements soucieux de placer les questions spirituelles et religieuses au cœur des débats a évolué de manière exponentielle, depuis des débuts quasi clandestins jusqu'à compter, au cours du Forum 2005, l'un des onze espaces thématiques: «Éthique, cosmovisions et spiritualités». Cet espace fut créé par le comité organisateur du FSM, après une large consultation sur Internet, qui avait promu la spiritualité au rang de thème majeur. La force des spiritualités et des cosmovisions, ainsi que leur capacité à devenir des foyers de résistance, étaient déjà apparues au grand jour lors du Forum de Mumbai en 2004, où de puissants mouvements sociaux émergeant des religions populaires et d'autres terreaux spirituels, dont ils se nourrissaient, se manifestèrent de manière éclatante.

Les spiritualités et la religion sont des forces inhérentes aux luttes sociales modernes, des forces inspiratrices, mobilisatrices, qui donnent de la profondeur à ces combats: révolutions américaine puis française, mouvements anticoloniaux, mouvements des droits civiques... La religion a en outre joué un rôle prépondérant dans le développement de la tradition marxiste: il suffit de se rappeler que Friedrich Engels étudia les aspects politiques des mouvements religieux, puis s'inspira de ces travaux dans ses œuvres ultérieures. Dans le monde d'aujourd'hui, nombreux sont les mouvements sociaux en lutte contre le projet néolibéral, et parmi les plus actifs, qui se sont développés sur des bases religieuses et spirituelles, depuis le Mouvement des sans-terre au Brésil jusqu'aux mouvements antibarrage en Inde, sans oublier les zapatistes du Mexique. En Chine, où toute dissidence politique organisée est virtuellement impossible, la démarche spirituelle du Falun Dafa s'est imposée comme une menace réelle aux yeux du système du parti unique, ce qui a entraîné l'interdiction de cette pratique et l'emprisonnement de quelque 200 000 pratiquants. Ces derniers formaient le groupe le plus important du contingent chinois au Forum 2005. Par ailleurs, bon nombre d'agences de développement trouvent

ÉTHIQUE, COSMOVISIONS ET SPIRITUALITÉ

leur source dans des organisations religieuses : World Vision, Caritas... En 2003, une étude de l'Ibase rapportait que 63 % des participants du Forum affirmaient avoir des « croyances religieuses ».

Bien sûr, et l'actualité nous le rappelle, on ne saurait oublier que l'histoire des religions est marquée par la violence, l'oppression, les conflits aux quatre coins de la planète, que l'on pense aux croisades, à la colonisation ou aux dictatures militaires. L'une des idées mises en avant lors des FSM, c'est que la caractéristique cruciale permettant de distinguer ces deux faces des religions que sont leurs vertus libératrices et leur tendance à l'oppression, tient peut-être à la capacité qu'ont les théologies et les spiritualités à embrasser l'humanité dans sa globalité, au lieu de créer des systèmes d'exclusion. Le théologien Hans Kung suggère que la paix entre les religions est une condition préalable à toute paix dans le monde. Le signe distinctif de la majorité des forces religieuses et spirituelles qui cherchent actuellement à promouvoir des changements sociaux progressistes, c'est leur aptitude au dialogue, à l'écoute vis-à-vis d'autres systèmes de compréhension du monde, qu'ils soient scientifiques, culturels ou religieux. Ce qui contraste fortement avec bien des fondamentalismes visant, par définition, à réduire la vie des hommes à des interprétations strictes et réductrices des textes religieux ; s'en remettre aux absolus de tels systèmes réducteurs rend difficile toute relation, toute compréhension réciproque avec d'autres personnes, d'autres idées, d'autres modèles de pensée. Il est intéressant de souligner que la plupart des religions naissent sous la forme de ce que nous appelons aujourd'hui des mouvements sociaux : des groupes, des communautés défiant les courants politiques, culturels et sociaux dominants de leur époque. Ce n'est que sous leur forme institutionnelle ultérieure que ces religions sombrent dans l'oppression et la violence.

Le projet néolibéral, dont le lancement symbolique remonte au premier Forum économique mondial de 1971, et qui a été

mis en place à l'échelle planétaire au cours des années 1980, peut être envisagé comme une réaction aux progrès sociaux d'après 1945, comme la volonté de remettre au premier plan les intérêts du capital financier. Ce projet revendique haut et fort l'idéologie selon laquelle ce qui sert le mieux le bien commun, ce sont les décisions individualistes du marché; les efforts collectifs étant considérés comme une entrave au bon fonctionnement de ce dernier. Le terme de « fondamentalisme du marché » s'est popularisé au cours des dernières décennies pour désigner cette idéologie qui réduit l'immense complexité et la profondeur de la vie humaine et planétaire à des modèles économiques autoréférentiels. Le fondamentalisme de marché du projet néolibéral n'a eu de cesse de tisser des liens de plus en plus étroits avec le militarisme et les fondamentalismes religieux à travers le monde, tels que la *Moral Majority* aux États-Unis ou encore le nationalisme hindou en Inde. Bon nombre de ces fondamentalismes religieux peuvent être vus comme des réactions aux bouleversements politiques, culturels et sociaux de la fin des années 1960. Et la réaction au projet néolibéral lui-même a servi de terreau à de nouvelles formes de régressions fondamentalistes, comme le terrorisme du *Jihad*, qui a frappé avec la force que l'on sait.

Maria Rita Kehl a décrit le Forum comme une île d'invention utopique. Emir Sadir, lui, a dit qu'il s'agissait à la fois d'un foyer de résistance au néolibéralisme et de la préfiguration d'un monde régi par les valeurs. Les propositions du FSM relativement à l'éthique, aux cosmovisions et aux spiritualités sont une contribution essentielle à cette action créatrice et à la résistance au réductionnisme du libéralisme, qui se fonde sur une véritable dénégation des forces vitales. Ces propositions invitent en effet à penser la manière dont les êtres humains pourraient vivre en interdépendance harmonieuse les uns avec les autres, mais également avec la terre. Elles se proposent d'agir comme des catalyseurs d'utopies, en mobilisant les ressources éthiques et spirituelles nécessaires à la construction d'un autre

ÉTHIQUE, COSMOVISIONS ET SPIRITUALITÉ

monde. Comme le résumait l'animateur de l'un des débats de cet espace thématique: « Toute alternative au néolibéralisme, pour avoir une chance de réussir, doit examiner à la fois ce que signifie pour l'homme une vie accomplie, et quelles sont nos responsabilités. »

Les thèmes : pluralité, intégration et croissance

Étant donné l'immense diversité des acteurs, des institutions, des mouvements, des idées, des croyances et des visions du monde réunis dans le cadre des FSM, une grande variété de thèmes de discussion et de débat a été mise au jour autour des questions d'éthique, de cosmovisions et de spiritualités :

– Le thème qui s'est imposé de manière transversale dans la grande majorité des ateliers, séminaires et autres rassemblements informels était l'idée qu'en ces temps de mondialisation effrénée existait un besoin urgent de dialogue et d'écoute, impliquant le plus vaste éventail possible d'acteurs sociaux, pour tout ce qui touche à l'éthique, aux cosmovisions et aux spiritualités. De nombreux intervenants considéraient un tel dialogue comme la condition préalable à une réelle ouverture des religions les unes aux autres, à l'élaboration d'une éthique embrassant notre humanité commune, et à une interrogation approfondie sur ce que signifie l'épanouissement personnel. Plusieurs groupes reconnurent au Forum une place de premier ordre dans l'histoire de l'œcuménisme.

– Parmi les thèmes centraux figurait le fait que le réductionnisme opéré par le néolibéralisme lui interdit d'offrir une conception pertinente de l'être humain. Divers ateliers abordèrent l'idée qu'on ne saurait construire un autre monde sur la base des valeurs du marché, ni de celles que véhiculent les fondamentalismes religieux. Plusieurs groupes débattirent de l'inquiétude que fait naître l'explosion des fondamentalismes religieux à l'échelle planétaire. En outre, bon nombre de ces groupes exprimèrent le désir d'opposer à des relations articulées

autour de l'argent – qu'elles s'expriment à travers la marginalisation, l'asservissement ou le consumérisme – des relations humaines fondées sur une véritable solidarité. Dans ce contexte s'affirmait l'idée communément partagée que ni la rationalité scientifique et technologique, ni les religions et spiritualités ne pouvaient à elles seules répondre aux problèmes éthiques auxquels se voit confrontée une société civile qui s'organise à l'échelle planétaire.

– Autre thème très présent au cours des débats, l'intégration à la théologie de valeurs imposées par les révolutions de 1968, telles que la sexualité, l'égalité des sexes, et la conscience écologique, mais également de questions raciales ou liées aux héritages ancestraux, bien antérieures à ces révolutions. Ces questions occupèrent une place centrale dans les débats consacrés à l'éthique. Plusieurs groupes ou participants individuels mirent en avant le besoin pour l'humanité de faire appel à d'autres modes de relation à notre planète, en sauvant de l'oubli des approches traditionnelles, en créant des démarches alternatives nouvelles, et en construisant des modes hybrides de relation au monde puisant dans ce que le traditionnel et le nouveau peuvent offrir de meilleur.

– Plusieurs groupes et organisations ont souligné le besoin de mettre en place, au moyen d'une longue réflexion faisant intervenir une vaste palette d'intervenants, des références morales planétaires capables de sous-tendre la diversité des relations que nous entretenons avec notre humanité commune. La majorité des participants tombèrent d'accord que de tels processus ne devaient pas s'opérer de manière précipitée, si l'on voulait que ces références éthiques parviennent à obtenir le soutien du plus grand nombre.

– Le renouveau des théologies de la libération et, au-delà, l'élaboration de théologies de la libération dépassant le seul cadre du christianisme furent aussi très présents dans les discussions, notamment celles qui traitaient de l'islam et du bouddhisme. Nombreux furent les groupes affirmant que les

ÉTHIQUE, COSMOVISIONS ET SPIRITUALITÉ

théologies de la libération devaient faire preuve d'une plus grande ouverture, et tout particulièrement à l'égard des mouvements sociaux et des jeunes.

– Les pratiques susceptibles de favoriser l'émergence d'une éthique, d'une prise de conscience et d'une culture de la non-violence furent abordées dans un vaste éventail d'ateliers et de rassemblements, d'un bout à l'autre du Forum. Certains groupes considéraient que les pratiques spirituelles étaient particulièrement propices à l'acquisition d'un mode de pensée et d'une culture capables de réduire la violence, la haine et la colère à leur strict minimum.

– Parmi les groupes indigènes, les discussions allèrent bon train concernant les formes que pouvait revêtir pour eux la recherche d'une représentation au niveau politique et de liens plus actifs avec d'autres luttes sociales et culturelles. De plus, divers débats consacrés aux questions éthiques mirent en avant l'idée que les groupes indigènes avaient un rôle essentiel à jouer dans l'élaboration de références éthiques mondiales.

– Un thème récurrent tournait autour de la question de savoir comment donner un nouveau souffle aux dimensions prophétiques des religions et des spiritualités, comment leur permettre d'exprimer pleinement le potentiel éthique, non violent et utopique qui est le leur.

– Enfin, tout un ensemble de groupes et de mouvements exprimèrent l'idée qu'un progrès social et écologique ne peut avancer que main dans la main avec l'épanouissement personnel des individus (et *vice versa*). Cependant, ces voix divergeaient quant à l'énergie respective qu'il convenait de consacrer à l'épanouissement personnel et aux changements sociaux et écologiques, et sur la question de savoir s'il pouvait s'avérer fructueux d'examiner séparément chacun de ces deux termes.

Les propositions : dialogue, outils et techniques

La création de l'espace thématique « Éthique, cosmovisions et spiritualités » au sein du Forum social mondial 2005 peut être vue en elle-même comme une proposition à part entière, à l'intention de la gauche mondiale et des forces progressistes œuvrant à la construction d'un autre monde. Suite aux démarches participatives qui ont présidé à l'organisation du FSM 2005, cet espace thématique s'est imposé comme l'un des onze que comptait le Forum. En des temps où les dynamiques religieuses et spirituelles sont parfois marginalisées dans la pratique politique comme dans celle du développement, l'existence de cet espace dans le cadre du FSM symbolisait la reconnaissance du fait que les spiritualités et les cosmovisions ont toujours été et demeureront des dimensions essentielles de la lutte pour un monde plus juste et démocratique. L'émergence de cette thématique souligne également la nécessité de s'attacher sans attendre à la construction d'un système éthique – élément essentiel de la construction d'un autre monde – en développant la partie progressiste des systèmes éthiques dominants, mais également en élaborant de nouveaux systèmes éthiques plus relationnels, sur lesquels les hommes de tous les horizons soient susceptibles de s'entendre.

Une multitude d'organisations et de mouvements mus par des dynamiques spirituelles ou religieuses, du MST brésilien à World Vision, organisèrent des ateliers et des séminaires proposant des actions transformatrices concrètes, et ce dans tous les espaces thématiques du Forum, depuis « Droits de l'Homme et dignité pour un monde juste et égalitaire » jusqu'à « Luites sociales et alternatives démocratiques – contre la domination néolibérale ». Ainsi, plusieurs propositions nées au cours du Forum s'inspirent d'approches et de praxis propres aux spiritualités et à la religion. Plus généralement, on peut dire que les activités du Forum étaient presque toutes fondées sur des propositions éthiques visant à plus de justice, de démocratie et de solidarité. Cependant, les propositions qui s'attachaient

ÉTHIQUE, COSMOVISIONS ET SPIRITUALITÉ

directement à l'éthique, aux cosmologies et aux spiritualités en tant que foyers de résistance favorables à la construction d'un monde nouveau présentaient souvent des caractéristiques et significations bien différentes des propositions issues des autres espaces thématiques du FSM, qui s'avéraient parfois plus programmatiques.

Chartes éthiques

Plusieurs projets d'élaboration de documents éthiques fondateurs visant à servir d'outils dans le cadre des luttes sociales et écologiques ont été proposés. La charte des Responsabilités humaines, soumise actuellement à un processus de consultations et de révisions successives, ambitionne ainsi de devenir le troisième pilier éthique du système planétaire, à égalité avec la Charte des Nations unies et la Déclaration universelle des droits de l'Homme. Ce document comporte dix principes destinés à servir de guides à une action éthique. Ce document s'appuie sur la notion selon laquelle jamais jusqu'alors au cours de leur histoire les hommes n'avaient disposé d'un tel impact sur la vie les uns des autres, ni d'un tel savoir associé à un tel pouvoir de transformer leur environnement; c'est la reconnaissance de l'interdépendance de toutes les sociétés humaines. La charte souligne que la notion de responsabilité, indissociable de toute interaction humaine, constitue un principe universel. Sans imposer un système de préceptes, ce document propose des priorités, invite à des choix. Cette charte est conçue pour être appliquée de manière spécifique à chaque sphère professionnelle et sociale, et ses principes se veulent applicables aux actions individuelles comme à celles qui s'effectuent à plus grande échelle. Les groupes qui soutiennent ce document considèrent le dialogue permanent comme la clé de l'élaboration d'une charte éthique susceptible d'être largement reconnue.

Charte des Responsabilités humaines

Principes devant guider l'exercice des responsabilités humaines.

- Pour faire face aux défis d'aujourd'hui et de ceux à venir, il est aussi important de s'unir dans l'action que de valoriser la diversité culturelle.
- La dignité de chacun implique qu'il contribue à la liberté et la dignité des autres.
- Une paix durable ne peut être établie sans une justice respectueuse de la dignité et des droits humains.
- Pour assurer l'épanouissement de l'être humain on doit répondre à ses aspirations immatérielles aussi bien qu'à ses besoins matériels.
- L'exercice du pouvoir n'est légitime que lorsqu'il est mis au service du bien commun et qu'il est contrôlé par ceux sur qui ce pouvoir s'exerce.
- La consommation des ressources naturelles pour répondre aux besoins humains doit s'intégrer dans une démarche plus large de protection active et de gestion prudente de l'environnement.
- La recherche de la prospérité ne peut être dissociée du partage équitable des richesses.
- La liberté de la recherche scientifique implique d'en accepter la limitation par des critères éthiques.
- Les connaissances et les savoir-faire ne prennent tout leur sens que par leur partage et leur usage au service de la solidarité, la justice et la culture de la paix.
- Dans les décisions concernant les priorités du court terme il faut prendre la précaution d'évaluer les conséquences à long terme avec leurs risques et incertitudes⁴⁵.

45. Cette traduction s'inspire de la version officielle en français présente sur plusieurs sites d'organismes et d'associations (NdT).

ÉTHIQUE, COSMOVISIONS ET SPIRITUALITÉ

L'Unesco, de concert avec une longue liste d'institutions, dont l'université catholique de Rio Grande Do Sul, a proposé aux participants du Forum de participer à l'élaboration d'un document, la Déclaration internationale sur les principes éthiques environnementaux destiné à servir de ligne directrice à une éthique environnementale. Le FSM 2005 avait été choisi comme un moment crucial des consultations menées dans le monde entier auprès des représentants de différentes sphères d'intérêts, dans le cadre du long processus d'élaboration de cette déclaration sur l'éthique environnementale. La création d'une déclaration éthique qui s'intitulerait Charte des droits de l'Homme et de la diversité religieuse et servirait de base de référence à la tolérance et à l'ouverture en matière de religion, a été proposée par plusieurs organisations religieuses, en partenariat avec le secrétariat aux droits de l'Homme du Brésil.

Représentation politique des populations indigènes

Des groupes indigènes venus de toute l'Amérique latine, ainsi que des représentants originaires des autres continents, ont organisé au sein du Forum 2005 un espace intitulé *Puxirum* d'arts et savoirs indigènes. Le but était de dégager, parmi les communautés indigènes présentes, un consensus quant à la manière de poursuivre leurs luttes historiques. Un consensus général fut finalement obtenu, autour de la proposition soulignant qu'une plus grande représentation politique était souhaitable, et que les mouvements indigènes devaient établir des relations plus étroites avec les autres luttes sociales, culturelles et écologiques.

La création d'un Forum indigène mondial a été proposée, premier pas pour s'organiser à partir de ces propositions. Ce rassemblement est prévu pour 2006, au Brésil. Des requêtes concrètes furent formulées et présentées au gouvernement brésilien, qui incluaient la création d'un secrétariat aux questions indigènes, en lien direct avec le président. Ces groupes indigènes proposèrent en outre que le comité international qui

organise le FSM intègre en son sein un comité indigène – ce qui fut accepté.

Des pratiques éthiques et spirituelles pour la résistance et l'action

Des propositions considérant l'éthique, les cosmovisions et les spiritualités comme des résistances en vue d'un monde nouveau revêtirent souvent la forme de techniques pour changer nos façons d'être et d'agir, ou encore de manières de concevoir l'être humain et les communautés humaines dans leur relation avec le monde et le cosmos. Une grande diversité de pratiques spirituelles furent mises en avant, depuis la méditation zen jusqu'à des pratiques de groupe visant à canaliser l'énergie, en passant par les usages rituels de l'ayahuasca, mélange de plantes psychédélique venu d'Amazonie. Ces pratiques furent souvent présentées comme des sources de résistance non violente et d'action, et fréquemment envisagées comme des moyens d'accéder à une interconnexion harmonieuse et sensible avec les systèmes humains, naturels et universels qui nous entourent, à travers le développement de nos capacités affectives, créatrices et transcendantes. D'autres groupes prônèrent diverses démarches non violentes; une association de juges défendit le recours à la philosophie et à des techniques de communication non violentes. Caritas International, soulignant l'intérêt qu'il y aurait à faire de la réconciliation la pratique essentielle de la construction d'un monde nouveau, tint des ateliers axés sur les techniques expérimentées par cette organisation.

Savoirs et pratiques traditionnels axés sur le rapport à notre planète

Une multitude de groupes se rejoignirent dans l'affirmation selon laquelle les visions du monde qui gouvernent la planète, centrées sur l'économie et la technologie, ne permettent pas d'envisager l'établissement de relations durables entre les humains et la Terre – plusieurs d'entre eux soulignèrent même que ces visions du monde conduisent bel et bien notre planète

ÉTHIQUE, COSMOVISIONS ET SPIRITUALITÉ

à une crise écologique inéluctable. Tout un ensemble de cosmovisions susceptibles de permettre enfin aux hommes de concevoir et de mettre en place des interrelations durables avec la Terre et le cosmos furent examinées, qui allaient de visions du monde propres aux peuples indigènes jusqu'à la vision du monde que développe le bouddhisme. Avec l'idée sous-jacente, maintes fois répétée, que de telles cosmovisions ne sauraient être des systèmes d'interprétation exclusifs, mais qu'au contraire tous les paradigmes ont leurs limites, et que seule la multiplicité des points de vue permet d'agir efficacement. La majorité de ces visions du monde avaient en commun d'être centrées sur la Terre, et de faire appel à la notion d'une force vitale cosmique ou énergétique, comme dans le cas de la biodynamique, une approche de l'agriculture considérant la Terre comme un être vivant et visant à rétablir un certain équilibre biologique, à réparer les dommages causés grâce à la connaissance des forces vitales, à une approche spirituelle doublée de l'observation des phénomènes naturels. Plusieurs de ces cosmovisions se proposaient en outre de faire renaître certains aspects des pratiques et savoirs traditionnels marginalisés par la colonisation européenne, premier pas effectif sur le chemin de la mondialisation. Dans le domaine de la santé, l'ethnomédecine fut présentée comme une alternative propice au bien-être physique, psychologique et spirituel.

L'Institut Arapoty, associé à une foule d'autres organismes, affirma que la quête d'un développement durable et d'une harmonie écologique véritable devait passer par une exploration des rapports entre l'être humain et la nature, une étude combinant savoirs scientifiques et traditionnels, afin que chaque système puisse pallier les faiblesses de l'autre. Un autre groupe présenta la démarche philosophique de l'anthroposophie comme un système de connaissance apte à dépasser ce qui est souvent perçu à tort comme l'irréductible dualité des sciences naturelles et du mysticisme traditionnel.

Plusieurs groupes soulignèrent les enseignements à tirer d'une praxis vécue pour instaurer un rapport de connaissance favorable à un développement durable, qu'il soit social ou écologique. Ces groupes proposèrent la création d'écovillages, c'est-à-dire de communautés conçues selon des principes socioécologiques, qui serviraient de véritables laboratoires où seraient expérimentées des techniques, des valeurs et une éthique propices au développement durable. Un autre groupe proposa d'organiser les communautés écologiques en un réseau mondial qui soutiendrait le développement de nouveaux écovillages et autres communautés écologiques, tout en donnant une ampleur et une résonance plus grandes aux actions et engagements collectifs de telles communautés.

Les régimes végétariens et végétaliens furent mis en avant comme représentant le moyen immédiat et efficace d'œuvrer à l'établissement de relations durables avec notre planète, avec l'argument selon lequel d'immenses quantités de terre, d'eau et d'énergie sont mobilisées pour nourrir et élever les animaux destinés à notre consommation, qui pourraient servir à la culture d'aliments directement destinés aux êtres humains, sans même parler de l'espace ainsi soustrait à la biodiversité des espaces sauvages. Plusieurs groupes proposèrent en outre que la sphère éthique soit élargie afin d'englober également les êtres vivants autres que l'homme, en particulier les animaux.

Enfin, une association de professeurs d'université proposa de faire de l'écriture et de la lecture des haïkus un symbole de paix, présentant cette pratique comme le moyen pour les hommes d'approfondir leur relation à la nature – un tel approfondissement étant une condition préalable à l'avènement d'un développement durable pour les relations que les hommes entretiennent entre eux et avec leur planète.

Le renouveau des théologies et l'œcuménisme radical

Des théologiens, les membres de divers mouvements et les pratiquants de religions et de spiritualités de tous bords se réunirent pour réfléchir à la manière dont la théologie devait être repensée pour pouvoir intégrer les principales luttes qui ont vu, ou revu, le jour au cours des dernières décennies. Un groupe spécialisé dans la théologie féministe souligna que le corps humain devait jouer un rôle plus grand dans la pensée théologique, notamment dans le cas du christianisme. Plusieurs groupes affirmèrent que la féminité – c'est-à-dire des aspects de la vie tels que l'intuition, la réceptivité, les vertus nourricières ou l'interdépendance – devait être intégrée aux diverses théologies des grandes religions qui, nées dans des sociétés patriarcales, s'appuient indéniablement sur des valeurs liées à la masculinité. Le groupe Catholiques pour le droit de choisir soutenait l'idée que la défense des droits sexuels représentait un combat crucial et stratégique dans la lutte contre l'essor des fondamentalismes religieux politisés. De nombreux théologiens, dont Leonardo Boff, invitèrent à placer la terre et l'écologie au cœur de la pensée théologique, afin de mieux refléter les menaces pesant actuellement sur l'homme et de donner un souffle nouveau aux dimensions spirituelles de la religion. Il fut également proposé que les notions de sexualité et de race soient traitées explicitement et dans le détail par les théologies de la libération, ces deux catégories étant des aspects essentiels des relations d'exploitation de l'homme par l'homme à l'échelle planétaire. Le groupe qui organisait l'atelier « L'identité noire et la Bible » proposa d'introduire les questions raciales dans l'étude des textes religieux.

Une association d'organisations religieuses prôna l'œcuménisme comme un pas décisif dans la construction d'un monde nouveau. L'idée était que l'avènement d'une planète plus juste dépendait de l'existence d'une paix, d'une ouverture et d'interactions constructives entre les religions d'une part, et entre les religions et la vie séculière de l'autre. Le Forum lui-même fut

présenté comme le lieu d'un œcuménisme radical, rassemblant une multitude d'acteurs sociaux et de croyances, intensifiant les liens entre les religions, les théologies de la libération et les mouvements sociaux. Le groupe Islam progressiste et théologie de la libération proposa de renforcer les liens et les échanges existant entre les théologiens de la libération chrétiens et les théologiens progressistes de l'Islam, afin de développer et de répandre une théologie de la libération musulmane.

Plusieurs personnes œuvrant au renouveau des théologies proposèrent que les théologies, les communautés de foi et tous les hommes religieux s'attaquent plus directement, et publiquement, aux fondamentalismes et à leurs contradictions, partout où cela était possible. Un élan se créa visant à mettre en place un réseau plus dense et plus étendu des églises et théologiens progressistes, afin d'encourager les actions religieuses progressistes et de combattre les fondamentalismes à tous les niveaux, depuis les communautés locales jusqu'aux forums planétaires. Plusieurs ateliers s'attachèrent à promouvoir une telle interconnexion à diverses échelles, notamment l'atelier « Dialogue interreligieux et coopération au Brésil », organisé par l'Initiative des religions unies.

Éthique de l'éducation

Une association de superviseurs pédagogiques proposa la mise en place d'un système éco-pédagogique, aspect essentiel selon eux de la construction d'une éthique de la citoyenneté planétaire. L'enjeu essentiel d'un tel système pédagogique serait de faire prendre conscience du fait que tous les êtres humains habitent une seule et même biosphère, avant d'élaborer une solidarité réelle s'appuyant sur cette prise de conscience. Tout en reconnaissant le fait qu'une multitude d'identités, que ce soit au niveau individuel ou collectif, puissent se référer d'une manière qui leur est propre à une conscience planétaire commune.

Une coalition s'est formée pour organiser les sociétés de l'apprentissage (conférences II et III, organisées respectivement lors

des FSM 2004 et 2005), créant ainsi au sein de chacun de ces forums un « espace d'apprentissage ». Cet espace était centré sur la proposition de cinq démarches pédagogiques novatrices ; deux d'entre elles, « Abandonner » et « Désapprendre » étaient présentées comme des interventions éthiques dans les systèmes d'apprentissage existants. « Abandonner » se présente comme un moyen de donner naissance à de nouvelles manières de vivre et d'apprendre, ou d'apporter un nouveau souffle à celles qui existent, en établissant des réseaux d'apprentissage avec les autres tout en suivant notre propre itinéraire d'apprentissage, l'enjeu étant de nous affranchir ainsi des normes sociales, mentalités et institutions dominantes, marquées par les dysfonctionnements et l'oppression. « Désapprendre » désigne une démarche radicalement critique, dont le but est de réunir les apprenants afin de leur permettre de remettre en question et de désapprendre, avec discernement, les postulats, les mythes, les stéréotypes et les attitudes les plus répandus, en examinant leurs origines et la manière dont ils leur ont été inculqués.

Analyse : interconnexion, ouverture et prophétie

On peut aborder les propositions éthiques, cosmologiques et spirituelles du FSM comme relevant d'une réponse éthique et globale plus large au projet néolibéral. À l'évidence, des réponses existent dans toutes les sphères de l'activité humaine, depuis la manière de gouverner jusqu'à la création artistique, sans oublier l'économie. Le fait que la marginalisation soit de plus en plus inscrite dans les structures elles-mêmes et que les modes de vie proposés renvoient chaque jour davantage à des principes utilitaristes provoque en retour des résistances populaires et, pour citer le théoricien social Edgar Morin, le contre-courant d'une « quête de vie qui est poétique, dédiée à l'amour, à l'admiration, à la passion et la fête ». Bon nombre des propositions du FSM consacrées à l'éthique, aux cosmologies et aux spiritualités, qu'elles traitent de chartes éthiques ou de

pratiques spirituelles, apportent leur contribution à cette réponse adressée au projet néolibéral, en s'interrogeant de manière suivie et approfondie sur le type d'être humain et de communauté humaine que nous voulons voir naître et se développer. En outre, elles apparaissent comme des catalyseurs d'élans utopiques, d'idées et d'actions, elles donnent chair à des espoirs concrets, autour desquels des hommes pourront s'unir pour donner naissance à de nouveaux possibles sociaux.

L'apparition du thème « Éthique, cosmovisions et spiritualités » comme un élément à part entière du FSM peut être considérée en elle-même, et par sa nature même, comme une proposition visant à créer des forces propices à une justice mondiale. En effet, la création de cet espace souligne le fait que ces dimensions de l'humain sont et continueront d'être des ressources cruciales et un terreau fertile pour les mouvements de résistance. Le fait que cette thématique n'ait pas été incluse dans les cinq grands thèmes transversaux censés établir des ponts entre les onze espaces thématiques du Forum, tels que « Lutter contre le capitalisme patriarcal » ou « Lutte contre le racisme et les autres formes d'exclusion basées sur les origines », est éminemment polémique. Bien des voix s'élevèrent pour regretter que les thèmes « Éthique, cosmovisions et spiritualités » n'aient pas été davantage intégrés au reste du Forum. Quoi qu'il en soit, nombreux furent ceux qui se réjouirent de la reconnaissance explicite de leur importance, car la première édition du Forum, conçue pour l'essentiel par les ONG, s'était avérée pour le moins indifférente à ces questions. Plusieurs groupes défendirent l'idée que cette thématique était essentielle, en ce qu'elle offrait un espace au renouveau des valeurs humaines, un espace où des acteurs de tous les horizons pouvaient enfin se réunir pour débattre, réfléchir et faire des propositions sur ce que signifie l'épanouissement véritable de l'être humain, élément fondamental du combat pour la construction d'un ordre planétaire plus soucieux des aspects humains et sociaux de la réalité. En disposant d'un espace

ÉTHIQUE, COSMOVISIONS ET SPIRITUALITÉ

spécifique au sein du Forum, cette thématique favorisait par ailleurs la participation de groupes marginalisés qui, sans se considérer comme politiques à proprement parler, se caractérisaient pourtant par leur grande dynamique de résistance ; de nombreux événements imprévus et informels eurent lieu : rituel Candomblé afro-brésilien, cérémonies shamaniques indigènes... Cet espace thématique, dont les rituels et pratiques spirituelles incessants se déroulaient à l'ombre des grands arbres, en périphérie du site du FSM, devint ainsi le lieu où les participants d'autres thématiques venaient reprendre des forces.

Nombreux étaient les participants, notamment ceux qui faisaient partie de l'immense Coalition œcuménique mondiale, qui voyaient dans les Forums sociaux des moments importants pour le mouvement œcuménique, qui rassemble les religions pour établir entre elles un réel dialogue, amorcer entre elles une paix durable en dépassant leurs divisions. La version moderne de ce mouvement est apparue à la fin du siècle dernier, impulsée par les différentes Églises chrétiennes en quête d'une unité, et bientôt étendue au monde entier. Un tiers environ des ateliers de l'espace thématique « Éthique, cosmovisions et spiritualités » étaient centrés sur le dialogue interreligieux et la démocratisation de la religion. Bon nombre de groupes considèrent le travail œcuménique mené au cours du Forum comme un excellent outil pour construire une solidarité mondiale dépassant largement le simple cadre du FSM.

Au-delà, les Forums ont rendu possible une démarche œcuménique plus radicale encore, ne concernant plus seulement l'unité de l'Église, mais bien l'établissement d'une solidarité plus marquée de la religion à l'égard des mouvements sociaux. Le développement, le renouveau et la création de théologies de la libération formèrent une part importante de la thématique « Éthique, cosmovisions et spiritualités ». Une signification toute spéciale fut reconnue au fait que, pour la première fois, une telle diversité d'acteurs sociaux, depuis les activistes des mouvements sociaux jusqu'aux théologiens et universitaires,

issus d'un large éventail de fois et de croyances, se réunissaient sous le même chapiteau pour élaborer des outils théologiques adaptés à l'action sociale. L'enjeu de la majorité de ces débats était de permettre aux théologies d'échapper à l'emprise des institutions et hiérarchies, et de les ancrer dans la praxis des mouvements sociaux. L'affirmation revint souvent que les mouvements sociaux, en particulier ceux qui s'étaient organisés en communautés alternatives, comme les communautés chrétiennes de base, qui ont engendré une foule de mouvements de sans-terre à travers toute l'Amérique latine, n'étaient pas autre chose que les expériences concrètes d'un mode de vie prophétique, et formaient le terreau par excellence d'un renouveau de la religion.

Plusieurs groupes affirmèrent que ni la logique scientifico-rationnelle, ni celle des religions prises séparément n'étaient aptes à présider aux décisions morales et éthiques que le monde contemporain exige. De nombreux ateliers et propositions mirent en évidence le besoin d'une interaction poussée entre les valeurs spirituelles, la praxis politique, l'art et les sciences. Les chartes éthiques proposées fournissent un début de réponse à ce problème, en ce sens qu'elles sont le fruit d'une synergie rassemblant une grande diversité de forces; tout particulièrement la charte des Responsabilités humaines, qui offre des principes éthiques largement partagés, capables d'intervenir dans la prise de décisions concernant toutes les sphères de l'activité humaine. Cependant, il faut reconnaître qu'obtenir l'adhésion d'une vaste palette d'organismes et d'institutions dans le monde entier sera, pour ces chartes, un véritable défi, relevé au prix d'une lutte longue et patiente.

Les pratiques spirituelles mises en avant dans les débats furent souvent présentées comme disposant d'une capacité certaine à établir une interrelation harmonieuse entre leurs pratiquants et la planète, le cosmos. La majorité de ces méthodes, loin de prétendre détenir une vérité absolue, fournissent des techniques permettant de se confronter d'une manière réflexive

ÉTHIQUE, COSMOVISIONS ET SPIRITUALITÉ

à la complexité chaque jour plus grande de la vie et de l'univers. Ce que l'on pourrait considérer comme la différence essentielle entre les pratiques spirituelles sources de libération et celles qui entraînent division et exclusion. Les propositions concernant les éthiques pédagogiques de « Abandonner » et de « Désapprendre » invitent également à mener plus avant l'examen de la manière dont s'établissent les absolus; centrées sur la vie en communauté, elles représentent des démarches essentielles dans la recherche d'un apprentissage qui soit davantage participatif et libérateur. Toutefois, il serait peut-être bon de se demander si, dans certains cas, la notion d'abandon ne sous-estime pas quelque peu les possibilités qu'offrent la subversion et la radicalisation de l'intérieur des institutions existantes. Enfin, les pratiques et savoirs centrés sur la Terre qui ont été prônés au cours du Forum semblent dessiner l'outil, ou du moins le préfigurer, qui permettra d'entamer l'édification de relations durables entre l'homme et sa planète. La force vitale énergétique de certains de ces systèmes contraste fortement avec la conception de cette relation qui caractérise la logique du marché (une relation d'arrachement violent, centrée sur la domination technologique), et la contrebalance.

De l'avis général, l'espace *Puxirum* d'arts et savoirs indigènes s'est imposé comme une manière particulièrement efficace d'affirmer la présence de groupes indigènes au FSM et leur statut de forces organisées luttant pour la défense de leurs droits. L'un des participants affirma même que la création du *Puxirum* représentait en elle-même une proposition, en ce que cet espace œuvrait directement à la consolidation des politiques indigènes et au renforcement des réseaux indigènes d'Amérique latine, leur permettant ainsi de s'opposer plus efficacement aux gouvernements et aux grandes entreprises pour tout ce qui touchait aux questions d'invasion de leurs territoires, de rétribution de la main-d'œuvre, de droits à la citoyenneté. Bref, plus généralement, aux conséquences de la progression du projet néolibéral. L'existence de cet espace donnait en outre plus de poids à la

proposition qui était faite aux groupes indigènes d'Amérique latine de s'engager davantage aux côtés d'autres mouvements, d'autres luttes.

Dans cette période historique difficile qui est la nôtre, la référence à des outils et systèmes éthiques, à des cosmologies se distinguant des visions du monde hégémoniques et à des spiritualités tournées vers la vie s'avère incontournable pour qui veut oser penser l'impensable, pour qui souhaite faire sienne cette vision prophétique capable de dépasser la contingence de la situation présente. Il est extrêmement ardu de transformer des structures, quelles qu'elles soient, en s'en remettant à la logique même qui les sous-tend. Une éthique approfondie et élargie, des cosmologies embrassant à la fois les valeurs humaines et la relation privilégiée de l'homme avec sa planète, des spiritualités qui nous fassent accéder de nouveau à la conscience d'une interconnexion de toutes les formes de vie – voilà des forces dotées d'une puissance exceptionnelle s'il s'agit de mobiliser l'action commune de tous contre les structures et systèmes négateurs de vie qui dominent notre planète. Elles offrent, pour la construction d'un autre monde, des outils, des visions et des espérances.

Agenda des contacts

Association des Conseils
œcuméniques des églises liée
aux organisations de
développement
www.aprodev.net

Association brésilienne de
l'agriculture biodynamique
(Associação Brasileira de
Agricultura Biodinamica)
www.biodinamica.org.br

Mouvement des sans-terre
brésiliens
(Movimento dos
Trabalhadores Rurais Sem
Terra)
www.mst.org.br

Caritas International
www.caritas.org

ÉTHIQUE, COSMOVISIONS ET SPIRITUALITÉ

Mouvement des travailleurs
catholiques
(Catholic worker movement)
www.catholicworker.org

Catholiques pour le droit
de choisir
(Catholics for the Right
to Decide)
www.catholicsforchoice.org

Charte des Responsabilités
humaines
<http://allies.alliance21.org/charte>

Communautés de base
chrétienne
(Comunidades Eclesiais
de Base)
www.cebsuai.org.br

Programme « l'Église de la
terre »
(Church Land Programme)
www.churchland.co.za

Falun Dafa
www.falundafa.org

Les amis de la Terre
(Friends of the Earth)
www.foe.org

Réseau des écovillages
(Global Ecovillage Network)
www.ecovillages.org

Réseau environnemental
des indigènes
(Indigenous Environmental
Network)
www.ienearth.org

Kairos
www.kairoseuropa.de

Conseil latinoaméricain
œcuménique des églises
(Consejo Latinoamericano
de Iglesias)
www.clai.org.ec

Mouvement pour une
alternative non-violente
<http://manco.free.fr>

Université de Naropa
www.naropa.edu

Commission pastorale
de la terre
(Comissão Pastoral da Terra)
www.cptnac.com.br

Communauté de paix
(Peacemaker Community)
www.peacemakercircle.org

100 PROPOSITIONS DU FORUM SOCIAL MONDIAL

Pour un traitement éthique
des animaux
(People for the Ethical
Treatment of Animals)
www.peta.org

Tikkun/Network of Spiritual
Progressives
www.tikkun.org
Conseil mondial des Églises
(World Council of Churches)
www.wcc-coe.org

Union musulmane
progressiste
(Progressive Muslim Union)
www.pmuna.org

Zendo Brazil
www.monjacoen.com.br

Sojourners
www.sojo.net

50 Years is Enough Network
www.50years.org

Conseil des Églises d'Afrique
du Sud
(South Africa Council of
Churches)
www.sacc.org.ca

Andreas Hernandez

Andreas Hernandez est réalisateur; il termine actuellement sa thèse à l'université Cornell, au département de sociologie du développement. Il a réalisé un film sur le Forum social mondial intitulé *L'espoir vaincra la peur: les Forums sociaux mondiaux*, et il dirige des recherches sur le Parti des travailleurs au gouvernement au Brésil. Il a travaillé avec des ONG dans l'ancien Caucase soviétique et a conduit des recherches sur la transition post-soviétique en République de Géorgie. Il a par ailleurs été travailleur social; il vit à Porto Alegre, au Brésil.

11.

Les droits de l'Homme, une référence centrale

Yves Hardy (France)

Le combat perpétuel

Au sortir de la barbarie – les atrocités nazies de la Seconde Guerre mondiale – face à laquelle la communauté internationale s'était montrée inactive et impuissante, une réaction forte s'imposait. Elle intervint le 10 décembre 1948. Ce jour-là, l'Assemblée générale des Nations unies proclamait la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH). René Cassin, l'un de ses rédacteurs, résumait ainsi le propos : « Protéger tout l'Homme et protéger les droits de tous les hommes. »

La DUDH s'inscrit dans le droit fil de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen dont a accouché, en 1789, la Révolution française, et reprend sa visée universaliste. L'éthique, très utopique, s'est peu à peu incarnée. Il a fallu, cependant, attendre 1966 pour que deux pactes internationaux – l'un relatif aux droits civils et politiques (Dcp), l'autre aux droits économiques sociaux et culturels (Desc) – rendent contraignants les principes énoncés en 1948. « Dix-huit mois pour élaborer la Déclaration, dix-huit ans pour mettre au point les pactes », persiflait alors René Cassin. Et dix ans de plus pour leur ratification. Quant à leur application...

La rhétorique a du mal à s'incarner

Le décalage est en effet important entre les textes, exigeants, et les rudes réalités mondiales. Dans tous les domaines.

Bien que le pacte de 1966 relatif aux DCP stipule « qu'aucune personne relevant de la juridiction d'un État partie ne sera exécutée », la peine de mort a encore été prononcée par 64 États contre 7 395 personnes en 2004, et plus de 3 800 d'entre elles ont subi le châtement suprême (au moins 3 400 en Chine, 159 en Iran, 59 aux États-Unis). « Malgré la tendance mondiale en faveur de l'abolition, remarque Amnesty internationale, ces chiffres soulignent que la communauté internationale doit mener une action concertée afin que la peine capitale appartienne enfin au passé. »

Tout reste à faire en matière de torture. L'adoption, le 10 décembre 1984, par les Nations unies de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants n'a pas empêché, au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, de sérieuses dérives de la lutte antiterroriste. Sévices et humiliations se sont multipliés dans les prisons de Bagram (Afghanistan), Abou Ghraib (Irak) ou Guantanamo (base américaine sur l'île de Cuba). Dès janvier 2002, Alberto Gonzales, conseiller juridique de la Maison-Blanche (et futur ministre de la Justice), avertissait que la guerre contre le terrorisme « rend obsolètes les limites strictes aux interrogatoires de prisonniers ennemis fixées par les conventions de Genève ». « Une justification des exactions », proteste Kenneth Roth, directeur exécutif de Human Rights Watch (HRW). Sans effet. La contagion sécuritaire gagne même la Grande-Bretagne : depuis août 2004, les preuves obtenues sous la torture sont déclarées recevables. Autre signe de l'inquiétant tournant, le transfert par les États-Unis de militants islamistes vers des centres de détention « off-shore » au Maghreb et au Proche-Orient, où la torture est pratiquée sans retenue.

Le scandale des inégalités

« Toute personne est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels (DESC) indispensables à sa dignité », indique la DUDH (article 22). Pourtant, leur violation occasionne des « dégâts » considérables. Douleuruse litanie des chiffres : 850 millions d'habitants de la planète souffrent toujours de malnutrition, un milliard n'a pas accès à de l'eau potable, 3 milliards – près de la moitié de l'humanité – survivent avec moins de 2 dollars US par jour.

L'ampleur du désastre obligeait à un sursaut. En septembre 2000, 189 chefs d'États et de gouvernements rassemblés à New York au siège des Nations unies, consignent dans la Déclaration du millénaire, « les aspirations de la communauté internationale pour le siècle nouveau ». Et se fixent un but majeur : réduire la pauvreté de moitié d'ici 2015 (voir encadré). Las, à dix ans de l'échéance, en dépit de quelques progrès, la lutte contre l'exclusion accumule les retards...

Les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD)

La réduction de moitié de la pauvreté d'ici à 2015 suppose d'atteindre huit objectifs spécifiques :

1. Réduire de moitié la population dont le revenu est inférieur à 1 dollar par jour ainsi que celle souffrant de la faim.
2. Assurer à tous les enfants un cycle complet d'études primaires.
3. Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire.
4. Réduire des deux tiers le taux de mortalité des moins de cinq ans.
5. Réduire des trois quarts le taux de mortalité maternelle.
6. Enrayer la propagation du sida et du paludisme.
7. Réduire de moitié le nombre de ceux qui sont privés d'un accès à l'eau potable.
8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

« De récentes enquêtes d'opinion, s'inquiète Nilmario Miranda, secrétaire d'État brésilien aux Droits de l'Homme, ont montré qu'une majorité de Latino-Américains accepteraient un régime autoritaire s'ils étaient assurés que leur vie quotidienne s'améliore. [...] C'est bien la preuve, déduit-il, que la démocratie formelle a besoin du soutien d'une politique d'inclusion sociale. » C'est aussi le signe que l'État de droit n'est jamais totalement acquis.

Autant dire que le combat des pionniers et de leurs successeurs en faveur de droits de l'homme universels et indivisibles a des allures de quête sans cesse renouvelée. Fait nouveau, l'irruption des sociétés civiles dans ce champ hier accaparé par les juristes, modifie sensiblement la donne...

L'accès aux droits, démarche citoyenne

Du sommet de la Terre de Rio de Janeiro (1992) à celui de Johannesburg (2002), en passant par les réunions de Pékin sur le droit des femmes ou d'Istanbul sur l'habitat, les sociétés civiles font entendre leur voix. Pour clamer que l'accès à l'eau, à la nourriture ou au logement doit également être posé en termes de droits. Les réunions du G8, du FMI, de la Banque mondiale ou encore de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) – à Seattle (1999) ou Cancún (2003) – font les frais de ce regain de contestation.

À ces occasions, la mouvance altermondialiste engrange les succès. En réaffirmant avec force, ici, que le droit à la santé des malades du sida prime sur le droit des brevets et les intérêts financiers des laboratoires pharmaceutiques. En soutenant, là, que le droit à la souveraineté alimentaire peut bousculer les règles du commerce international. « Ces avancées, insiste Gustave Massiah, président du Centre de recherche et d'information sur le développement (CRID), ont donné du crédit au mouvement. Il apparaissait possible de remettre en cause un ordre international par trop injuste. » Du même coup, la

mobilisation des sociétés civiles et des opinions publiques en faveur de l'accès aux droits prend le pas sur l'approche juridique des spécialistes du droit.

Le renfort des Forums

Les Forums sociaux mondiaux (FSM) ont aussi grandement contribué à cet infléchissement majeur. Ils bénéficient de la dynamique en même temps qu'ils la confortent. « Si le premier Forum de Porto Alegre (2001), se souvient Gustave Massiah, se résumait à un plaidoyer anti-Davos, l'accès aux droits s'est imposé dans les suivants. » Progressivement. Un événement isolé lui est consacré en 2002, alors qu'en 2005, l'espace intitulé « Droits humains et dignité pour un monde juste et égalitaire » affichait plus de 400 ateliers.

La montée en puissance ne s'est pas effectuée sans discussions ni controverses. En fait de doctrine universelle, « un pur produit de la vision occidentale individualiste », contestaient ainsi pêle-mêle tenants de la prééminence du droit sacré de l'islam, défenseurs des « valeurs asiatiques » ou de la tradition africaine. Critiques largement récuses, car émanant pour l'essentiel de gouvernants et jamais d'opposants ou même des populations.

Mais comment contrer les détracteurs ? Sans ménagement, sur le mode du dissident chinois Wei Jingsheng ironisant : « Au cœur de l'idéologie des valeurs asiatiques figure une idée singulière : certains êtres humains sont aptes à vivre sous des régimes démocratiques libérés de l'oppression, alors que d'autres ont besoin de la répression et de l'esclavagisme pour être gouvernés. » Ou, tout en restant ferme sur les principes, préférer la pédagogie. C'est l'option retenue par le magistrat Philippe Texier, fidèle de Porto Alegre. À défaut, il faudrait mettre à l'index – pour entorses graves à l'égalité des sexes – l'Algérie dont le code de la famille maintient la femme sous tutelle, l'Arabie saoudite qui lui refuse encore le droit de vote, voire toute l'Afrique subsaharienne en raison de barbares mutilations sexuelles des petites filles...

L'égalité des droits ne passe-t-elle pas avant la sacralisation des cultures ? « Sûrement, répond Philippe Texier. Mais, plutôt que de heurter de front les convictions profondes de multitudes, mieux vaut, par exemple, soutenir le combat des femmes africaines qui incitent, avec un certain succès, les exciseuses traditionnelles à poser les couteaux. » Manière de dire que toutes les interpellations ne sont pas à écarter et que l'affirmation de l'universalité des droits peut se conjuguer avec un respect de la diversité des cultures.

L'impunité recule

L'examen des prometteuses avancées de la justice internationale reforme le consensus. Tous saluent l'action de la Coalition internationale des ONG en faveur de la Cour pénale internationale (CPI). Le cap des soixante ratifications franchi, la CPI peut, depuis le 1^{er} juillet 2002, instruire le procès des responsables de génocides, crimes contre l'humanité et crimes de guerre. Le tribunal de Nuremberg (1945) avait frayé la voie. Il s'agit à nouveau de proclamer, comme le dit l'ancien Garde des Sceaux français Robert Badinter, que « le temps de l'impunité est révolu pour les génocidaires et les massacreurs de toute origine ». À la différence des deux tribunaux *ad hoc* pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda, les compétences de la CPI ne sont pas limitées dans l'espace et le temps. Ce n'est pourtant pas demain que Poutine ou Hun Jintao seront traduits devant la CPI, suite aux exactions de masse commises par leur armée en Tchétchénie et au Tibet. « Nous commençons par nettoyer les petites taches, sourit Jean-Pierre Dubois, secrétaire général adjoint de la FIDH⁴⁶, avant de nous attaquer aux grosses. » De son côté, Michel Doucin, ambassadeur français pour les droits de l'Homme, pointe le risque d'effets pervers : « On peut craindre que désormais les émules de Pinochet s'accrochent au pouvoir afin d'éviter tout risque d'inculpation. »

46. Début juin 2005, Jean-Pierre Dubois a été nommé président de la Ligue des droits de l'Homme (LDH).

Tous concernés

Autre leitmotiv, l'indivisibilité des droits. Ils ont été longtemps fragmentés, avant que la « contagion » démocratique gagne peu à peu toutes les ONG de défense des droits humains⁴⁷. La préoccupation commune scelle la rencontre entre militants des droits de l'Homme, du développement des pays du Sud et altermondialistes. « On ne lutte pas contre la tyrannie en acceptant la misère », répètent à Porto Alegre les mouvements citoyens. L'enjeu est bien de hisser les DESC au niveau des droits civils et politiques (DCP), mieux protégés. Tous se déclarent sensibles à la tragédie du sida. Beaucoup se gardent pourtant de l'incantation « Tous les droits exigibles tout de suite » et préfèrent rallier une autre proposition novatrice : tout le monde est lié par le respect des droits. Les États bien sûr au premier chef, mais aussi les entreprises.

Le nouvel acteur s'est imposé de lui-même : des multinationales sont plus puissantes que de nombreux États. D'où l'essor de la notion de responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE). Les firmes qui, à l'heure de la globalisation économique, sont tentées par le « moins disant social » découvrent qu'elles ont des comptes à rendre à d'autres que leurs seuls actionnaires. Comme souvent, la bataille s'est ouverte par un scandale. Après la catastrophe industrielle de Bhopal (décembre 1984) – plus de 7 000 morts et quelque 150 000 personnes souffrant des séquelles de l'empoisonnement – les entreprises ont pris la mesure, pressions aidant, de leurs responsabilités sociales et environnementales. Certaines communiquent volontiers sur leurs mesures d'autodiscipline (codes de bonne conduite, chartes éthiques). D'autres résistent aux pressions des ONG et syndicats qui leur demandent – à elles et leurs sous-traitants – de simplement respecter les conventions de l'Organisation

47. Amnesty international, par exemple, a élargi son mandat aux DESC lors du Conseil international de Dakar (2001).

internationale du travail (OIT) : interdiction du travail forcé, de celui des enfants, liberté syndicale...

Le désir de justice qui s'exprime lors des rassemblements cosmopolites de Porto Alegre et Mumbai s'accompagne d'un hommage à l'œuvre des pionniers des droits de l'Homme. Comme si, plus d'un demi-siècle après, « l'idéal commun » de tous les peuples et nations exprimé par la DUDH demeure une ardente obligation, l'horizon moral de notre temps.

Des propositions tous azimuts

Parmi les multiples propositions, les motions en forme de slogans sont beaucoup moins nombreuses que les textes argumentés. Et ceux-ci couvrent tout le vaste champ des droits de l'Homme. Reflet des préoccupations actuelles, la défense des « libertés fondamentales » fait bon ménage avec la conquête des droits économiques, sociaux et culturels (DESC). De cette riche palette, nous avons retenu ici les couleurs les plus vives. Celles qui dessinent quelques défis d'avenir.

À propos des droits civils et politiques

Depuis les tragiques attentats du 11 septembre 2001, la « guerre contre le terrorisme » figure au premier rang de l'agenda politique international. Problème, elle s'accompagne de graves dérapages. « Au nom de la lutte antiterroriste, les États-Unis bafouent les droits des prisonniers », dénonce Reed Brody, responsable de Human Rights Watch international (HRW). Il propose de restaurer la primauté du droit sur la force. Car, « quelles que soient la personne et les circonstances, la torture et l'humiliation de détenus sont injustifiables. Les démocraties qui y consentent concèdent une victoire aux terroristes en copiant leurs méthodes. » L'État de droit est bien perçu comme le gage de la suprématie morale de la démocratie sur ceux qui veulent l'abattre.

Cuba, un étrange procureur

Un atelier parmi d'autres, si ce n'est son libellé offensif: « La lutte de Cuba contre le terrorisme de l'Empire ». Objectif: la libération de cinq « héros » cubains⁽¹⁾, emprisonnés par l'administration Bush sous « la fausse accusation d'espionnage ».

En revanche, pas un mot sur la vague de répression dans l'île, qui a soulevé l'indignation internationale. Courant mars 2003, soixante-quinze opposants pacifiques, accusés de « complot avec les États-Unis » étaient condamnés à de lourdes peines de prison (plus de vingt ans pour beaucoup). Mi-2005, seuls quatorze d'entre eux avaient bénéficié d'une mesure d'élargissement⁽²⁾.

Un « deux poids, deux mesures » qui ne choque pas les militants latino-américains. Ils considèrent, encore majoritairement, Cuba comme un modèle et plébiscitent le nouvel axe Fidel Castro/Hugo Chavez matérialisé au Forum par une tente de solidarité commune Cuba/Venezuela...

(1) www.freethefive.org et www.antiterroristas.cu

(2) www.rsf.org et rapport d'Amnesty international: « Cuba, les droits humains bafoués au nom de la sécurité » (2003).

À Porto Alegre, les Latino-Américains ont soldé les comptes des années noires de dictature. Les pays du Cône Sud ont connu la rupture la plus nette avec l'État de droit, à travers le « Plan Condor ». Sous ce vocable, s'est instaurée une collaboration criminelle entre le général chilien Augusto Pinochet et ses homologues galonnés d'Argentine, du Brésil, du Paraguay, d'Uruguay et de Bolivie. Il s'est agi entre 1974 et 1980 d'éliminer les opposants qualifiés de « suppôts du communisme mondial ». Tous les tenants et aboutissants de ce « Mercosur de la mort » sont loin d'être connus. Alors que Washington a ouvert – pour partie – ses dossiers, ceux des pays du Cône Sud restent verrouillés. C'est à cette « anomalie » qu'entendent remédier les autorités de l'État brésilien du Rio Grande do Sul.

Elles réclament « le libre accès à toutes les archives des dictatures militaires d'Amérique latine ».

Le chantier de la justice internationale donnait plutôt lieu à des échanges réjouis : « Avec la création de la Cour pénale internationale (CPI), nous tenons enfin un succès tangible ». Sans jouer les rabat-joie, les porte-parole de Human Rights Watch modéraient les ardeurs : « La bataille n'est pas terminée. Les États-Unis continuent de faire pression sur tous leurs partenaires pour qu'ils signent des accords bilatéraux d'impunité. Afin qu'aucun citoyen américain ne soit jamais traduit devant la Cour. » Réplique suggérée : dénoncer par une campagne d'opinion le chantage des États-Unis pour délégitimer la CPI. Côté FIDH, on souhaitait pousser les feux en élargissant demain le mandat de la CPI : « Parmi les crimes les plus graves, devraient aussi figurer les viols et la mise en esclavage sexuel des femmes lors des conflits. »

Les violences à l'encontre des femmes, « le plus grand scandale de notre temps », a fait l'objet durant toute l'année 2004 d'une campagne d'Amnesty international. Porto Alegre y fait écho. Évocation des meurtres en série dans le nord du Mexique (plus de 400 assassinats), des « crimes d'honneur » du Proche-Orient au Pakistan contre des femmes soupçonnées de relations hors mariage, et partout les violences domestiques.

À chaque groupe ses préoccupations propres. Chiliennes et Argentines fustigent le caractère archaïque des législations du continent : « L'avortement doit être légalisé dans tous les pays et les femmes pouvoir disposer librement de leur corps. » Des femmes déléguées par la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) témoignent de harcèlements sexuels au travail. Un groupe de femmes de Florianopolis (Brésil) saisit l'occasion pour proposer de réunir un tribunal populaire sur le thème. Au final, les divers réseaux féminins promettent de mettre à profit chaque rendez-vous international – à commencer par celui de New York de mars 2005 – pour rappeler au monde que les droits humains s'accordent aussi au féminin.

LES DROITS DE L'HOMME, UNE RÉFÉRENCE CENTRALE

À l'initiative de Caritas internationalis un atelier spécifique était consacré au trafic – en plein essor, car lucratif – de femmes et d'enfants à des fins d'asservissement sexuel (prostitution, pédophilie). Il serait devenu pour les mafias mondiales la deuxième source de profits (7 milliards de dollars US par an), derrière le trafic de stupéfiants. Liliana Foca de l'association roumaine Alternative sociale, précise : « En Europe centrale et orientale, 700 000 femmes et enfants en provenance de Moldavie, Albanie, Roumanie, Ukraine ou Russie, en seraient victimes chaque année. » On estime à plus de 200 000 les femmes ouest-africaines aux mains des trafiquants. Si renaît un « marché aux esclaves », quels moyens adéquats déployer sans criminaliser toutes les migrations ? Pour Geneviève Colas, du Secours catholique français, « La condition d'une lutte efficace contre le fléau est un travail en réseau entre associations et institutions des pays d'origine, de transit et de destination du trafic. » Le message est relayé à Bruxelles par Marius Wanders de Caritas Europe.

Les enfants sont fréquemment privés de droits, rappellent les représentants de l'Unicef : 352 millions d'entre eux, âgés de 5 à 17 ans sont contraints au travail. En Asie surtout, mais aussi en Amérique latine et en Afrique (cas de quatre enfants sur dix). Parmi eux, les « enfants de la rue » qui enchaînent les petits boulots à coups de débrouille. Les plus vulnérables demeurent les enfants esclaves soumis au travail forcé (6 millions), les enfants prostitués et les enfants soldats : ils sont 300 000 à être utilisés comme chair à canon dans une trentaine de pays en conflit. Il est fait écho au récit bouleversant de l'Ougandaise China Keitetsi, *La petite fille à la kalachnikov*⁴⁷. Beaucoup sont encore en recherche d'alternatives crédibles. « Qu'au moins les employeurs d'enfants de familles pauvres les scolarisent à mi-temps, suggère une participante. Comme cela commence à se faire au Pakistan ou au Bangladesh. » Pour l'ONG Save the

47. Coédition Unicef/Grip, Complexe, Bruxelles, 2004.

children, le FSM doit produire une information adaptée aux plus jeunes et favoriser leur participation aux débats qui les concernent.

Des Indiens mapuches du Chili, un collectif du peuple aymara venu de Bolivie, la Coordination des organisations indigènes du bassin amazonien (Coica) s'immiscent dans les débats pour en renouveler les termes: « Les droits de l'homme ne sont pas qu'individuels, ils peuvent aussi revêtir une dimension collective. » Plaidoyers en faveur du respect de la cosmogonie indienne et des cultures, de la reconnaissance des droits ancestraux sur la terre ainsi que de systèmes juridiques originaux (régime communautaire de propriété). Les participants hésitaient à démêler l'écheveau complexe mêlant revendications culturelles et politiques. Qu'importe! L'heure est d'abord à « la résistance », tant est forte la pression, souvent synonyme d'expulsion, pour exploiter les richesses des forêts ou du sous-sol.

À propos des droits économiques, sociaux et culturels (DESC)

Les DESC ont longtemps été affublés du qualificatif d'« objectifs à atteindre progressivement ». En clair, ils n'étaient pas considérés comme de « vrais » droits, à l'instar des droits civils et politiques. ONG et syndicats ont réagi contre ce « traitement inégal »: ils réclament l'exigibilité des DESC, notamment au sein du comité *ad hoc* des Nations unies. L'adoption de la Déclaration du millénaire (septembre 2000) a donné un second souffle à la revendication et le rendez-vous de Porto Alegre lui a servi de caisse de résonance.

Initiative majeure du dernier FSM, le lancement de « l'Action mondiale contre la pauvreté », qui rassemble une quarantaine de coalitions nationales, tant au Nord qu'au Sud. Tous ses protagonistes signalent que les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) constituent « un minimum », ce dont l'Homme a besoin pour vivre de manière digne. Les OMD

LES DROITS DE L'HOMME, UNE RÉFÉRENCE CENTRALE

forment aussi un point d'appui car, une fois n'est pas coutume, la communauté internationale s'est imposée une obligation de résultat à l'horizon 2015. Il reste donc à multiplier les pressions. Tous les réseaux entérinent le mot d'ordre : « Assez de paroles, des actes ! » En Europe, une coordination de mouvements chrétiens, relaie la campagne ; en France, c'est la coalition « 2005 : plus d'excuses ! » qui regroupe les énergies. Des « journées du bandeau blanc », symbole de la lutte, sont prévues tout au long de l'année 2005 pour rappeler leurs engagements aux dirigeants politiques. Porto Alegre a commencé de le faire, en passant en revue tous les DESC, comme autant de bannières de mobilisation.

Droit à l'alimentation. L'ordre meurtrier d'un monde qui tolère encore famines et malnutrition a été vilipendé, toutes tendances confondues, des évangélistes allemands (EED) aux catholiques français (Ccf), en passant par les laïcs des diverses Alliances nationales contre la faim, soutenues par la FAO. Soucieux d'avancées concrètes, les membres de l'Institut brésilien Paolo Freire prônaient l'extension du programme « Faim zéro » lancé par le président Luis Inacio Lula da Silva aux autres pays du Sud concernés.

Droit à la santé. Impératif commun : faire reculer la pandémie de sida, particulièrement en Afrique australe où l'espérance de vie, déjà inférieure à 40 ans, continue de régresser. Au total, ses ravages mondiaux – plus de 3 millions de morts en 2004, 40 millions de personnes contaminées par le virus – menacent la démocratie dans les pays les plus touchés, selon le Centre international Olaf Palme (Suède). Paul Hunt, rapporteur spécial des Nations unies sur la santé, insiste, lui, sur l'obligation d'assistance des pays du Nord. Plus généralement, l'accès aux soins des populations vulnérables fait figure d'axe prioritaire pour Médecins du Monde (MdM) et le People's health movement (PHM). Un plaidoyer repris par l'Assemblée des peuples pour la santé, réuni à Cuenca (Équateur) en juillet 2005.

Droit à l'éducation. Vernor Munoz Villalobos, rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'éducation, incite à faire pression pour que tous les États consacrent 6 % au moins de leurs ressources (PIB) à l'éducation. Cela permettrait, prolonge la Campagne latino-américaine pour le droit à l'éducation, d'intensifier les programmes d'alphabétisation, car une éducation de qualité, élément clé de la dignité humaine, joue comme un levier permettant la conquête des autres droits.

Droit à l'emploi et abolition du travail forcé. Pire sans doute que d'être chômeur, ne pouvoir quitter son travail: 12,3 millions de personnes travailleraient ainsi sous la menace. Au Brésil, ils seraient de 25 000 à 40 000 victimes de ce fléau, surtout dans les zones de frontière agricole. L'OIT salue les initiatives du ministère brésilien du Travail: au terme de ses inspections, 4 000 « esclaves au travail » ont été remis en liberté en 2003 et 2004. Manière d'inciter au redoublement des efforts, l'OIT soutient dans le même temps la campagne de dénonciation lancée par la Commission pastorale de la terre, relayée par une vingtaine d'ONG brésiliennes. La multinationale pétrolière française Total, accusée de complicité de travail forcé en Birmanie, est dans le collimateur du collectif associatif Total pollue la démocratie. Exigence réitérée d'un retrait de la compagnie de ce pays dirigé par une dictature militaire. Dans la salle, d'aucuns s'interrogent: un tel boycott ne profitera-t-il pas *in fine* aux majors pétrolières nord-américaines?

Égalité des droits pour tous. Depuis le Forum social de Mumbai (2004) où les Dalits, intouchables indiens, étaient présents en nombre, les mouvements sociaux antidiscriminations, tels les « Afro-brésiliens » en butte au racisme, font régulièrement irruption sur le devant de la scène, bientôt rejoints par des exclus du Nord et du Sud (voir encadré).

Les « sans » prennent la parole

« Il faut refonder une identité mondiale à partir des sans, les sans-abri, les sans-travail, les sans-droits », proclame Jean-Baptiste Eyraud, animateur de Droit au logement (DAL). Et d'inviter les Dalits indiens à jeter une passerelle avec le réseau des No vox. Au même moment, les sans-terre brésiliens recevaient le renfort du président vénézuélien, Hugo Chavez. No vox, adepte du fait accompli, ne dissimule pas sa stratégie : les groupes de base doivent investir le FSM afin d'en bousculer « l'élite » (intellectuels, ONG et syndicats) qui monopolise la parole. Exemples mis en avant, les occupations d'immeubles et de terres qui se déroulent à Porto Alegre et aux alentours.

Promotion à grande échelle de la Responsabilité sociétale des entreprises (RSE). Du partenariat conclu avec l'enseigne de distribution Carrefour, la FIDH tire un enseignement : associer les syndicats, y compris ceux des fournisseurs et sous-traitants au contrôle des engagements des firmes. La probable unification à l'horizon 2006 de deux confédérations mondiales de syndicats, la CISL et la CMT, rassemblant plus de 170 millions de travailleurs, offre des perspectives prometteuses : le lancement d'une véritable campagne internationale sur le thème. Mais les seules mesures d'autodiscipline des entreprises (respect de certains droits civiques et sociaux, rejet des pratiques de corruption) s'avèrent insuffisantes. Standards et normes sociales devraient faire l'objet de contrôles externes, voire acquérir un caractère contraignant au niveau de branches industrielles ou de services. Une longue bataille s'annonce.

Pointer aussi les responsabilités de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et des institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale). Le réseau Initiatives pour un autre monde (Ipam), Agir ici, le Crid, l'Association européenne des droits de l'Homme instruisent le procès : revoir le fonctionnement opaque et antidémocratique de nombreuses

instances, tel l'Organe de règlements des différends (ORD) de l'OMC ; refuser la privatisation de biens publics essentiels, comme l'eau ; combattre les programmes d'ajustement structurel qui réduisent à la portion congrue les budgets sociaux (éducation, santé) des pays pauvres.

Renforcer l'architecture judiciaire mondiale, à l'occasion de la réforme de l'Organisation des Nations unies, en envisageant la création, aux côtés de la CPI, d'une Cour internationale pour le respect des DESC. Demande commune d'Amnesty international, Oxfam, Social watch et Dignity international.

Diffuser et débattre des propositions de la Charte mondiale du droit à la ville. À l'aube du nouveau millénaire, la moitié de la population mondiale réside dans les villes et selon les prévisions, en 2050, le taux mondial d'urbanisation s'élèvera à 65 %. D'où l'importance de proclamer que la ville, espace collectif diversifié, appartient à tous ses habitants. Un préambule et vingt-et-un articles déclinent ce droit à la ville. Initiative de l'Alliance internationale des habitants et d'une quinzaine d'ONG brésiliennes.

Ajouter les droits environnementaux aux DESC. Leur respect garantit l'avenir des générations futures. Selon le Centre de documentation internationale pour le développement, les libertés et la paix (Cedidelp), organisation membre du réseau IPAM, la reconnaissance de ce « droit nouveau » dépend beaucoup des rapports de force, donc des mobilisations sociales.

Il est plus que temps de sortir les DESC de la marginalité et d'incarner le principe d'indivisibilité des droits de l'Homme. Une aspiration commune des participants au Forum de Porto Alegre, confortée par le secrétaire général des Nations unies. Quelques semaines plus tard, Kofi Annan déclarait en effet : « Nous sommes la première génération qui a réellement les moyens de faire du droit au développement une réalité pour tous. »

Une alternative à la mondialisation libérale

Les propositions émises concernant les droits de l'Homme semblent exprimer une double ambition : une volonté de « défricher » large ainsi qu'un souci de réalisme. Comme si l'habituel lyrisme incantatoire (« Hasta la victoria siempre »...) cédait le pas à une approche plus pragmatique et consensuelle, sur le mode « Stand up for your rights ! » Et que la majorité souhaitait dessiner concrètement les contours de « l'autre monde possible », jusqu'ici rêvé.

Même si plusieurs ONG occidentales avaient invité leurs partenaires du Sud à faire le voyage de Porto Alegre, la présence de maigres délégations africaines contrastait avec l'activisme des gros bataillons de militants latino-américains. À défaut de témoignages, les actuelles parodies de l'État de droit au nord et au sud du Sahara n'ont pas été versées au débat.

On a pu repérer, par ailleurs, d'indéniables déséquilibres politiques. Ainsi, lors de l'atelier consacré à Haïti, les partisans de l'ex-président Jean-Baptiste Aristide accaparaient la parole pour réclamer son retour au pouvoir. Plusieurs tragédies humaines de grande ampleur n'ont, elles, été que trop discrètement évoquées : sort des populations réfugiées, situation en Tchétchénie, désastre du Darfour (Soudan), etc.

Mais en regard, combien de débats riches et denses ! Un seul exemple : comment répondre à la soif de vérité et de justice des dizaines de milliers de parents de disparus ? Privilégier une justice punitive au risque de compromettre la réconciliation ou une justice « restauratrice » qui établit les responsabilités et octroie des réparations (parfois symboliques) ? On discute des résultats des enquêtes réalisées en Argentine (Commission Sabato, créée en 1984), ou au Chili (Commission Rettig, 1991), des atouts et limites des Commissions Vérité et Réconciliation qui ont essaimé d'Afrique du Sud au Maroc en passant par la Sierra Leone. Seule certitude, la nécessité d'avancer dans l'une ou l'autre de ces voies, car sinon les frustrations resurgissent tôt ou tard. Tant il est vrai que les nations

qui « oublient » leur passé sont hantées par lui pendant des décennies.

Citoyenneté mondiale en gestation

Au total, nombre de propositions cernaient bien les enjeux majeurs des temps présents : réaffirmation de la primauté du droit sur la force dans l'affrontement avec le terrorisme ; soutien à toutes les formes de lutte contre l'impunité ; réalisation effective des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). D'autres défis d'importance – trafic en plein essor des êtres humains, généralisation de l'accès aux médicaments génériques pour enrayer l'hécatombe du sida – ont été ciblés de manière pertinente. Les entreprises, acteurs clés de la mondialisation, ont été placées en face de leurs responsabilités sociales. De nouveaux droits, comme celui de disposer d'un environnement non dégradé ménageant l'avenir, ont été mis en avant.

Pas rebutés par l'ampleur de la tâche, les participants élargissaient leur champ d'action en constituant des coalitions régionales ou internationales (Appel mondial contre la pauvreté), en multipliant la mise en réseaux des initiatives et les campagnes communes. Les droits de l'Homme, universels et indivisibles, se prêtaient bien à l'exercice.

Inévitable contrepartie, les propositions tous azimuts, couvrant le large champ des DCP aux DESC – ont parfois donné le tournis. Signe de perplexité, les demandes de synergies entre les associations et de « synthèse » entre les motions revenaient de manière récurrente.

Conscients de mener une lutte de longue haleine, les participants au Forum de Porto Alegre se fixaient aussi un horizon de mobilisation à dix ans. La Déclaration du Millénaire prise au pied de la lettre, tous les manquements et insuffisances seront traqués d'ici à 2015.

La montée en puissance de la thématique des droits de l'homme au cours des dernières éditions du FSM est telle que l'accès aux droits apparaît aujourd'hui comme le socle d'une

alternative à la mondialisation libérale. La bataille pour les droits débouche *in fine* sur une remise en cause du fonctionnement de l'actuel système économique : quelle autre gouvernance mondiale, quelles mesures de régulation peuvent réduire de manière drastique le nombre de laissés-pour-compte de la mondialisation ? Cette démarche favorise aussi un large rassemblement contestataire et permet d'enfoncer un coin dans l'hégémonie culturelle des adeptes du néolibéralisme. À eux désormais de rendre des comptes sur les graves infractions au respect des droits de l'Homme auxquels ils se réfèrent. À eux de mettre un terme aux exclusions massives engendrées par la globalisation qu'ils vénèrent. Leurs préceptes idéologiques seront à présent jugés à cette aune-là.

Autrement dit, l'offensive en faveur des droits de l'Homme profite à plein de l'action résolue de nouveaux et nombreux protagonistes qui se posent en citoyens du monde. Ce sont tous ces acquis de Porto Alegre ainsi que la dynamique enclenchée par la galaxie altermondialiste qui encouragent à ne pas désespérer de l'avenir.

Principaux contacts

À propos du respect des droits civils et politiques (DCP)

www.un.org (le site des Nations unies)

www.amnesty.org

www.fidh.org

www.hrw.org

www.cicr.org

www.derechos.org (base de données sur les violations des droits de l'Homme).

Lutte contre l'impunité

www.icc-cpi.int

www.iccnw.org

Lutte contre le trafic de femmes et d'enfants

www.caritas-europa.org

www.coatnet.org (réseau international d'organisations chrétiennes)

www.curumins.org.br

www.anced.org.br

À propos du respect des droits économiques, sociaux et culturels (DESC)

La bataille pour l'application des ODM

www.millenniumcampaign.org

www.whiteband.org

www.2005plusdexcuses.org

www.crid.asso.fr

www.raidh.org (site du réseau d'alerte et d'intervention sur les droits de l'Homme)

www.ritimo.org (sélection de sites et d'ouvrages sur les OMD)

www.pidhdd.org (site de la plate-forme interaméricaine des droits de l'Homme, de la démocratie et du développement)

Lutte contre la faim et la malnutrition

www.fao.org

Lutte pour la santé

www.ghwatch.org (site de Global health watch)

Lutte pour l'éducation

www.campanaeducacion.org (Amérique latine)

www.acaoeducativa.org.br/observatorio (Brésil)

Respect des conventions de l'OIT

www.ilo.org

Lutte pour l'égalité des droits

www.dalits.org

Campagne contre le travail des enfants

www.caclindia.org (Inde)

Yves Hardy

Journaliste, Yves Hardy a sillonné l'Amérique latine dès le début des années 1980. Il a publié de nombreux reportages (*Le Monde*, *Le Monde diplomatique*, *Le Matin...*), ainsi qu'un livre sur la lutte contre la malnutrition en Équateur, *La route des Andes* (Éditions Syros/FPH). Il a participé à plusieurs ouvrages collectifs (*Cuba*, *Les Antilles...* Éditions Autrement). Autres articles et enquêtes, relatifs à l'Afrique, aux inégalités Nord/Sud et aux violations des droits humains, publiés dans plusieurs mensuels : *Croissance*, *Alternatives internationales*, *Chronique d'Amnesty International*, *Faim-développement magazine...*

ÉDITIONS Charles Léopold Mayer

La collection des « Dossiers pour un débat »

déjà parus :

DD 3. **Inventions, innovations, transferts** : des chercheurs mènent l'enquête, coordonné par Monique Peyrière, 1989.

DD 5. **Coopérants, volontaires et avatars du modèle missionnaire**, coordonné par François Greslou, 1991.

DD 6. **Les chemins de la paix** : dix défis pour passer de la guerre à la paix et à la démocratie en Éthiopie. L'apport de l'expérience d'autres pays, 1991.

DD 12. **Le paysan, l'expert et la nature**, Pierre de Zutter, 1992.

DD 15. **La réhabilitation des quartiers dégradés** : leçons de l'expérience internationale, 1992.

DD 17. **Le capital au risque de la solidarité** : une épargne collective pour la création d'entreprises employant des jeunes et des chômeurs de longue durée, coordonné par Michel Borel, Pascal Percq, Bertrand Verfaillie et Régis Verley, 1993.

DD 20. **Stratégies énergétiques pour un développement durable**, Benjamin Dessus, 1993.

DD 21. **La conversion des industries d'armement**, ou comment réaliser la prophétie de l'épée et de la charrue, Richard Pétris, 1993.

DD 22. **L'argent, la puissance et l'amour** : réflexions sur quelques valeurs occidentales, François Fourquet, 1993.

DD 25. **Des paysans qui ont osé** : histoire des mutations de l'agriculture dans une France en modernisation – la révolution silencieuse des années 1950, 1993.

DD 28. **L'agriculture paysanne** : des pratiques aux enjeux de société, 1994.

DD 30. **Biodiversité, le fruit convoité** ; l'accès aux ressources génétiques végétales : un enjeu de développement, 1994.

DD 31. **La chance des quartiers**, récits et témoignages d'acteurs du changement social en milieu urbain, présentés par Yves Pedrazzini, Pierre Rossel et Michel Bassand, 1994.

DD 34. **Cultures entre elles : dynamique ou dynamite?** Vivre en paix dans un monde de diversité, sous la direction de Édith Sizoo et Thierry Verhelst, 1994 (2^e édition 2002).

DD 35. **Des histoires, des savoirs, des hommes : l'expérience est un capital** ; réflexion sur la capitalisation d'expérience, Pierre de Zutter, 1994.

DD 38. **Citadelles de sucre** ; l'utilisation industrielle de la canne à sucre au Brésil et en Inde ; réflexion sur les difficultés des politiques publiques de valorisation de la biomasse, Pierre Audinet, 1994.

DD 42. **L'État inachevé** ; les racines de la violence : le cas de la Colombie, Fernán Gonzalez et Fabio Zambrano, traduit et adapté par Pierre-Yves Guihéneuf, 1995.

- DD 43. **Savoirs populaires et développement rural**; quand des communautés d'agriculteurs et des monastères bouddhistes proposent une alternative aux modèles productivistes: l'expérience de Third en Thaïlande, sous la direction de Seri Phongphit, 1995.
- DD 44. **La conquête de l'eau**; du recueil à l'usage: comment les sociétés s'approprient l'eau et la partagent, synthèse réalisée par Jean-Paul Gandin, 1995.
- DD 45. **Démocratie, passions et frontières**: réinventer l'échelle du politique, Patrick Viveret, 1995
- DD 46. **Regarde comment tu me regardes** (techniques d'animation sociale en vidéo), Yves Langlois, 1995.
- DD 48. **Cigales**: des clubs locaux d'épargnants solidaires pour investir autrement, Pascale Dominique Russo et Régis Verley, 1995.
- DD 49. **Former pour transformer** (méthodologie d'une démarche de développement multidisciplinaire en Équateur), Anne-Marie Masse-Raimbault et Pierre-Yves Guihéneuf, 1996.
- DD 51. **De la santé animale au développement de l'homme**: leçons de l'expérience de Vétérinaires sans frontières, Jo Dasnière et Michel Bouy, 1996.
- DD 52. **Cultiver l'Europe**: éléments de réflexion sur l'avenir de la politique agricole en Europe, Groupe de Bruges, coordonné par Pierre-Yves Guihéneuf, 1996.
- DD 53. **Entre le marché et les besoins des hommes**; agriculture et sécurité alimentaire mondiale: quelques éléments sur les débats actuels, Pierre-Yves Guihéneuf et Edgard Pisani, 1996.
- DD 54. **Quand l'argent relie les hommes**: l'expérience de la NEF (Nouvelle économie fraternelle), Sophie Pillods, 1996.
- DD 56. **Multimédia et communication à usage humain**; vers une maîtrise sociale des autoroutes de l'information (matériaux pour un débat), coordonné par Alain Ihsis, 1996.
- DD 57. **Des machines pour les autres**; entre le Nord et le Sud: le mouvement des technologies appropriées, Michèle Odey-Finzi, Thierry Bérot-Inard, 1996.
- DD 59. **Non-violence: éthique et politique** (MAN, Mouvement pour une alternative non violente), 1996.
- DD 62. **Habitat créatif: éloge des faiseurs de ville**; habitants et architectes d'Amérique latine et d'Europe, textes présentés par Y. Pedrazzini, J.-C. Bolay et M. Bassand, 1996.
- DD 63. **Algérie: tisser la paix**: huit défis pour demain; Mémoire de la rencontre «Algérie demain» à Montpellier, 1996.
- DD 67. **Quand l'Afrique posera ses conditions**; négocier la coopération internationale: le cas de la Vallée du fleuve Sénégal, mémoires des journées d'étude de mars 1994 organisées par la Cimade, 1996.

DD 68. **À la recherche du citoyen perdu** : un combat politique contre la pauvreté et pour la dignité des relations Nord-Sud, Dix ans de campagne de l'association Survie, 1997.

DD 69. **Le bonheur est dans le pré...** : plaider pour une agriculture solidaire, économe et productive, Jean-Alain Rhessy, 1996.

DD 70. **Une pédagogie de l'eau** : quand des jeunes des deux rives de la Méditerranée se rencontrent pour apprendre autrement, Marie-Joséphine Grojean, 1997.

DD 72. **Le défi alimentaire mondial** : des enjeux marchands à la gestion du bien public, Jean-Marie Brun, 1996.

DD 73. **L'usufruit de la terre** : courants spirituels et culturels face aux défis de la sauvegarde de la planète, coordonné par Jean-Pierre Ribaut et Marie-José Del Rey, 1997.

DD 74. **Organisations paysannes et indigènes en Amérique latine** : mutations et recompositions vers le troisième millénaire, Ethel del Pozo, 1997.

DD 76. **Les médias face à la drogue** : un débat organisé par l'Observatoire géopolitique des drogues, 1997.

DD 77. **L'honneur des pauvres** : valeurs et stratégies des populations dominées à l'heure de la mondialisation, Noël Cannat, 1997.

DD 79. **Paroles d'urgence** ; de l'intervention-catastrophe à la prévention et au développement : l'expérience d'Action d'urgence internationale, Tom Roberts, 1997.

DD 80. **Le temps choisi** : un nouvel art de vivre pour partager le travail autrement, François Plassard, 1997.

DD 81. **La faim cachée** : une réflexion critique sur l'aide alimentaire en France, Christophe Rymarsky, Marie-Cécile Thirion, 1997.

DD 82. **Quand les habitants gèrent vraiment leur ville** ; le budget participatif : l'expérience de Porto Alegre au Brésil, Tarso Genro, Ubiratan de Souza, 1998.

DD 84. **Vers une écologie industrielle** : comment mettre en pratique le développement durable dans une société hyperindustrielle, Suren Erkman, 1998.

DD 85. **La plume partagée** ; des ateliers d'écriture pour adultes : expériences vécues, François Fairon, 1998.

DD 86. **Désenclaver l'école** ; initiatives éducatives pour un monde responsable et solidaire, sous la direction de Christophe Derenne, Anne-Françoise Gailly, Jacques Liesenborghs, 1998.

DD 88. **Campagnes en mouvement : un siècle d'organisations paysannes en France**, coordonné par Médard Lebot et Denis Pesche, 1998.

DD 89. **Préserver les sols, source de vie** ; proposition d'une « Convention sur l'utilisation durable des sols », projet Tutzing « Écologie du temps », 1998.

DD 90. **Après les feux de paille** ; politiques de sécurité alimentaire dans les pays du Sud et mondialisation, Joseph Rocher, 1998.

- DD 91. **Le piège transgénique**; les mécanismes de décision concernant les organismes génétiquement modifiés sont-ils adaptés et démocratiques?, Arnaud Trollé, 1998.
- DD 92. **Des sols et des hommes**; récits authentiques de gestion de la ressource sol, Rabah Lahmar, 1998.
- DD 93. **Des goûts et des valeurs**; ce qui préoccupe les habitants de la planète, enquête sur l'unité et la diversité culturelle, Georges Levesque, 1999.
- DD 94. **Les défis de la petite entreprise en Afrique**; pour une politique globale d'appui à l'initiative économique: des professionnels africains proposent, Catherine Chaze et Félicité Traoré, 2000.
- DD 95. **Pratiques de médiation**; écoles, quartiers, familles, justice: une voie pour gérer les conflits, Non-Violence Actualité, 2000.
- DD 96. **Pour un commerce équitable**; expériences et propositions pour un renouvellement des pratiques commerciales entre les pays du Nord et ceux du Sud, Ritimo, Solagral, 1998.
- DD 97. **L'eau et la vie**; enjeux, perspectives et visions interculturelles, Marie-France Cais, Marie-José Del Rey et Jean-Pierre Ribaut, 1999.
- DD 98. **Banquiers du futur**; les nouveaux instruments financiers de l'économie sociale en Europe, Benoît Granger/Inaise, 1998.
- DD 99. **Insertion et droit à l'identité**; l'expérience d'accompagnement des chômeurs par l'association ALICE, Pascale Dominique Russo, 2000.
- DD 100. **Une ville par tous**; nouveaux savoirs et nouveaux métiers urbains; l'expérience de Fortaleza au Brésil, Robert Cabanes, 2000.
- DD 101. **Chine et Occident: une relation à réinventer**; parcours historique et leçons de quelques rencontres récentes dans le cadre de l'Alliance pour un monde responsable et solidaire, Yu Shuo, avec la collaboration de Sabine Jourdain, Christoph Eberhard et Sylvie Gracia (photographies de Alain Kernévez), 2000.
- DD 102. **Solidarités nouvelles face au chômage**; tisser des liens pour trouver un emploi: récit d'une expérience citoyenne, Sophie Pillods, 1999.
- DD 104. **Ce que les mots ne disent pas**; quelques pistes pour réduire les malentendus interculturels: la singulière expérience des traductions de la Plate-forme de l'Alliance pour un monde responsable et solidaire, Édith Sizoo, 2000.
- DD 105. **Savoirs du Sud: connaissances scientifiques et pratiques sociales: ce que nous devons aux pays du Sud**, coordonné par le Réseau Réciprocité des Relations Nord-Sud, 1999.
- DD 106. **Oser créer: créer des entreprises pour créer des emplois**, Benoît Granger/Synergies, 2000.
- DD 107. **Se former à l'interculturel**; expériences et propositions, Odile Albert/CDTM, 2000.
- DD 108. **Sciences et démocratie: le couple impossible?**; le rôle de la recherche dans les sociétés capitalistes depuis la Seconde Guerre mondiale: réflexion sur la maîtrise des savoirs, Jacques Mirenowicz, 2000.

- DD 109. **Conquérir le travail, libérer le temps**; dépasser les frontières pour réussir les 35 heures, Bernard Husson/CIEDEL, 2000.
- DD 110. **Banques et cohésion sociale**; pour un financement de l'économie à l'échelle humaine: la faillite des banques, les réponses des citoyens, Inaise, 2000.
- DD 111. **L'arbre et la forêt: du symbolisme culturel... à l'agonie programmée?**, Élisabeth Bourguinat et Jean-Pierre Ribaut, 2000.
- DD 112. **Le dialogue des savoirs**; les réseaux associatifs, outils de croisements entre la science et la vie, Georges Thill, avec la collaboration de Alfred Brochard, 2001.
- DD 113. **Financer l'agriculture**; quels systèmes bancaires pour quelles agricultures?, André Neveu, 2001.
- DD 114. **Agricultures d'Europe: la voie suisse**, REDD avec la collaboration de Bertrand Verfaillie, 2001.
- DD 115. **Le droit autrement**; nouvelles pratiques juridiques et pistes pour adapter le droit aux réalités locales contemporaines, Pascale Vincent, Olivier Longin/Ciedel, 2001.
- DD 116. **Sols et sociétés**; regards pluriculturels, Rabah Lahmar et Jean-Pierre Ribaut, 2001
- DD 117. **Réseaux humains, réseaux électroniques**; de nouveaux espaces pour l'action collective, dossier coordonné par Valérie Peugeot, Vecam, 2001.
- DD 118. **Gouverner les villes avec leurs habitants**; de Caracas à Dakar: dix ans d'expériences pour favoriser le dialogue démocratique dans la cité, Catherine Foret, 2001.
- DD 119. **Quelle paix pour le nouveau siècle?**, Maison des citoyens du monde/Bernard Vrignon et Agnès Chek, 2001
- DD 120. **De la galère à l'entreprise**; pour de nouvelles formes de financement solidaire: l'expérience de France Active, Claude Alphandéry, 2002.
- DD 121. **Finances solidaires**; guide à l'usage des collectivités territoriales, Finansol/Éficea, dossier coordonné par E. Antonioli, P. Grosso, J. Fournial et C. Rollinde, 2002.
- DD 122. **Quand l'entreprise apprend à vivre**; une expérience inspirée du compagnonnage dans un réseau d'entreprises alternatives et solidaires, Béatrice Barras, Marc Bourgeois, Élisabeth Bourguinat et Michel Lulek, avec la collaboration de Christophe Beau et Étienne Frommelt, 2002.
- DD 123. **Commerce international et développement durable**; voix africaines et plurielles, CITS, dossier coordonné par Ricardo Meléndez et Christophe Bellmann, 2002.
- DD 124. **Les citoyens peuvent-ils changer l'économie?**, collectif «Engagements citoyens dans l'économie»; actes du colloque tenu à Paris le 24 mars 2002, 2003.
- DD 125. **Voyager autrement**; vers un tourisme responsable et solidaire, coordonné par Boris Martin, 2003.

- DD essai 126. **Mission possible**; penser l'avenir de la planète, Pierre Calame, réédition 2003.
- DD 127. **Apprivoiser le temps**; approche plurielle sur le temps et le développement durable, Fondation pour les générations futures, Joël Van Cauter et Nicolas de Rauglaudre, 2003.
- DD essai 128. **La Licorne et le Dragon**; les malentendus dans la recherche de l'universel, sous la direction de Yue Daiyun et Alain Le Pichon, avec les contributions d'Umberto Eco, Tang Yijie, Alain Rey, Jacques Le Goff, Wang Meng..., 2003.
- DD 129. **Lettre ouverte à ceux qui veulent rendre leur argent intelligent et solidaire**, Jean-Paul Vigier, 2003.
- DD 130 essai. **Par-delà le féminisme**, Édith Sizoo, 2003.
- DD 131 essai. **Dans les courées de Calcutta; un développement à l'indienne**, Gaston Dayanand, préface de Noël Cannat, 2003.
- DD 132. **Des animaux pour quoi faire?** Approches interculturelles, interreligieuses, interdisciplinaires, Élisabeth Bourguinat et Jean-Pierre Ribaut, 2003.
- DD 133 essai. **Politiques de santé et attentes des patients**; vers un dialogue constructif, Bruno Dujardin, 2003.
- DD 134. **Approches spirituelles de l'écologie**, coordonné par Frédéric Piguet, 2004.
- DD 135 essai. **L'aide publique au développement, un outil à réinventer**, Guillaume Olivier, avec la contribution de Saïdou Sidibé, 2004.
- DD 136. **Itinéraires vers le 21^e siècle**; récits de témoins engagés lors de l'Assemblée mondiale de citoyens, Lille 2001, textes de F. Fairon, photos de F. Noy, 2003.
- DD 137 essai. **Vers une écologie industrielle**; comment mettre en pratique le développement durable dans une société hyper-industrialisée, Suren Erkman, 2004.
- DD 138 essai. **La maison-monde: libres leçons de Braudel**, François-Xavier Verschave, 2005.
- DD 139 collectif. **Les ONG dans la tempête mondiale**; nouveaux débats, nouveaux chantiers pour un monde solidaire, sous la direction de Coordination SUD, 2004.
- DD 140 collectif. **L'idiote du village mondial**; Les citoyens de la planète face à l'explosion des outils de communication: subir ou maîtriser, sous la direction de Michel Sauquet, coédition Luc Pire (Belgique), 2004.
- DD 141. **Pratiques d'éducation non violente**; nouveaux apprentissages pour mettre la violence hors-jeu, sous la direction de Bernadette Bayada et Guy Boubault, 2004.
- DD 142 collectif. **La santé mondiale, entre racket et bien public**, Association Biens publics à l'échelle mondiale, coordonné par François-Xavier Verschave, 2004.
- DD 143 collectif. **La consommation assassine**; comment le mode de vie des uns ruine celui des autres, pistes pour une consommation responsable, *State of the World 2004* du Worldwatch Institute, traduit de l'anglais (États-Unis) et adapté par Mohamed Larbi Bouguerra, 2005.

DD 144 essai. **Le tiers-monde n'est pas dans l'impasse**, Pierre Judet, 2005.

DD 145. **Le capital mémoire**; identifier, analyser et valoriser un capital d'expériences, Sylvie Robert, 2005.

DD 146. **Volontaires en ONG: l'aventure ambiguë**, Amina Yala, 2005.

DD 147 essai. **Transport maritime: danger public et bien mondial**, François Lille, Raphaël Baumler, 2005.

DD 148 collectif. **Les télécommunications, entre bien public et marchandise**, BPEM et CSDPTT, 2005.

DD 149 essai. **L'appétit du futur**, Jacques de Courson, 2005.

DD 150 essai. **Après l'Amérique, un monde nouveau** ; les défis et les institutions de la Communauté mondiale, Olivier Giscard d'Estaing, 2005.

La Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (www.fph.ch) est une fondation indépendante de droit suisse créée en 1982. Les revenus annuels du patrimoine légué par son fondateur Ch.-L. Mayer sont mobilisés pour contribuer à l'émergence d'une communauté mondiale et au développement de nouvelles pratiques citoyennes susceptibles de répondre aux grands défis de ce début de siècle. Trois de ces défis sont plus particulièrement au cœur des actions qu'elle mène et soutient avec des partenaires du monde entier : celui de *systèmes de gouvernance* à repenser et à réformer, du niveau local au niveau mondial ; celui d'une *éthique* toujours à construire, qui concerne non seulement les droits mais aussi les responsabilités des êtres humains et s'applique à tous les milieux (scientifiques, économiques, académiques, médiatiques...); enfin celui d'une *nouvelle vision de l'économie*, visant au renouvellement des modes de production, de consommation et d'échange. Les modes d'action de la Fondation sont diversifiés : *promouvoir des idées et des propositions* (par l'édition, la mise en débat d'une charte des Responsabilités humaines, l'alimentation de sites ressources Internet, l'organisation de rencontres internationales, etc.); appuyer l'émergence d'*alliances citoyennes internationales* (alliances d'habitants, d'organisations rurales, d'Ong, de juristes, de chercheurs...); enfin promouvoir des *méthodes d'échange, de réflexion collective* et de structuration de l'information.

Les Éditions Charles Léopold Mayer (www.editions-mayer.fr) sont constituées depuis 1995 sous la forme d'une association à but non lucratif (loi 1901). Elles éditent des livres de témoignages, d'analyse et de propositions sur les nouvelles démarches et les nouvelles actions citoyennes qui se développent aujourd'hui tant au niveau local qu'à celui d'une société mondialisée en quête d'alternatives et d'idées. Le soutien de la Fondation Charles Léopold Mayer leur permet de tenter de jouer un rôle pionnier dans des domaines encore peu connus mais susceptibles de le devenir, comme ce fut le cas, il y a une dizaine d'années,

lorsque les Éditions ont entrepris de publier sur le commerce équitable, la gestion municipale participative, l'économie solidaire, les réseaux paysans au Sud, etc. Environ 500 ouvrages ont été publiés depuis la création des éditions, essais, « dossiers pour un débat », « cahiers de propositions », etc., dont la moitié sont encore au catalogue aujourd'hui. Ils sont distribués en librairie, en vente par correspondance ou sur place rue Saint-Sabin. En outre, ils ont pour vocation d'être téléchargeables. Certains livres, enfin, sont coédités avec des éditeurs francophones, dans le cadre de l'*Alliance des éditeurs indépendants pour une autre mondialisation* (www.alliance-editeurs.org) dont les Éditions Charles Léopold Mayer sont membre.

Les éditeurs partenaires

Les **Éditions Ganndal** (Guinée) ont été créées en juin 1992. Le catalogue de leurs publications comporte des ouvrages touchant les domaines du manuel scolaire, de la littérature enfantine et de jeunesse, de la littérature générale, des beaux livres et des publications en langues nationales. Résolument ouvertes aux partenariats, les Éditions Ganndal développent un important réseau de collaborations Sud-Sud et Nord-Sud.

Diffusion Ganndal : BP 542, Conakry, Guinée

Tél. : 00 224 46 35 07

Mél : ganndal@miniret.net.gn

Les **Éditions Jamana** sont la première maison d'édition privée au Mali. Cette maison donne la priorité aux publications destinées à la jeunesse et aux femmes, aussi bien en langues nationales maliennes qu'en français ou en anglais. La coédition prend également une certaine ampleur car nous sommes convaincus que le salut de l'édition africaine passe par le développement de rapports de partenariats entre éditeurs africains et d'ailleurs.

Diffusion Jamana : Avenue Cheik Zahed, porte 2694,

Hamdalaye, BP 2043 Bamako, Mali

Tél. : 00 223 229 62 89

Mél : jamana@jamana.org

Les **Éditions du Silence** (Gabon) ont commencé par éditer des revues scientifiques de l'université de Libreville avant de se lancer dans la publication d'essais, de récits de vie, de mémoires et de textes de la culture traditionnelle. En 2005, elles s'ouvrent à la fiction et confirment leur enracinement en milieu scolaire et

universitaire et, plus généralement, dans le monde des idées pour un meilleur partage de notre espace commun: la Terre.
Diffusion Silence: 292, avenue du Colonel Parent, BP 13822, Libreville, Gabon
Tél.: 00 241 06 23 97 97
Mél: moussiroumouyama@yahoo.fr

Les **Éditions Tarik**, basées à Casablanca (Maroc), est une maison d'édition indépendante qui est engagée depuis sa création, en 2000, dans les débats qui animent le monde contemporain. Elle s'est donné comme objectif d'explorer les thèmes de l'histoire et de l'actualité, de la société et de la mémoire.
Diffusion Tarik: 321, route d'El Jadida, Casablanca, Maroc
Tél.: 00 212 22 25 90 07
Mél: tarik.edition@wanadoo.net.ma

Les **Éditions Tropiques** (Cameroun) sont en cours de création et inaugurent leur catalogue par leur participation à ce projet.
Diffusion Tropiques
Mél: nbalelanga@yahoo.fr



Vous pouvez vous procurer les ouvrages des Éditions Charles Léopold Mayer, ainsi que les autres publications ou copublications de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH) en librairie ou à défaut aux :

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38 rue Saint-Sabin
75011 PARIS (France)
Tél./Fax : 01 48 06 48 86
Mél : diffusion@fph.fr

Accueil : du mardi au vendredi : 9h30-12h30 – 14h30-17h30

Le catalogue propose environ 300 titres sur les thèmes suivants :

Économie, Solidarité, Emploi
Gouvernance
Relations sciences et société
Agricultures et organisations paysannes
Dialogue interculturel
Communication citoyenne

Construction de la paix
Écologie, environnement
Prospective, valeurs, mondialisation
Histoires de vie
Méthodologies pour l'action

Pour obtenir le catalogue des éditions et coproductions Charles Léopold Mayer, envoyez vos coordonnées à :

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38 rue Saint-Sabin
75011 PARIS (France)



Veuillez me faire parvenir le catalogue des éditions et coproductions Charles Léopold Mayer.

Nom	Prénom.....
Société	
Adresse	
.....	
Code postal	Ville
Pays	

